

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12312 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

— DIMANCHE 26 LUNDI 27 AOÛT 1984

L'ALLIANCE DE L'OPPOSITION ET DU FRONT NATIONAL EN CORSE

La banalisation de l'extrême droite

L'élection du président et du bureau « a scellé l'alliance de l'opposition ». Ce commentaire de M. Pascal Arrighi, chef de file du Front national en Corse, résume parfaitement la situation dans l'île, telle qu'elle ressortait du scrutin du 12 août : l'opposition est majoritaire, au prix d'une alliance avec l'extrême droite. Elle dispose de trente sièges sur soixante et un, soit un de plus qu'il n'est nécessaire pour gouverner, compte tenu de l'attitude des trois élus indépendantistes qui ont décidé de siéger sans participer, et qui renvoient dos à dos la droite et la gauche.

Cette alliance de la droite et de l'extrême droite — souhaitée dès le soir du scrutin — se reflète au sein du bureau de l'Assemblée, composé de MM. Rossi (UDF), Pasquini (RPR), Arrighi (Front national), Baggioni (UDF), Chiarelli (CNIP), Polverini (RPR), Colonna (div. droite), Antona (RPR), Geronimi (CNIP) et Palmieri (Front national).

Cette situation a un précédent en France continentale, puisque

l'opposition avait accepté de gérer la ville de Dreux avec les amis de M. Le Pen, à l'automne 1983. Elle va cependant au-delà : il s'agit cette fois d'une région, mais aussi d'une étape sur le chemin de la banalisation, par la droite, de l'extrême droite, l'objectif étant de faire admettre une telle alliance à l'opinion dans la perspective, notamment, des échéances législatives.

C'est ainsi que M. Poniatowski proclame que « il faut battre les socialistes avec Le Pen, nous les battons avec lui », tandis que M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, souligne qu'il n'aurait pas hésité à faire alliance avec le Front national si cela avait été nécessaire pour conquérir Marseille.

M. de Rocca Serra est éternel

Lire page 7 l'article de PAUL SILVANI

Un choix sans surprise et sans éclat

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. — La ville a goûté, en vain, le 24 août, les éclats de la nouvelle Assemblée enfoncée en séance dans l'ex-Grand Hôtel. Des rangs nationalistes on promettrait une « surprise ». La rue échafaudait de brillants scénarios.

C'est à M. Roger Palmieri, quatre-vingt-deux ans, doyen des conseillers et élus du Front national, qu'il revient d'ouvrir la séance. Aussitôt, son voisin — le plus jeune de tous, désigné à ce titre comme secrétaire — s'empare du micro. C'est M. Dominique Gallet, un des trois élus du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA). Tension... Mais au lieu d'un cri de guerre sort une courte et hésitante déclaration. « Nous refusons d'être secrétaire d'une organisation s'appuyant sur le racisme et la xénophobie ». Le jeune homme à la barbe de pâtre (pâtre lui-même) quitte la tribune et rejoint les bancs des élus. Applaudissements dans le public amassé au fond de la salle et dans les jardins. M. Palmieri, le cheveu blanc plaqué avec soin, rétorque aussi sec : « J'ai vu la police dans la salle et je ferai respecter l'ordre... Et

chacun de vérifier d'un coup d'œil... »

Ainsi débute et prend fin le face-à-face des deux nouveaux venus à l'Assemblée de Corse — le Front national et le MCA. Le doyen conserve la parole avec un évident plaisir. Air impérial, références à Cicéron et à Saint-Exupéry, le vieil avocat évoque, pour le regretter, le passé, l'abandon de l'empire français et de douze départements... Le propos provoque. « Inadmissible dans cette enceinte », accuse M. Albert Ferraci, communiste de longue date.

En fin de séance, tout de même, un éclat oppose M. Pierre Foggioni, chef de file du MCA, à M. Jean-Paul de Rocca Serra, qui vient d'être élu président. Il réaffirme l'attachement viscéral de la Corse à la nation française une et indivisible... Il appelle, au-delà des clivages politiques, à un accord très large contre le terrorisme et le séparatisme. Dans l'assistance, on applaudit.

DANIELLE ROUARD.

(Lire la suite page 7.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Vaccination en Colombie

ETATS-UNIS

Quand l'aube rouge se lèvera

(Page 4)

INDE

La tâche impossible des brigades antivaches

(Page 4)

BOLIVIE

Le roi de la cocaïne est un brave homme

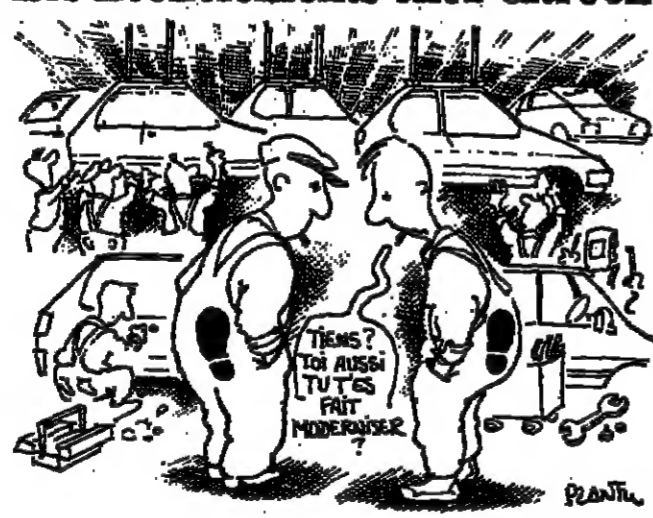
(Page 5)

GRANDE-BRETAGNE

La deuxième grève des dockers

(Page 13)

Les licenciements chez Citroën



(Lire nos informations page 14.)

L'« Église des catacombes » en Slovaquie

Face à la répression
les catholiques retrouvent les habitudes de la clandestinité

Le visiteur non averti, de passage à Bratislava un dimanche matin, pourrait croire, en voyant les églises remplies d'une foule comptant même quelques jeunes, que la pratique religieuse ne rencontre pas trop de difficultés en Slovaquie.

Les apparences sont trompeuses. Si les treize églises de Bratislava sont pleines, c'est que leur capacité est notablement insuffisante pour accueillir tous

les fidèles. Et il n'est pas question d'en construire de nouvelles puisque le régime tchécoslovaque n'admet, en fait de pratique religieuse, qu'une participation formelle au culte.

Parmi les pays du bloc de l'Est, c'est en Tchécoslovaquie que la répression contre les différentes Églises, au premier chef contre l'Église catholique, est la plus sévère. Elle est particulièrement

dure en Slovaquie, et cela pour plusieurs raisons.

Depuis 1945, l'Église catholique slovaque est assimilée à l'État pro-nazi de Mgr Tiso (1). Si bien que tout appel en faveur de la liberté religieuse est qualifié de « renouveau du cléricalisme ». De plus, en Slovaquie, il n'existe pas ou pas encore, d'opposition démocratique constituée comme dans tous les pays tchèques. Par contre, la pratique religieuse des Slovaques est bien plus importante que celle des Tchèques. Ce sont donc ces pratiquants osant penser librement qui apparaissent comme les rebelles à la normalisation.

L'État dispose de puissants moyens pour soumettre l'Église, par l'intermédiaire du secrétariat d'État aux affaires religieuses. Les prêtres, fonctionnaires, ne peuvent exercer qu'avec une licence de l'État, qui peut leur être retirée au moindre soupçon. Actuellement, plus de cinq cents prêtres exerceraient en Slovaquie sans licence, au risque d'être arrêtés pour parasitisme. C'est l'État qui sélectionne les étudiants admis dans l'un des deux séminaires de Prague ou de Bratislava et qui fixe leur nombre. Les finances de l'Église sont aussi entièrement sous le contrôle de l'État.

C'est surtout avec l'association de prêtres *Pacem in Terris*, réactivée en 1971, que l'État espère diriger jusqu'à la vie spirituelle de l'Église. Cette association, censée promouvoir la paix entre les peu-

ples, n'est en réalité que le bras du parti communiste dans l'Église. L'association contrôle les deux hebdomadaires catholiques, qui ne se distinguent du reste de la presse communiste que par quelques articles à thèmes religieux : eux aussi saluent le pacifisme soviétique et les diverses conquêtes du socialisme.

Il est particulièrement important d'empêcher que les enfants soient en contact avec la religion. Le catéchisme est bien enseigné en théorie pendant cinq ans à l'école primaire, mais il est difficile de suivre les cours. Les deux parents doivent se déplacer ensemble pour signer une demande d'inscription. On tente alors de les en dissuader en évoquant la possibilité d'un renvoi du lieu de travail s'ils persistent dans leur intention. Il y a suffisamment d'exemples, ou de rumeurs, pour que ce chantage soit efficace. Il semble même que la carrière d'un instituteur dépende du nombre d'enfants qui participent ou ne participent pas au catéchisme.

SUZANNE SATORY.

(Lire la suite page 3.)

Les terroristes de l'air du temps

Faut-il en rire ou en pleurer ? Les terroristes du Groupe M5 qui auront tenu la France en haleine — grâce à une active coopération des médias, il est vrai — pendant dix jours, n'étaient pas des « pros ». La police, en arrêtant trois des membres présumés du groupe, vendredi, dans la banlieue de Dijon, a mis fin aux activités d'une bande de mauvais garçons saisis par l'air du temps. Elle aura retrouvé leur trace par suite d'une accumulation d'erreurs qui paraitra dérisoire, quasiment infantile, aux vrais terroristes internationaux : lors de chacun de leurs passages dans les villes où ils venaient de déposer leurs bombes artisanales, l'un d'eux logeait à l'hôtel et payait avec des chèques sur lesquels figuraient son vrai nom et l'adresse de l'appartement où ils se cachaient vendredi.

Peu d'envergure, donc, et l'on ne va pas s'en plaindre. Leur apparition fugitive sur la scène des faits divers qui font trembler les hommes et pour autant des aspects nouveaux et inquiétants. Informés, comme tout un chacun, de l'écho que rencontrent désormais en France toutes les manifestations du terrorisme, de l'effroi qu'elles ajoutent à la peur que provoque la délinquance habituelle, ils se sont dit, sans doute,

que planter leur entreprise de racket à l'aide des ingrédients de la terreur « politique » serait de nature à rendre plus efficace leur misérable et criminelle entreprise.

Avec les membres du groupe Action directe on avait connu le glissement du militantisme politique d'ultra-gauche vers le simple banditisme (hold-up, meurtres). Avec le Groupe M5 on aura assisté au phénomène inverse du glissement de la délinquance vers la politique, ou plutôt, la pseudo-politique.

Au nom du combat... contre l'insécurité

Les communiqués de menaces émanant de ce groupe comportaient des condamnations du gouvernement et de la « politique actuelle conduisant le pays à sa perte ». On vit même ces poseurs de bombes revendiquer au nom du combat... contre l'insécurité. Ont-ils pensé que cet habillage « oppositional » les rendrait sympathiques, au moins à la partie de la population qui peste contre le pouvoir et dont les frayeurs « sécuritaires » sont soigneusement entretenues par une partie de la

presse de la classe politique ? L'instruction le dira, et leur procès peut-être.

Il restera de cette peu glorieuse équipée des traces et une leçon. D'abord les victimes de leur entreprise : une femme qui a eu une jambe amputée. Quant à la leçon, elle est triple. L'affaire aura montré la diligence et l'efficacité de la police quand elle agit méthodiquement et « met le paquet » sur une enquête. A une époque où l'on critique sans cesse le « laxisme » des autorités à l'égard des violences, on ne peut qu'enregistrer ce succès avec satisfaction.

Elle aura aussi montré la faculté d'adaptation de la délinquance à notre époque, ses aptitudes à se glisser dans les plis de la mode et des courants dominants.

Elle aura, finalement, servi aussi de leçon aux médias. Une fois de plus la surenchère « terrorisante » était lancée à trop grande vitesse. Ils devaient être fiers, dans leur petit appartement de Dijon, du tapage fait autour de leurs allées et venues, ces pitoyables malfaîtres !

BRUNO FRAPPAT.

(Lire page 8 l'article d'EDWY PLENEL.)

Paris libéré

« Je suis rentré à Paris avec les tanks de Lécerc », titre l'envoyé spécial de *France-Tour*.

« Où sont-ils ? », demande Sartre dans *Combat*. « Ils sont porte de Châtillon, ils sont à l'Hôtel de Ville ».

Voilà quarante ans heures pour heures, la capitale commémorait les derniers combats pour sa libération. Dans la grande banlieue, Corbell et Mekun sont libérés, les Alliés prennent Evreux, Elbeuf. En province, Marseille tombe. Arles, Avignon, Lyon, Bordeaux, à leur tour.

Les journaux, qui paraissent à nouveau avant même que les troupes du Reich aient tourné les talons, sont vendus au grand jour par ceux qui les rédigent, et les locaux de la *Pariser Zeitung* abritent désormais *France-Tour* et *Combat*. Paris se réveille d'un long cauchemar, et, à la fin d'un week-end de fête, reprendra lundi le travail.

(Lire dans le *Monde Aujourd'hui* quatre pages consacrées au quarantième anniversaire des combats pour la libération de Paris et les deux derniers reportages de Jean-Paul Sartre.)

L'université d'été de la communication

Lire dans « le Monde Aujourd'hui » nos pages spéciales consacrées au rendez-vous de Carcans-Maubuisson :

L'Aquitaine et ses médias

Étranger

Italie

La réduction de la détention préventive provoque polémiques et confusion

De notre correspondant

Rome. — L'entrée en vigueur progressive des dispositions législatives réduisant le système de détention préventive, votée le 25 juillet dernier (le Monde du 27 juillet), a libéré des milliers de détenus. Les demandes qui affluent sur les bureaux des magistrats et la réapparition à la « une » des journaux des « grands noms » qui ont défrayé la chronique ces dernières années, comme Licio Gelli, grand maître de la Loge P2, ou son bras droit, Umberto Ortolani — dont les avocats ont fait savoir qu'il entendait bénéficier des nouvelles normes légales — ont ravivé, depuis quelques jours en Italie le goût de la polémique.

Légalistes ou bien alarmistes, chacun, qu'il soit magistrat, homme politique ou éditeur, a son mot à dire. Derrière les indignations des uns, qui estiment qu'on va remettre en liberté des éléments dangereux pour la société, les soupçons de soulagement des autres, affirmant que l'Italie redevient un Etat de droit — caractéristique que les lois d'urgence de 1975 lui auraient fait perdre. — Il y a surtout un problème technique : celui du fonctionnement de l'appareil judiciaire. « Sans doute quelques terroristes et des mafiosi pourront tirer profit de cette loi pour filer entre les mailles de la justice, mais c'est le prix à payer pour redonner un minimum de normalité à notre système judiciaire. Les dégâts causés par les lois d'urgence sont considérables. La réforme actuelle oblige aussi indirectement à accélérer les procédures », estime M. Palombino, l'un des secrétaires du Syndicat de la magistrature.

Une effrayante lenteur

Or c'est là le problème essentiel de l'administration de la justice italienne : une effrayante lenteur. A cette situation endémique, se sont ajoutées les procédures d'exception instituées par les lois antiterroristes : afin de rétablir l'ordre public, l'Etat avait allongé les sanctions mais aussi allongé au maximum les délais de détention préventive (dix ans et huit mois pour les terroristes). Surtout, une nouvelle inculpation — alors que le prévenu était déjà derrière les barreaux pour d'autres accusations — permettait de faire repartir les délais de prison préventive de zéro.

Les cas les plus connus de maintien en prison préventive pendant des années par ce jeu d'inculpations en cascade sont ceux des inculpés de l'affaire d'Autonomie ouvrière (procès du 7 avril). Autre cas, celui du « brigatiste » connu Giuliano Naris, incarcéré depuis huit ans en attente de procès. Il devrait incontestablement bénéficier, en raison de son état de santé, de la résidence surveillée.

Turquie

LA LIBÉRATION DE DEUX DIRIGEANTS SYNDICAUX EST REPORTÉE

De notre correspondant

Ankara. — Sept des neuf dirigeants de la centrale ouvrière progressiste, la DISK, libérés par le tribunal militaire d'Istanbul, ont pu regagner, vendredi 24 août, leur domicile, tandis que leur président, M. Basturk, et l'un des membres du comité exécutif, M. Aktugall, restaient en prison en raison de condamnations antérieures découvrant d'autres procès. M. Basturk avait été condamné à six mois de prison pour une déclaration publiée dans le journal de la confédération, alors que M. Aktugall avait été condamné à huit ans de prison au cours du procès du Parti ouvrier turc. L'avocat de M. Basturk a aussitôt saisi les autorités. Il fait valoir que M. Basturk est resté près de quatre ans en prison.

Le secrétaire général de la DISK, dont les activités sont suspendues depuis l'intervention militaire, le 12 septembre 1981, a déclaré à sa sortie de prison, que « la généralisation du climat de liberté dans l'ensemble du pays serait très bénéfique à la société et contribuerait au rétablissement de la démocratie ».

A. U.

Pologne

Les autorités multiplient les avertissements aux prisonniers politiques amnistiés

Varsovie (AFP, UPI). — Vingt-deux prisonniers politiques restent en détention, malgré l'amnistie votée le 21 juillet dernier, a déclaré, vendredi 24 août, le ministre de la justice, M. Lech Domoradzki. Parmi eux figurent le numéro deux de la direction clandestine de Solidarité, M. Bogdan Lis, et son adjoint, M. Piotr Mierzwinski, poursuivis pour « haute trahison », crime passible de la peine de mort et exclu de la loi. L'enquête les concernant n'est pas close, a indiqué le ministre. Les vingt autres, pour moitié en détention préventive, ont « été amnistiés pour les délits de caractère politique, mais sont maintenus en détention pour délits relevant du droit commun non couverts par l'amnistie ».

Tracasseries

D'autre part, les tracasseries et les avertissements se multiplient envers les prisonniers libérés. Ainsi M. Jacek Kuron, fondateur du KOR, récemment libéré dans le cadre de l'amnistie, a annoncé, vendredi, avoir été interpellé par la milice, qui l'a contraint ainsi à renoncer à un voyage à Gdansk, à l'occasion duquel il devait rencontrer M. Walesa. Trois policiers en civil sont venus le chercher à son domicile pour le conduire au commissariat, peu de temps avant le départ de son avion. « Là, on m'a fait savoir que ma rencontre avec Lech Walesa n'était pas souhaitable, et que la voie que je suivais depuis ma libération était mauvaise », a indiqué M. Kuron, qui a été libéré après le départ de l'avion.

La milice lui reprocherait « d'avoir tenu une conférence de presse », le jour de sa libération, le 9 août dernier, et « d'avoir fait une déclaration au cours d'une messe à Podkowa-Leśna », dans la banlieue de Varsovie.

De retour chez lui, M. Kuron a téléphoné à M. Walesa qui, s'est déclaré « très indigné » par le sort réservé à son ancien conseiller. « Les autorités doivent savoir que de telles méthodes ne nous feront pas oublier les raisons de 1980 », a déclaré le président de Solidarité. La presse officielle fait également écho à un communiqué du procureur général de Pologne mettant en garde les amnistiés politiques contre la « mise à profit de masses dans les églises » pour tenter de « porter atteinte à la paix sociale ». Deux anciens dirigeants de Solidarité, souligne le communiqué, ont déjà été réprimandés : MM. Jan Rulawski, ancien responsable du syndicat indépendant à Bydgoszcz et Wladyslaw Frasnynski, son collègue de Wrocław, ont été convoqués par le parquet depuis leur libération pour avoir pris la parole à l'issue de messes dites à leur intention.

Vendredi matin, c'était au tour des prêtres qui ouvrent leurs paroisses à ces militants tout juste sortis de prison. Rappelant la circulaire adressée il y a quelques jours à tous les diocèses de Pologne par le secrétaire de la conférence épiscopale, Mgr Dabrowski et demandant aux prêtres d'éviter les « cérémonies » dans les églises à l'occasion du retour des amnistiés, le quotidien de l'armée *Żołnierz Wolności* écrit : « que Frasnynski, Rulawski et leurs semblables comprennent bien le communiqué du procureur, c'est leur affaire personnelle. Mais ce n'est pas une affaire personnelle que les destinataires de la lettre de l'archevêché fassent preuve d'obéissance envers leurs supérieurs ».

Les pratiques de certains curés

Le quotidien juge « de plus en plus curieuses les pratiques de certains curés, qui ne font plus la différence entre une chaire et une tribune, ni entre une église et un théâtre ».

Cependant, le porte-parole du gouvernement polonais a annoncé que l'abbé Jerzy Popiełuszko, aumônier des scieries de Varsovie poursuivi pour « abus de sacerdotat » des fins politiques », bénéficie de la loi d'amnistie du 21 juillet. Cette décision signifie l'arrêt des poursuites contre les deux prêtres proches de Solidarité qui étaient accusés de ce même délit : le père Popiełuszko, qui dit tous les dimanches du mois une « messe pour la patrie » rassemblant plusieurs milliers de personnes en l'église St-Stanislaw, et l'abbé Henryk Jankowski, aumônier des chantiers navals Lénine de Gdansk et ami personnel de Lech Walesa. La décision d'amnistier le père Jankowski avait été annoncée le 21 août.

Liechtenstein

Le prince Franz-Josef II cède le pouvoir à son fils, Hans-Adam

Vaduz (AFP, Reuters). — Après avoir régné quarante-six ans, le prince Franz-Josef II du Liechtenstein, qui est âgé de soixante-dix-huit ans, devait remettre, dimanche 26 août, le pouvoir à son fils, le prince Hans-Adam, trente-neuf ans, sans toutefois abdiquer.

Hans-Adam règnera sur un petit bot de prospérité enclavé entre la Suisse et l'Autriche, qui compte vingt-six mille habitants et quarante-sept châteaux. Le revenu annuel moyen par habitant y est élevé qu'à l'échelle d'un Etat-Uni. Avec près de 55 % de sa population active employée dans l'industrie et 4 % seulement d'agriculteurs, le Liechtenstein est un des pays d'industrialisation les plus forts du monde. C'est le premier producteur de

dents artificielles et de poutres de saucisses synthétiques (10 millions de mètres par an).

La principauté est aussi un paradis fiscal où trente mille à cinquante mille sociétés étrangères ont établi leur siège. En 1981, une nouvelle loi a, en principe, renforcé le contrôle sur ces sociétés à la suite de plusieurs scandales financiers. Elle rend notamment obligatoire la présence au Liechtenstein d'un « administrateur qualifié », afin d'éviter les sociétés fantômes et les simples « boîtes à lettres ».

Le prince Hans-Adam a l'intention de poser la candidature de son pays aux Nations unies, quelle que soit la décision de la Confédération helvétique à ce sujet.

Tchécoslovaquie

L'« Eglise des catacombes »

(Suite de la première page.)

Le niveau d'instruction religieuse reste très bas, handicapant le développement d'une réflexion plus élaborée par la suite. Très habilement, les meilleures émissions pour enfants, à la télévision, sont programmées le dimanche matin, à l'heure de la messe.

L'athéisme, en revanche, est enseigné à tous les niveaux, et même au séminaire. Bratislava est dotée d'un institut de l'athéisme scientifique. L'automne 1980 a été marqué par un événement exceptionnel : une grève de la faim de cent vingt étudiants du séminaire de Bratislava, pour protester contre l'endoctrinement athée et marxiste de *Pacem*. Les autorités, prises au dépourvu, se sont contentées de renvoyer une dizaine d'étudiants.

C'est l'Eglise catholique qui, étant la plus nombreuse, est la première victime de la répression. Mais les Eglises protestantes et le judaïsme sont à peu près dans la même situation. Depuis la mort du grand rabbin de Slovaquie, en 1978, il n'y a plus de rabbin dans tout le pays. Bratislava n'a qu'une synagogue. La deuxième a été détruite lors de la construction d'un grand pont suspendu. A Trnava, non loin de Bratislava, les deux synagogues sont en ruine. La communauté juive, très importante avant-guerre, a été pratiquement décimée par les déportations, puis par l'émigration. Il restait environ huit mille juifs en Tchécoslovaquie en 1979. Malgré leur nombre réduit, les juifs sont victimes de discrimination, surtout dans le domaine professionnel.

En 1976, faisant le bilan de la lutte antireligieuse, un membre du comité central du PC slovaque pouvait fièrement proclamer que « la Slovaquie est devenue un pays d'athéisme de masse ». On comprend le désarroi des autorités qui constatent depuis quelques années un renouveau de la pratique religieuse, même chez les jeunes nés sous le système communiste. Elles assistent, quasiment impuissantes, au développement d'une Eglise clandestine.

Comme dans les autres pays de l'Est, c'est la recherche d'une perspective autre que celle offerte par le marxisme qui a poussé les jeunes vers la religion. L'élection d'un pape polonais a fourni une impulsion à ce renouveau. Sans avoir la même connotation nationale que l'Eglise polonaise, l'Eglise slovaque a toujours été plus proche de celle-ci que de l'Eglise tchèque.

En mars 1982, l'Eglise connaît un nouveau tournant : Jean Paul II interdit aux prêtres d'adhérer à des organisations politiques, et, par conséquent, à *Pacem in terris*. Depuis lors, les relations entre Prague et le Vatican sont pratiquement inexistantes. Malgré les pressions du gouvernement, les prêtres quittèrent en masse l'association, alors que la presse catholique officielle ne faisait même pas état du décret. Le cardinal Tomasek, connu jusqu'alors pour son attitude timorée, condamna les prêtres qui restaient dans l'association. On estime que

celle-ci ne compte plus aujourd'hui qu'un tiers des effectifs du clergé. Les « prêtres de la paix », comme on les nomme par dérision, sont d'ailleurs discrédités auprès de l'opinion publique dont toute une partie les considère comme des traîtres ou des délateurs.

Dans le même temps, Jean-Paul II a envoyé une lettre à Mgr Tomasek et aux autres évêques catholiques leur rappelant qu'ils sont seuls compétents pour choisir et former les candidats à la prêtrise. Jean-Paul II refusant pour sa part de nommer évêques les candidats désignés par Prague, plusieurs diocèses sont vacants. En Slovaquie, le siège archiepiscopal de Trnava et trois évêchés sont sans titulaire.

Par contre, il semble bien que le pape ait nommé quelques évêques en secret et que des prêtres aient été ordonnés, également en secret (ce qui renforce les attaques du gouvernement contre une Eglise « internationaliste » et complottant contre l'Etat tchécoslovaque).

Dans tout le pays, mais surtout en Slovaquie, se développe donc une Eglise parallèle, clandestine, ce que certains nomment l'« Eglise des catacombes ».

Une forme de pratique religieuse originale prend de plus en plus d'ampleur. Des petits groupes de cinq ou six personnes se constituent et se réunissent régulièrement pour réfléchir et prier ensemble. Ces groupes sont très cloisonnés et ne se connaissent pas entre eux. Les autorités sont pratiquement impuissantes face à ce mouvement : il se développe spontanément, dans tous les milieux, étudiant comme ouvrier, et la découverte d'un groupe ne mène vers aucun autre, puisqu'il n'y a pas de liens entre eux. Il est évidemment impossible d'évaluer le nombre de ces cellules.

Comment prier

Les samizdats circulant en Slovaquie ne sont en général pas politiques mais religieux. Ainsi, en mai 1982, a été créé un mensuel, *Religion dans le monde contemporain*, dont un responsable supposé a été arrêté quelques mois plus tard « pour avoir fait obstacle au contrôle de l'Eglise par l'Etat ».

Les arrestations de prêtres ou de pratiquants sont un moyen d'intimidation souvent utilisé par les autorités. On ne peut connaître le nombre de personnes en prison pour des motifs religieux puisque l'accusation est souvent portée à un autre titre. Ainsi, le père Josef Nagy, arrêté en 1982 après avoir fait prier pour la Pologne, a été accusé d'avoir causé des dommages à un monument culturel (il avait procédé à la rénovation de son presbytère).

Dans le meilleur des cas, les prêtres et les laïcs proches d'eux sont suivis, interrogés ou relégués dans de petits villages. C'est, paradoxalement, là que l'on trouve le clergé du plus haut niveau.

Un texte a précisé, en juin 1983, le cadre légal de la pratique religieuse. Par exemple, il est permis de prier en groupe, si chacun prie pour son propre compte, comme, durant la guerre, dans les abris, selon le texte. Par contre, si les prières sont dirigées par une personne, suivent un certain ordre et se déroulent dans un appartement privé, elles sont illégales. Il est spécifié qu'il est permis de décorer son appartement avec des crucifix, des images religieuses et même un autel personnel. Mais l'usage d'un tel appartement ne doit pas aller au-delà d'un « intérêt religieux vraiment personnel ».

Mais rien n'y fait. Les parents continuent à faire baptiser leurs enfants. Ils ont même manifesté à Volky-Kris lorsque les autorités ont voulu entraver l'enseignement religieux. Le pèlerinage de Levoča, qui a lieu tous les ans début juillet, attire de plus en plus de monde. A tel point que le dispositif de sécurité mis en place cette année a été d'une importance exceptionnelle. Ceci montre l'importance des autorités. Pourtant, malgré le soutien apporté à la Charte 77, le catholicisme slovaque quitte rarement le terrain de la religion pour celui de la politique.

SUZANNE SATORY.

Maroc

LE MATHÉMATICIEN SIEN ASSIDON A ÉTÉ LIBÉRÉ

Un vent de clémence soufflera-t-il au Maroc ? On peut le croire, après l'annonce, samedi 25 août, par le journal, de la récente libération de M. Sien Assidon. Ce jeune mathématicien marocain (il a aujourd'hui trente-six ans) avait été condamné en 1972 à quinze ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Après une tentative d'évasion, il avait été condamné à trois années supplémentaires de détention.

La cas de cet intellectuel marocain, de confession israélite, avait suscité au plus haut niveau de nombreuses interventions qui avaient toujours laissé de marbre les autorités marocaines.

M. Assidon a été libéré de la prison de Kenitra, en compagnie d'une dizaine d'autres détenus dont on ignore encore l'identité. On a cependant appris, de bonne source marocaine, que, outre les trois cent cinquante remises de peine accordées lundi 20 août par le roi Hassan II à des prisonniers qui ne sont pas tous des politiques, ont été récemment remis sans délai en liberté plusieurs militants de partis ou mouvements d'opposition comme l'Union socialiste des forces populaires, le Parti du progrès et du socialisme (communiste) et l'Organisation de l'action démocratique et populaire.

Néanmoins, des parents d'autres détenus observant une grève de la faim depuis le 4 juillet ont annoncé avoir entamé, vendredi, un sit-in devant le ministère de la justice à Rabat, afin d'obtenir une « amélioration des conditions de détention des quarante-huit inculpés, dont deux hospitalisés dans un état critique » (le Monde des 16 et 24 août).

A. U.

Tunisie

LA CRÉATION D'UNE BANQUE MIXTE VA MATÉRIALISER LA REPRISE DE LA COOPÉRATION AVEC LA LIBYE

De notre correspondant

Tunis. — Le 31 août doit se tenir l'assemblée constitutive d'une banque tuniso-libyenne au capital de 100 millions de dinars (1), dont le siège sera à Tunis. Cette décision a été arrêtée lors des conversations qu'une délégation libyenne, conduite par M. Ali Abdesslem Turki, secrétaire du bureau des liaisons extérieures (ministère des affaires étrangères), a eues ces derniers jours à Tunis (le Monde du 24 août) avec les dirigeants tunisiens. Prévue depuis un an, la création de cette banque doit permettre, entre autres, de financer diverses réalisations économiques communes et de favoriser les échanges commerciaux.

Cette relance de la coopération doit également être illustrée par la mise en œuvre prochaine de deux autres anciens projets : la construction d'une route entre Médénine, dans le Sud tunisien, et Ras-Jedid en Libye, pour laquelle Tripoli fournira un prêt de 11,5 millions de dinars (65 % du coût global), et la connexion des réseaux électriques des deux pays, avec un second prêt libyen de 30 millions de dinars.

Les conversations qui, selon le chef de la diplomatie tunisienne, M. Beji Caid Essebbi, se sont déroulées « dans une atmosphère fraternelle et dans un esprit positif et constructif », ont également permis de fixer pour le mois de novembre à Tunis la prochaine session de « la grande commission mixte de coopération ». Celle-ci, indique le communiqué des conversations diffusé vendredi 24 août, donnera la priorité aux problèmes de main-d'œuvre (quelque cent mille Tunisiens travaillent en Libye). Mais il sera aussi question de développer les rapports dans d'autres domaines économiques.

MICHEL DEURÉ.

(1) Le dinar tunisien vaut environ 11 F.

Étranger

ÉTATS-UNIS

Quand l'« aube rouge » se lèvera

Le « nouveau patriotisme » américain s'est particulièrement révélé à l'occasion des récents Jeux olympiques. Le cinéma et la télévision s'en emparent à leur tour, et les productions exaltant l'image glorieuse de la bannière étoilée se multiplient outre-Atlantique.

Correspondance

Washington. — Le président Reagan n'est pas le seul à profiter de ce qu'il a appelé le « nouveau patriotisme ». Des producteurs de cinéma ont vite compris que cette renaissance était une source de profits considérables. Un patriotisme, teinté de chauvinisme, comme en témoigne le reportage télévisé des Jeux olympiques, puis l'accueil extraordinaire de deux millions de New-Yorkais aux « jeunes héros de l'Olympiade »...

L'image des athlètes américains sur le podium écoutant les paroles du hymne national sur un fond de bannières étoilées a conditionné une opinion à laquelle les rares exploits des autres pays n'ont été ni rapportés ni célébrés équitablement. Au risque de faire preuve de chauvinisme, force a été de constater qu'aucun pilé du triicolore n'a été aperçu sur l'écran ni aucun accent de *Marseillaise* entendu à l'occasion des succès de Pierre Quinon au saut à la perche ou des footballeurs français. Tout semblait avoir été calculé pour ne pas distraire un moment le public de la réunion de famille célébrant

les victoires méritées des athlètes américains.

Ce climat favorise le président Reagan, entraîné par la vague porteuse d'un patriotisme qu'il a si bien provoqué et entretenu, en paroles et aussi en actes. Que l'on se rappelle l'intervention à la Grenade, presque assimilée à l'invasion de la Normandie et qui, en tout cas, fait oublier les « marines » morts au Liban. Quant aux démocrates, ne voulant pas être en reste, ils ont également agité beaucoup de petits drapeaux à leur convention.

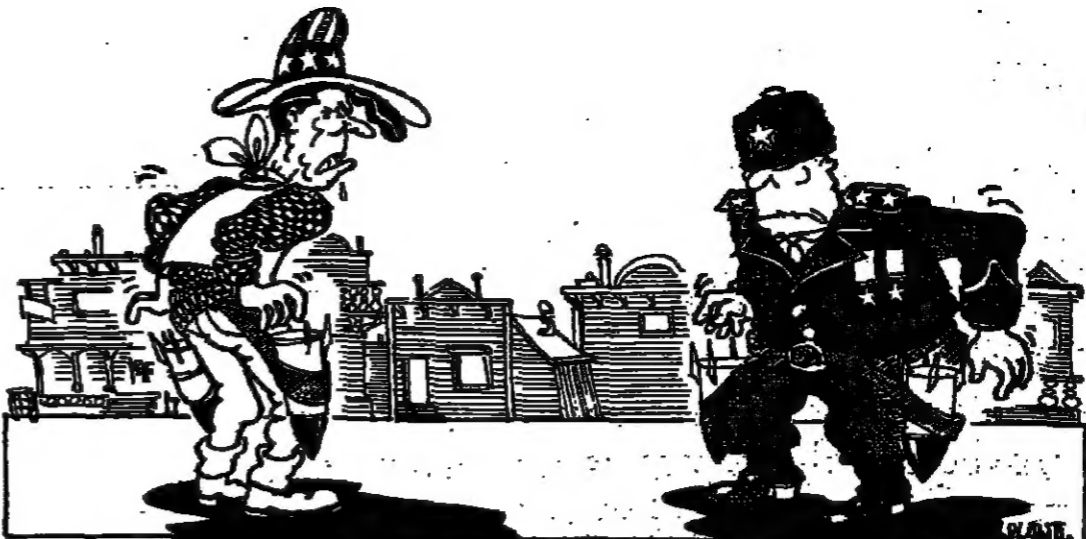
Dans ce climat, il était inévitable que le cinéma et la télévision veuillent tirer parti de la réaction salutaire d'une opinion ayant enfin surmonté le syndrome du Vietnam et les humiliations de la prise d'otages à Téhéran. Ainsi, sur le grand comme sur le petit écran, les productions exaltant le patriotisme sont nombreuses. Parfois avec une sobriété non exempte de médiocrité, comme dans une nouvelle série télévisée « Call to Glory », un feuilleton plein de poncifs, mais honnête, à la gloire des pilotes de l'Air Force. Son héros, le colonel Sarnac, est un grand gaillard, l'image même de la force tranquille et équilibrée. Il ne se contente pas d'être un homme courageux qui, avec d'autres, risque sa vie dans les vols de reconnaissance au-dessus de Cuba. « Ce n'est plus la bête des Cochons. Nous n'allons pas reculer cette fois... », dit-il, anticipant le recul de Khrouchchev devant Kennedy.

Bon époux, bon père, Sarnac s'occupe aussi des humeurs de sa jeune femme, des complexes de

son jeune fils, des difficultés sentimentales de sa fille. A lui toutes les responsabilités et corvées, comme celles d'annonces aux épouses de la disparition en service commandé de leur mari. Le dialogue est fait de déclarations du genre : « Mon pays a besoin de moi... Jamais je ne lui ferai défaut ». C'est le moins qu'on puisse attendre d'un colonel de l'Air Force. Son fils, complexe, finit par comprendre pourquoi son père prend tant de risques. A la fin d'une cérémonie funéraire pour un pilote tué en avion, le gamin en culottes courtes fait de la main le salut militaire, répétant le geste du jeune fils Kennedy aux funérailles de son père. Ce film qui, doublé en français, ferait sourire — il rappelle, à bien des égards, les imitations de films américains d'Yves Robert — a du succès. Dans la foulée, pour ainsi dire, des Jeux olympiques et grâce à une énorme publicité, il a capté 40 % de l'audience des téléspectateurs.

Le spectre de Gengis Khan

Mais l'exaltation du patriotisme prend parfois une forme agressive et intolérable. Tel est le cas de *Red Dawn* (l'Aube rouge) entretenant l'esprit de guerre froide ainsi que la peur et la haine des « rouges ». Cette production va bien au-delà des films, maintenant courants, célébrant les vertus des astronautes et des militaires, et même des films d'espionnage dans lesquels les agents du KGB sont découverts, mystifiés ou tués.



Il s'agit en effet du début de la troisième guerre mondiale. Ni plus ni moins. Devant une école du Colorado où un professeur vient de parler, par hasard bien sûr, des massacres de Gengis Khan, des parachutistes cubains et russes tombent du ciel. Ils tuent le professeur et tirent sur tout le monde, blessant ou tuant des enfants et des adultes. Heureusement, quelques élèves arrivent à s'échapper et partent dans la montagne. Par la suite, on apprend que les Etats-Unis sont partiellement occupés par les Cubains et par les Russes... On se demande vraiment à quoi ont servi les milliards dépensés pour la défense.

Les Russes ont détruit des centres de communication et les rampes de lancement des engins américains. Mais pourquoi les missiles des Etats-Unis n'ont-ils pas déjà dévasté l'Union soviétique ? Pas d'explication. En tout cas, c'est la guerre conventionnelle. Les jeunes partisans mènent une guérilla impitoyable aux occupants soviétiques et cubains, tous représentés (à l'exception d'un colonel cubain pris par le remords) comme des imbéciles, des fous, des sauvages emprisonnant des civils dans des camps de rééducation et les exécutant, le cas échéant. Naturellement,

avant d'être abattus, les otages chantent *America is Beautiful* (l'Amérique est magnifique). Le groupe des jeunes gens auxquels se joignent deux femmes — une romanesque s'échappe, mais trop tard — multiplie les actes de bravoure. Mais les hélicoptères soviétiques, du type employé en Afghanistan, font des ravages. Les partisans succombent en héros. Auparavant, ils ont exécuté un des leurs qui a trahi. « Si nous le tuons, alors nous ne valons pas mieux que les autres », dit son camarade au chef, qui lui répond : « Il y va de notre pays ». Bref, il s'agit d'une sorte de western de la guerre froide, assez bien réalisé malgré beaucoup d'invéraisemblances (il y a longtemps, par exemple, que les soldats russes ne défilent plus aux accents de l'Internationale). A la fin, on voit en gros plan l'inscription gravée sur le « rocher des partisans » : « Au début de la troisième guerre mondiale, une poignée de jeunes, la plupart des enfants, ont lutté et sont morts seulement pour que cette nation ne disparaisse pas de la Terre ».

John Milius, le jeune metteur en scène du film, se prétend anarchiste, mais approuve la politique du président Reagan. Il se déclare fier de son film, qui n'est pas pour lui ce que la compagnie de dis-

tribution appelle une œuvre « d'une jeunesse sombre et d'imagination ». Le metteur en scène déclare qu'il a été très ému en réalisant ce film, qui est un succès commercial puisque, au cours de sa première semaine de projection, il a encaissé plus de 8 millions de dollars. Aucun doute, l'anticommunisme, l'esprit antidémocrate, rapportent...

Reste que *Red Dawn* est un film qui ne rendrait pas les auteurs de mauvais films de guerre soviétiques. Mais ceux-ci avaient l'excuse de vouloir rafraîchir la mémoire des jeunes générations sur les vingt-deux millions de morts de la guerre patriotique. Dans le cas de John Milius, il faut considérer sa production comme une agression cinématographique, à laquelle, malheureusement, les Russes répondront sans doute en temps utile par une production du même ordre. Finalement, l'aspect le plus pénible du film, noté par un certain nombre de critiques, est qu'il entretient le grand public dans ses mythes infantiles. On comprend mieux pourquoi le plus haut personnage de l'Etat fédéral se met à rêver tout haut au bombardement de l'« empire du mal ».

HENRI PIERRE.

INDE

L'impossible tâche des brigades anti-vaches

A New-Delhi, la vache est sacrée, mais elle n'en constitue pas moins une nuisance difficilement supportable en ville. Entre ces deux impératifs, la brigade anti-vaches errantes a une tâche bien ingrate.

Correspondance

New-Delhi. — Dans la capitale indienne, où les pouvoirs publics tentent vainement — de contrôler l'invasion quotidienne des vaches, on ne compte plus les zones vertes ravagées, les jardins de ministres « visités » et les accidents de la circulation provoqués par un paillardement inattendu ou une paire de cornes maladroites... Problème d'urbanisation, problème indien.

« Savez-vous pourquoi les vaches aiment se mettre au milieu des routes ? Tout simplement parce que le courant d'air créé par les voitures chasse les mouches... ». L'expert qui émet cette opinion est M. L.C. Gauttam, de la municipalité de New-Delhi, chef de ce qu'il est convenu d'appeler la « brigade anti-vaches errantes » de la ville. En effet, si l'Inde des hindous vénère la vache sacrée, aux yeux de M. Gauttam et de milliers d'automobilistes, la vache urbaine est avant tout « une nuisance ».

Somnolant aux carrefours des principales artères de la nouvelle ville ou en travers des étroites ruelles du Vieux-Delhi, déambulant, insouciant, au plus noir de la nuit ou au détour d'un mauvais tournant, la vache est à l'origine d'accidents, parfois graves. Plais de la ville moderne, elle s'attire un verdict usant : « Sa place est à la campagne ». La police, quant à elle, s'efforce de demeurer impartiale : pour le docteur K.K. Paul, commissaire responsable des problèmes de circulation, « les gens conduisent de toute façon tellement mal à Delhi que les

vaches ne sont qu'une source d'irritation majeure parmi d'autres... ».

On distingue, en fait, deux catégories de vaches errantes : les « résidentes », appartenant à ces villages englobés au fur et à mesure que New-Delhi étendait ses limites — une des plus grandes concentrations de ces vaches proprement citadines se trouve non loin de la résidence du premier ministre, dans le quartier de Safdarjung, — et les « nomades ». A en croire M. Gauttam, ces dernières sont terribles. Venant des villages périphériques, elles sont quelques milliers à s'aventurer toutes seules quotidiennement dans le centre-ville pour goûter aux vertes pelouses municipales...

Perfides et taquines

M. Gauttam a longtemps étudié le problème : « Les gawals (propriétaires des vaches) les encouragent : l'herbe, chez nous, est bonne et grasse et leur économise le prix du fourrage... ». Alors la brigade anti-vaches errantes passe à l'offensive sur les 43 kilomètres carrés de la municipalité de New-Delhi. Equipés d'un vieux camion, deux douzaines de vachers spécialisés dans la capture des bovins parcourent les rues et les parcs vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Leur technique est simple : « Lorsque nous apercevons un troupeau, nous cherchons à l'acculer... Les cours des écoles sont excellentes pour cela, puis, nous en isolons le chef, et, à l'aide d'un nœud coulant, nous le faisons monter dans le camion : les autres suivent... parfois... ».

Mais le métier n'est pas sans risques. D'après l'expérience de M. Gauttam, les vaches indiennes sont fortes : « Souvent, elles cassent la corde, et parfois même les parois du camion... ». Et elles sont fines : « Ces vaches sont si intelligentes qu'elles reconnaissent au loin notre camion et nos em-

ployés, et elles s'enfuient... Nous sommes sûrs que les gawals les dressent, elles connaissent parfaitement toutes les contre-allées discrètes de la capitale et savent ainsi nous éviter... ».

Pis encore, les vaches de Delhi sont perfides et taquines : « Hier, il y en a eu trois qui sont venues brouter la pelouse juste devant nos bureaux, notre camion était à l'arrêt, nous étions impuissants, j'en pleurais de honte... ».

Pourtant, il n'y a pas que les vaches qui créent des cauchemars à M. Gauttam et à son équipe, il y a aussi les propriétaires. Les hommes de la brigade sont armés de gros bâtons de bambou plombés, les *lathis*. Selon M. Gauttam, il arrive fréquemment que leur action soit interrompue par l'arrivée du gawal accompagné de ses amis. « C'est

alors la confrontation physique », qui peut se terminer dramatiquement avec le tressaillissement de la bête... « Comble de l'ironie, le propriétaire nous traîne devant les tribunaux pour avoir provoqué la mort d'une vache sacrée par négligence... ». Décidément, la vie n'est pas facile pour la brigade...

Sens civique et sentiment religieux

En dépit des aléas de la vie de « cow-boy » indien, la brigade effectue en moyenne trois cents à trois cent cinquante « arrestations » par mois. Pendant la saison chaude, d'avril à juin, lorsque la campagne environnante est asséchée, et de même pendant les mois de mousson, de juillet à septembre, lorsque, au contraire, les

plaines sont inondées et que les animaux cherchent à mettre le sabot au sec, l'équipe travaille à plein rendement : quatre cent cinquante vaches par mois, et souvent plus...

Une fois arraisonnée, la vache est conduite dans un des deux « centres d'internement des vaches errantes » de New-Delhi. Là, les propriétaires ont un surris de sept jours pour payer une amende de 50 roupies — et 3,50 roupies de frais par journée de garde (1) — avant de récupérer leur bien. Passé ce délai, l'animal est mis aux enchères. Au centre d'internement de Mot-Bagh, la vache revendue peut rapporter entre 200 et 1 000 roupies. Mais le directeur du centre, M. Prem Kumar, se plaint que la loi lui interdise de traire les animaux : « Si on les traite, les propriétaires nous accusent de vol. Pourtant, ce n'est pas bon pour elles d'être laissées pleines, et cela nous ferait une source de revenus supplémentaires... ». La municipalité de New-Delhi fournit un budget annuel de 500 000 roupies à la brigade, mais la vente des animaux et les amendes ne rapportent qu'un dixième de cette somme.

D'ailleurs, ce souci « d'équilibrer le budget » oblige M. Prem Kumar à sélectionner ses prises : « Nous ne capturons que les belles bêtes qui peuvent nous rapporter plutôt que les vieilles carnes ». Ces dernières sont tranquilles, libres de finir leur vie de labour contemplatif parmi les bogues des villas chics de New-Delhi.

Mais, autant que faire se peut, la loi reste la loi, et les vaches sont bel et bien animales non grates dans la cité. Légèrement, il faut une licence par vache, délivrée gratuitement après vérification sanitaire des locaux. En fait, seule une fraction infime des propriétaires de bovins possède une telle licence. M. Gauttam est intransigent sur ce point : « Il faut sévir. Il se souvient que pendant



FRANCHINI.

l'état d'urgence (1975-1977), il n'y avait pas l'ombre d'une vache dans les rues de la capitale : « Nous embarquons de force vaches et gawals et les larguons à plusieurs kilomètres de Delhi. Quand les vaches n'avaient pas de propriétaires, nous les donnions aux pauvres... ». Pendant deux belles années, les rues étaient propres et le gazon de la capitale sacré.

Après les élections de 1977 et le changement de gouvernement, les vaches sont revenues avec la démocratie. Aujourd'hui, M. Gauttam propose d'autres moyens à la fois dissuasifs et punitifs. En augmentant, par exemple, l'amende actuelle de 50 roupies — somme antérieurement imposée par ce délit par les autorités britanniques — à 200 roupies, plus s'il faut. « 50 roupies, explique-t-il, c'est ce que rapporte une vache laitière à son propriétaire par jour. Dans son village, il paierait trois fois cela en fourrage. Alors, 50 roupies de temps en temps, ce n'est rien pour lui... ».

De leur côté, les services d'hygiène travaillent sur un projet de loi qui interdirait de garder une vache à l'intérieur d'une maison... Il arrive en effet que la brigade anti-vaches errantes soit frustrée dans ses efforts lorsque l'animal délicieux prend refuge dans un salon ou dans une cuisine dont les propriétaires ont le sentiment religieux plus développé que le sens civique... Assaillie par lettres et au téléphone par les nombreuses associations de résidents de quartier, la brigade anti-vaches de M. Gauttam a conscience de son incapacité à contrôler effectivement la nuisance. Hindou dévot, M. Gauttam n'en est pas moins amer : « Dans un pays où elles sont sacrées, nos vaches ne sont vraiment pas coopératives... ».

KIM GORDON-BATES.

(1) 1 roupie = 0,77 F.

BOLIVIE

Le roi de l'

La Bolivie est un pays à prix dérisoires. On y trouve tout ce qu'il faut pour vivre à l'aise, mais à la limite de la misère. Le roi de l'argent est un personnage...

De notre correspondant...

La Bolivie est un pays à prix dérisoires. On y trouve tout ce qu'il faut pour vivre à l'aise, mais à la limite de la misère. Le roi de l'argent est un personnage... (Text continues with details about the Bolivian economy and social conditions, mentioning inflation and the impact on the population.)

KENYA

Le difficile

Le Kenya est un pays où la vie est difficile. Les conditions de vie sont difficiles, et les ressources sont limitées. Le roi de l'argent est un personnage...

De notre correspondant...

Le Kenya est un pays où la vie est difficile. Les conditions de vie sont difficiles, et les ressources sont limitées. Le roi de l'argent est un personnage... (Text continues with details about the Kenyan economy and social conditions, mentioning the challenges of development and the role of the government.)

De notre correspondant...

Le Kenya est un pays où la vie est difficile. Les conditions de vie sont difficiles, et les ressources sont limitées. Le roi de l'argent est un personnage... (Text continues with details about the Kenyan economy and social conditions, mentioning the challenges of development and the role of the government.)

BOLIVIE

Le roi de la cocaïne est un brave homme

Sa tête est mise à prix depuis des années, et pourtant les petites gens ont les larmes aux yeux en évoquant ses multiples bienfaits. Le roi bolivien de la cocaïne est un bien étrange personnage.

De notre correspondant

La Paz. — « On recherche Roberto Suarez. L'affiche est placardée dans la plupart des commissariats : depuis des années, la tête du « roi de la cocaïne » bolivien est mise à prix par Interpol et les Américains du DEA (service de lutte antidrogue).

Le personnage, pourtant, est beaucoup plus qu'un grand « parain ». N'apprenait-on pas, à La Paz, au moment même où l'armée envahissait la vallée tropicale du Chaparé, paradis des petits trafiquants de cocaïne, que le chef de la brigade des stupéfiants, M. Rafael Ocaso, avait, l'année dernière, rencontré dans une hacienda discrète... Roberto Suarez ? Un dialogue entre le chef de la police et le patron de la cocaïne ! Dont celui-ci est reparti libre ! Le scandale a été énorme en Bolivie.

Au cours de cet entretien, le *padrino* bolivien aurait offert de prêter au gouvernement une colossale somme en dollars, déposée dans les banques de New-York, afin de financer plusieurs projets de développement. C'est en tout cas ce qu'affirme le haut fonctionnaire, qui semble avoir été séduit par son amphytrion. Il le décrit comme un « citoyen relativement jeune, bien conservé, bien élevé,

très sympathique et doté d'un grand esprit d'entreprise ». Roberto Suarez est, en effet, un curieux personnage. Un cocktail de Don Juan et de Robin des Bois. Un mythe. Il a pour repaire la région du Beni, une savane de plus de 200 000 hectares, située au nord-est du pays, qui abrite plus de cinq mille aéroports clandestins.

Essayer de le rencontrer dans ce far-west humide et peuplé de moustiques revient à chercher une aiguille dans une botte de foin. Au mieux, à San-Borja ou Santa Ana, risque-t-on de tomber sur des gardes du corps qui font d'incessants et mystérieux va-et-vient à bord de petits avions.

Mais la chronique locale est discrète sur son compte. « Don Roberto », comme on le dénomme, est grand, fort, brave et bon ! Et travailleur : « Lui, au moins, n'a pas fait fortune en puisant dans les coffres de l'Etat... »

Douze chasseurs bombardiers

« C'est vrai. C'est un pionnier, assure un député du Beni, qui préfère néanmoins garder l'anonymat. Grâce à lui, cette brousse systématiquement ignorée par le gouvernement a pu « décoller ». On lui doit tout, la construction de l'aéroport, l'aménagement de la route qui conduit au bourg, l'installation du tout-à-l'égout, du téléphone, la réfection de l'église et du marché... »

Les petites gens ont les larmes aux yeux en évoquant ses multiples bienfaits : « Il a donné un fauteuil roulant à un infirme, payé les études des fils du défunt

Don Mario. Nous avons tous profité de sa générosité... Et lorsque dona Lulu a fêté ses soixante ans, il a même assisté à la messe. Ses gardes du corps, armés de mitraillettes, menaient la garde autour de l'autel. Après, il a invité tout le village à un pantiagrué-que barbecue... »

Mais alors, pourquoi des gardes du corps, si l'homme est si populaire ? « Les gens sont envieux. Certains lui veulent du mal », vous répond-on dans le Beni. Mais Roberto Suarez est plus explicite. Il a déclaré à des journalistes locaux : « Les agents du DEA américain me harcèlent depuis des années. L'ambassadeur des Etats-Unis à La Paz, Edwin Corr, n'est qu'un faux flic qui essaie de détourner l'attention sur moi afin que ses concitoyens puissent trafiquer en toute liberté. Parce que la cocaïne est vitale pour leur pays aujourd'hui, comme l'était la marijuana pendant la guerre du Vietnam... »

Roberto Suarez ajoute : « J'ai horreur de la violence. N'empêche que je ne vais pas me laisser tirer comme un lapin. C'est pour cette raison que j'ai pris le maquis. Ici, je suis invulnérable. J'ai à ma disposition trois avions Harrier à décollage vertical et une flotte de douze chasseurs-bombardiers équipés de missiles et de fusées, qui font du 650 kilomètres à l'heure et ont une autonomie de vol de près de six heures. Mes hommes ? Ce sont des experts libyens qui les entraînent... »

Et d'où vient son immense fortune ? « J'ai 10 millions de dollars et non pas 400 millions (la moitié des exportations de la Bol-

vie !), comme l'assurent les mauvaises langues. J'ai travaillé dur. Il y a trente-huit ans, je ne possédais qu'une vache. Aujourd'hui, j'en ai plus de trente mille. Mais le prix de la viande est à la baisse... »

Il semble, en effet, que le « roi de la cocaïne » ne roule plus sur l'or, fût-il blanc. L'année dernière, en juillet, il a pris d'assaut la banque centrale de San-Borja, afin de « se prêter », pour trois jours, la somme rondelette, à l'époque, de 55 millions de pesos... C'était, semble-t-il, pour « acquiescer un nouveau groupe électrogène pour le bourg... »

Le crépuscule est-il arrivé pour l'ex-numéro un de la drogue, qui contrôlait prétendument la moitié de la cocaïne produite en Bolivie ? Tout, ou presque, lui a été contraire ces dernières années.

Le patronyme complet du « roi de la coca » est Suarez Gomez, des noms de son père et de sa mère. Ces deux familles, aux multiples ramifications, ont eu une influence politique et économique décisive pendant les sept années de la dictature du général Hugo Banzer Suarez, de 1971 à 1978, puis après le « putsch de la coca » du 17 juillet 1980. Le ministre de l'intérieur d'alors, le sinistre colonel Luis Arce Gomez, n'était-il pas le cousin de Don Roberto ?

Depuis le retour à la démocratie, en octobre 1982, les membres de la mafia se sont retirés dans le Beni. Prudence motivée puisque, le jour même où le président Siles Zuazo prenait le pouvoir, il autorisait un commando italien à séquestrer le terroriste Paggiari, présumé responsable de l'attentat



MÉNAGER.

présumé responsable de l'attentat de Bologne, puis extradité peu après l'ex-officier nazi Klaus Barbie.

« Je peux sauver le pays »

Roberto Suarez a alors commencé... une croisade contre le trafic de drogue. A grands coups de pavés publicitaires dans la presse locale, il a accusé le ministre de l'intérieur du gouvernement de la gauche, M. Mario Roncal, de protéger l'exportation clandestine de 150 tonnes de cocaïne. « J'ai des preuves contre Roncal. Je le trahirai devant les tribunaux », a-t-il assuré.

Pour sa part, ajoute-t-il pour faire bon poids, j'ai la conscience tranquille. Personne ne m'a jamais surpris les mains dans la « pasta » (la pâte servant de base à la cocaïne), ni en possession d'un seul gramme de drogue.

Toutes les déclarations obtenues contre moi ont été arrachées sous la torture. Et des Roberto Suarez, il y en a des centaines dans le pays. Consultez l'annuaire du téléphone !

Il semble que ce soit l'arrestation de son fils « Bobby » en Suisse, en décembre 1981, qui ait porté un coup fatal à ce sexagénaire jusqu'alors invulnérable. Bobby était muni d'un faux passeport et de 10 millions de dollars en coupures. Les Suisses l'ont extradité immédiatement aux Etats-Unis, où il était requis.

Le « roi de la coca » s'adresse alors au président Ronald Reagan, lui offrant un marché : il se livrait aux agents du DEA à condition que son fils soit libéré... et que les Etats-Unis remboursent la dette extérieure bolivienne, qui dépasse les 4 milliards de dollars. « Encore un geste chevaleresque », a-t-on commenté dans le Beni.

Peu après, Roberto Suarez invitait dans son repaire le président Siles Zuazo, afin de lui proposer des solutions nationales et anti-impérialistes pour relancer l'économie... « Je veux sauver le pays, déclare-t-il, bien que je n'aie pas dépassé l'école primaire... »

Roberto Suarez envisage-t-il une reconversion ? Il admet : « Mon charisme m'attire des amis et séduit les masses... ». Alors, le *padrino* candidat à l'élection présidentielle de 1986 ? Dans un pays aussi étonnant que la Bolivie, pourquoi pas ? Encore faudrait-il qu'aucun de ses cousins ne lui coupe l'herbe sous les pieds d'ici là.

NICOLE BONNET.

KENYA

Le difficile apprentissage de l'état civil

Convaincre les villageois de l'utilité des certificats de naissance... et de décès n'est pas une mince affaire. Le gouvernement kényan s'est pourtant attelé à cette tâche difficile avec des fortunes diverses.

De notre correspondant

Nairobi. — Nyeri-Titus Njunga est toujours par monts et par vaux. Avec la Yamaha que l'administration a mise à sa disposition, il joue à saute-collines en pays Kikouyou. Il parcourt plus de 1 000 kilomètres par mois à courir ainsi de village en village pour ramasser les déclarations de naissance et de décès et les apporter, chaque mercredi, à Nyeri, le chef-lieu du district où elles sont dûment enregistrées.

« Les gens ont maintenant compris la nécessité de ces formalités », affirme l'assistant chef de Gatugi, un village kikouyou parmi d'autres ; ils n'attendent pas plus de quarante-huit heures pour déclarer une naissance ou un décès. Ont-ils besoin d'un certificat portant l'estampille officielle pour inscrire un enfant à l'école par exemple, c'est à Nyeri qu'on le leur délivre. « Avant, l'instruction du dossier demandait de un à trois mois, note Joseph Mitau, le responsable du bureau de l'état civil ; depuis le 1^{er} février, nous traitons ces demandes dans la journée... »

Il y a toujours la queue dans le petit couloir qui conduit au bureau de l'état civil où l'on traite soixante à quatre-vingt « clients » par jour, et jusqu'à deux cents en fin d'année, à la veille de la rentrée scolaire. Pas d'augmentation des effectifs mais une meilleure organisation du travail entre celui qui sort le bon registre rempli avec d'autres, à même le sol, celui qui encaisse la taxe de 10 shillings, soit environ 6 francs, et celui qui tape à la machine le certificat. A Nyeri, l'administration a trouvé son rythme de croisière.

Au temps de la colonisation, la déclaration des naissances et des décès ne s'imposait qu'aux Européens depuis 1924 et aux Asiatiques depuis 1928. Pas d'état civil à cette époque-là, pour les autochtones, qui étaient un peu consi-

dérés comme des non-citoyens. Il fallut attendre 1963, à la veille de l'indépendance, pour réparer cet « oubli ». Nairobi et Nyeri furent alors choisis comme terrain d'expérience car, y étant mieux éduqués, la population était supposée entrer, avec moins de suspicions, dans le jeu administratif. En 1971, la jeune République kényane étendit, pour le principe, cette obligation à tous ses sujets, sans trop se préoccuper des moyens pratiques d'arriver à ses fins.

Pas question, comme la loi le prévoyait, de mettre à l'amende — 500 shillings — ni en prison — pour six mois — tous ceux qui omettraient de déclarer une naissance ou un décès. Cette démarche était laissée à la libre appréciation des intéressés, que personne ne cherchait vraiment à convaincre de l'utilité d'un tel système. Si bien qu'en 1980-1981, dans l'ensemble du pays, le taux d'enregistrement des naissances ne dépassait pas 40 % et celui des décès 22 %.

Le mot juste

Aussi, en janvier 1981, le gouvernement kényan sollicitait la coopération du Fonds des Nations unies pour les activités démographiques (UNFPA) afin de l'aider à faire en sorte que la loi ne reste pas lettre morte. Dans un pays qui a le triste privilège d'avoir le taux de croissance de la population le plus élevé du monde — il dépasse 4 % par an — et qui risque, si les choses demeurent en l'état, de compter 40 millions d'habitants en l'an 2000 et... 120 millions en 2050, au lieu de 18 millions aujourd'hui, n'est-il pas de la première importance que les dirigeants se donnent les moyens de suivre, d'aussi près que possible, cette évolution de manière à y faire face ?

« Le gouvernement a besoin, même dans les endroits les plus reculés, d'apprécier l'évolution démographique pour tailler à la bonne mesure les équipements publics, écoles et hôpitaux notamment », explique M. Benjamin Gil, responsable du projet. Les receveurs, qui sont faits tous les dix ans — le dernier remontait à août 1979, — sont trop es-

paçés dans le temps, et surtout trop imprécis dans leurs résultats pour servir de base d'évaluation des besoins à venir. La tenue en bon ordre d'un état civil permet, par exemple, à l'échelle du district ou même du village, de connaître le taux de mortalité infantile et, partant, de déduire le nombre des enfants à scolariser, de repérer les maladies à combattre.

C'est donc aussi dans l'intérêt des autochtones eux-mêmes de déclarer naissances et décès, outre que la présentation de certificats est nécessaire pour obtenir, soit, dans un cas, une carte d'identité ou un passeport, soit, dans l'autre, un permis d'inhumer ou une reconnaissance d'héritage. Souvent, cette démonstration ne va pas de soi. « Le premier obstacle que nous ayons à surmonter est l'indifférence », avoue M. Gil. Il faut éviter de mettre la loi en avant, d'impliquer trop étroitement le gouvernement au risque de perdre la partie. Il convient, au contraire, de prouver à la population que ce système lui profite au premier chef, que ce n'est pas une idée fumeuse — ou dangereuse — de quelque fonctionnaire en mal d'imagination. Le bon discours, le mot juste, est celui-là : « Vous voudriez de l'eau courante dans votre village, des médicaments en quantité suffisante au dispensaire, alors, pour être sûrs de répondre à vos besoins, il est important pour nous de savoir, grâce à vos déclarations, le nombre d'habitants... »

Pour être certains d'être bien compris, les auteurs du projet avaient choisi de se limiter, dans un premier temps, à sept districts — dont celui de Nyeri — dans lesquels la population, à cause d'une scolarisation plus poussée qu'ailleurs, est réceptive à leur message, ne leur oppose pas le respect de tabous, des districts qui soient proches de Nairobi et bien reliés à elle pour suivre commodément la marche des opérations. Encore fallait-il, une fois délimité le champ d'action, former à cette nouvelle tâche plusieurs centaines de fonctionnaires, organiser, à leur intention, des journées d'études, s'assurer qu'ils ne rechigneraient pas devant ce surcroît de travail.

Restaient, enfin, à trouver les bons intermédiaires qui, ayant la confiance de la population, seraient s'en faire entendre. « Il n'était pas question de confier cette tâche de vulgarisation à des fonctionnaires », précise M. Gil, ni même à des hommes d'église ou à des politiciens locaux, trop partiaux pour être écoutés de tous. Le choix des auteurs du projet s'est donc naturellement porté, dans chaque village, sur la sagesse traditionnelle pour les naissances, et sur un « ancien » pour les décès. Pas de discours ex cathedra de leur part, mais des conversations à bâtons rompus avec les intéressés. Pour chaque formulaire dûment rempli, ces précieux auxiliaires reçoivent une gratification de 3 shillings, soit environ 1,80 franc.

Passeport pour l'école

Aujourd'hui, les résultats sont là : dans le district de Nyeri, le taux de déclaration des naissances atteint 80 %. Les parents hésitent de moins en moins à remplir ces formulaires, au dos desquels figure un tableau où sont inscrites les vaccinations obligatoires — rougeole, tuberculose, etc., — et qui tiennent ainsi lieu de carnet de santé pour l'enfant. Le fait aussi que beaucoup de femmes ont pris l'habitude d'aller accoucher à l'hôpital facilite l'enregistrement des nouveau-nés.

En revanche, les autochtones n'apprécient guère la publicité autour de la mort et sont donc hésitants à faire enregistrer la disparition d'un proche parent. Ainsi, dans le district de Nyeri, le taux de déclaration des décès est de 56 % seulement. Au Kenya, la tradition est d'enterrer les morts sur leur ferme, fièrement mais discrètement. Les cimetières, si peu qu'il y en ait, sont réservés aux misérables ! Quant aux nomades, les pasteurs masais par exemple, ils ont l'habitude d'abandonner sans sépulture les cadavres dans le bush.

Dans ces conditions, il est délicat de convaincre les autochtones de rompre la loi du silence qui entoure la mort, de réclamer un permis d'inhumer, les avantages qu'il y aurait à la faire ne sauter pas aux yeux du premier venu. Il



SERQUEL

y a, tout de même, des petits maux qui tentent, à retardement, d'obtenir de l'administration un acte de décès d'un soi-disant proche, de manière à s'en servir comme pièce à conviction pour se saisir de son héritage.

Maintenant que cette expérience paraît concluante, ses auteurs souhaiteraient que la population se montre plus empressée à remplir ses devoirs. Ne conviendrait-il pas, par exemple, de raccourcir de six mois à un mois le délai légal de déclaration des naissances ? « Cela permettrait notamment d'affiner les statistiques car environ 6 % des bébés meurent dans les cinq premiers mois de leur mise au monde », indique M. Gil. Le moment ne serait-il pas opportun, s'interrogent aussi les experts, d'inviter les chefs d'établissements scolaires à exiger plus fermement des parents la présentation d'un certificat de naissance au moment de l'inscription de leurs enfants, comme c'est déjà le cas à Nairobi et à Mombasa ? Puisque les autochtones ont été chapitrés sur le sujet, le risque est

moins qu'auparavant de les voir se décourager, se formaliser de la « barrière de papier » que l'on place en travers de leur route et finalement se résigner à garder leur progéniture à la maison.

Quatre nouveaux districts pilotes vont s'ajouter, d'ici à 1986, aux sept premiers. A ce stade-là, le coût de l'opération, financée conjointement par les Nations unies et le Kenya, s'élèvera à environ 10 millions de shillings, soit quelque 3,8 millions de francs. Des difficultés financières pourraient, cependant, retarder la réalisation de ce projet. « De toute façon, on ne doit pas aller trop vite en besogne », souligne M. Gil, sinon on risque de couler l'opération. « A son avis, il faudra encore sept à dix ans avant d'arriver au bout de cette entreprise... Calcul d'autant plus sage que les trente et un districts restants seront difficiles à traiter, même avec l'expérience acquise. Qu'en sera-t-il lorsqu'il s'agira de ficher des populations nomades, si étrangères à la « civilisation du papier »... »

JACQUES DE BARRIN.

Étranger

Etats-Unis

Tass dénonce les « élucubrations calomnieuses » de M. Reagan

De notre correspondant

Moscou. — Dans une longue dépêche datée de Dallas, l'agence Tass a violemment critiqué, point par point, vendredi 24 août, le discours prononcé la veille par le président Reagan devant la convention républicaine. « Reagan a proféré des élucubrations calomnieuses sur le stationnement du contingent limité des troupes soviétiques en Afghanistan, qui aide cette République à se défendre contre l'agression (...). Il a, en revanche, passé sous silence l'agression américaine contre le peuple afghan, que son administration commet à partir du territoire pakistanaï », écrit l'agence soviétique.

Tass relève le propos de M. Reagan, qui correspond à une thèse inlassablement répétée ici et selon laquelle « il ne peut y avoir de vainqueur dans une guerre nucléaire », mais l'agence soviétique ajoute aussitôt : « On sait que, en réalité, l'administration américaine recherche la suprématie militaire et la victoire dans un conflit thermonucléaire. »

L'agence enfonce, une nouvelle fois, le clou à propos de la plaisanterie malheureuse de M. Reagan, qui, lors d'un essai de micro, le 11 août dernier, avait annoncé le bombardement de l'URSS « dans les cinq

minutes ». « Le programme électoral du Parti républicain pourrait porter [cette phrase] en exergue », estime Tass. L'agence avait déjà décrit, mercredi, la plate-forme républicaine comme exprimant « l'idéologie des milieux militaires les plus réactionnaires des Etats-Unis. Ce document, écrit de fait sous la dictée de la Maison Blanche, entérine les directives visant à la poursuite d'une politique de confrontation à l'égard de l'Union soviétique, et dans les affaires internationales en général, ainsi qu'à l'accélération de la course aux armements, notamment dans l'espace ».

La télévision a, de son côté, accordé chaque soir une place assez importante à la convention. Le télé-spectateur soviétique a pu croire, au vu de ces « reportages », que de nombreux manifestants avaient crié devant le siège de la convention leur indignation contre la politique « militariste » du président Reagan. Un commentateur a cru bon de relever que c'était dans un climat d'« euphorie » et « d'enthousiasme sans débat » qu'avait été adopté le programme républicain. Pour qui connaît l'unanimité de rigueur dans les réunions publiques soviétiques, ce reproche ne manquait pas de sel.

D. Dh.

Uruguay

Les candidats à l'élection présidentielle du 25 novembre sont tous connus

Une nouvelle étape importante vient d'être franchie en Uruguay sur le chemin qui devrait conduire à l'élection d'un président civil, le 25 novembre prochain, et au retour des militaires dans les casernes en mars 1985, après quelque douze années de régime d'exception. Le Parti blanco (conservateur modéré) a en effet désigné, le jeudi 23 août, un nouveau candidat : M. Alberto Zumaran, un avocat âgé de quarante-trois ans, directeur d'un hebdomadaire politique, la *Democracia*, indique le correspondant de l'Agence France-Presse à Montevideo.

Cette décision met fin à une impasse qui faisait peser une lourde inévitabilité sur l'aboutissement du processus de démocratisation. Le Parti blanco avait, le 19 août, confirmé la candidature à la présidence de M. Wilson Ferreira Aldunate : il défiait ainsi les militaires, qui avaient intérêt à son leader le 16 juin, jour de son retour en Uruguay après dix ans d'exil. Les généraux au pouvoir reprochent à M. Ferreira d'avoir eu des contacts avec la guérilla urbaine des Tupamaros, exterminés par l'armée en 1972. En réalité, ils se défient profondément d'un homme qui a utilisé son prestige et son charisme pour s'opposer inlassablement à leur pouvoir. Aussi semblait-il faire de son exclusion du scrutin du 25 novembre

une condition implicite à la tenue de la consultation.

De son lieu d'internement, une caserne au centre du pays, M. Ferreira avait annoncé, la semaine précédente, qu'il renonçait à se présenter cette année. Il faisait également savoir qu'il entendait que de nouvelles élections aient lieu en 1985, lors desquelles aucun candidat ne serait proscrit : ni lui-même, ni le général Liber Seregni, leader du Front dialog de la gauche, qui avait déjà, pour sa part, décidé de céder le pas à M. José Crotogini, un médecin de soixante-quatre ans, son collègue lors de la dernière consultation libre en Uruguay, celle de 1971. Pour témoigner sans doute leur satisfaction, les militaires ont aussitôt libéré le fils de M. Ferreira, Juan Raul, lui aussi détenu depuis le 16 juillet. Celui-ci, âgé de trente et un ans, a, lors d'une émission télévisée, le jeudi 23 août, à Montevideo, appelé les « blancs » à renoncer à s'abstenir, comme certains dirigeants du parti l'avaient envisagé, en vue d'aboutir à la libération de M. Wilson Ferreira Aldunate.

Outre MM. Zumaran et Crotogini, le principal candidat est M. Julio Sanguinetti, un avocat âgé de quarante-huit ans, qui représente le Parti colorado (libéral), l'autre grande formation « traditionnelle » de l'Uruguay.

Colombie

La quasi-totalité des guérilleros ont signé une trêve avec le gouvernement

Bogota (AFP, AP, Reuters). — Les dirigeants du mouvement de guérilla M 19 ont signé le vendredi 24 août un accord de cessez-le-feu avec les autorités colombiennes dans la localité de Corinto, dans le sud-ouest du pays. Un incident de dernier moment a retardé l'événement lors d'un accrochage entre la police et une colonne du M 19 qui se rendait à Corinto, le 3 du mouvement, M. Carlos Pizarro, et quatre de ses compagnons ont été blessés. En apprenant l'événement, à Corinto, le dirigeant national du groupe, M. Ivan Mario Espina, s'est écrié : « Nous ne signons pas ». Pourtant, à la suite d'une conversation téléphonique avec le président de la République, le conservateur Belisario Betancur, initiateur de la politique de pacification par la négociation avec les rebelles, M. Espina acceptait de signer la trêve.

La ville de Corinto, 15 000 habitants, avait été déclarée « démilitarisée ». Quelques cinq cents guérilleros s'y étaient rassemblés. Une grande partie de la population a fraternisé avec les rebelles. Parmi les membres du M 19 figuraient beaucoup d'enfants de treize ou quatorze ans, l'armée en bandoulière. La signature de l'accord de cessez-le-feu avec le M 19 porte à plus de 90 % la proportion des guérilleros colombiens qui se sont engagés à arrêter les hostilités au moins pour un temps déterminé, soit environ 27 000.

Le M 19 est, en effet, le quatrième des dix mouvements de guérilla actifs en Colombie à avoir conclu la trêve avec le gouvernement. Le premier avait été, le 28 mai dernier, les Forces armées de la révolution colombienne (FARC), communistes. Le cessez-le-feu est valable pour un an. Le jeudi 23, à

Medellin, deuxième ville du pays, l'Armée populaire de libération (ELP), maoïste, était à son tour entrée dans le processus de pacification, ainsi que la petite organisation Autodéfense des travailleurs.

En revanche, l'Armée de libération nationale (ELN), castriste, ainsi que le petit mouvement proche-maoïste MAO ont déclaré qu'ils ne renonceraient jamais à la lutte armée. Pour appuyer ses dires, l'ELN a attaqué, le 22 août, un village, Boytoy, situé dans les montagnes du nord-est du pays. Neuf policiers, sur les vingt-cinq que comptait le commandement, ont été tués, et quatorze autres blessés.

L'Armée colombienne ne cache pas son scepticisme sur les chances de réussite du processus engagé par le chef de l'Etat. En privé, nombreux d'officiers estiment que la guérilla va profiter de la trêve pour refaire ses forces. Dans la population, en revanche, la démarche du président Betancur est bien accueillie.

La violence du fait d'affrontements entre guérilla et forces de l'ordre, ainsi que les exactions de part et d'autre auraient fait 72 000 morts ces vingt dernières années. Depuis la guerre civile de 1948-1953, connue sous l'appellation de la *Violencia*, ce sont plus de 250 000 victimes qu'a recensées la Colombie.

Gouvernement et guérilleros soulignent que la trêve n'est pas la paix. La guérilla, en particulier, garde ses armes. En fait, elle attend le résultat d'un pacte de confiance signé avec M. Betancur. Le chef de l'Etat s'est engagé à faire adopter, dans le cadre d'un grand « dialogue national », les réformes économiques, sociales et politiques réclamées par la guérilla en vue d'aboutir à une société plus juste.

Liban

Des chiites pro-khomeinistes ont mis à sac le consulat d'Arabie Saoudite à Beyrouth-Ouest

De notre correspondant

Beyrouth. — La nervosité s'accroît à Beyrouth sans qu'il s'agisse encore de tension. Le consulat d'Arabie Saoudite sis dans le secteur ouest (musulman) de la ville a été mis à sac et incendié, vendredi 24 août, par des manifestants chiites pro-farouches portant des portraits de l'imam Khomeini. L'armée est intervenue au bout d'une heure. Elle est constituée, à Beyrouth-Ouest, de la 6^e brigade, entièrement musulmane et presque exclusivement chiite. L'incident s'est produit à une centaine de mètres du poste de police le plus important de la capitale, sans entraîner de réactions.

Des femmes en tchador sont apparues pour la première fois durant ces manifestations, continuées en fait de plusieurs petits groupes qui ont convergé vers le consulat saoudien appartenant à l'ambassade, en coupant le roi Fahd d'Arabie. C'est lorsqu'il est arrivé sur les lieux qu'il se trouvait déjà rassemblés plusieurs centaines de candidats au pèlerinage à La Mecque, qui protestent contre la difficulté d'obtention de visas, que la mise à sac a commencé.

L'organisation Djihad islamique a d'ailleurs menacé de s'attaquer aux

intérêts saoudiens « aux quatre coins du monde musulman », si les entraves au pèlerinage, dont est actuellement la période, persistent. Ces événements ne vont sûrement pas biter le retour de l'ambassade saoudienne qui avait quitté Beyrouth à la suite de l'enlèvement du premier secrétaire de son ambassade, en janvier ; celui-ci avait été relâché dans la Bika. Le chargé d'affaires saoudien n'avait lui-même regagné son poste que lundi 20 août. Encore moins hâtivement la réouverture des autres ambassades arabes qui ont presque toutes fermé leurs portes.

L'ambassade de Libye a été récemment dynamitée, celle d'Irak s'est transportée à Beyrouth-Est depuis trois ans, les missions diplomatiques occidentales, sauf la britannique et l'italienne, ont ouvert des antennes en secteur chrétien, lesquelles sont en réalité leurs ambassades et consulats : leur siège, situé à l'origine en secteur musulman, était devenu les véritables antennes. Vendredi également, le consulat britannique à Beyrouth-Ouest a fait l'objet d'un attentat à la roquette, revendiqué par le Front de résistance nationale libanaise (1), qui a accusé la Grande-Bretagne de faciliter l'émigration des habitants du sud

Séoul propose le développement d'une coopération économique entre les deux Corées

Le président sud-coréen, M. Chun Doo-hwan, a réitéré, le mardi 21 août, ses offres de coopération économique avec le régime de Pyongyang. De telles offres avaient déjà été formulées dans le passé — notamment en 1981 et en 1982 — mais elles n'étaient plus à l'ordre du jour depuis que l'attentat meurtrier de Rangoon avait provoqué un regain de tension entre les deux Corées. On sait que cet attentat, commis le 9 octobre 1983 et qui avait fait dix-sept morts dans la délégation qui accompagnait le président Chun, a été attribué par les autorités birmanes, à des agents nord-coréens.

Par la suite, et notamment lorsque Pyongyang a proposé en janvier dernier l'ouverture de négociations sur un règlement pacifique dans la péninsule coréenne, Séoul avait toujours répliqué que, avant toute forme de contact entre les deux Corées, les autorités du Nord reconnaissent au moins leur responsabilité dans l'attentat de Rangoon. Or le président Chun n'a pas exprimé cette semaine une telle exigence, se bornant à noter que « l'incident » de Rangoon avait contribué à isoler les Nord-Coréens vis-à-vis de la communauté internationale.

Des sources gouvernementales dans la capitale sud-coréenne insistent sur cet aspect de l'intervention du chef de l'Etat et l'interprètent comme le signe d'une réelle volonté de dialogue. Ces mêmes sources soulignent le caractère concret des propositions avancées en vue d'encourager l'ouverture de relations économiques entre le Nord et le Sud. Le président Chun a proposé au Nord des produits de consommation courante, des automobiles et diverses machines en échange des

minerais de fer et de charbon dont dispose Pyongyang et qui font défaut au Sud. Il s'agit, en outre, dit-il, de fournir « gratuitement » à la Corée du Nord « diverses technologies et marchandises » qui pourraient contribuer à « améliorer les conditions de vie de [leurs] compatriotes » dans cette partie de la péninsule.

Le moment choisi pour ces propositions n'est pas indifférent. On sait, en effet, que la Corée du Nord procède actuellement à une réévaluation de ses plans de développement économique — faisant notamment une meilleure part à l'industrie légère — qui l'a conduite à rechercher des aides extérieures accrues ; en particulier dans les technologies de pointe, y compris auprès de pays occidentaux.

La mission Cordovez

Les offres de Séoul sont le dernier épisode en date d'une période caractérisée par une certaine reprise de l'activité diplomatique autour du problème coréen. Peu de temps après le voyage du président nord-coréen, le maréchal Kim Il-sung, en URSS et en Europe de l'Est, le secrétaire adjoint des Nations unies, M. Diego Cordovez, s'est rendu successivement à Moscou, à Pyongyang, à Pékin et à Séoul. L'hypothèse de l'admission simultanée des deux Corées à l'ONU a été discutée à l'occasion de ce voyage. La Corée du Sud y est favorable, mais Pyongyang ne paraît pas disposé à l'envisager, du moins dans l'immédiat.

Le premier ministre nord-coréen, M. Kang Song-san, s'est d'autre part rendu à Pékin au début du mois d'août pour une visite d'intérêt principalement économique mais au cours de laquelle les relations intercoréennes ont également été évoquées. Un très léger signe d'assouplissement a récemment été enregistré dans ces relations : pour la première fois, un ambassadeur, en l'occurrence celui de Mauritanie, M. D. Youssouf, a obtenu d'être accrédité dans la capitale de chacune des deux Corées. Ce dernier représentant déjà son pays à Pékin.

Les autorités sud-coréennes, enfin — qui s'appliquent depuis quelque temps à multiplier les contacts « non gouvernementaux » avec la Chine, ont tout récemment levé l'embargo qu'elles avaient imposé sur les échanges de toute nature avec l'URSS après la destruction, le 1^{er} septembre 1983, d'un Boeing des Korean Airlines par la chasse soviétique. Deux personnalités sud-coréennes ont assisté à la mi-août, à Moscou, à un congrès international de géologie, et des représentants soviétiques ont été invités à l'inauguration le mois prochain, à Séoul, du stade où doivent avoir lieu les Jeux olympiques de 1988. Le président Chun a réitéré cette semaine le souhait que les deux Corées présentent une équipe commune à ces Jeux, de même qu'aux Jeux asiatiques, prévus également à Séoul, pour 1986.

ALAIN JACOB.

Iran

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT ACCUSE LA FRANCE DE COMPLICITÉ DANS L'ATTENTAT DE TÉHERAN

Le président du Parlement iranien, M. Rafsanjani, a accusé, vendredi 24 août, la France d'être en partie responsable de l'attentat devant la gare centrale de Téhéran, qui a fait, jeudi, dix-huit morts et plus de trois cents blessés (notre dernière édition du 23 août). « Nous considérons le gouvernement français comme impliqué dans ce crime en raison de l'attitude politique qu'il adopte aux dirigeants criminels et de toutes les facilités qu'il leur fournit », a-t-il dit au cours de la prière du vendredi. Sa déclaration a suscité un immense cri de la foule : « Mort à la France ! »

« La bombe de la place de la gare n'était pas destinée à autre chose qu'à provoquer l'opinion mondiale et à nourrir les médias de propagande des ennemis. Si les dirigeants terroristes vivants en France ne commencent pas à se défaire de la main, nous allons nous en débarrasser de la main de criminels qui les gouvernent et qui soutiennent les terroristes et leurs actes honteux contre l'Iran », M. Rafsanjani a également repris les accusations portées la veille par la radio nationale, qui rejetait la responsabilité de l'attentat sur les Kurdes. « Cet acte bestial pourrait être une réaction aux récentes victoires des forces islamiques dans le Kurdistan », a-t-il ajouté.

Toutefois, a souligné le président du Parlement, les Iraniens ne doivent pas confondre le peuple français avec son gouvernement, et il a appelé les Français « à se débarrasser de la bande de criminels qui les gouvernent et qui soutiennent les terroristes et leurs actes honteux contre l'Iran ». M. Rafsanjani a également repris les accusations portées la veille par la radio nationale, qui rejetait la responsabilité de l'attentat sur les Kurdes. « Cet acte bestial pourrait être une réaction aux récentes victoires des forces islamiques dans le Kurdistan », a-t-il ajouté.

République Sud-Africaine

EXPLOSION A JOHANNESBURG

BURG. — Cinq personnes ont été blessées lors d'une violente explosion, vendredi 24 août, en plein centre de Johannesburg, a annoncé le général Robertz, chef adjoint des services de sécurité des chemins de fer, dont les bureaux se trouvaient dans l'immeuble touché. Parmi les blessés, a-t-il précisé, figure une femme blanche qui passait dans la rue, ainsi que quatre membres de sa famille. L'origine de la déflagration n'est pas connue, a-t-il ajouté. L'édifice, gravement endommagé et dont les carreaux étaient brisés sur plusieurs étages, abrite également des bureaux du ministère des affaires intérieures, chargé des affaires météoriques. — (AFP.)

Pérou

QUATRE CHARNIERS DÉCOUVERTS DANS LE SUD DU PAYS. — La justice a fait procéder, le vendredi 24 août, à l'investigation de quatre fosses communes découvertes la veille à Pucayacu, dans le sud du Pérou. Cinquante corps, dont celui d'une femme, en ont été exhumés. Le commandement des forces armées péruviennes a aussitôt publié un communiqué déclarant qu'il devait s'agir de cadavres de guérilleros sommairement en-

Nominations d'ambassadeurs

M. BERNARD DORIN AU BRÉSIL

Le *Journal officiel* du samedi 25 août annonce la nomination de M. Bernard Dorin comme ambassadeur au Brésil, en remplacement de M. Robert Richard.

[Né en 1929, M. Dorin est ancien élève de l'ENA. Après avoir été en poste à Ottawa, puis à l'administration centrale, il a occupé les fonctions de conseiller technique auprès des différents ministères (de la recherche scientifique en 1966-1967, de l'éducation nationale en 1967-1968, et de nouveau à la recherche scientifique en 1968-1969). Après un an passé à l'université Harvard, puis un retour à l'administration centrale, M. Dorin a été nommé ambassadeur à Hanoi (1972-1975) ; chef du service des affaires francophones, puis sous-directeur (1975-1978), il est nommé ambassadeur à Pretoria (1978-1981). Depuis cette date, il occupe la fonction de directeur d'Amérique au Quai d'Orsay.]

M. BREJON DE LAVERGNE AU QATAR

Le même *Journal officiel* annonce la nomination de M. Fernand Brejon de Lavergne comme ambassadeur au Qatar en remplacement de M. Henri Piot.

[Né en 1923, M. Brejon de Lavergne est licencié en droit, diplômé du Centre d'études pratiques de l'Arabie moderne. Il a été notamment en poste à Téhéran

(1958-1961), à Londres (1961-1966), au Caire (1966-1968). De 1969 à 1978, il était détaché auprès de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières. Ensuite il a été à Beyrouth (1978-1980), puis à Rome à l'ambassade du Saint-Siège.]

M. PIERRE JUSTINARD A BAHREIN

Enfin, M. Pierre Justinard est nommé ambassadeur à Bahrein, en remplacement de M. René Molinari. [Né en juin 1923, M. Justinard est diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et du Centre d'études arabes du Moyen-Orient. Il a été notamment en poste au Caire (1954-1956), à l'administration centrale, affaires administratives (1956-1957), à Acra (1957-1960), puis à nouveau à l'administration centrale (Afrique-Levant) de 1960 à 1962. A cette date, il est nommé à Bruxelles (1962-1966), puis à Johannesburg (1966-1971), Constantinople (1971-1975). Depuis, il était revenu à l'administration centrale (affaires économiques et financières.)

M. BERNIERE EN NEGARA-BRUNEI-DARUSSALAM

Le *Journal officiel* du 24 août a annoncé la nomination de M. Jacques Bernière au poste d'ambassadeur en Negara-Bruni-Darussalam, en remplacement de M. Philippe Marandet. M. Bernière était déjà ambassadeur à Singapour (*le Monde* daté 22-23 juillet).

L'ÉLECTION A L'ASSEMBLÉE

M. Jean-Paul de Ro

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

Le CONSEIL RÉGION

alliance des élus indépe

De notre correspondant

Cherbourg. — Le président du Conseil régional de Normandie, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Paul de Ro, a été élu dimanche 20 août, à l'issue d'un scrutin secret. C'est dans un climat de tension que s'est déroulée la séance, les députés se tenant à distance les uns des autres. M. de Ro, 58 ans, ancien ministre, a été élu par 517 voix sur 521 votants. Il succède à M. Jean-Paul de Ro, 58 ans, ancien ministre, qui a été élu par 517 voix sur 521 votants.

مكتبة الامم المتحدة

France

L'ÉLECTION A LA PRÉSIDENTENCE DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE CORSE

M. Jean-Paul de Rocca Serra est éternel

Le nouveau président de l'Assemblée de Corse fête son soixante-troisième anniversaire le 11 octobre prochain. C'est dire qu'il n'est plus tout jeune, mais il est resté dynamique et actif, au point qu'on le voit partout, comme s'il avait le don d'ubiquité. Levé de bonne heure, il est couronné d'un mélange à l'huile et à des odeurs de Sardinie, faisant des visites sur le terrain, puis se rendant à Ajaccio ou à Bastia prendre l'avion pour Paris. Il pratique volontiers la nage et on l'a vu un jour d'été galoper sur des chevaux à peine dressés sur le plateau du Cuccione.

« Vous arrive-t-il de dormir ? », lui demande-t-on. Il dort en voiture ou en avion, si bien qu'il est toujours là où on l'attend.

Un homme de contact ? Assurément. C'est ce qui lui vaut l'attachement de tant de ses compatriotes qu'il appelle tous par leur nom, voire leur prénom, et cela explique que, depuis quatre décennies, il soit l'un des principaux personnages de la politique corse — l'autre étant M. François Giacobbi, le sénateur radical de gauche, de dix ans son cadet.

Un chef de clan ? Au sens effectif du terme, car le clan n'est plus, n'en déplaise aux attardés du folklore, ce qu'il fut longtemps en Corse. Le réservoir d'emplois pour les candidats à l'élection n'est plus le clan, et la France est décidément tarte. Et puis, les jeunes veulent vivre et travailler au pays. Alors, « Jean-Paul », comme chacun l'appelle familièrement, compense par une extraordinaire présence, en se manifestant toutes les fois que l'occasion lui en est donnée.

C'est aussi l'héritier de l'une des grandes familles politiques de l'île, les Appatacci, qui donna, sous le Second Empire, des députés et des ministres à la France. Son père, Camille de

Rocca Serra, fut avant guerre député et maire de Porto-Vecchio et président du conseil général sous la bannière radicale, celle-là même de ses débuts dans la vie politique en 1947 et jusqu'en 1963, date à laquelle il se rallia au gaullisme. Depuis lors, il est le chef incontesté de ce parti qu'il a souvent conduit au succès, tandis que son alliance avec les bonapartistes, à Ajaccio, lui assure en Corse-du-sud une solide assise.

Ses revers — car il en a connus — battus à la députation en 1958, au Sénat en 1962, à la présidence du conseil général en 1963, puis en 1967, à la présidence de l'Assemblée de Corse également en 1982 — n'ont jamais entamé sa détermination. Ce « renard argenté », il est ainsi surnommé pour la couleur blanche qui orne sa tête au profil aquilin, n'a jamais renoncé à suivre ses pistes.

Appelé à présider une institution dont il ne voulait pas (mais le paradoxe n'est qu'apparent), il a pourtant dû faire face à la fronde de ses amis plus jeunes et à l'esprit plus ouvert sur le nouveau statut. Il avait alors mené Paris d'une spectaculaire rupture et tout le monde s'est incliné. Il a pris la tête de la liste d'union de l'opposition dans l'espoir de remporter vingt-quatre ou vingt-cinq sièges, mais n'en obtint que dix-neuf. Cependant, on vit surgir à côté une liste Joseph Chierelli (CNI) qui eut cinq élus. « Souverain de M. de Rocca Serra », clama M. Pascal Arrighi.

Cet homme-là est habitué à naviguer sur des mers qui ne sont pas toujours étables. « Vous êtes le vaincu de l'élection », lui dit le lendemain M. Arrighi et c'était arithmétiquement vrai. Mais l'arithmétique n'a pas forcément quelque chose à voir avec la politique. Et la politique, c'est l'affaire de Jean-Paul.

PAUL SILVANI.

Un choix sans surprise

(Suite de la première page.)

Le président met en priorité le nécessaire développement économique. « Je fais appel aux jeunes, à leur amour de la Corse, à leur civisme, afin qu'ils s'associent à nos efforts de redressement ; je les adjure de ne pas suivre ceux qui leur proposent la violence comme moyen de régler leurs problèmes... » Brutale interruption : M. Pierre Foggia, exaspéré, se lève, le doigt accusateur. « C'est vous les responsables ! En vingt ans de pouvoir, vous avez conduit la Corse à la ruine... » « Vous n'avez pas la parole, laissez-vous, je vous fais expulser », menace M. de Rocca Serra. Le calme revient rapidement.

Cette séance est une première pour les élus du MCA. Décidés à siéger, ils refusent toute participation aux instances de l'Assemblée. Celle-ci « ne sert à rien ». Elle n'est qu'une tribune pour contrer pas à pas l'ennemi.

En trois heures de séance, quatre tours de scrutin donnent des scores parfaitement stables et conformes aux pronostics de la veille.

La gauche s'est présentée divisée. Pas de candidat commun. Mais nul n'a bousculé dans une alliance opportuniste avec la droite. Personne ne s'est porté candidat au bureau. Et nul n'a d'ailleurs participé à ce dernier vote.

Face à cette situation, la droite a resserré ses rangs et s'est allié à l'extrême-droite. « Nous voulons un candidat jeune, nous voulons aussi sceller l'alliance de l'opposition nationale », rappelle M. Pascal Arrighi, tête de liste du Front national. « Nous avons tenu compte du rapport des forces. Nous avons privilégié le deuxième objectif. Nous faisons partie du bureau pour travailler. L'Assemblée a perdu deux ans en palabres stériles... »

Prochain rendez-vous au Grand-Hôtel en septembre. Il faudra alors répartir les rôles dans les commissions et offices. La minorité « veut faire de la politique, une opposition constructive » et le président prône un : « esprit d'ouverture... »

DANIELLE ROUARD.

M. CAMILLE BAILLY GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER EST MORT

M. Camille Bailly, gouverneur de la France d'outre-mer, est décédé mardi 21 août, à Paris. Il avait effectué la plus grande partie de sa carrière en Indochine, puis en Afrique.

[Né le 4 février 1907 à Amiens (Somme), Camille Bailly était diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, et breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer.]

En 1929, il est affecté en Indochine comme administrateur des services civils et devient directeur des affaires politiques de la Cochinchine en 1946.

Après un congé, il est envoyé en Afrique Occidentale française. Commandant du cercle de Bouaké (Côte d'Ivoire), gouverneur du Sénégal par intérim en 1949 et en 1951, il est promu gouverneur du Sénégal, du Soudan et de la Côte d'Ivoire (1952), secrétaire général de Madagascar (1954), puis gouverneur de la Polynésie française (1958).

Chef de l'administration provisoire des services relevant de l'ancien ministère de la France d'outre-mer, chargé de mission au secrétariat général du gouvernement de 1963 à 1976, il est admis à la retraite en 1967.

Commandeur de la Légion d'honneur et de l'Ordre du Mérite, Camille Bailly était également titulaire de nombreux ordres étrangers.

« La Haute Autorité et le référendum. — Le groupe des républicains indépendants du Sénat a indiqué, vendredi 24 août, que M. Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, avait adressé une « recommandation » aux présidents des sociétés de radio et de télévision du service public à l'occasion du débat au Parlement sur le référendum. « Dans cette recommandation », a précisé l'URDF, M. Cotta souligne la nécessité de veiller à l'égalité de traitement dans le ton et dans le temps entre parons et adversaires du projet de référendum... »

H. B.

LES NOUVEAUX VENUS

Jacques Soulier : un socialiste extra-muros dans la mosaïque UDF



CAGNAT.

De notre correspondant régional

Lyon. — Il est né à la Croix-Rousse il y a un demi-siècle, d'un père gardois et d'une mère beaujolaise. Il se définit joliment comme le « résultat d'un coupage ». André Soulier, avocat, premier adjoint au maire de Lyon, est un personnage au verbe haut et imagé, qui émaille ses propos d'abondantes citations, de préférence latines. Une façon sans doute d'assumer des racines bilingues. Son itinéraire politique est déconcertant. Aux portes de l'Assemblée nationale sous l'étiquette FGDS, il rompt avec sa famille socialiste juste avant les premiers triomphes électoraux de la gauche. Mais ce « mauvais choix international », il l'espère temporaire. Il a pris le bon train municipal en « entrant en ville » en 1977, suivant en cela le conseil du populaire Louis Pradel, maire modéré de Lyon jusqu'en 1976. Premier adjoint à la mairie depuis plus d'un an — toujours « un pas derrière » le sénateur Francisque Colomb, — il a choisi la nébuleuse UDF, une formation dont il est « adhérent direct » et qui lui fait penser à « la gauche socialiste d'avant 1971 ».

Le démon politique a longtemps semé à l'ombre d'une carrière professionnelle très remplie. Le fils de l'artisan chauffeur de taxi fut un étudiant lyonnais modeste : lycéen du Parc et Ampère, puis faculté de droit ; Sciences po et diplôme supérieur d'économie politique. Conclusion d'un parcours universitaire classique : le barreau qu'il rejoint en 1953. Il fera son premier stage dans le cabinet de M. Joannès Ambre. Un parrainage intéressant pour une carrière marquée par autant de grandes affaires que Lyon a secrétées pendant les années 70. La catastrophe de Feyzin ou le drame de l'incendie du 5-7 le voient assister les familles des victimes. Il est « partie civile » au cours du procès du seul ravisseur retrouvé de Christophe Mérieux. Mais c'est en avocat de la défense qu'il avait conquis ses galons de

major du barreau. Le 29 septembre 1969, il obtint, après une cassation mémorable décidée « dans l'intérêt de la loi et du condamné », la révision du procès d'un jeune commis boucher condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'une fillette. Jean-Marie Deveau est acquitté par la cour d'assises de Dijon. C'est le point culminant de la carrière du pénaliste André Soulier.

Celui que, selon ses dires, « seuls les pauvres venaient voir » profite des projecteurs de l'actualité. Il devient avocat d'affaires et dirige aujourd'hui un cabinet de huit avocats dont son fils, Jean-Luc, spécialiste du droit d'affaires internationales.

La politique ? Ce sera une histoire tumultueuse avec la gauche non communiste. Etudiant, il milite au Mouvement fédéraliste européen. Puis il rencontre Pierre Mendès France. « Orphelin de la diaspora de Mendès », il adhère au Parti radical en 1954. Cette grande tradition républicaine « va se perdre dans les sables » et André Soulier va d'abord gérer sa carrière professionnelle : « On ne peut pas, estime-t-il, servir deux passions au même moment ». Son entrée dans la vie publique se fera par la petite porte d'une petite mairie beaujolaise, celle de Villé-Morgon, en 1970. Sous l'étiquette de la FGDS, il essuie deux échecs législatifs : d'abord à Lyon, en 1967 ; puis, en 1973, il est battu de justesse dans la 10^e circonscription du Rhône, celle du Beaujolais. Son suppléant porte un prénom simple : Gilbert, et un nom qui l'est moins : Mitterrand... Trois ans plus tard, à l'occasion d'une partielle dans le même secteur, le candidat socialiste l'emporte, mais... Il ne s'appelle pas André Soulier ! Celui-ci vient de rater le TGV (train de la gauche victorieuse) en préférant un « express » — gardons la connotation mendésiste — modéré, non rapide, mais peut-être plus sûr... Sa rupture avec le PS — « le déchirement que j'ai le plus durement ressenti dans ma vie ; l'événement le plus douloureux après la mort de mon père » — est letargique en 1975, consommée un an plus tard. André Soulier est élu conseiller municipal de Lyon en 1977. Un parcours bien négocié, à la tête de la stratégie de Délégation à l'information, lui permet d'accéder, après le scrutin de 1983, au poste de premier adjoint.

Une bonne carte

Pour y parvenir, il aura joué une bonne carte. Celle du maire sortant, Francisque Colomb, contre les ambitions d'un moussaïf qui dévalait, sabre au clair, les pentes de la Croix-Rousse, Michel Noir. Depuis, il tisse une toile serrée en veillant soigneusement à ne pas perturber l'action d'autres élus, heu-

reux de profiter des retombées positives, sur le plan de l'image de marque, de la loi PLM. « Je ne leur fais pas de l'ombre. Il suffit de lire les journaux locaux », conseille-t-il avec malice. Avocat du Dauphiné libéré, André Soulier est la victime d'un boycottage systématique de la part du premier quotidien local, le Progrès. La hiérarchie de ce quotidien a en effet imposé une censure totale de son nom. Dans les colonnes du Progrès, André Soulier n'est cité que sous les formules « premier adjoint », « représentant du maire », « élu municipal » ou, dans un autre registre, « l'avocat de la défense ». Au-delà de cette anecdote manifestement plus nuisible à l'image « républicaine » du Progrès qu'à celle de son adversaire irréductible, André Soulier est de ceux qui investissent dans l'avènement d'une UDF d'un nouveau style.

Sédait par le discours de François Léotard, fidèle à l'amitié lyonnaise de Valéry Giscard d'Estaing, interlocuteur du député Raymond Barre, électeur de Simone Veil le 17 juin dernier, le premier adjoint André Soulier veut repousser à plus tard le choix d'un présidenciable. Il s'était longtemps défini comme « socialiste hors-murs ». Aujourd'hui, la mosaïque UDF paraît bien adaptée à son caractère indépendant. Même si la rudesse et le machisme de la vie politique d'aujourd'hui l'obligent, par exemple, alors que sa fibre laïque se fait plus que ce débat inutile. Mais s'il s'était agi de casser l'éducation nationale et de la démanteler, je manifestais plus violemment encore... »

Il reste que pour « exister » au niveau national, pour confirmer une ambition que l'on sent poindre sous une sérénité revendiquée et attestée par un entourage très lyonnais, des étapes politiques s'imposent. L'Assemblée nationale en 1986 ? « Je ne serai pas absent du débat », annonce déjà André Soulier. La mairie à l'horizon 1990 ? La méfiance prend le dessus : « Je ne dois rien à personne. Le seul auquel je dois quelque chose, c'est Francisque Colomb. On n'arrivera pas à enfoncer un coin entre nous. » Mais en observateur historique méditant, il résume son label de « dauphin » d'une situation, de personnage « menacé qui doit toujours regarder derrière lui ». En termes ecclésiastiques : « Qui entre par la porte en sort cardinal. » Sous-entendu : c'est le conseil municipal qui tranchera.

Pour cultiver l'amitié, les occasions ne manquent pas. A table, bien sûr, mais aussi sur un terrain de sport. André Soulier, capitaine de l'équipe de football des élus lyonnais, a conservé le sens du contre-pied. Au centre du terrain.

CLAUDE REGENT.

AU CONSEIL RÉGIONAL DE GUYANE

L'alliance des élus d'opposition et des élus indépendantistes

De notre correspondant

Cayenne. — Président Othily, attention ! C'est en fait la véritable signification du vote de la droite (13 RPR plus UDF), pour la circonstance de cohabitation avec les quatre « arbitres » de l'Assemblée régionale de Guyane, lors de la séance ordinaire du 23 août. Ces arbitres sont, d'une part, les trois conseillers de la liste des travailleurs de Guyane, indépendantistes, et, d'autre part, le seul élu centre gauche (Démo-Promotion Guyane).

Les treize élus du Parti socialiste guyanais ont dénoncé cette « alliance contre nature », mais ont dû accepter la mise en demeure de celle-ci : « Vous renvoyez la séance au jeudi 30 août, ou nous nous opposerons de façon systématique aux rapports, tous importants, de l'ordre du jour... »

Cette levée de boucliers de l'opposition a pour cause avouée le manque de rigueur dans la transmission des faits inscrits dans les procès-verbaux de séance. En fait, les dix-sept conseillers reprochent au président Othily et au PSG (Parti socialiste guyanais) de traiter les dossiers importants sans eux, ceux de l'habitat, de la formation professionnelle, de l'énergie et de l'économie notamment.

Déjà, MM. Guy Lamaze, Jean-Jules Fernand et Jean Gérard, trois des six vice-présidents du bureau, avaient, en signe de protestation, remis à M. Georges Othily leur délégation de pouvoir en avril dernier.

Le lundi 20 août, la séance avait été déjà repoussée de quarante-huit heures, car l'absence volontaire des opposants avait empêché que le quorum soit atteint.

Pour la première fois depuis le 20 février 1983, date des élections pour le conseil régional, le Parti

socialiste guyanais et le président, nettement visé, sont mis en minorité (14 contre 17). M. Barre (PSG) a même souhaité une nouvelle consultation des électeurs.

EDMOND FRÉDÉRIC.

LE MAIRE DE SAINT-MARIE-DE-LA-REUNION EST REMIS EN LIBERTÉ

(De notre correspondant.)

Saint-Denis-de-la-Réunion. — A la suite d'un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Saint-Denis rendu le 24 août, le docteur Axel Kichenin, maire de Sainte-Marie, qui avait été placé, lundi 20 août sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Saint-Denis, a été remis en liberté. Aux termes de l'arrêt rendu vendredi, le docteur Kichenin fait l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire qui est assortie de deux obligations. Le maire de Sainte-Marie ne devra ni se rendre, ni participer à toute manifestation ou réunion au cours de laquelle l'affaire pour laquelle il a été inculpé (détournement de fonds publics, faux en écriture, subornation de témoins) serait susceptible d'être évoquée.

Il est également fait obligation au docteur Kichenin de s'abstenir de recevoir ou de rencontrer toutes les personnes impliquées dans l'affaire.

Deux cents à trois cents personnes membres du Mouvement des progressistes de gauche, formation fondée par le docteur Kichenin, avaient manifesté mercredi 22 et jeudi 23 août devant la prison de Saint-Denis et la mairie de Sainte-Marie, pour demander la libération du maire.

H. B.

M. MARCHAIS : l'idéal de la Résistance demeure d'une brûlante actualité

« Naturellement, quarante ans après ces pages glorieuses de notre histoire, la situation a bien changé et le monde s'est profondément transformé. Mais en bien des domaines, l'idéal de la Résistance française demeure d'une brûlante actualité », a déclaré vendredi 24 août, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF. M. Marchais prenait la parole au cours d'une réception organisée place du colonel Fabien, au siège du Parti communiste dont la façade était barrée d'une longue banderole tricolore et de l'inscription « Vive le 40^e anniversaire de la Libération ».

Au cours de cette rencontre à laquelle participaient, respon-

sables du PCF et héros connus ou inconnus de la Résistance, M. Marchais a aussi souligné : « Dans notre propre pays, le racisme connaît de dangereuses résurgences. Les thèmes les plus rétrogrades, les plus obscurantistes du pétainisme d'hier sont de plus en plus fréquemment réactivés par la droite et par une extrême droite fascisante qu'on se plait à banaliser... L'idéal de la Résistance, à poursuivre M. Marchais, c'était la justice sociale et le développement économique, le progrès de la démocratie et de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté de la France ; autant de buts qui restent à l'ordre du jour... »

« M. Poniatowski et le « problème ». Le Pen. — « S'il faut battre les socialistes et les communistes avec Le Pen, nous les battons avec lui », affirme M. Michel Poniatowski (UDF), député à l'Assemblée européenne, dans un entretien publié cette semaine par l'hebdomadaire Paris-Match. Pour l'ancien ministre, « le problème Le Pen doit être abordé avec bon sens et réalisme ». M. Poniatowski est favorable « à des accords sur le terrain selon l'élection lorsque c'est nécessaire pour battre nos vrais adversaires ».

« M. Chaban-Delmas : la proportionnelle, c'est le désastre. — Le système proportionnel pour des élections, c'est la mort du petit cheval et l'immobilisation garantie », a affirmé vendredi 24 août, M. Jacques Chaban-Delmas, interrogé par RMC. « Ce soir, a ajouté l'ancien premier ministre, qui commentait les récentes élections à l'Assemblée régionale de Corse, des combinaisons politiques et des manigances toute l'année et c'est le désastre général... »

France

LE DÉMANTÈLEMENT DU GROUPE M-5

Trois arrestations à Dijon

« L'essentiel est fait », confie-t-on à la police judiciaire. Même si les arrestations de Thierry Motret et de Claude Vallot, vendredi 24 août à Dijon (Côte-d'Or), le premier considéré comme le poseur de bombes et le second comme l'artificier, ont probablement mis fin à l'éphémère existence du Groupe M-5.

Un travail policier dans la tradition la plus classique : reconquête patiente, vérification du moindre détail, centralisation des informations. Une obstination tatillonne en somme, de celle qu'évoquait M. Pierre Joux, le 19 août, à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), après les trois attentats du groupe : « Souvenez-vous que tel succès réalisé ou à venir, dans la lutte contre le crime, est le résultat - au départ incertain - d'un travail patient et opiniâtre, d'une recherche qui demande dévouement et modestie, et la vraie base de la sécurité. »

« Chez les chasseurs, le dimanche matin, qui peut se vanter de ne pas rentrer bredouille le soir ? ajoutait le ministre de l'Intérieur. On peut demander à la police judiciaire d'être active, diligente, minutieuse. On ne peut pas lui demander d'avoir 100 % de succès. »

Cette fois, le chasseur n'est pas bredouille. Pour réussir, la direction centrale de la police judiciaire a été servie par la maladresse et l'amateurisme des terroristes. Après les trois attentats en gare de Lyon-Ferraille (13 août), au centre culturel d'Anancy (16 août) et à la gare de Grenoble (17 août), toutes les notes d'hôtel payées à ces dates dans

ces trois villes sont « épluchées ». De ce travail de fouine, émerge un fait constant : un nom, celui de Thierry Motret qui, à trois reprises, avait rédigé ses notes d'hôtel avec des chèques où figurait son adresse à Dijon.

Marginaux du banditisme

Deuxième volet de l'enquête : la proposition des terroristes à utiliser le téléphone. Au-delà des communications à l'Agence France-Presse, le « porte-parole » anonyme du groupe, en milieu de semaine, la police afin de négocier les modalités de versement des 30 millions de francs réclamés comme rançon du silence des bombes artisanales. C'est ainsi qu'un rendez-vous fut pris - et, à moitié, manqué - le soir 23 août à la gare de Lyon à Paris - d'où les imbrications, ce soir-là, après l'annonce sur les ondes de l'arrestation d'un membre du Groupe M-5, à Orléans - puis, ensuite, à Grenoble pour le vendredi matin à 8 heures.

Entre-temps, les policiers du SRPJ de Lyon tendaient leur souricière dans l'immeuble de Thierry Motret, 8, rue des Fossés, à Talant, près de Dijon. Vers 11 heures, il est interpellé sans violence par les policiers embusqués chez une de ses voisines, alors qu'il rentrait chez lui par l'escalier. Deux heures trente plus tard, c'est au tour de Claude Vallot, un homme blond, plus vieux et plus grand que Motret, et d'une jeune fille blonde, qui se rendaient chez leur ami-complice.

Le Groupe M-5 se recrutait donc pas de mystère : il était à l'image de

ses déclarations improvisées - « Nous sommes une minorité de gens qui pensons que la politique du gouvernement actuel mène la France à sa perte. » - et motivé, comme on le supposait, par de simples ambitions crapuleuses. Motret, vingt-trois ans, et Vallot, une trentaine d'années, sont des marginaux du banditisme. Sans profession, d'après ses immenses qu'il habitait depuis quatre ans, ressemblant au portrait-robot diffusé par la police, Motret possédait une Peugeot 104, dans laquelle se trouvait un nouvel engin explosif, ainsi qu'une vieille BMW en mauvais état. Il vit dans un deux-pièces qui, disent les voisins, ses parents - « des gens de la campagne » - venaient de temps à autre nettoyer. L'instruction devra dire quand les deux hommes ont basculé récemment dans la délinquance jusqu'à rêver de ce chantage à l'échelle de l'Hexagone.

Interrogés d'abord à Lyon, les deux hommes - et peut-être la jeune femme - seront transférés à l'issue de leur garde à vue auprès du juge d'instruction d'Anancy, M. Charles Clerc-Renaud, chargé d'instruire l'ensemble des attentats du Groupe M-5. L'attentat d'Anancy ayant été le plus meurtrier - cinq blessés, dont une femme qui a dû subir l'amputation d'une jambe - les dossiers ont été regroupés dans cette ville, après des saisies des juges d'instruction de Lyon et de Grenoble. Motret a d'emblée reconnu appartenir au Groupe M-5. Simplement et sans remords.

EDWY PLENEL

L'ABAISSSEMENT DE LA LIMITE D'AGE DANS LES GRANDS CORPS DE L'ÉTAT

L'Assemblée nationale rétablit les dispositions abandonnées par le Sénat

Il ne s'agit que quelques centaines, mais leur sort soulevait les passions. Les hauts fonctionnaires et hauts magistrats et les dirigeants des entreprises publiques devront bien partir à la retraite à cinquante-cinq ans, aussi vite que le souhaitait le gouvernement de M. Pierre Mauroy. C'est ce que M. Laurent Fabius a conservé cet objectif, malgré les critiques des intéressés eux-mêmes, de la majorité du Sénat (le 24 août), de l'opposition à l'Assemblée nationale et même de quelques élus socialistes qui, lors de la discussion des deux projets de loi (un ordinaire et un organique pour la Cour de cassation) en première lecture au mois de juin dernier, n'avaient pas caché leurs réserves (le Monde du 31 mai et daté 15-16 juin).

Vendredi 24 août, la majorité du Palais-Bourbon, débattant de ces deux textes, a, de nouveau, accepté d'abandonner au vu du gouvernement. Elle a ainsi, en deuxième lecture, exactement rétabli ces deux projets dans la version qu'elle avait une première fois adoptée. Pourant, cette fois encore, le rapporteur de la commission des lois, M. Georges Labazée (PS, Pyrénées-Atlantiques) a souligné de la part du gouvernement « une réflexion supplémentaire » sur les conditions de nomination au tour extérieur dans les cadres d'inspecteur général et de contrôleur général, envisageant « une condition relative aux états de service des intéressés, qu'ils viennent du secteur public ou du secteur privé ».

Mais M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, a refusé de s'engager sur ce chemin.

Cependant que la « compétence » devrait être prise en compte lors des nominations, il estime que les conditions de celles-ci ne doivent pas être fixées par une loi. « Le problème est du ressort de l'exécutif », a-t-il affirmé. La majorité n'a pas insisté.

Une attitude intransigente

De même a été rétabli l'obligation de départ à la retraite à cinquante-cinq ans de tous les dirigeants de sociétés et établissements publics (un amendement technique a été ajouté, permettant au premier président de la Cour de cassation et au vice-président du Conseil d'Etat de continuer à présider les organismes qu'ils président de droit), mesure applicable dans les deux mois suivant la promulgation de la loi. Des différents calendriers progressifs d'abaissement de l'âge de la retraite

de cinquante-cinq à cinquante ans des hauts fonctionnaires, hauts magistrats et professeurs d'université, tels que l'Assemblée nationale les avait fixés en première lecture, ont aussi été une nouvelle fois votés.

Ainsi rédigé, le projet de loi ordinaire a été adopté par 326 voix (PS, PC) contre 156 (RPR, UDF) ainsi que le projet de loi organique, à main levée, selon un clivage identique.

L'opposition a en effet confirmé son refus brutal de ces projets gouvernementaux. M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne) résumait : « Le but est clair : accaparer un maximum de places dans un minimum de temps. » M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire) a lancé : « La République socialiste n'a pas besoin de savants ; elle a besoin de places ».

SPORTS

Championnat de France de football BORDEAUX PREND LES DEVANTS

Les Girondins de Bordeaux, champions de France en titre, se retrouvent déjà seuls en tête après la troisième journée de compétition, disputée vendredi 24 août. Une deuxième équipe demeure invaincue, celle de Laval, qui s'est imposée à Metz, sur le terrain des détracteurs de la Coupe de France. En revanche, deux autres équipes sont toujours à la recherche d'un premier succès : Rouen et Paris-Saint-Germain.

RÉSULTATS

Brest b. Nantes	4-2
Bordeaux b. Lille	2-0
Laval b. Metz	2-0
Auxerre b. Monaco	2-0
Tours et Toulouse	2-2
Bastia et Nancy	1-1
Le Havre et Strasbourg	0-0
Marseille b. Rouen	3-2
Paris-SG et Toulon	0-0
Sochaux b. RC-Paris	6-1

Classement. - 1. Bordeaux, pts : 2. Laval, 5 ; 3. Nantes, Auxerre, Marseille, 4 ; 6. Sochaux, Toulouse, Brest, Nancy, Strasbourg, Lille, Lens, Toulon et Bastia, 3 ; 15. Rouen, Metz, Tours et RC-Paris, 2 ; 19. Rouen et Paris-SG, 1.

Deuxième division (Troisième journée)

Groupe B	
Limoges et Cannes	1-1
Alès b. Montpellier	1-0
Nice b. Nîmes	2-1
Sète b. Grenoble	2-1
Lyon b. Châteauroux	2-1

pour y mettre ses clients. A cela, M. Le Garrec a simplement répondu en rappelant que cet abaissement de l'âge de la retraite libérerait plus de places après 1986 qu'avant.

Cette attitude intransigente du pouvoir risque de compliquer encore ses rapports avec la majorité sénatoriale. Celle-ci était tentée de s'opposer brutalement à ces projets. Elle avait finalement accepté de se contenter de les assouplir. Dans les milieux proches de l'exécutif, on avait voulu voir là une amorce de bonne volonté. Mais la droite devra constater qu'il n'a été tenu aucun compte des recommandations du Sénat. Cela peut lui donner un prétexte pour diriger à nouveau son attitude au Palais du Luxembourg.

THIERRY BRÉNIER

La Transat Québec-Saint-Malo NOUVEAU RECORD POUR ROYALE

Les trois maxi-catamarans en tête de la Transat Québec-Saint-Malo continuent à progresser à des vitesses jamais atteintes auparavant dans ce type de course. Jeudi 23 août, Charente-Maritime-2 avait battu le record de la plus grande distance parcourue par un voilier en vingt-quatre heures avec 460 milles. Vendredi, Royale a fait mieux encore avec 475 milles (876 kilomètres), soit une moyenne de 19,7 nœuds (36,5 km/h).

Loïc Cané, le skipper de Royale, raconte cette folle chevauchée sur les vagues de l'Océan : « Le jeu, c'est de prendre de la vitesse en haut de chaque vague en lofant un peu, puis d'abattre pendant l'accélération pour garder le même vent apparent. Ce que l'on cherche à éviter, c'est de se planter dans la vague d'en face. De jour, tout va très vite, on ne voit pas très bien arriver les vagues. Il nous est arrivé d'enfoncer ainsi toute la partie avant jusqu'au mât. »

Avec son mât-à-65 mètres carrés, semblable à celui d'Elf-Aquitaine-2, Royale est revenu sur la même longueur que Charente-Maritime-2, mais navigue à près de 40 milles plus au sud. Vendredi, à 23 h 40 (heure française), les deux catamarans se retrouvaient en tête, à 1085 milles de Saint-Malo. Ils précédaient le catamaran Fleury-Michon-Pil, qui navigue à 120 milles plus au nord, de 35 milles, le trimaran William-Saurin de 124 milles et le catamaran Elf-Aquitaine-2 de 173 milles.

Les muscles aux hormones

Après la visez aux hormones, voici l'heure des éphémères anabolisants. La Fédération des médecins suisses défend, dans son dernier bulletin hebdomadaire, l'utilisation de substances médicamenteuses anabolisantes dans des centres de body building, dénomination à la mode du culturisme. Ces substances ont pour effet, notamment, d'augmenter à la fois la masse musculaire et la résistance à l'effort prolongé. Selon les praticiens helvétiques, ces médicaments seraient importés d'Allemagne, d'Italie et de France et utilisés en dehors de tout contrôle médical par voie orale ou intra-musculaire par des jeunes des deux sexes. Les médecins, tout en soulignant les risques encourus, qualifiant ces agissements d'abus thérapeutiques, déclarent : « d'autant plus dangereux qu'irresponsables ».

L'utilisation d'anabolisants dans les milieux du culturisme marque une nouvelle étape dans la consommation de ces produits. Elle pose à nouveau la difficile question de l'utilisation de médicaments à des fins autres que thérapeutiques. Pour les milieux sportifs de haut niveau, il s'agit déjà d'une vieille histoire. De manière empirique, les athlètes ont depuis longtemps pris conscience du bénéfice qu'ils pouvaient tirer de la consommation de ces molécules qui stimulent l'activité métabolique et favorisent l'organisme et, partant, augmentent la masse musculaire. Les halérophiles, par exemple, ou les lanceurs de javelot ont utilisé les anabolisants. On a enregistré ainsi de notables améliorations de leurs performances. Depuis peu, ces produits, dont la structure est voisine de celle des hormones sexuelles mâles, figurent, pour la plupart, sur la liste des substances interdites en sport car considérées comme « dopantes ».

Leur consommation prolongée comporte-t-elle des risques médicaux ? La Fédération des médecins suisses explique le docteur Bruno de Lignières (Hôpital Necker, Paris). Et l'on doit avouer que la position médicale sur ce point n'est pas très claire. « Tout serait simple, poursuit le spécialiste d'endocrinologie, si ces produits étaient tous toxiques et s'ils étaient sous effets bénéfiques. Or ce n'est pas le cas. D'une part, ils ont des effets secondaires, une efficacité inconstante. D'autre part, leur toxicité est très variable d'un produit à l'autre. La vérité, c'est qu'on ne devrait pas absorber d'anabolisants de synthèse par voie orale. La toxicité hépatique de ces derniers est bien démontrée. De plus, la femme ne devrait jamais prendre ces produits proches des hormones sexuelles masculines. Sans parler des modifications corporelles dont elles sont alors l'objet (prise de poids, apparition de pilosité, etc.), elles présentent des risques cardio-vasculaires importants. »

Anabolisants naturels

Pour le docteur de Lignières, les anabolisants naturels par voie injectable ou percutanée (pompes) présentent moins d'inconvénients. Cette position est vivement contestée au sein de certains milieux médicaux. « Ces produits, déclare-t-il, sont plus intéressants pour des raisons morales que médicales. Mais, à cultiver ainsi l'art du mieux-manger, les athlètes en sont arrivés à ne plus avoir confiance en leurs médecins. C'est alors qu'ils prennent des risques considérables en consommant n'importe quel produit au marché parallèle. »

La question est d'autant plus importante qu'on a démontré, en

France d'abord, puis aux Etats-Unis, que l'effort physique prolongé bouleversait le profil hormonal des sportifs, diminuant notamment leur taux d'hormones sexuelles (le Monde du 8 août). Faut-il alors considérer comme dopage ce qui pourrait, ailleurs, être présenté comme un indispensable rééquilibrage ? La même évolution des idées prévaut dans le monde de la production de viande alimentaire, domaine dans lequel on a fréquemment recours aux anabolisants (viande « aux hormones »). « Il convient de décrire le régime viande dans de nombreux pays qui sont les anabolisants sont dangereux pour la santé publique », écrit M. P.N. Achia (Institut inter-américain de coopération pour l'agriculture). « Il y a accord unanime sur l'absence de risques pour la santé humaine des anabolisants endogènes, c'est-à-dire des hormones naturelles (...), administrés sous forme d'implants aux animaux » (1). C'est ainsi que certains spécialistes soutiennent, aujourd'hui, que l'utilisation raisonnée des anabolisants pourrait contribuer à augmenter notablement la production mondiale des produits animaux et à apporter ainsi un élément de réponse aux problèmes de la sous-alimentation.

JEAN-YVES MAILLÉ

(1) Préface d'un récent ouvrage sur l'utilisation des anabolisants en production animale publié par l'Office international des épiphytes. Cet ouvrage essentiel, disponible en français, en anglais et en espagnol, reprend les communications faites lors d'un important congrès international sur ce thème qui a eu lieu à Paris en 1983. Office international des épiphytes, 12, rue de Prony, 75017 Paris.

EN BREF

Projet d'une navette spatiale britannique

La société britannique British Aerospace a confirmé, le 25 août, qu'elle étudierait un projet de navette spatiale. Une maquette sera présentée à l'Exposition aéronautique de Farnborough, le mois prochain. Le projet avait été dévoilé par une chaîne de télévision et démentait un premier temps par l'Agence britannique. Il est à long terme, la mise en service étant envisagée dans une vingtaine d'années.

Surnommé HOTEL (Horizontal take-off and landing, décollage et atterrissage horizontal), l'engin a été présenté comme ressemblant à un avion Concorde, sans pilote, pouvant faire fréquemment de courts vols spatiaux pendant lesquels il servirait de plate-forme pour des lancements de satellites.

D'après la chaîne de télévision ITN, les moteurs de la navette seraient construits par Rolls-Royce et « respireraient » l'oxygène atmosphérique. Un porte-parole de cette firme, qui a indiqué tout ignorer du projet, s'est déclaré « surpris par un

engin qui puisse aller dans la stratosphère, où il n'y a pas d'oxygène, et soit capable de respirer ».

Roumazières : la décharge est recyclée

Le ministre de l'Environnement, M. Jacques Bouchardon, en visitant mercredi 22 août la décharge de Roumazières (Charente), s'est félicité de l'état d'avancement des travaux et de la collaboration « exemplaire », menée dans cette affaire, entre les différents partenaires concernés.

Les travaux de remise en état de cette décharge industrielle, rendus célèbres l'an dernier par l'affaire des fûts de diosmane de Seveso, seront terminés le 15 septembre. Le site pourra alors être proposé en toute sécurité à d'autres activités.

Les producteurs de déchets, EDF, Rhône-Poulenc, la Société chimique de la Grande-Paroisse et l'IRCIHA ont, dans ce cadre, présenté leurs propositions pour la mise en sécurité du site. Les travaux de remise en état auront coûté plus de 3 millions de francs, payés pour la plus grande part par les anciens clients producteurs de déchets.

RELIGION

Selon le nouveau responsable au Vatican des communications

L'EGLISE CATHOLIQUE N'A RIEN A CACHER

Cité du Vatican (AFP). - Mgr John T. Foley, qui préside, depuis le 8 avril dernier, la commission pontificale pour les communications sociales (le Monde du 11 avril), a été nommé, mardi 21 août, président du conseil d'administration du centre de télévision du Vatican.

Ce Centre télévisif vaticanique, créé en octobre dernier, produit et diffuse des programmes de télévision et des cassettes vidéo, enregistrés notamment lors des voyages du pape à l'étranger ou d'événements religieux importants. La première cassette a été produite à partir des images tournées à Lourdes les 14 et 15 août 1983.

« L'Eglise catholique n'a rien à cacher », a affirmé Mgr Foley peu après sa nomination, en réponse à des journalistes accrédités au Vatican qui se plaignaient de la « méfiance et du goût du secret » manifestés par l'Eglise. « Je suis partisan de l'accès le plus large des moyens d'information aux sources de nouvelles », a-t-il ajouté. Mais l'ouverture doit être managée : de nombreux responsables de presse sont non croyants et traitent des sujets religieux avec cynisme, manquant précisément d'ouverture en ce qui concerne l'existence de Dieu et éliminant des événements leur dimension spirituelle. »

Ancien rédacteur en chef d'un journal catholique de Philadelphie, devenu archevêque à l'occasion de sa nomination au Vatican, en avril dernier, Mgr Foley est habitué aux exigences de la presse américaine. Mais il s'abstient de porter un jugement sur la politique d'information du Saint-Siège.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Librairie LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél. : 288-58-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuites.
- 5 catalogues par an.
- Achat au comptant.

Société
UNE JOURNÉE DE
J'ai vu

AL'HOTEL
Un bébé
est encombrant

Le bébé est encombrant. C'est un fait. Mais il est aussi précieux. C'est pourquoi il faut le protéger, le choyer, le câliner. C'est le rôle de la mère, de la famille, de la société. C'est une tâche immense, mais elle est aussi la plus belle. Car c'est en élevant un enfant que l'on construit l'avenir. On lui donne des valeurs, on lui apprend à vivre, on lui fait découvrir le monde. C'est un travail de longue haleine, mais il est essentiel. C'est pourquoi il faut être patient, ferme, mais aussi doux, compréhensif. C'est un art, une science. C'est la plus grande responsabilité que l'on puisse assumer. C'est pourquoi il faut se former, se perfectionner. Il faut lire, écouter, réfléchir. Il faut être à l'écoute de son enfant, de son époque, de son pays. C'est ainsi que l'on peut élever un enfant heureux, équilibré, capable de relever les défis de la vie. C'est le but ultime de toute éducation. C'est la mission de tous ceux qui ont la chance d'élever un enfant. C'est une mission sacrée, une mission d'avenir. C'est pourquoi il faut s'engager, se consacrer, se donner. C'est ainsi que l'on peut vraiment faire la différence. C'est ainsi que l'on peut vraiment contribuer à la construction d'un monde meilleur. C'est ainsi que l'on peut vraiment être utile à son prochain. C'est ainsi que l'on peut vraiment être heureux. Car c'est en donnant que l'on reçoit. C'est en partageant que l'on enrichit. C'est en aimant que l'on vit. C'est la vérité. C'est la vie. C'est l'essentiel. C'est la fin.

Philippe Bernard

صكزامن الأصل

Société

UNE JOURNÉE DE « VACANCES » POUR CINQ MILLE ENFANTS DÉFAVORISÉS

« J'ai vu la mer en Ardèche »

A la gare du Nord, mercredi 22 août, cinq mille enfants « oubliés des vacances » sont partis à Boulogne-sur-Mer grâce au Secours populaire français. L'organisation avait prévu un voyage d'une journée avec, au programme, baignade, traversée en bateau jusqu'à Calais et réception à la mairie de la ville.

Ils sont quarante-huit de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) perdus au milieu des cinq mille autres. Gare du Nord, la casquette bleue plantée sur leurs cheveux blonds, frisés ou crépus, ils se pressent autour de leurs accompagnateurs qui les appellent : « Kader, Johann, Jonathan, Sébastien, Ali... » Ces quarante-huit enfants ont entre quatre et quinze ans. Certains n'ont jamais vu la mer et prennent très rarement des vacances (1).

Stéphane, dix ans, découvre le train pour la première fois. Il ne pensait même pas, jusqu'à présent, qu'on pouvait quitter la région parisienne. Aujourd'hui, il va participer au grand feuilleton :

Il était une fois dans le Nord, orchestré par le Secours populaire français. Coût de la production : 200 francs par enfant.

Premier épisode : « Johann à la plage ». Cinq ans et un short noir visiblement trop grand, le petit garçon regarde d'un air fixe le gris des vagues. Quand on lui demande : « Tu as déjà vu la mer, Johann ? », il a un sourire ravi pour répondre : « Oui, Du train. » Katia, petite fille de huit ans, non plus ne connaît pas la mer. Elle la trouve « sale ».

Deuxième épisode : « Kader et Philippe vont en bateau ». Après une courte (trop courte) baignade, les enfants de Garges-lès-Gonesse se dirigent vers le ferry-boat qui doit les emmener à Calais. Kader a quatorze ans. Short bleu et chemise blanche, c'est le type même du gamin délégué que rien n'impressionne vraiment et surtout pas le port de Boulogne : « Ça pue ici, commente-t-il. Tu le mettras dans ton journal ce que je te dis. » (On ne résiste pas à Kader.) Il habite la cité La Moutte (rien à voir avec le seizième arrondissement) comme la majorité du groupe.

« Notre cité, dit-il, on l'appelle « Le Bronx ». La télé, le radio, tout le monde vient nous voir quand il y a des rodéos. » Philippe, un des accompagnateurs, explique : « Parmi eux, quelques-uns ne sont jamais allés dans un centre aéré. Et le tarif d'une journée se situe entre 3 et 20 francs. Mais les parents ne peuvent ou ne veulent pas faire cette dépense. » Mais Kader proteste : « Moi, je suis déjà parti en vacances. Je connais bien la mer. » « Où tu as vu la mer, Kader ? » « En Ardèche, l'année dernière », répond-il.

Après le lâcher de ballons, il me confie : « C'était le délire. On s'est éclaté. C'est bien, le bateau. Il y a même une cafétéria, mais nous, on n'a pas le droit d'y aller. »

Troisième épisode : « Pour une poignée de francs ». Devant l'hôtel de ville de Calais, c'est la réception traditionnelle avec majorités maladroites et airs folkloriques. Kader, fatigué, s'est endormi à même le pavé. Autour de lui, Ali et Sébastien, douze ans, discutent : « C'est la galère, ici »,

affirme Ali. « Cette musique, c'est bidon », renchérit Sébastien. Martine, petite fille de onze ans, réplique : « Moi, j'aime bien ces danses. Elles me rappellent la Vendée. J'y allais toutes les années, avant », puis, très vite, en baissant la tête, elle ajoute : « Ça fait deux ans qu'on n'est pas parti. » Sébastien, pantalon bleu marine et « collige » aux pieds est inquiet. « Il y a des magasins ici », demande-t-il. Je veux acheter des choses. » « Combien tu as ? », questionne Ali, et Sébastien de lui répondre, tout fier : « 7 francs. »

Quatrième épisode : « Five express ». A 17 heures, les enfants, épuisés, montent dans le train du retour. « Je crois qu'ils sont contents », commente Zoubida, une des accompagnatrices. A Garges, explique cette jolie fille de dix-huit ans, ils sont

confrontés au racisme chaque jour. Quand tu es maghrébin ou antillais, tu ne peux pas aller faire les courses avec tes copains. Au-delà de deux, le supermarché te refuse l'entrée. » Kader arrive alors à toute vitesse et lance : « Je suis une vraie star maintenant. Je vais passer à la télé » et, oubliant de sa fatigue, tout à sa gloire du moment, il clame : « Aujourd'hui, c'était l'éclatage. »

A 20 heures 47, le train ne s'élève pas trois fois mais arrive à la gare du Nord. Les responsables du Secours populaire, s'ils ressentent une certaine « déviance », ne décerneront sûrement pas un « zéro de conduite » à leurs gosses du bédon.

BÉATRICE GREGOIRE.

(1) 37 % des enfants de moins de treize ans ne sont pas partis en vacances en 1983.

PARAIT QUE DES GENS HABITENT DE L'AUTRE CÔTÉ ?



PESSIN.

FAITS DIVERS

Pour l'honneur de Picherande

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Mardi soir 21 août, dans la salle de délibérations de la mairie de Picherande (Puy-de-Dôme). Les membres du conseil municipal, réunis d'urgence en séance extraordinaire, écoutent le maire, M. Raymond Rouillon, prononcer sa démission. La discussion ne s'élève pas. Ils emboîtent le pas. Mû par une solidarité sans faille, le groupe entier « rend son tablier » et le fera savoir le lendemain au sous-préfet d'Isaïre. Ce dernier n'y est pour rien, c'est la justice qui est en cause. La « gouvernance » du village de cinq cent trente habitants se fiche parce qu'il considère « trop rapide et excessivement sévère la condamnation prononcée contre des jeunes gens dépourvus d'antécédents judiciaires et appartenant à des familles honorablement connues ».

Ils sont cinq en effet, tous citoyens de la commune, s'apprêtant ce soir-là à passer leur deuxième nuit à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand. Trois sont les enfants de conseillers municipaux. L'un est âgé de vingt-quatre ans, le plus jeune de dix-neuf ans. Un sixième jeune homme de Picherande se trouve également mêlé à l'affaire : il a été arrêté par la gendarmerie, traversé par les derniers touristes de l'été. Mieux, il connaît bientôt la décision de justice. Les autres

sevent à quoi s'en tenir depuis la veille : huit jours de prison ferme prononcée par le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand le lendemain même des faits qui leur sont reprochés. Visiblement on ne savait pas, au village, que les justices pouvaient être rendues aussi rapidement. Incapacité d'abord, ébahissement ensuite, ont accompagné la nouvelle. « Des gosses au-dessus de tout soupçon », dit le maire. Le maire confirme.

Que s'est-il passé ? En rassemblant les morceaux des différents témoignages, l'histoire semble devoir être ainsi reconstituée. Dans la nuit de samedi à dimanche, vers 2 heures du matin, la fête patronale bat son plein à l'intérieur et autour du perqu岸on sur la petite place de Picherande. Des chaises manquent à la terrasse du café. Un des six futurs accusés se sert dans le stock de chaises de l'épicerie voisine. Ce dernier, qui est également le garde-champêtre, n'apprécie pas. Bousculade. L'épicerie-garde-champêtre fait appel aux trois gendarmes venus de La Tour-d'Auvergne pour une inspection de routine à la demande du maire. La tension monte rapidement dans les têtes un tantinet éméchées.

Les gendarmes servent, comme souvent, d'exutoire. Inquiets, ils appellent six collègues en renfort. Des coups volent, des épaulements sont arrachés, des cailloux lancés. La poussée de

fièvre, qui n'a pas laissé de blessés, s'achève par l'interpellation de l'emprunteur de chaises et de ses amis qui ont tenté de s'interposer. Le fourgon emmène également l'épicerie-garde-champêtre, que les gendarmes ont allé chercher à son domicile parce que, explique-t-il, « les gars ne voulaient pas monter à bord sans moi ».

Il est le seul à revenir à Picherande. La fête continue. Le village s'attend à une simple garde à vue, histoire de calmer les esprits. Le maire, après avoir déposé la gerbe traditionnelle au monument aux morts le dimanche matin, apporte de la demande des gendarmes. « On n'a rien dit qui pouvait laisser prévoir une comparution au tribunal pour le lendemain », dit-il, révolté de ne pas avoir été tenu au courant des suites de l'affaire. « Je suis pourtant officier de justice... »

La sanction paraît en effet revêtir un caractère d'exemplarité. Depuis plusieurs mois, en effet, dans le Puy-de-Dôme, les incidents se multiplient aux sorties de bal du samedi soir, au point qu'on a pu entendre le congrès des maires avoir réclamer davantage de présence de la part des forces de l'ordre. Méditatif, l'épicerie-garde-champêtre laisse tomber : « Je ne pense pas que ça ira si loin. »

LIBERT TARRAGO.

● Télécom I-A et ECS-2 parés pour les essais. — Les deux satellites Télécom-1A et ECS-2, lancés par Ariane le 4 août, viennent d'être stabilisés en orbite géostationnaire. Ariane avait placé les satellites sur une orbite elliptique très excentrée (orbite de transfert).

Celle-ci avait été circularisée le 6 août, par allumage des moteurs

d'apogée Mage-2 qui équipent les satellites. Depuis cette date, ces derniers dérivent lentement, à 36000 kilomètres au-dessus de l'équateur. Télécom-1A, premier satellite commercial français de télécommunications, a été stabilisé dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 août, par 8 degrés de longitude est. Vendredi 24 août, ce fut le

tour du satellite européen de télécommunications ECS-2, provisoirement placé à 10 degrés de longitude est. Les deux satellites vont subir maintenant plusieurs semaines d'essais avant d'être mis en service opérationnel, ce qui pour ECS-2 exigera un nouveau déplacement vers 7 degrés de longitude est.

Carnet

Naissances

— Mathilde LA BARDONNIE et Marc MAIRDER sont heureux d'annoncer la naissance de Ella, à Paris, le lundi 20 août 1984.

— Frank GRASSO, Amie (née DANGOLS) et Marc sont heureux d'annoncer la naissance de Nicolas Lisa, le 4 août 1984, à Cleveland (USA).

1733 Freyer, Cleveland Heights, OH 44118 (USA).

Décès

— Villeblavin (Yonne). Besançon. M. Alain Bouzinac et ses enfants, Les familles Bouzinac et Crépon, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain BOUZINAC, directeur de Centre-Ext Besançon, lieutenant de vaisseau de réserve,

survécu à Fontainebleau le 22 août 1984, à l'âge de trente-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 27 août, à 15 h 30, en l'église de Villeblavin.

17, Grande-Rue, 89720 Villeblavin.

Marie-Antoinette BUTTIN-SELLIES

est décédée dans la foi et la paix du Seigneur à Rumilly (Haute-Savoie), le 17 août 1984, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de Sales (Haute-Savoie). De la part de Ses enfants, Petits-enfants Et arrière-petits-enfants.

Je suis la résurrection et la vie : qui croit en moi, finit-il mort, vivra. (Saint-Jean, 11-25.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

H. Buttin, 45, rue Mérieux, 92110 Clichy. A. Calvez, 10, villa Théodora, 75015 Paris. J. Buttin, 59, rue Adolphe-Pajaud, 92160 Antony.

M. Buttin, 6, rue Jules-Simon, 75015 Paris. C. Gaillard, Maison du boulanger, 30360 Euzet.

B. Vignac, 170, galerie l'Arlequin, 38100 Grenoble.

— M. René Deslandes, son épouse, M. Maryamick Deslandes, sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René DESLANDES,

survécu le 22 août 1984, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le service religieux sera célébré le lundi 27 août, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles, où l'on se réunira.

17, rue de Satory, 78000 Versailles. 3, rue des Arquebustiers, 75003 Paris.

— M. Jean Fas, son épouse, M. et M. Lolo Le Verger et leur fille, M. et M. Alain Monnier et leur fille, ses enfants et petits-enfants, M. Angèle et Agnès Fas, M. et M. Paul Fas, ses sœurs, frère et belle-sœur, Ses neveux, nièces et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean FAS,

survécu le 23 août 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 août, à 14 heures, en l'église Saint-Maurice, 218, rue Armand-Syvestre, Courbevoie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

333, boulevard Saint-Denis, 92400 Courbevoie. 51, avenue de Suffren, 75007 Paris.

— Alexandre, son fils, Pascale, sa femme, M. Ruchla Glas, sa mère, Toms sa famille et ses nombreux amis ont l'immense douleur de faire part du décès de

Cherrie GLAS, professeur de philosophie,

survécu le 23 août 1984, à l'âge de trente-trois ans, des suites d'une maladie.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 août, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux (92).

Qu'il vive dans notre mémoire !

— M. et M. Raymond Cunis, ses enfants, Sandrine et Oursule, ses petits-enfants, Et les familles de La Gorce, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PRIEM,

né Marie-Ernest Collin,

survécu dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 21 août 1984.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 28 août 1984, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de La Celle-Saint-Cloud (78), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, avenue Léon-Garret, 92520 Le Touquet.

— M. Camille Tauber, née Toqui, ses enfants et leurs familles, Le docteur Bernard Tauber, Le docteur Jean-Pierre Tauber, Michèle Santucci-Bodin, Jean-Philippe Santucci, Ses petits-enfants : Olivier, Clovis, Mélanie, Julien, et Jérémy, Les familles Ghéda, Rosenczweig, Toqui, Parents et alliés, ont l'extrême douleur de faire part du décès de

M. le docteur Salomon Roger TAUBER, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, ancien conseiller municipal de la ville de Toulouse,

survécu le 18 août 1984 à Toulouse, à l'âge de soixante-neuf ans.

Le service religieux sera célébré le mardi 21 août, à 14 h 30, au 71, rue de Narbonne.

L'inhumation a eu lieu à 15 heures à Cornélien.

Ni fleurs ni couronnes.

On peut envoyer des dons au Secours populaire : 11, rue du Pont-Vieux, 31300 Toulouse, ou à Médecins sans frontières : 6 bis, Port-Saint-Sauveur, Toulouse. Tél. : 80-64-70.

Anniversaires

— Louis FLEA

est disparu le 26 août 1983.

Sa femme, sa fille, ses petits-fils, sa famille, demandent une pensée à tous ceux qui ont connu, aimé et apprécié cet homme merveilleux.

En cette période anniversaire de la libération de Paris, on rappelle la mémoire de...

Gérard OURADOU, du bureau départemental de la CGT, co-secrétaire général de la Fédération des cheministes et membre de la commission des voies et communications présidée par Lecomte-Boinet du Conseil national de la Résistance, qui occupa, dès le 22 août et dans la plus grande discrétion, le ministère boulevard Saint-Germain. Il s'engagea ensuite à l'Assemblée consultative provisoire puis, en 1946, à l'Assemblée nationale constituante comme député de Paris.

On associe à sa mémoire celle de l'un de ses camarades tombés dans la lutte.

Jean LAUZET, agent de liaison de Louis Saillant, dernier président du CNR,

arrêté dès le 6 mai 1944 par la milice, torturé, il ne parla pas et mourut en déportation.

MORT DU RESTAURATEUR BELGE MARCEL KREUSCH

Un gentilhomme de table

Il y a quinze jours, je parlais ici de la Villa Lorraine de Bruxelles et de son animateur, Marcel Kreusch. Cet amphibytion remarquable avait su faire de sa maison du Bois de Cambre et de son annexe marquée l'Éclair du Palais-Royal, deux hauts lieux de la Belgique gourmande. Marcel Kreusch vient de disparaître à l'âge de soixante-dix ans, et la gastronomie belge est en deuil. Ses amis de partout dans le monde aussi, qui savaient que, derrière le restaurateur avisé, le gourmet incontestable, se cachait un véritable gentilhomme de la table.

C'est Marcel, nous ne l'oublierons point. Aussi bien ne venait-il pas d'écrire le mot « fin » à son livre, *La Cuisine de la Villa Lorraine et de l'Éclair du Palais-Royal*, qui va paraître pour la fin de l'année chez Flammarion, avec une préface de Jacques Kötter. Nous retrouverons là l'ami, les familiers de sa Villa Lorraine et de l'Éclair, l'hôte incomparable, et les lectrices, de très heureuses recettes.

LA REYNIÈRE.

[Marcel Kreusch, fils de restaurateurs belges, devint à vingt-deux ans maître d'hôtel au restaurant le Palais, de Bruxelles. Il acquit la Villa Lorraine en 1953, et, avec l'aide de son chef, Freddie Van Decker, en fit un établissement de renommée mondiale : en 1972, il devint le premier « trois étoiles » Michelin en dehors de l'Hexagone.]

Culture

« DONA GIOVANNI »
A LA MAISON DES CULTURES DU MONDE

L'opéra des femmes

Du 11 septembre au 20 octobre, la Maison des cultures du monde ouvre sa saison avec *Don Giovanni*. Ce « a » insolite n'est pas une coquille, et il ne s'agit pas tout à fait de l'opéra de Mozart. Il s'agit d'un spectacle de Jesusa Rodriguez, comédienne chantée par six actrices mexicaines, accompagnées au piano, dans un décor de Fiona Alexander — qui, entre les plus lascifs d'un rideau, découpe le visage démesuré d'une sainte en extase, sainte Thérèse d'Avila, transpercée par les flèches lumineuses de la passion.

Ce sont bien les airs célèbres qui viennent caresser les lèvres gonflées, ouvertes dans un soupir équivoque de douleur et de bonheur. Ce sont bien les paroles de da Ponte — mais où l'italien se mêle à l'espagnol — que chantent les six femmes avec une bonne humeur insolente. Raillerie sacrilège, en particulier au Mexique, pays dominé par un machisme bien ancré.

Tout à tour, les femmes prennent le rôle de Don Giovanni — le seul personnage immuable est Leporello. Elles endossent son pourpoint, se coiffent de son chapeau. Elles jouent l'homme, se jouent de lui, le démultiplient et ce faisant le cassent. Elles cassent le mythe du mâle de droit divin, vainqueur parce que mâle. Le maître. Le narcissique qui se cherche

dans le regard adhésif des femmes. Les femmes reprennent les rites de la séduction, mais le séducteur n'est plus qu'une image dont les contours se brouillent et progressivement s'effacent. Sans son reflet, Narcisse meurt. Le pouvoir de Don Giovanni ne tient que sur la croyance en ce pouvoir. L'homme est absent, il est absent de son spectacle, totalement. La statue du Commandeur est devenue celle de la Sainte.

Les femmes relèvent le défi que le libretto porte à Dieu, et elles le font avec une vitalité, une gaieté bien charnelle, sans nuances. Elles n'ont pas plus de respect pour Mozart que pour son héros. Elles traitent l'opéra dans une manière qui balance entre le cabaret et la commedia dell'arte, et qui se rattache à une tradition populaire mexicaine, appelée Carpa, théâtre de dérision joyeuse dont la version française pourrait être le Magic Circus. Aujourd'hui, cette tradition se survit à côté d'un théâtre officiel qui a une réputation d'académisme poussiéreux, d'un Boulevard florissant, mais dont on se décourage à la seule vue des titres et des photos, à côté des TV shows publics.

Il existe quand même un théâtre plus ambitieux, professionnel et subventionné, rattaché à l'université de Mexico, mais avec plus

de prestige que d'impact. Deux petites salles ; un ghetto dans un parc immense. Des rencontres avec les metteurs en scène, se dégage une amertume morbide. C'est peut-être l'air de Mexico qui veut ça. Pas seulement. De toute évidence, ces hommes tournent en rond, entre eux, en quête de racines qui leur échappent. Où sont-elles ? En Europe ? Aux Etats-Unis ? Sur la terre indienne ?

Pour vivre sa jeunesse, le théâtre a besoin d'un très long passé, qui est peut-être en train de se



* La mort de la Minuterieuse
Louis Albertoni (détail).
Bordeaux, vers 1674.

La saison théâtrale 1984-1985 hors Paris

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE A LYON

Le TNP reçoit, du 22 au 25 octobre, le Tango argentin, spectacle de Claudio Sagovio et Hector Orizzoli. Pape e Bara, du 13 au 17 novembre. Les Derniers Jours de Pompeï, par la compagnie de marionnettes italiennes Carlo Colla e Figli, du 28 au 30 novembre. Richard III, par Georges Lavautant, avec Ariel Garcia Valdes et le CDNA, du 4 au 15 décembre. Temporelle (l'Orage), de Strindberg, par Giorgio Strehler et la Piccola Teatro de Milan (en italien), du 5 au 7 février. Marie et Guiller, dans Paroli au même, de Manfred Karge (en français), mise en scène par Michel Raskine, du 12 au 22 mars, le Pain dur, par Gilles Bourdet, avec le Salamandre, Centre dramatique du Nord, du 18 au 22 mars. Marmite, une création de Jean-Claude Gallois, avec le groupe Enlil Dubois, du 13 au 15 mai, et la Fausse Suivante, par Patrice Chéreau, du 21 mai au 8 juin.

Gérard Guillemin crée *Mes Amis*, d'après Emmanuel Bove, mise en scène par Dominique Bagouet, du 3 au 19 janvier. Hans Peter Cloos Mercedès, de Thomas Brasch, avec Christine Boisson et Tchéky Karyo, du 16 avril au 4 mai. Jean-Michel Dupuis, *Class Enemy*, de Nigel Williams, du 2 mai au 1^{er} juin. Du 5 au 16 mars, Jérôme Deschamps présente son nouveau spectacle qui n'a pas encore de titre.

Enfin, du 15 au 26 juin, le TNP présente sous un chapiteau une comédie musicale de Barbara, avec Gérard Depardieu, mise en scène par Roger Planchon.

* Renseignements : TNP, 8, place Lazzaro-Goujan, 69100 Villeurbanne. Tél. (7) 884-70-74.

THÉÂTRE DE LA CRIÉE A MARSEILLE

Deux créations de Marcel Merchal pour cette saison 84-85 : *Question de géographie* de John Berger et Nella Bielek (de mi-novembre à décembre) et *La Puce à l'oreille* de Feydeau avec des décors et des costumes de René Alti (de mi-février à mars), et une reprise : *Le Malade imaginaire* de Molière (octobre). La salle Guillemin accueille : Les affaires sont les affaires de Molière par Pierre Dux (janvier) ; le Mouette de Tchekhov, dans une nouvelle traduction de Marguerite Duras, par Jean-Pierre Arny (fin janvier) ; le Bureau et Fleurs moussues de Jean-Paul Aron, par Jean-Louis Thamin (mi-avril) ; *Hernani* par Antoine Vitez (fin avril) ; enfin *l'Arbre de mai*, une pièce de Marcel Merchal, par François Bourgeois (mai).

La salle Audubert présente, entre autres (sous réserve de modification) : *Poésie ma passion*, par Daniel Galin (début octobre) ; les Bonnes de Jean Genet, par la compagnie brésilienne O'Valeto (fin novembre) ; le Journal d'un homme de trop de Tourgueniev, par Catherine Desné (début novembre) ; *Conscience paysanne* de Maupassant, par Gérard Guillemin (mars).

* Renseignements : 30, quai de Rive Neuve, 13007 Marseille. Tél. : (91) 54-74-54.

THÉÂTRE DE NICE

Jean-Louis Thamin met en scène deux pièces de Jean-Paul Aron (en coproduction avec le Nouveau Théâtre de Marseille) le Bureau et Fleurs moussues, qui ont été créées cet été au Festival de Sarlat. Puis Jean-Louis Thamin monte le Chevalier à la rose, de Hoffmannsthal sans la musique de Richard Strauss (en coproduction avec le Théâtre de la Ville) et un opéra, le Médium de Gian Carlo Menotti, coproduction avec le Châtelet. Enfin le Théâtre de Nice présente Océan, une réalisation de Pascal Lantieri, en coproduction avec le Side One Posthumus Theatre.

* Renseignements : Eplaisade des Victoires, 06300 Nice. Tél. : (93) 53-19-19.

MAISON DE LA CULTURE DE GRENOBLE

La grande production théâtrale de la prochaine saison, c'est le Richard III mis en scène par Georges Lavautant, avec Ariel Garcia Valdes et le Centre dramatique des Alpes, créé au Festival d'Avignon, dans la cour d'honneur, et qui viendra ensuite au Théâtre de la Ville à Paris, et sera joué en tournée.

* Renseignements : Eplaisade des Victoires, 06300 Nice. Tél. : (93) 53-19-19.

La grande création chorégraphique sera *Marmite*, par Jean-Claude Gallois, avec le groupe Enlil Dubois.

Angel/Maimone Entreprise doit « tourner » son dernier spectacle. Le nouveau, c'est l'entrée du cinéma dans la maison de la culture : Raul Ruiz vient travailler sur place, avec les comédiens, pour une expérience non encore définie.

Sont invités entre autres, le Tango de Buenos Aires et le Flamenco de Séville, Ornette Coleman, Tadusz Kantor pour la première fois à Grenoble, avec Wlodek Wlodek.

* Renseignements : 4, rue Paul-Casadei 38000 Grenoble. Tél. : (76) 25-05-45.

THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG

Le Théâtre national de Strasbourg, dirigé par Jacques Lassalle, accueille en collaboration avec Musica 84 deux créations : *Alex*, de Denis Cohen, et *Jouissance* de Peter Schabert, ainsi qu'*Avant l'été*, par la Compagnie Enlil Dubois ; *Le Grand*, de Grenoble également vient Richard III par Georges Lavautant avec Ariel Garcia Valdes et le CDNA. De Lille, le Pain dur par Gilles Bourdet, avec le Salamandre, Centre dramatique du Nord. La Comédie de Caen vient avec *Est d'Edward Bond*, par Michel Dubois, et *Leinage* de Daniel Lemaître, par Claude Yvan. De Genève, viennent le Sape faïble de Haubert et *Mère Courage* de Brecht par Bruno Besson. De Lussigny, l'Ecole des femmes, par Hervé Loichemont. Le TNS reçoit également le *Parle de la Comédie de La Roche* par Pierre Assolant et le Théâtre de Sartrouville, *De la maladie* par l'Aquarium, *Entre chien et loup* de Christopher Hein et *Philodèle* de Heiner Müller, par Bernard Sobel avec le centre dramatique de Genève. Un autre spectacle Heiner Müller sera présenté (en allemand) par l'Ensemble de Bochum : *Rivage à l'englott*, mise en scène de Karge et L'englott. D'Italie viennent Pape e Bara, ainsi que le Collectif de l'Arme avec *Macbeth* et *Hani IV*. D'Angleterre, les Possédés (en anglais) par Lioubov créés au Théâtre de l'Europe. D'autre part, Jacques Lassalle met en scène l'*Heureux Stratagème* et *Luca Ronconi* le Sonnet des spectres, Alain Krupp Goethe en Alsace de Dadaïen.

En janvier 1985 sera inaugurée une petite salle où Jacques Lassalle montrera une pièce contemporaine (non encore déterminée) où Garance donnera la *Confession impudique*, Béatrice Bonnaud Celle qui ment, Bruno Boeglin *L'Amour* et Jean-Marie Parthe la *Médée de Sénèque* (production TNS) et qui recevra les *Drapiers*, avec les Infirmités.

* Renseignements : TNS, Strasbourg (88) 35-63-60.

COMÉDIE DE CAEN

Quatre créations : *Agathe* de Marguerite Duras, par Daniel Girard en octobre, *Leinage* de Daniel Lemaître, par Claude Yvan, *Est d'Edward Bond* par Michel Dubois, créé à Créteil, présenté à Strasbourg avant de venir à Caen en mars. *P'tit Albert* d'après Jack London, par et avec Jean-Marie Frin, d'autre part, la Comédie de Caen reprend en tournée, de mars à mai 1985, la *Double Inconstance*.

* Renseignements : 120, rue Saint-Pierre, BP 33 Gamberet, 14012 Caen Cedex. Tél. : (31) 86-55-52.

« L'ECHO DES SAVANES » DEVIENT HEBDOMADAIRE


L'Echo des savanes, mensuel racheté par le groupe Filipacchi et l'éditeur Albin Michel en octobre 1982 — et relancé à l'époque par Georges Wolinski — est devenu hebdomadaire et a publié son premier numéro (8 F) vendredi 24 août. Réalisé sous la conduite de Jean-Luc Henig et Thierry Ardison, tiré à 380 000 exemplaires, en quadrichromie sur format VSD, l'Echo des savanes-hebdo garde le caractère érotique, rabelaisien, violent, voire insolent qui a fait son succès en tant que mensuel.

Ce numéro contient également le reportage — qui a mal tourné — de trois journalistes déguisés en policiers « pour voir jusqu'où allait la peur de l'infirme ».

Déménagé puis arrêté, les trois « plaisants » ont passé trente-six heures en prison avant d'être relâchés et placés sous contrôle judiciaire (le Monde du 9 août). Précisons que Claude Maggiori, rédacteur en chef de l'Echo des savanes, alors mensuel, évincé de l'hebdo, poursuit son projet de lancement d'un nouveau mensuel.

40 NOUVELLES

TOME III



Le Monde

Voici surgir des univers étranges où la réalité se déchire brusquement et devient cocasse, fantasmagorique ou angoissante... des textes merveilleux de Maurice Pons, Georges Sédar, Peter Seeberg... Revenus de l'enfance ou d'un lointain passé, voici des personnages insolites qui revivent sous la plume magique de l'Israélien Samuel-Joseph Agnon, du Français d'origine tunisienne Albert Boccard, du Grec Philoppos Dracodaidis... Si quelques auteurs figuraient déjà dans les sélections précédentes, la plupart sont de nouveaux venus. Ils témoignent, par la diversité de leurs origines, de la vitalité d'un art en pleine renaissance.

40 NOUVELLES, 40 ROMANS D'UNE LECTURE INTENSE ET BRÈVE, IDÉALE POUR LES VACANCES.

Chez votre marchand de journaux 27 F et au Monde

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES, TOME III »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 32 F (prix d'expédition inclus) = F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Concours de scénarios de fiction. — Le ministère de la jeunesse et des sports organise, en collaboration avec le ministère de la culture, un concours de scénarios de fiction, afin de favoriser la création et la diffusion d'œuvres audiovisuelles destinées au jeune public. Le thème choisi est : *L'avenir de la jeunesse dans le monde contemporain*. Les synopsis doivent être adressés, dactylographiés en cinq exemplaires, au ministère de la jeunesse et des sports, direction de la jeunesse, concours de scénarios, 78, rue Olivier-de-Serres 75739 Paris CEDEX 15, tél. : 828-40-00, poste 2374 ou 2409.

théâtre

ANTOINETTE BERTRAND (208-77-71)
sam. 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers
efforts.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23) sam.
20 h 15 : La Nouvelle Testa-
ment.

ATELIER (606-49-24) sam. 21 h : Le Ne-
veu de Rameau (dém.).

BOUFFES PARISIENS (296-60-34)
sam. 21 h, dim. 15 h : Madame, pas
dame.

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41)
sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Re-
viens dormir à l'Elysée.

DIX HEURES (606-07-48) sam. 21 h :
L'ours ; 22 h : Le Monocle et le Pantin.

GAIETE MONTMARTRAISE (322-16-18)
sam. 21 h, dim. 15 h : Chacun pour soi.

BUCHETTE (326-38-99) sam. 19 h 30 : La
Centriste chavoue ; 20 h 30 : La Le-
çon ; 21 h 30 : Bonjour Frédéric.

LUCERNAIRE (544-57-94) sam. dim.
20 h 15 : Le Sang des fleurs ; 22 h 30 : Ri-
roshima, mon amour. Il. sam. dim.
18 h 30 : La Voix humaine ; 20 h 15 :
Journal intime de Sally Mann ; 22 h 15 :
Du côté de chez Colette.

MICHOUDRE (742-95-22) sam. 21 h,
dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

NOUVEAUTES (770-52-76) sam.
20 h 30, dim. 15 h 30 : L'Entourlopie.

OEUVRE (874-42-52) sam. 19 h 30 et
21 h : Comment devenir une mère jeune
ou dix loges (dém.).

PALAIS-ROYAL (297-59-61)
sam. 21 h : La fille sur la banquette arrive
(dém.).

SAINT-GEORGES (878-63-47) sam.
21 h : Théâtre de boulevard.

THEATRE VEDIGAS (322-11-02) sam.
20 h 15 : Les Bacheliers ; sam. 22 h et
23 h 30 : Nous en fait on en a des
dix (dém.).

THEATRE MAUREL (253-45-55) sam.
20 h 30 : Les Inconnus.

TOURTOUR (887-62-48) sam. 20 h 30 :
Le Mort de Pier Paolo Pasolini.

VARIETES (233-09-92) sam. 18 h 45 et
21 h 30 : Le Bistrot.

Opérettes
POTINIERE (266-44-16) sam. 20 h 30,
dim. 15 h : Le Roi-Cerf.

Le music-hall
DAUNOU (261-49-14) sam. 21 h, dim.
15 h 30 : From Harlow to Broadway.

LUCERNAIRE (544-57-94) sam. 21 h :
J. Bourdon.

STUDIO HERTEAUX (783-64-66) dim.
16 h : Folies d'été, d'été, d'été.

Les concerts
SAMEDI 25
Lacourrière, 19 h 45 : M. Naini (Chopin,
Ravel, Debussy, Liszt).

Dimanche 26
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière,
16 h 30 : M.C. Bissy (Beethoven,
Bach, Liszt).

Festivals
FESTIVAL FESTIVAL DE PARIS
(549-14-85)
Château de Montceaux-Lafitte, dim.
17 h 30 : Quintet Vivaldi, I. Moretti (De-
bussy, Tchaïkovski, Debussy, Ravel, Liszt).

XXV FESTIVAL DE SCAUX
(660-47-79)
Orchestre de chambre, sam. 17 h 30 : Quo-
tor J. Simon et G. Montier (piano)
(Mozart, Fauré) ; dim. 17 h 30 : R. Béd-
ier (piano).

Jazz, pop, rock, folk
CAVEAU DE LA BUCHETTE (326-38-99) sam. 21 h 30 : Gene
Mogley
Flea Commes Quinze et D. Dode.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) sam. 21 h : Pedro Urteaga et son
Quatuor Latino.

GRUS (700-78-88) sam. 22 h : Rock.

HOTEL SOUTERREIN (354-09-09) sam. 22 h : G. Lacroix
(dém.).

NEW MORNING (523-51-41) sam.
21 h 30 : Sun Ra (dém.).

PAKTO-MERIDIAN (738-12-30) sam.
dim. 22 h : Maxine Sany Orchestra.

PELIT OPORTUN (256-11-30) sam.
dim. 21 h : Johnny Grillo Quartet.

SLOW CLUB (233-44-30) sam. 21 h 30 :
J. Lacroix Jazz Orchestra (dém.).

TROIS MAILLETS (354-00-79) sam.
dim. 21 h : La Voie.

TROTTORS DE BUENOS-AIRES
(260-44-21) sam. 23 h : O. Pina, D. Ar-
rola, L. Cruz.

Les chansonniers
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-55) sam. 21 h, dim. 15 h 30 et 21 h :
On perd les pétales.

La danse
COUR DE LA MAIRIE DU IV^e (278-60-56) sam. dim. 21 h : Ballets histo-
riques du Marais.

Spectacle d'eau
**ESPLANADE DE LA DEFENSE, Pa-
ris-Agnes (979-00-15)** sam. 21 h 30 :
Dépêche et Châli.

cinéma

La Cinémathèque
CHAILLOT (704-24-34)
SAMEDI 25 AOUT
15 h, les Meurtres sales, de F. Rivers et
S. Berrios ; cinéma japonais : films de ge-
isha ; 17 h, la Perle de la ciné, de S. Se-
gali ; films de M. Naruse : 19 h, Un com-
pagnon ; 21 h, le Brigand bien-aimé, de
K. King.

DIMANCHE 26 AOUT
15 h, Figure de proue, de C. Sengul ; ci-
néma japonais : films de geisha ; 17 h,
le Mac, de H. Schlegel ; films de M. Na-
ruse : 19 h, Noces éternelles ; 21 h, les Me-
urtres de la Western Union, de F. Lang.

SAINT-GEORGES (878-63-47)
SAMEDI 25 AOUT
15 h, cinéma américain (1920-1930) :
The Yankee Clipper, de R. Julius ; 17 h, ci-
néma japonais : M. Poo, de K. Ichikawa ;
19 h, le Passé-Montagne, de J.-F. Stevens ;
21 h, la Lune, de R. Berthod.

DIMANCHE 26 AOUT
15 h, cinéma américain (1920-1930) :
The Garden of Eden, de L. Milstien ;
17 h, cinéma japonais : la Perle de l'uni-
vers, de K. King ; 19 h, le Signe du lion, de
R. Rothman ; 21 h, Un couple parfait, de
R. Allman.

Les exclusivités
A LA POURSUITE DU DIAMANT
VERT (A. v.a.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Paramount Odéon, 9^e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 9^e (359-10-08) ; Parisiennes, 14^e (328-83-11) ; - V.F. : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Nation, 12^e (343-04-07) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (356-23-44) ; Gaumont Sud, 13^e (327-84-30) ; Miramar, 14^e (328-89-52) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Marais, 16^e (651-69-75) ; Paramount Mailliot, 17^e (758-24-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Séances, 19^e (241-71-99).

ALSIANO Y EL CONDO (Nietzsche)
v.a.) : Dufort, 14^e (321-41-01).

LES ANNEES DECLIC (Fr.) : Studio des Ursulines, 9^e (354-39-19).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 9^e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Dufort (It. sp.), 14^e (321-41-01).

BOUNTY (A. v.a.) : George V, 8^e (562-41-46).

BUSH MAMA (A. v.a.) : République Cinéma, 11^e (305-51-37).

CANNON BALL II (A. v.a.) : UGC Em-
meline, 8^e (339-15-77) ; - V.F. : Gaîté
Boulevard, 9^e (233-67-46) ; Rex, 2^e (236-83-93).

CARMEN (Esp. v.a.) : Calypso, 17^e (380-03-11).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 25 - Dimanche 26 août

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE
(A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; UGC Odéon, 9^e (325-71-08) ; UGC Normandie, 9^e (325-41-18) ; Montparnasse, 14^e (327-52-37) ; - V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Athina, 12^e (343-00-63).

LIQUID SKY () (A. v.a.)** : Saint-Georges Studio, 9^e (633-63-20).

LISTE NOIRE (Fr.) : Forum, 1^{re} (297-53-74) ; Quinette, 9^e (633-79-38) ; Mar-
ignan, 8^e (359-92-82) ; George V, 8^e (562-41-46) ; France, 9^e (770-33-88) ;
Moulin, 10^e (770-72-88) ; Bessie, 11^e (307-54-40) ; Nation, 12^e (343-04-07) ;
Favette, 13^e (331-56-86) ; Paramount Gaîté,
14^e (320-12-06) ; Miramar, 14^e (328-89-52) ;
UGC Convention, 15^e (328-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle,
15^e (327-79-79) ; Paramount Mailliot, 17^e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18^e (522-47-94) ;
46-01) ; Séances, 19^e (241-71-99).

LOCAL HERO (Brit. v.a.) : 14-Juillet
Paranase, 8^e (326-58-00) ; Saint-
Ambroise, 11^e (700-89-16).

LES MAILLURES DE HERIOT (A. v.a.) :
Boite à films, 17^e (622-44-21).

MARIA CHAPDELAIN (chanson) :
UGC Opéra, 9^e (261-50-32) ; UGC Dan-
ton, 9^e (742-56-31).

**MEURTRES DANS UN JARDIN AN-
GLAIS (Brit. v.a.)** : 14-Juillet Para-
nase, 8^e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).

MISSION FINALE (A. v.a.) : Para-
mont City, 17^e (545-35-38) ; - V.F. : Para-
mont Opéra, 9^e (742-56-31).

LE MYSTERE SLEWMOO (A. v.a.) :
Cinecchia, 6^e (633-10-82).

NEW-YORK 2 HEURES DU MATIN
(A. v.a.) : Gaumont Ambassade, 9^e (359-10-08) ; - V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33).

LE PALACE EN DELIRIE (A. v.a.) : Pa-
ramont City Triomphe, 9^e (562-45-76) ;
- V.F. : Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ;
Paranase, 8^e (326-58-00).

PARIS VU PAR... (28 ans après) (Fr.) :
Olympie Odéon, 14^e (545-35-38).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang. v.a.) :
Ciné Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; UGC
Danion, 6^e (328-42-27) ; UGC Norma-
die, 9^e (325-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle,
15^e (327-79-79) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93) ;
UGC Opéra, 9^e (742-56-31) ; 261-50-32) ;
14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (327-79-79) ;
- V.F. : UGC Boulevard, 9^e (246-66-44) ;
Montparnasse, 14^e (327-52-37).

ULTIME VIOLENCE (A. v.a.) : Para-
mont Opéra, 9^e (742-56-31) ; Mink
Vito, 9^e (770-72-88) ; Paramount Mont-
parnasse, 14^e (327-52-37).

UN DEMANCHE A LA CAMPAGNE
(Fr.) : UGC Opéra, 9^e (261-50-32) ;
Hautefeuille, 6^e (633-79-38) ; Caléda, 6^e (359-29-46).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.a.) :
UGC Opéra, 9^e (261-50-32) ; Caléda, 6^e (359-29-46).

VENDREDI 14 LE CHAPITRE FINAL
(A. v.a.) : Rex, 2^e (236-83-93).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Danion, 6^e (328-42-27).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; UGC Convention, 15^e (328-42-27).

VIA LES SOUTERRAINS (A. v.a.) :
UGC Opéra, 9^e (261-50-32) ; Mink
Vito, 9^e (770-72-88) ; Paramount Mont-
parnasse, 14^e (327-52-37).

YENTIL (Angl. v.l.) : Lumière, 9^e (246-49-07).

YENTIL (Angl. v.l.) : Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; - V.F. : UGC Opéra, 9^e (261-50-32).

ZOLOC (POURQUOI L'ETRANGER)
Z. ZOLOC STENTERAT-IL
TANT A LA BANDE DESSEINEE ?
(Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD
DONALD, film américain de Walt
Disney, v.l. : UGC Opéra, 9^e (261-50-32) ; Gaumont Richelieu, 2^e (233-56-70) ; George V, 8^e (562-41-46) ; UGC Gobelin, 13^e (356-23-44) ; Gaumont Sud, 13^e (327-84-30) ; Miramar, 14^e (328-89-52) ; Gaumont Convention, 15^e (328-42-27) ; Marais, 16^e (651-69-75) ; Paramount Mailliot, 17^e (758-24-24) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Séances, 19^e (241-71-99).

SUDEN IMPACT (Fr.) : le Retour de
Prosperateur Harry, film américain
de Clint Eastwood, v.a. : Forum, 1^{re} (297-53-74) ; UGC Danion, 6^e (328-42-27) ; George V, 8^e (562-41-46) ; UGC Danion, 6^e (328-42-27) ;
Lazare Paquin, 8^e (387-35-43) ;
France, 9^e (770-33-88) ; UGC
Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ;
Favette, 13^e (331-56-86) ; Mont-
parnasse, 14^e (327-52-37) ; UGC
Convention, 15^e (328-42-27) ; Marais,
16^e (651-69-75) ; Pathé Clichy, 18^e (522-47-94) ; Séances, 19^e (241-71-99).

L'HOMME A FEMMES (A. v.a.) : Bal-
con, 9^e (561-10-60).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FERRIERE (A. v.a.) : Ciné Beaubourg,
3^e (271-52-36) ; George V, 8^e (562-41-46) ; - V.F. : Capri, 2^e (508-11-69) ;
Montparnasse, 14^e (327-52-37).

BARY DOLL (A. v.a.) : Ruffet Quin-
tier, 14^e (326-84-65).

BARBEROUSSE (Jap. v.a.) : Saint-
Ambroise, 11^e (700-89-16).

BARRY LYNDON (Angl. v.a.) : Boite à
films, 17^e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A. v.a.) : Studio
Galaude, 9^e (354-72-71) ; - V.F. : Opéra
Night, 2^e (236-82-56).

BLANCHE-NEIGE (A. v.a.) : Napoléon,
17^e (755-63-42).

BLOW UP (A. v.a.) : Logos, 9^e (354-42-34).

LE CHAIRON MANQUANT (Fr.-Am.)
v.l.) : UGC Opéra, 9^e (261-50-32).

CITIZEN KANE (A. v.a.) : Calypso, 17^e (380-03-11).

CORRESPONDANT 17 (A. v.a.) : Saint-
André-des-Arts, 6^e (326-48-18) ; Para-
mont Opéra, 9^e (742-56-31) ; Para-
mont Montparnasse, 14^e (327-52-37).

LES CRIMINELS (A. v.a.) : Parisien,
9^e (354-15-04).

DELIVRANCE (A. v.a.) : Boite à
films, 17^e (622-44-21).

DE L'OR EN BARRE (Ang. v.a.) :
Action Christian, 6^e (329-11-30).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It.)
v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).

LES DIAMANTS SONT ETERNELS
(A. v.a.) : UGC Marbeuf, 8^e (225-18-45).

LES DEUX SONT TUNES SUR LA
TÊTE (Bost.-A.) : Forum Orient
Express, 1^{re} (233-42-26) ; George V, 8^e (562-41-46) ; - V.F. : Impérial, 2^e (236-83-93) ; Convention Saint-Charles, 15^e (328-42-27) ;
14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (327-79-79).

LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.a.) :
Marbeuf, 8^e (225-18-45) ; Rex, 2^e (236-83-93) ; Pathé Clichy, 18^e (522-47-94).

LA DOCE VITA (It. v.a.) : Olympie
Estropé, 14^e (545-35-38).

EL (Mex. v.a.) : 14-Juillet-Paranase,
8^e (326-58-00).

EMMANUELLE (Fr.) : Paramount
City, 17^e (545-35-38).

EMMANUELLE DE L'ARFAR HAUSER
(All. v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).

L'ETRE MEURTIER (Fr.) : UGC
Opéra, 9^e (261-50-32) ; Rotonde, 6^e (633-08-22) ; Marbeuf, 8^e (225-18-45) ;
UGC Convention, 15^e (328-42-27).

L'ETRANGER (It.) : Logos, 9^e (354-42-34).

EXCALIBUR (A. v.a.) : George V, 8^e (562-41-46) ; Parisien, 9^e (354-15-04) ;
83-11).

EVE (A. v.a.) : Olympie Beaubourg, 3^e (271-52-36).

FAME (A. v.a.) : Elysees Lincoln, 9^e (326-48-18) ; Saint-Michel, 9^e (326-79-17).

FANNY ET ALEXANDRE (Suid. v.a.) :
Calypso (It. sp.), 17^e (380-03-11).

LA FAUX COUPABLE (A. v.a.) : Epée
de Bois, 9^e (337-57-47).

LA FELINE (Tourneur 1942) : (v.a.) :
Art Beaubourg, 3^e (271-52-36).

LA FILLE DE RYAN (Ang. v.a.) :
Action Rive gauche, 9^e (328-44-40) ;
Hautefeuille, 6^e (633-79-38).

FENETRE SUR COUR (A. v.a.) : Ruffet
Quintier, 14^e (326-84-65).

FRITZ THE CAT (A. v.a.) : Ciné Beau-
bourg, 3^e (271-52-36) ; Ciny Etoles, 9^e (354-20-12) ; UGC Berlioz, 2^e (236-83-93) ;
Olympie, 14^e (545-35-38).

GIMME SHELTER (A. v.a.) : Vidéon,
6^e (325-60-34).

GRAINE DE VIOLENCE (A. v.a.) :
Rex Marbeuf, 8^e (225-18-45).

LE GUERD (It. v.a.) : Olympie Ma-
rius, 14^e (545-35-38).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : La-
courrière, 6^e (354-72-71).

GUERRE ET PAIX (Sov. v.a.) : Comos,
6^e (544-28-80).

HAIR (A. v.a.) : Boite à films, 17^e (622-44-21).

HARDCORE (A. v.a.) : André Buzin, 13^e (337-74-39).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) :
Mouvie, 1^{re} (260-43-99).

LES HOMMES PREFERENT LES
BLONDES (A. v.a.) : Champe, 9^e (354-41-60).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP
(A. v.a.) : Saint-Michel, 9^e (326-79-17).

IL EDONE (It. v.a.) : Saint-André des
Arts, 6^e (326-48-18) ; Olympie, 14^e (545-35-38).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST
(A. v.l.) : Capri, 2^e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) :
Forum Orient Express, 1^{re} (233-42-26) ;
Parisien, 9^e (354-15-04).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A. v.a.) :
Action Christiane Bie, 6^e (329-11-30).

LILI MARLEEN (All. v.a.) : Rivoli, 4^e (272-63-32).

LA LOI DU SILENCE (A. v.a.) : Forum
Orient Express, 1^{re} (233-42-26) ; Para-
mont Odéon, 9^e (325-59-83) ; Balzac, 8^e (561-10-60) ; - V.F. : Marignan, 8^e (359-92-82) ; Paramount Bastille, 11^e (343-70-17) ; Paramount Montparnasse, 14^e (327-52-37) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31).

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. ; prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à 11 heures

DINERS

RIVE DROITE

LES SARIADAIS F. sam. midi, dim. 522-23-62
2, rue de Vienne, 8

EL PICADOR 387-38-87
80, bd des Batignolles, 17 F. lunch, mardi

Déjeuner, dîner, 22 h. Cuisine périgourdine. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, CÈPES, MORILLES, Mouton 150 F. t.c. avec spécialités. CARTE 160/180 F.

Déjeuner, dîner, 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES • FRANÇAISES : ravigote, pintade, bœuf, calamars touts P.M.R. : 120 F. Formule à 75 F. a.n.c. avec spécialités. SALONS.

Samedi 25 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : *L'Amant de cœur*. De Louis Verneuil. Mise en scène R. Mammol, avec Amara, J. Ardouin, B. Allane. Un mari, une femme, et deux amants. Jacques, Lucien, Charlotte... Lucien fait fortune au détriment de Jacques et désire être seul à aimer Charlotte. Schéma classique du théâtre de boulevard.

22 h 15 Alfred Hitchcock présente... le Bain de sang. Série de courts métrages présentés et réalisés par Hitchcock. Millicent Bredcliffe décide de quitter le prestyère et de partir pour Paris. Au cours d'une première nuit à Bordeaux, elle se trouve de chambre et découvre qu'elle est enfermée avec un Français mystérieusement endormi. Suspense, effroi glacé.

22 h 45 Journal.

23 h Fréquence vidéo. Émission de R. Adair et H. Cogarra. Sur le thème : *polars, thrillers*.

23 h 30 Journal de voyage avec André Malraux. Série de J.-M. Drot (réf.). A la recherche des arts du monde entier : Saint-Soleil en Haïti. Une expérience peut-être unique de créativité collective à laquelle ont participé des paysans, des artisans peintres de la communauté de Haiti. Un mystère. Il n'est pas courant, dit André Malraux, de rencontrer une peinture dont on ne décèle ni d'où elle vient ni à qui elle parle. Le réalisateur de cette série plusieurs fois diffusée cause beaucoup trop.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : *Chantons le-moi*. De J.-F. Kahn. *La France est libre* : les chansons de la Libération, avec André Bellet, les Frères Jacques, Georges Ulmer, Irène Hilda.

21 h 35 Magazine : Les enfants du rock. Rock'n'roll. Avec Duran-Duran, Bronski Beat, The Cure, Alles, Cyndi Lauper, Howard Jones ; en deuxième partie : la tournée du Spandau Ballet en Angleterre.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Feuilletton : *Dynastie*. Steven a l'intention de quitter la maison Carlington. Jeff surprend sa femme embrassant Nick.

21 h 20 La dernière manchette. Émission de Gérard Jourdain. Avec Dominique Lavanant et Eddy Mitchell. Match de catch rétro : l'Homme masqué contre Roger Delaporte, commenté par Roger Couderc. Que sont-ils devenus ? Page technique. Actualités Gaumont. Présentation du match 84 : combat féminin à quatre : Linda Blair et Martine Gouart contre Brigitte Borne et Nicky McDonald.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Musicub.

Concert de l'UNESCO : « Concerto n° 1 pour violon et cordes », de J.-S. Bach interprété par Jin Li, au violon, et le Guild Hall String Ensemble de Londres.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique, par D. Caix.

21 h 30 Avant les réves.

21 h 30 Atelier de créations multimediales : 1984 Dallas.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Grand Festival de Salzbourg 1984) : « Paritta n° 1 BWV 825 » de J.S. Bach ; « Sonate Waldstein », de Beethoven, par Krystian Zimerman, piano (à l'extrait) : « 4 sonates d'amour de Shakespeare pour luthier, cordes et clavier » de T. Baril, par l'Orchestre de chambre de Vauxville, dir. J. Teusch ; « La Légende de Gondole », « Nuage gris » et « La Nocturne » de Liszt, « La Marche funèbre » de Chopin ; à 23 h, œuvres de Górecki et Mozart, musique ancienne de Pologne.

23 h 30 Les sélections de France-Musique : œuvres de Glinski, Tchaïkovski, Moussorgski, Rimski-Korsakov, Stravinski.

Dimanche 26 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Émission islamique.

9 h 15 A 830 ouverte.

9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux. L'Eglise Melkite.

10 h Présence protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe célébrée à Mazze-le-Jolie (Castel).

11 h 30 Quatre ans déjà. Série : *Doris* comédie.

12 h 30 La séquence du spectacle.

13 h Journal.

13 h 25 Série : *Agence tous risques*.

14 h 25 Sports-vidéo. Automobile : Grand Prix de formule 1 des Pays-Bas à Zandvoort ; Tiercé à Deauville ; et clips vidéo.

17 h 30 Les animaux du monde. La mauvaise réputation (les chèvres).

18 h Série : *Des autos et des hommes*. La fin d'une époque : 1936-1940.

19 h Série : *Les Plouffes*.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : la Canonnière du Yang-Tsé. Film américain de R. Wise (1966), avec S. Mac Queen, R. Attenborough, R. Craun, C. Bergin, L. Gaus. (Rediffusion).

1926. La Chine est déchirée par la guerre civile. Une canonnière patrouille sur le Yang-Tsé pour protéger les ressortissants américains. L'un des matelots fait valoir ses conceptions personnelles de la discipline. Long film d'aventures où le romantisme et l'exotisme l'emportent sur la reconstitution historique et certaines intentions politiques. Présence quasi mythique de Steve Mac Queen.

23 h 30 Sports dimanche. Magazine de J.-M. Leclerc.

0 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Journal et météo.

11 h 30 Les chevaux du tournoi.

12 h 30 Gym tonique.

12 h 30 Récit A2. Les Schtroumpfs.

12 h 30 Les voyageurs de l'histoire. La campagne de France (1813).

12 h 45 Journal.

13 h 20 Festival du cirque de Monte-Carlo.

14 h 25 Série : Les mystères de l'Ouest. La nuit de l'homme oublié.

15 h 5 Dessin animé.

16 h 20 Variétés : Si on chantait. Sur la Mouselle luxembourgeoise.

17 h 15 Feuilletton : Les amours des années grises. Joli cœur.

17 h 20 Série : Les dames de la côte. n° 4 : « La grande tournée (1916-1917) », réal. N. Compagnon (réf.), avec E. Feuillère, F. Fabian, F. Ardant.

18 h 50 Stade 2.

19 h 55 Téléchat.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. A Tazou, en Tunisie.

21 h 40 Série : Le village sur la colline. de Y. Laumet, n° 2 : Chavigny 1913-1918. Rediffusion d'une belle fresque campagnarde qui s'échoue sur presque un siècle. Marie a dix-huit ans en 1914 et rencontre au bal Louis qui va la demander en mariage. Louis part au front et revient en 1919, changé, usé, aigri. Intense, tendre, concret.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h D'un soleil à l'autre. Magazine mensuel agricole.

18 h 30 Émissions pour la jeunesse. Les aiguilles du rêve ; *Inspecteur Gadget* ; *Rock N'rock* ; *Deux jeux sur la 3* ; *Cot-Cot* ; *Mamémo* ; *Cuisine sans cuisson* ; *La minute de spirale* ; *Pulsatille*.

19 h 40 RFO Hebdo.

20 h Wayne and Shuster. Les deux comiques les plus connus au Canada.

20 h 35 La Terre des vivants et le royaume des morts. Série de R. Chazan, textes dits par Jean Fiat. Les hommes du métal transcendant. Le passage de l'âge de la pierre à celui du bronze.

quelque 3 500 ans avant Jésus-Christ. La bronze apporte une civilisation nouvelle que va bientôt perturber un autre métal, le fer : conquérant.

21 h 30 Jazz à Juan-les-Pins. Concerto festival. Avec Scott Hamilton, Warren Vache, Jacki Hanna, Col Collins, Michael Moore et Dave McKenna.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit (cycle cinéma italien) : le Mari de la femme à barbe. Film italien de M. Ferreri (1963), avec A. Girardot, U. Tognazzi, A. Majeroni, F. Poma, Marcello, L. de Falco (v.o. sous-titré N.). Un bonhomme de foire découvre une jeune femme disgraciée par un système pileux trop abondant. Il l'exhibe comme « femme-singe », et, afin qu'elle ne le quitte pas, il l'épouse. Humour noir et jérôme de Ferreri pour une comédie de mœurs, à l'époque, fort provocante. Grand talent d'André Girardot, sous son maquillage. Tognazzi en professeur cynique du voyeurisme. Deux fins ont été tournées. Elles seront, ce soir, présentées toutes les deux.

0 h 5 Prélude à la nuit. « La Flèche du pirate » (extraits de l'Opéra de quatuor), de Kurt Weill, interprétés par Remate, mezzo-soprano.

FRANCE-CULTURE

11 h *Pastorale*, opus 4 : Sélections.

12 h *Requiem* philharmonique de langue française : Lettres du Québec.

12 h 30 Lettres ouvertes à l'extérieur.

12 h 45 Le Pèlerinage de la route, ou le Romerío del Rocío.

14 h 15 La Comédie-Française présente : « Marie Stuart », de Schiller. Avec G. Coallie, C. Ferson, D. Rozan, R. Acquaviva, N. Nerval.

17 h *Sans Jura* dans la Cruz, par L. Mison. Avec F. Campo, B. Pellegrin, C. Coiffon.

19 h *Clavier* sportive.

19 h 10 Festival de Bayreuth : « Siegfried », de Wagner, par l'Orchestre du Festival, dir. P. Schneider, mise en scène P. Hall. Avec M. Jung, P. Haage, S. Nimmger, H. Bedet, A. Haugland, A. Gjevong, H. Baltrons, H. Heichele.

FRANCE-MUSIQUE

11 h Festival de Salzbourg, en direct du Mozarteum. « Mozart matinée », avec l'Orch. du Mozarteum, sol. I. Haebler et E. Connell.

13 h 5 Magazine international.

14 h 45 Disques coupés. Bruno Walter dirige l'Orchestre philharmonique de New-York : œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert.

17 h *Concerts Festivals-jeux ?* Ballade au pays de la Passion. Œuvres de Desprez, Monteverdi, Bach, Verdi, Gesualdo, Wagner.

19 h 5 Jazz vivant : le Quintette Wynton Marsalis.

20 h 45 Présentation du concert.

20 h 30 Concert (Festival de Salzbourg 1984, donné le 6 août au Grand Festival) : « Siegfried Idyll », de Wagner ; « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » de Beethoven ; « Symphonie n° 104 Londres », de Haydn, par l'Academy of Saint-Martin in the Fields, dir. N. Martin, sol. A. Brendel, piano.

23 h Les sélections de France-Musique : l'île déserte de Glenn Gould. Œuvres de Stravinsky, Schoenberg, Gluck, Beethoven, Grusin, Strauss, Bach, Humperdinck.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 26 AOUT

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, député de Haute-Loire, est l'invité de l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.

LES SOIRÉES DU LUNDI 27 AOUT

TF 1 20 h 35, Cinéma : *la Bête humaine*, de Jean Renoir ; 22 h 15, Portrait : Jean Renoir ; 23 h 20, Journal.

A 2 20 h 35, Opéra : *la Damnation de Faust*, de Berlioz ; 22 h 35, Magazine : *Plaisir du théâtre* ; 23 h 15, Journal ; 23 h 35, Bonsoir les clips.

FR 3 20 h 35, Cinéma : *Angélique et le Roy*, de Bernard Borderie ; 22 h 20, Journal ; 23 h 40, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 25, Prélude à la nuit : Lutoslawski.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25-08-84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 26-08-84 DÉBUT DE MATINÉE

Après le décalage vers l'Europe centrale du minimum situé samedi matin sur le Massif Central, le développement d'une dorsale protégera la plus grande partie de notre pays du flux perturbé océanique.

Dimanche, en début de matinée, le temps sera le plus souvent nuageux et très bruyant. Quelques averses persisteront sur les Alpes et la Corse. Les nuages deviendront rapidement moins abondants et feront place à un temps très ensoleillé en toutes régions. Dans l'après-midi, le beau temps se maintiendra, sauf sur les régions côtières de l'Atlantique où de fréquents passages nuageux donneront à nouveau des averses orageuses.

Les températures, de l'ordre de 14 degrés au lever du jour, atteindront un maximum dans l'après-midi voisin de 22 degrés sur la Bretagne, compris entre 26 et 28 degrés sur les autres régions.

Les vents seront faibles, sauf en matinée près de la Méditerranée où ils souffleront du secteur nord-ouest assez fort.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer d'environ 1012,5 millibars, soit 759,7 mm de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 août ; le second le minimum de la nuit du 24 au 25 août) : Alaccio, 27 et 16 degrés ; Biarritz, 21 et 18 ; Bordeaux, 22 et 15 ; Bourges, 21 et 16 ; Brét, 22 et 16 ; Caen, 23 et 17 ; Cherbourg, 20 et 14 ; Clermont-Ferrand, 23 et 16 ; Dijon, 21 et 12 ; Grenoble, 23 et 14 ; Lille, 21 et 17 ; Lyon, 23 et 16 ; Marseille-Marianne, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Toulon, 28 et 16 ; Toulouse, 23 et 16 ; Vannes, 23 et 17 ; Valenciennes, 24 et 17 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 16 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 23 et 13 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 23 et 1

Économie

EN GRANDE-BRETAGNE

La deuxième grève des dockers renforce le front des mineurs

De notre correspondant

Londres. — Tandis que l'intermittent conflit des bouillères n'offre toujours aucune perspective de solution, la Grande-Bretagne doit faire face à une nouvelle grève nationale des dockers, la deuxième depuis le début de l'été. Le trafic des passagers ne devrait pas être affecté.

Une forte majorité de délégués des 35 000 dockers représentés au sein du Syndicat des transports (TGWU) ont en effet voté, le 24 août, en faveur d'un mot d'ordre de grève visant à étendre à l'ensemble du pays l'arrêt de travail observé le jour même par les employés des ports écossais. Ceux-ci entendaient protester contre la décision de la compagnie sidérurgique nationalisée British Steel Corporation (BSC) de recourir à la main-d'œuvre extérieure pour amarrer un navire chargé de bouille destinée à l'acier de Ravenscraig (Ecosse) et boycottée par les dockers du terminal maritime de Hunterston par solidarité avec les mineurs en grève.

La BSC a estimé le TGWU, violé la convention collective régissant l'emploi dans 78 ports de Grande-Bretagne y compris le terminal de Hunterston. Cependant, M. John Connolly, le dirigeant des dockers, a clairement fait savoir, vendredi, que la grève déclenchée par son syndicat, est avant tout une action de solidarité avec les mineurs, lesquels ne peuvent être que soulagés par l'ouverture tant attendue d'un « deuxième front » contre le gouvernement au moment où leur grève commençait à donner des signes d'essoufflement.

M. Connolly a ajouté que le conflit qui oppose son syndicat à la BSC ne pouvait être résolu que si la compagnie sidérurgique acceptait une réduction de l'approvisionnement en charbon de l'acier de Ravenscraig, conformément au souhait des mineurs. La BSC ne semble pas prête à céder à ce qu'elle considère comme une ingérence inacceptable dans ses affaires.

Le mot d'ordre de grève du TGWU a été immédiatement appliqué, entre autres par les dockers de Hull, Londres et Liverpool. Leur exemple devrait être suivi durant les jours à venir par les employés des autres ports couverts par la convention sur l'emploi. En revanche, deux des plus grands ports, non sujets au code national d'embarquement : Douvres et Felixstowe, pourraient rester à l'écart du mouvement.

Leur personnel, dont les délégués ont voté hier contre la grève, continuera de travailler au moins jusqu'au moment où il se prononcera, la semaine prochaine, sur le mot d'ordre du TGWU. Douvres, où

les relations industrielles ont la réputation d'être bonnes et les salaires élevés, fut le premier port à voter pour la reprise du travail lors de la grève de juillet dernier (la menace des routiers de saccager les installations portuaires ne fut pas étrangère à cette décision).

Calmé à la City

Toutefois, même si la grève se limite aux ports couverts par la convention, 70 % du commerce maritime britannique sera affecté. Sir James Clemençon, président de la principale confédération patronale (CBI) a déclaré que la grève pourrait paralyser les trois quarts de l'industrie en quelques semaines et compromettre la reprise économique en cours. D'autant que les syndicats des marins et des cheminots ont demandé à leurs adhérents de ne pas franchir les piquets de grève du TGWU.

La City, qui ne semble pas croire à un conflit durable, a réagi beaucoup plus calmement qu'à l'occasion de la dernière grève des dockers : la Bourse est restée stable et la livre n'a pas chuté comme en juillet. Néanmoins, la réaction du CBI et d'autres organismes patronaux confirment que l'échec d'une grève nationale des dockers inquiète inégalement plus les responsables de l'industrie et du commerce que près de six mois d'arrêt de travail dans les mines.

Dès lors la solidarité manifestée par les dockers à l'égard des mineurs pourrait se révéler efficace. Si le blocage des ports prenait une ampleur réelle, le gouvernement pourrait se voir contraint, sous la pression des industriels, à céder du terrain face aux « gueules noires » de façon à convaincre les employés des ports de reprendre le travail. La position de M. Arthur Scargill, le dirigeant des mineurs, apparaît d'ores et déjà renforcée, à une semaine de l'ouverture du congrès annuel des syndicats.

En dépit de l'extrême efficacité d'un blocage des ports du point de vue syndical, la grève qui démarre dans les docks devra durer plus longtemps que celle du mois dernier pour avoir l'impact recherché sur l'économie. Il apparaît que les effets du débrayage des dockers, entre le 10 et le 21 juillet dernier, sur les échanges commerciaux de la Grande-Bretagne, ont été moins sévères que prévu. La question est donc de savoir si les responsables du syndicat des transports sauront persuader un nombre suffisant de leurs mandataires du bien-fondé de la grève du point de vue de la défense de la convention sur l'emploi ou de la solidarité ouvrière ou bien des deux.

(Indurim.)

EN ITALIE

La hausse des prix s'est nettement ralentie

Rome (AFP). — Une bonne surprise attend les Italiens à leur retour de vacances : les prix sont restés stables pendant l'été et l'inflation a diminué de six points en dix-huit mois. Les résultats d'août le confirment : 0,4 % de hausse du coût de la vie, soit à peine plus qu'en juillet (0,3 %), ce qui correspond à un taux annuel d'inflation de 10,5 %.

Ce ne sont pas encore les 10 % tant qu'il faut attendre pour que les prix italiens aient franchi en sens inverse en 1973 — promis par le gouvernement pour 1984 ; mais on s'en approche, disent les experts. Par rapport aux années précédentes, le progrès est indubitable : plus de 20 % dans les années 80 ; 16,4 % au début 1983, 15,3 % pour l'ensemble de l'année dernière.

Le ministre de l'Industrie, M. Renato Altissimo, est optimiste : « Avec un peu de chance, nous devrions descendre à 7 % en 1985 », dit-il. Le différentiel d'inflation avec les autres pays industrialisés (dont les prix devraient augmenter en moyenne de 5,4 % l'an prochain) serait alors presque comblé, alors qu'il avait atteint jusqu'à dix points au cours des dernières années. Ce différentiel est un élément important, pour la compétitivité des exportations : la persistance d'une inflation élevée en Italie a gravé les coûts de production et provoqué un

essoufflement des ventes à l'étranger.

Tout s'est cependant pas joué, loin de là. La présidence du conseil déclarait elle-même : « Rien ne justifie les traditionnelles augmentations de prix de septembre », a-t-elle déclaré à l'intention des consommateurs qui avaient réclamé des « retrayages ». D'ici à la fin de l'année, seuls les prix des médicaments et du méthane devraient augmenter. Les autres tarifs publics et prix « administrés » — au premier plan des préoccupations des Italiens. Les économistes appellent à la prudence : « Les prix peuvent reprendre l'échelle à tout moment », disent-ils. Pour M. Innocenzo Cipolletti, de l'Institut « ISCO », les conventions collectives conclues en 1983 « devraient avoir pour conséquence, l'an prochain, un accroissement du coût du travail par unité produite ». Les salaires industriels, qui devraient alors augmenter de 11 %, jouant le rôle d'une courroie d'entraînement, la surchauffe, selon cet économiste, est possible.

LE DIFFÉREND FRANCO-SUISSE REBONDIT

La convention fiscale en question

Le rejet par une commission parlementaire suisse du projet d'événement à la convention fiscale liant la France à sa voisine helvétique (le Monde du 24 août) reflète le mauvais climat des relations entre les deux pays. M. François Borel, président de la commission, a déclaré que « ce sont surtout les pratiques des douanes françaises » à l'égard des contribuables frontaliers « qui ont pesé lourd dans la décision ».

La convention fiscale franco-suisse de 1968, qui en principe vise à éviter les doubles impositions, doit être modifiée pour prendre en compte l'existence de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF). Les Suisses résidents en France, au sens du Code général des impôts, sont taxables sur l'ensemble de leur fortune, avec cette restriction que les sommes déjà versées en Suisse au titre du même impôt viennent en déduction de l'IGF (la déduction ne fait l'impôt sur l'impôt).

Pas de problème particulier sur ce point. Mais nos voisins s'inquiètent beaucoup de certaines dispositions spécifiques prévues dans la convention visant à combattre les fausses domiciliations, celles de contribuables, apparemment installés en Suisse, mais résidents de fait en France.

Aux termes de ces mesures particulières, des personnes, qui, d'après la convention, sont considérées comme résidentes en Suisse, pourraient être soumises à l'impôt en France, comme si elles y étaient domiciliées, à cette réserve près que le fisc français déduirait les impôts déjà payés en Suisse sur le revenu et la fortune, pour éviter une double imposition.

ALAIN VERNHOLLES.

● **Mécontentement des cantons suisses.** — Les neuf cantons suisses limitrophes avec la France s'inquiètent de la position négative de la commission parlementaire à propos du réexamen de la convention de double imposition. Il s'agit des cantons de Vaud, Valais, Neuchâtel, Jura, Bâle, Bâle-ville, Bâle-

campagne, Soleure et Genève, qui possèdent un statut spécial. L'absence de signature de la nouvelle convention « priverait les cantons et leurs communes de ressources nouvelles légitimes à un moment où ils en ont particulièrement besoin », a résumé indigné, dans un communiqué, le « groupe des neuf ».

● **Belgique : prix, + 5,7 % en août.** — Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en août en Belgique. En un an, le taux annuel d'inflation est de 5,7 %. Depuis quatre mois, ce taux décroît : 7,5 % en avril, 7,2 % en mai, 6,8 % en juin et 6,3 % en juillet.

● **Etats-Unis : un mois pour le déficit budgétaire.** — Le déficit du budget américain pour les dix premiers mois de l'année financière (qui s'achève fin septembre) s'élève à 158,6 milliards de dollars, contre 179,8 milliards pour la même période de l'année précédente (-12 %). Le gouvernement estime que ce déficit atteindra 174,3 milliards de dollars en 1984, contre 180 milliards prévus, après 195,4 milliards en 1983, 110 milliards en 1982 et 58 milliards en 1981.

● **Turquie : les retours au pays augmentent.** — Selon des estimations du ministère du travail d'Ankara, publiées par la presse turque, 120 000 Turcs immigrés en RFA rentreront dans leur pays en 1984, contre 100 000 en 1983 et 70 000 en 1982. Cet accroissement résulte de la politique d'incitation du gouvernement de Bonn. Les autorités turques, pour qui les émigrés constituent une source appréciable de devises (1,5 milliard de dollars en tout en 1983), affirment que des mesures sont prises pour faciliter la réintégration des exilés, notamment l'octroi de prêts.

● **La production soviétique de pétrole brutalement.** — L'URSS n'aurait produit, au cours des sept premiers mois de 1984 que 359,2 millions de tonnes de brut, soit une moyenne de 51,3 millions de tonnes par mois, ce qui est inférieur aux résultats de l'année 1983 (616,3 millions de tonnes au total, soit 51,35 millions de tonnes par mois), indique-t-on dans les milieux spécialisés occidentaux. Cette baisse de la production, qui rendra impossible la réalisation de l'objectif déclaré pour 1984 (624 millions de tonnes, soit 52 millions de tonnes en moyenne par mois), serait liée à des problèmes techniques depuis l'automne dernier.

SELON LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉNERGIE

Le contrat de plan d'EDF sera présenté prochainement

M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat à l'énergie, a indiqué, le 24 août, en présentant son cabinet à la presse, que le contrat de plan avec EDF, serait remis « prochainement » au conseil d'administration de l'établissement. M. Malvy, qui a rencontré cette semaine M. Boiteux, président d'EDF, a également souligné, après avoir rappelé les principales orientations de la politique énergétique du gouvernement, qu'il fallait « inviter EDF à mieux pénétrer le tissu industriel » afin d'utiliser l'énergie nucléaire française « économiquement en devises ».

Selon le bulletin spécialisé *Enerpresse*, le gouvernement aurait décidé de réunir, le 7 septembre prochain, en session extraordinaire, le conseil d'administration d'EDF afin d'examiner officiellement le projet de contrat de plan, qui, selon la même source, pourrait être définitivement signé avant la mi-septembre. Cette information n'a toutefois pas été confirmée par le secrétariat d'Etat, où l'on pense que le projet n'est pas encore tout à fait terminé, si chez EDF, dont les administrateurs n'ont pas encore reçu de convocations.

Selon *Enerpresse*, le projet, en l'état actuel des discussions, aurait pour objectif central la restauration de l'équilibre financier de l'établissement — qui, par exemple, en 1983, 5,7 milliards de francs et dont l'endettement frôle 200 milliards de francs. Le retour à l'équilibre passerait par l'engagement, pris par la direction d'EDF, d'abaisser ses prix

de revient, en francs constants, de 3 % par an en moyenne au cours des quatre années (1984-1988) d'application du contrat de plan, ce qui suppose un effort.

La réalisation de cet objectif dépendrait d'un certain nombre de facteurs, explicitement précisés : cours du dollar, taux d'intérêt, évolution de la production — et taux d'utilisation du parc nucléaire — et progression de la consommation. Le contrat serait basé sur une prévision de consommation de 370 milliards de kilowatts-heures en 1990 (contre 267,9 milliards en 1983), et des exportations de 30 milliards de kilowatts-heures (contre 25 milliards prévus en 1984), dont 10 milliards pour les participations étrangères dans les centrales installées (grosso modo le même niveau qu'actuellement).

En revanche, le projet ne comporterait aucune codification des tarifs, contrairement au projet initial qui avait été élaboré l'été dernier (le Monde du 13 août 1983). Le premier projet prévoyait que les tarifs d'EDF ne seraient plus arrêtés par les pouvoirs publics, mais seraient déterminés par référence à une formule mathématique qui, tous les quatre mois, entraînerait des ajustements de prix en fonction d'un certain nombre d'indices. Selon le nouveau projet, aucun engagement chiffré ne serait pris sur les tarifs par l'une ou l'autre partie, sauf une « promesse vague de baisser quelques jours les tarifs en francs constants ».

Les exportations françaises de vins et spiritueux ont progressé de 22 % au premier semestre

Les exportateurs français de vins et de spiritueux sont optimistes : les ventes à l'étranger enregistrées au cours du premier semestre ont progressé de 22 % par rapport au premier semestre de 1983, atteignant 9,5 milliards de francs. Et comme traditionnellement le second semestre est plus fort que le premier, les professionnels attendent de 1984 que ce soit une année record. En 1983, le chiffre d'affaires global à l'exportation avait été de 18 milliards de francs, dont 7,78 milliards pour les six premiers mois.

C'est hors des pays de la CEE que la France vend plus de la moitié (54 %) de ses vins et alcools, et son plus gros client est les Etats-Unis, qui absorbent à eux seuls 23 % de l'ensemble des exportations. Leurs achats, d'un montant de 2,16 milliards de francs, ont progressé de 41 % de janvier à juin.

Les Américains ont ainsi acheté 71 832 hectolitres de bordeaux rouges (+ 44 % sur les six premiers mois de 1983) pour une valeur de 292 millions de francs (+ 104 %) ; 59 298 hectolitres de bourgognes blancs (+ 29 %) pour 219 millions de francs (+ 51 %) ; 35 906 hectolitres

de champagne (+ 34 % en volume) pour 354 millions de francs (+ 64 % en valeur). La hausse du dollar par rapport au franc est en large partie responsable de la progression en valeur de ces exportations, sans oublier la remontée des prix des vins de haut de gamme.

Les autres acheteurs des vins de France, après les Etats-Unis, sont la Grande-Bretagne (13,7 % des exportations), l'Allemagne (13,4 %), l'Union soviétique (8,3 %), le Japon (5,2 %), les Pays-Bas (5,1 %), le Canada (3,3 %), Hongkong (3,1 %), le Danemark (2,4 %), qui absorbent en tout 83,5 % des exportations.

Dans les exportations viticoles françaises, les vins ont, en 1983, représenté près des deux tiers (11,6 milliards de F sur 18 milliards), le reste étant dû aux alcools et spiritueux, le cognac ayant assuré à lui seul 4,2 milliards de francs des ventes (23 %). Quant aux vins de table, les ventes du premier semestre de 1984 ont atteint 2,2 millions d'hectolitres (+ 12 % sur le premier semestre 1983) pour 850 millions de francs (+ 20 %).

Moissons records en 1984 : 23,3 millions de tonnes de blé

Les moissons 1984, qui s'achèvent en ce moment dans toute la France, ont été exceptionnelles. Pour leur part, les Etats-Unis prévoient une hausse de leur production de 1,5 % (69 millions de tonnes, dont 36 millions pour l'exportation). Selon le Conseil international du blé, les échanges mondiaux entre juillet 1984 et juin 1985 devraient se maintenir à 99 millions de tonnes.

Les organisations syndicales agricoles affirment que le prix du blé au quintal a baissé de 5 % à 8 % par rapport à l'an dernier et reprochent à la Commission européenne de leur imposer diverses restrictions financières tout en « étouffant » les exportations des Dix à 14 % du marché mondial.

● **Canada : invasion de sauterelles dans l'Alberta.** — L'ouest canadien, particulièrement le sud de la province de l'Alberta, connaît la pire invasion de sauterelles des dix dernières années, a indiqué, le 24 août, à Edmonton (Alberta), un porte-parole du ministère canadien de l'Agriculture. Au cours des dernières semaines, plusieurs fermiers

Économie

LES LICENCIEMENTS CHEZ CITROËN

Poker menteur

Une comparaison n'est pas une analyse. Cependant, quand on tente de recouper les données de l'enquête de la CGT sur les licenciements chez Citroën, on se rend compte que les chiffres officiels de la direction de Citroën, qui ont abouti à la décision d'accepter 1 950 licenciements dans les usines parisiennes de la firme, c'est, après tant d'autres, l'image d'une partie de poker menteur qui vient à l'esprit.

D'un côté, M. Delebarre s'est efforcé d'obtenir de substantielles améliorations au plan social présenté par Citroën en mars, puis en mai. M. Calver, le président de la firme, avait déjà esquissé un geste de bonne volonté, en recevant les fédérations de la métallurgie (alors qu'il n'avait consenti jusque-là à discuter qu'avec les syndicats de l'entreprise) et en acceptant de donner à la formation une place importante dans son plan. Une ouverture résultant sans doute des pressions déjà exercées par M. Bérégovoy lorsqu'il était ministre des affaires sociales.

Le désir de la direction d'obtenir enfin les suppressions d'emplois a rencontré la volonté des pouvoirs publics de régler le dossier avant la rentrée. Parallèlement, le nouveau ministre du travail a reçu les organisations syndicales les unes après les autres, aux alentours du 15 août : il a su profiter de sa situation de nouveau venu dans l'affaire pour donner à ses interlocuteurs le sentiment que leurs points de vue étaient pris en compte.

De fait, des éléments d'un nouveau plan social ont été présentés aux syndicats au cours de nouvelles rencontres avec la direction de Citroën : cela a permis à la CGT de discerner des « progrès », « alliant dans le sens » elle le préconise, et de voir d'ouvrir des négociations. La CGT demandait même la réunion d'un comité central d'entreprise pour faire le point.

En fait, ce ne fut pas le cas : la réunion de cette instance, le 22 août, a seulement servi à appuyer de nouvelles demandes de licenciements déposées le 25 juillet, et sur lesquelles la direction de Citroën

comme le gouvernement ont gardé rigoureusement le silence. Il n'en fut pas de même question, semble-t-il, au cours du comité central d'entreprise (CCE) et des comités d'établissement réunis le 22 août.

Coincidence troublante

Autre coïncidence troublante, outre la date choisie pour ces réunions, trois jours avant l'expiration du délai légal pour la réponse à la demande de licenciements, le fait que la direction ait décidé, à ce moment, de repousser la rentrée dans les usines de la région parisienne.

La date du comité d'entreprise a provoqué un raidissement progressif de la CGT, qui, après avoir vu un progrès, a jugé insuffisant le nou-

LE DÉTAIL DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Les suppressions d'emploi chez Citroën à la suite de l'approbation de licenciements par les pouvoirs publics se décomposent ainsi par usine : Autry (6 900 salariés en février 1984) : 1 531 suppressions dont 866 licenciements ; Levallois (2 465 salariés) : 787 suppressions dont 416 licenciements ; Clichy (1 972 salariés) : 528 suppressions dont 195 licenciements ; Asnières (1 350 salariés) : 357 suppressions dont 127 licenciements ; Nanterre (1 572 salariés) : 492 suppressions dont 259 licenciements ; Saint-Ouen (1 280 salariés) : 291 suppressions dont 87 licenciements. Il faut y ajouter des pré-retraites en province, notamment 616 à Rans (14 500 salariés), et 126 à Caen (6 200 salariés). Au total, il y aura 5 795 suppressions d'emploi sur 43 000 personnes : 3 248 pré-retraites, 1 950 licenciements et 590 retours volontaires d'ouvriers immigrés incluant 190 dossiers en instance, mais dont l'approbation par l'ONI (Office national d'immigration) ne fait pas de doute.

Les réactions

— La CSL : décision raisonnable. — La CSL se félicite de la « décision raisonnable » du ministère du travail, mais estime que « le gouvernement a trop tardé » et qu'il a donné « une connotation politique » à sa décision en refusant quelque deux cents suppressions d'emploi pour « apaiser la CGT ». Elle en appelle « au bon sens » des travailleurs, car, selon elle, « la CGT menace de répéter son scénario dans la mesure où les travailleurs imprudent la suivront ».

— FO : approbation. — La fédération FO de la métallurgie « approuve la décision des pouvoirs publics ». Les « licenciements » ayant été évités, il était « important de préserver l'avenir de l'entreprise Citroën ». Pour la fédération, tous les constructeurs français « doivent trouver une solution sociale acceptable permettant de résoudre les problèmes de surcapacité industrielle ».

— La CGC : jouer la jeu. — M. Paul Marchetti, président de la CGC, a estimé sur TF1 que la CGT « devait jouer la jeu à Citroën, contrairement à ce qu'elle fait actuellement, sinon on risque d'aboutir à des résultats identiques à ceux de Talbot, c'est-à-dire 50 % de perte de marché ». Soulignant qu'« aucun syndicaliste ne peut être satisfait de licenciements », il a ajouté : « Il faut remettre en cause l'organisation du travail et l'aménagement du temps de travail ».

— Dossiers en attente aux prud'hommes de Créteil. — Mille dossiers sont actuellement en instance au conseil des prud'hommes de Créteil (Val-de-Marne), indique la CGT, qui dénonce l'insuffisance du personnel de cette instance créée le 1^{er} octobre 1980 : à ce jour, sur les vingt-deux postes prévus initialement, dix-sept seulement seraient pourvus. « Les délais d'attente sont de onze à douze mois », souligne la centrale syndicale. La décision de surseoir à la tenue des bureaux de conciliation du 20 juillet au 15 septembre en raison du manque de personnel « laisse les salariés dans l'impossibilité de recouvrer les sommes auxquelles ils ont droit (salaires, préavis, congés payés) ou les documents indispensables pour faire valoir les droits à leurs allocations ». La CGT réclame la tenue immédiate des audiences de conciliation.

M. SAINJON : rien ne pourra se faire sans les travailleurs

M. André Sainjon, le secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, s'est montré très circonspect au cours d'une conférence de presse, le 24 août. La CGT donnera aux travailleurs « tous les éléments d'appréciation afin qu'ils se déterminent en toute conscience et en toute responsabilité ».

Ce ton mesuré, contrastait avec les termes employés pour qualifier la décision elle-même qui, selon M. Sainjon, « crée une situation grave (et) déçoit des milliers de salariés de Citroën ». « Nous considérons la décision gouvernementale injustifiée », a poursuivi le secrétaire général de la FIM-CGT.

« Rien ne se réglera d'ici maintenant chez Citroën, comme ailleurs, par une politique de l'arbitraire et du fait accompli », ajoute-t-il, en réaffirmant que « les salariés doivent être partie prenante de toutes les décisions qui les concernent ».

« Profiter de l'absence des salariés, devaient-ils conclure sur ce chapitre, ne peut que créer de l'amertume, une grande déception et un profond mécontentement ».

Pour l'avenir, M. André Sainjon maintient la position de son organisation, telle qu'elle se définit surtout depuis son entrevue avec le ministre du travail le 13 août. La CGT réclame « la mise à plat de tous les dossiers industriels, commerciaux et sociaux de la firme aux chevrons afin d'en débattre loyalement et de trouver des solutions aux problèmes posés ».

A propos du plan social, elle met en cause la durée de la formation (dix mois), insuffisante à ses yeux — et qu'elle voudrait voir allonger, — ainsi que les perspectives d'emploi à terme. « S'il y a des problèmes d'effectifs », a continué M. Sainjon, « il faut que les salariés licenciés aient une véritable formation et retrouvent un emploi. » Il ne faut pas former des chômeurs, a-t-il ajouté, en assurant que des « reclassements sont possibles dans l'industrie automobile ».

Reste à savoir comment la CGT se mobilisera le jour de la reprise du travail, le 30 août, et particulièrement à Autry-sous-Bois. Selon que les travailleurs, licenciés ou non, seront invités à se rassembler à l'intérieur ou sur le parking de l'usine, on saura quelle sera la vigueur de « la riposte » CGT et ce que les travailleurs, immigrés pour beaucoup, entendent faire.

veau plan social, avant de finir, après coup, jeudi 23 août, par lui dénier toute valeur. En effet, la CGT, de son côté, voulait garder une carte dans sa manche : la possibilité de faire jouer la pression des travailleurs de Citroën face aux menaces de licenciement, qui pesaient sur eux.

C'est cette carte qui vient de lui être retirée, puisque ne se retrouvant dans les usines, à partir du 30 août, que ceux qui conservent leur emploi (les lettres destinées aux autres sont déjà parties). La CGT n'est pas très sûre de leurs réactions. Peut-être prendra le risque d'entraîner Citroën dans la situation de déclin où la grève et les violences de l'hiver dernier, après les erreurs de PSA, ont mené Talbot ?

Au total, quarante-huit heures après l'annonce de la décision, sa tactique ne semble pas avoir mal réussi au gouvernement : contrairement à ce que l'on pouvait attendre, la CGT se retrouve isolée. Les autres syndicats n'ont pas protesté (FO a même approuvé). Bien qu'ils regrettent in petto que la décision gouvernementale, agissant comme un coupeur, n'ait pas permis d'obtenir davantage de la direction de Citroën.

Plusieurs éléments expliquant cette attitude. D'abord, les acquis réels du nouveau plan social : le maintien d'une grande partie du salaire pendant douze mois, et surtout l'assurance de la formation, développement prolongé après le rattachement du lien avec l'entreprise. S'y ajoute le fait que la décision soit intervenue à froid, après des discussions et non après un conflit violent, comme à Talbot-Polisy.

Enfin, les syndicalistes ont conscience, compte tenu de leur faible représentativité dans les usines Citroën de la région parisienne, de ne pouvoir que faiblement peser sur les décisions : c'est entre la CGT, la direction et le gouvernement que s'établissent les rapports de force. Sous une forme cynique, on pourrait dire que ce n'est pas leur clientèle qui est en cause...

GUY HERZLICH.

DANS LA PRESSE

La décision gouvernementale sur Citroën est, pour le *Figaro*, « le premier acte de la modernisation », compte tenu des nombreux dossiers en instance, qu'il implique des suppressions d'emplois (Creusot-Loire, Technip, notamment), les syndicats préférant évidemment la solution retenue à des licenciements purs et simples.

L'Humanité, elle, dénonce « une décision arbitraire et qui ne règle rien ». Mais si l'organe du PC fait une large place à la réaction de la CGT, il s'intéresse surtout à « Citroën, l'entreprise totalitaire », retraçant l'évolution de la marque et l'attitude de ses dirigeants. Seul point positif retenu : la formation où « il faut mettre les bouchées doubles ».

La *Matin* analyse en détail l'attitude prudente de la CGT qui « attend sa température de la base », avant de lancer une consigne d'action. Même observation sur les incertitudes de cette centrale syndicale à l'égard de la « trame » que constituerait le plan social de Citroën pour d'autres entreprises de l'automobile. C'est aussi sur la « double conduite » de la CGT que s'interroge le *Quotidien de Paris*, seul à ne pas évoquer l'affaire en première page. Souffrant la « prudence cécitante » à côté des critiques vigoureuses, il conclut « l'attitude de la CGT demeure une incertitude avec la même photo d'André Sainjon et d'Alka Ghazi perplexes ».

France-Solr n'a pas de ces hésitations, puisqu'il n'hésite pas à surtitrer : « Risques d'affrontements des feuds aux portes des usines ». La CGT organisant une « riposte massive ».

— ATT licencie 11 000 personnes. — La société American Telephone and Telegraph (ATT) a annoncé le 24 août son intention de supprimer 11 000 emplois d'ici à la fin de 1984. Le porte-parole d'ATT a déclaré que les réductions s'effectueraient par licenciement, reclassement et mise à la retraite. Ces mesures reflètent les difficultés de la compagnie, qui emploie 373 300 personnes, depuis la décision des autorités et de la justice américaines de dégrèver le secteur des télécommunications et de démanteler ATT.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 20 au 24 août

Une fameuse semaine

CETTE semaine, la Bourse s'est réveillée. Oh ! pas brutalement. Elle a ouvert un œil, lundi 20 août (+ 0,26 %). L'autre le lendemain (+ 0,7 %) et, mercredi 22 août, elle s'est franchement redressée (+ 1,5 %). Mieux que les prévisions faites avant la séance (+ 1 %). L'épreuve de la liquidation générale, jeudi 23 août, s'annonçait délicate. Rept avec la mention « film » (+ 0,66 %). Difficile de soutenir alors avec les indisciplinables ventes bénéficiaires. Et le bilan est tombé : d'un mois à l'autre, les valeurs françaises avaient monté de 5,7 %.

C'est la plus belle liquidation gagnante depuis celle, exceptionnelle il est vrai, du mois de janvier (+ 13,76 %), la première, en plus, à être positive depuis la fin mai. La reprise d'été, dites-vous ? En bien, elle s'est produite sans crier gare avec une belle représentation au dernier acte. Et personne ne l'a vue venir. L'objection, bien sûr, que, sur ces 5,7 % de hausse, 2,5 % ont été acquis ces derniers jours. Mais faites la soustraction : il reste 3,2 %. Pour un mois sans affaires et une Bourse prétendant en proie au dilemme, ce n'est pas mal du tout.

Cette dernière n'allait, du reste, pas s'arrêter en si bon chemin. Le 26 août, nous avons vu sur la fébrilité générale. Vendredi, nouvelle représentation : 1,5 % de hausse encore. Premier constat : aucune baisse ne s'est produite durant ces cinq séances. Il faut remonter très loin pour retrouver une telle performance. Deuxième constat : d'un vendredi à l'autre, les cours ont, en moyenne, monté de 4,2 % si l'on se réfère à l'Indicateur Instantané, de 4,5 % si l'on retient l'indice CAC. Et c'est sur ce dernier que l'histoire jugera, car c'est le plus fiable.

Une bonne semaine ? Une fameuse semaine, voulez-vous dire, puisque ce fut la meilleure de l'année. Même en janvier, quand le Palais Brongniart était en pleine euphorie, pas une fois la hausse des 4 % ne fut franchie. Sous les indices, tout le monde était naturellement ravi.

La cause de cette petite fête ? Wall Street, naturellement, qui, mardi 21 août, avait fait une brillante démonstration de ses talents, et, les jours suivants, de son étonnante résistance. Et, c'est vrai que l'appétit vient en mangeant, la Bourse de Paris s'est du coup sentie une période faite au creux de l'estomac, d'autant que les résultats du commerce extérieur (presque équilibré en juillet), à défaut d'être probants à cause de la baisse des importations, étaient intéressants.

Ce qui n'empêchait pas les professionnels de s'interroger. « Il n'y a pas assez de volume d'affaires ici pour permettre à un mouvement de hausse de se développer », disent, incrédules, un grand nombre de portefeuilles. Pas assez d'affaires ? C'est à dire vrai les deux premiers jours, beaucoup moins les trois suivants. Certes 230 millions de francs en RM, ce n'est pas fabuleux, mais c'est presque trois fois plus que les 80 millions de francs « faits » à la veille du 15 août. Comme on dit en Bourse, « il y en a de la chair ».

D'accord, rétorquerait un spécialiste, mais les acheteurs étrangers sont assez occasionnels.

Cependant, la clientèle traditionnelle est tout de même venue rebayer, en partie, ces gérants de SICAV qui, ces derniers semaines, s'étaient employés à entretenir l'activité.

En fait, les boursiers avaient de bonnes raisons de se montrer perplexes, voire méfiants. Une période délicate venait s'ouvrir : la rentrée. Sera-t-elle chaude sur le front social ou simplement tiède ? C'est aussi la traditionnelle époque du projet de budget pour l'année suivante. Toutefois, si le plus grand nombre était dubitatif, quelques-uns affichaient un optimisme raisonnable, « tranquille » pour reprendre un mot à la mode.

Pour un agent de change, en Bourse, la carte de septembre sera un creu moyen. Ses raisons ? Il croit aux vertus de Wall Street. Certes, le marché américain ne montre pas jusqu'à présent tout porte à croire, selon lui, que la reprise, là-bas, n'est pas terminée. Bien des titres de bonne qualité mais de second rang sont encore à leur marché. C'est un facteur incertain quant à l'économie américaine donne en plus des signes de tourner bien rond. Et ces titres, malgré ces derniers temps, commencent à être coteux. Deuxième élément d'optimisme : le découvert, toujours à New-York, vient d'atteindre un niveau sans précédent. Cela sent, c'est bon signe.

CMF Paris, le collectif des fonds pour les CEA, ditait le même agent de change, devrait commencer doucement le mois prochain. L'appétit n'est pas assagie. Mais le 30 septembre est aussi une échéance importante. Les SICAV devront à cette date s'être mises en conformité avec la réglementation sur les quotas. Or ces quotas ont été quelque peu dérangés avec la hausse récente des valeurs américaines, qui se sont appréciées dans les portefeuilles. Ils le seront sans doute encore si, d'aventure, de l'autre côté de l'océan, le spectacle continue. C'est pourquoi les organismes de placement collectif devraient plutôt à une baisse ou les optimistes et tabler sur une nouvelle progression des cours ? Avec les incertitudes de la rentrée, la prudence impose de choisir une voie médiane. Si déjà l'équilibre en septembre est réalisé, la Bourse pourra s'estimer satisfaite. Après, il sera toujours temps d'aviser.

ANDRÉ DESSOT.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	20 août	21 août	22 août	23 août	24 août
RM	149 010	171 274	325 023	287 652	224 227
Comptant					
R. et obl.	1 610 153	1 632 597	1 774 718	1 403 770	1 601 379
Actions	17 633	53 699	16 963	23 283	25 628
Total	1 776 796	1 857 570	2 116 704	1 714 705	1 851 234

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	20 août	21 août	22 août	23 août	24 août
Franc	108,2	108,7	110,5	110,7	—
Etrang.	92,0	92,2	93,8	92,7	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

	20 août	21 août	22 août	23 août	24 août
Tendance	105,0	105,8	107,6	107,7	109,5

Indice gén. | 162,6 | 163,4 | 165,7 | 166,7 | 169,6

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17 août	Cours 24 août
Or fin (livre au baril)	88 200	88 100
— 100 onces	39 400	39 000
Pilons français (10 t.)	610	610
Pilons suisses (10 t.)	430	430
Pilons indus (20 t.)	690	685
Pilons indus (20 t.)	672	677
Pilons indus (20 t.)	640	641
Souverain	738	729
Souverain Elizabeth II	735	741
Demi-souverain	370	368
Pilons de 20 dollars	4 205	4 180
— 10 dollars	2 100	2 110
— 5 dollars	1 050	1 055
— 50 pesos	3 940	3 860
— 200 pesos	705	710
— 10 florins	688	688
— 5 roubles	412	412

« Du 16 au 23 août inclus. (1) Séance du vendredi incluse.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Net raffermissement. Stoppée, une semaine, la campagne d'été a repris ces derniers jours à Wall Street. Mais pour l'essentiel les 2 % de hausse enregistrés par l'indice des industrielles ont été acquis au cours de la seule séance de mardi. Ce jour-là, le marché, stimulé par l'annonce d'un ralentissement de l'inflation (+ 0,3 % seulement en juillet), s'était redressé d'un point (+ 22 points). Par la suite, il restait une sourdine à ses ambitions, ne sachant tout comment interpréter les derniers statistiques sur l'évolution de l'économie, surtout la légère tension enregistrée sur le front monétaire. Ce qui ne l'empêchait pas de très bien consolider ses positions. Mais après avoir passé ces statistiques à la loupe, les investisseurs ont eu la conviction de la masse monétaire, beaucoup plus importante que prévu, les investisseurs ont repris leurs achats. Vendredi, le « Dow » s'inscrivait à 1 236,52 (+ 24,62 points), mais ce sont surtout les institutionnels, convaincus que l'expansion se poursuivait sans effet sur l'inflation, qui ont monté au créneau. Plus incertaine, la clientèle des particuliers s'est mise en retrait. L'indice S&P 500 a perdu 472,41 millions de titres contre 416,42 millions.

	Cours 17 août	Cours 24 août
Alcoa	36 3/4	38 1/8
AT&T	38 1/8	39 1/8
Bell	31 7/8	32 1/2
Cham. Man. Bank	41 3/8	42 1/2
Du Pont de Nemours	47 3/8	50
Eastman Kodak	74 7/8	76 1/4
Exxon	41 3/8	42 3/4
Ford	44 1/4	45 1/2
General Electric	57 3/8	58 1/8
General Foods	58 1/4	59 1/4
General Motors	74 3/4	76 1/8
Goodyear	38 1/2	39 1/2
IBM	122 1/2	125 1/2
ITT	36 5/8	37 1/4
McCall	26 3/4	28 3/8
Motor Oil	36 1/4	36 5/8
Pfizer	45 7/8	46 3/8
Schlumberger	35 3/4	36 5/8
Trinity	37 3/4	38 1/4
Union Carbide	38 1/2	39 1/8
US Steel	34 1/2	35 1/8
Westinghouse	28 5/8	29 1/8
Xerox Corp.	38 3/8	39 1/2

LONDRES

La grève des mineurs et ses violences d'une part, la menace d'un conflit social sur les docks d'autre part, ont rendu le Stock Exchange très mal à l'aise. Le marché a été d'abord alourdi puis redressé sous la conduite des investisseurs pour se replier de nouveau, se raffermir enfin sur l'assurance que la grève des dockers se limiterait à l'Écosse. Les pétroliers ont été stimulés à la suite de l'annonce faite par le chèque Yamani que la surproduction de l'OPEP pourrait prendre fin à l'automne.

	Cours 17 août	Cours 24 août
Bombardier	336	346
Bovis	172	167
Brit. Petroleum	476	488
Charter	288	246
Commerzbank	122	119
De Beers	685	689
Dunlop	42	40
Fraser & Neave	34 1/2	33 3/8
Glen	330	335
Glaxo	149,50	147
Imp. Chemical	594	619
Shell	615	641
Unilever	910	933
Vickers	170	183
Wor. Low	38	38 1/8

FRANCFORT

La détente des taux d'intérêt et les excellentes résultats économiques des grands chimistes, Hoechst, BASF, Bayer, ont constitué des facteurs de soutien sur un marché plutôt morose.

	Cours 17 août	Cours 24 août
AEG	52	50,80
BASF	154,80	153,90
Bayer	166,50	165,80
Commerzbank	149,50	147
Deutschebank	334	327,50
Hoechst	167,50	167,30
Karstadt	238	234
Mannesmann	141,50	138,70
Siemens	398,60	398,30
Volkswagen	177,70	178

TOKYO

Le Kabuto-Chio s'est montré assez indécis. Ferme un jour, plus lourd le lendemain, le marché s'est finalement un peu redressé samedi matin, mais sans réelle conviction. Rapprochant la semaine précédente, les investisseurs étrangers ont été plus réticents.

	Cours 17 août	Cours 24 août
Alcatel	420	475
Brigden	588	579
Citron	1 250	1 310
Fuji	908	908
Honda Motor	1 488	1 568
Matsushita Electric	1 690	1 678
Mitsubishi Heavy	234	239
Sony Corp.	3 478	3 478
Toyota Motors	1 428	1 468

Crédits-Changes-Grands marchés

L'euro-marché Sophistication

La saison estivale touchant à sa fin, les emprunteurs français ont fait cette semaine leur répartition sur le marché international des capitaux. Deux d'entre eux sont, sous la garantie de la République française, venus solliciter à vingt-quatre heures d'intervalle, mais pour des motivations différentes et dans des secteurs bien distincts.

D'une part, EDF a offert, sur une durée de dix ans, la valeur nominale de 500 millions de dollars d'obligations à coupon « 0 » qui seront le jour à un prix de 32,25 (le 24 août). D'autre part, la Banque française du commerce extérieur (BFCE) a lancé un euro-emprunt à taux variable de 600 millions de dollars sur quinze ans, qui portera un intérêt trimestriel composé de l'addition de 0,125 % au taux du *Libor* à six mois.

Les deux opérations s'adressent donc à des secteurs du marché obligataire et à des investisseurs qui ne sont pas les mêmes. De plus, EDF emploiera les 555 millions de dollars qui représenteront le produit de sa transaction à refinancer à meilleur coût des dettes existantes, tandis que la BFCE entend, avec ce qui est devenu sa grande opération annuelle, lever des capitaux destinés à soutenir son activité.

L'emprunt BFCE, qui est dirigé conjointement par le Crédit suisse - First Boston et la BNP, est classé dans sa forme. Elle a été très bien accueillie et se traite, le 24 août, sur le marché gris, avec une décote de seulement 0,60. En revanche, l'euro-emprunt EDF, qui est dirigé par l'American Morgan Guaranty, la BNP et Nomura, est plus original dans la mesure où il s'agit de souscrire des contrats de swap successifs portant sur les taux d'intérêt. Aux termes du premier, EDF versera à la BNP un intérêt sur les 155 millions de dollars prêtés, qui sera le *Libor* minoré par un pourcentage important. En échange, la BNP versera sur le même montant à EDF un intérêt à taux fixe qui ne lui sera réglé qu'à la fin de la dixième année, c'est-à-dire à l'échéance de l'émission à coupon « 0 ». Composés, ces intérêts représenteront 345 millions de dollars, c'est-à-dire la différence entre le produit de l'emprunt et sa valeur nominale de remboursement de 500 millions de dollars.

Aux termes d'un deuxième contrat d'intérêt portant également sur 155 millions de dollars, la BNP versera à Morgan Guaranty un taux qui sera le *Libor* minoré du même pourcentage que dans le contrat précédent. En échange, Morgan servira à la BNP un intérêt fixe qui sera le même que dans le premier contrat, mais qui, lui, sera réglé annuellement. Composés, il représentera aussi au bout de dix ans 345 millions de dollars, mais comme la BNP recevra plus - par suite du paiement annuel, qu'elle encaissera, alors qu'elle aura à servir l'intérêt à EDF qu'au bout de dix ans, elle versera à Morgan, sur l'excédent déposé, un intérêt qui sera celui du *Libor* - « se ». En fin de compte, Morgan Guaranty se refinancera à son tour auprès de contreparties diverses dans le cadre d'un échéancier cor-

respondant à ses engagements avec la BNP.

Même si ce mécanisme peut paraître un peu compliqué, il offre en fin de compte deux avantages majeurs pour EDF. D'une part, il lui permet d'obtenir des capitaux à un coût avantageux puisque substantiellement inférieur au *Libor*. D'autre part, il élimine l'enorme risque de change encouru par la nécessité de rembourser à échéance 345 millions de dollars de plus que ce qui a été initialement encaissé par l'emprunteur. De son côté, la catégorie de prêteurs friands de coupon « 0 » a apprécié le rapport qu'elle obtiendra après dix ans. Très vite placé, l'emprunt EDF était recherché vendredi à partir d'une modeste décote de 0,95.

Anonymat

La direction des impôts des Etats-Unis (IRS) a envoyé cette semaine aux banques américaines un document qui tente, après l'abolition de la retenue à la source sur les coupons des emprunts émis outre-Atlantique, de définir la forme sous laquelle les obligations américaines pourront dorénavant être offertes. Ce document, qui n'est pas exhaustif, mais qui a pour but de préciser les commentaires de toutes les parties intéressées, essaie de dégager les règles d'un jeu où deux tendances s'opposent.

D'un côté, le gouvernement américain voudrait convertir son déficit budgétaire en vendant des bons et des obligations aux Européens. Pour ce faire, le meilleur moyen serait d'émettre des titres au porteur qui préserveraient l'anonymat des portefeuilles suisses et autres. De l'autre, les autorités américaines, qui jusqu'à ce jour ont toujours émis du papier nominatif, ne veulent pas, en 155 millions de dollars, des obligations au porteur, être accusées de favoriser l'évasion fiscale. Au beau milieu d'une élection présidentielle, ce serait un argument politique peu favorable à l'administration sortante.

La difficulté de résoudre un dilemme qui s'apparente à la quadrature du cercle a donné naissance à un document où, à la volonté de trouver une solution rationnelle, se mêle beaucoup d'ambiguïté. L'IRS stipule en effet qu'une obligation américaine n'est pas obligatoirement nominative, si elle répond aux trois critères suivants : qu'elle soit vendue ou revendue sur des conditions garantissant qu'elle n'est pas cédée à une personne résidant aux Etats-Unis ; que l'intérêt ne soit servi hors du territoire américain ; que soit inscrite sur chaque titre une mention soulignant les limites d'exemption fiscale américaine.

Tout cela est finalement très vague, surtout si l'on considère que pour satisfaire le premier critère l'émetteur devra, entre autres, avant que son emprunt soit lancé, assurer en toute bonne foi que ses obligations n'ont pas besoin d'être enregistrées nominativement - ainsi que lui en fait obligation la loi sur les valeurs mobilières de 1933 - parce qu'elles sont destinées à être placées

auprès d'investisseurs qui ne sont pas américains. Un banquier américain, dont l'épouse est italienne, a immédiatement fait remarquer qu'il lui suffirait, à l'abri de ce texte, de faire acheter les obligations du Trésor américain par sa femme afin de bénéficier des titres au porteur. Au vu de l'italienne connection de la Mafia américaine, il est évident qu'une clause de ce genre est insuffisante en elle-même pour éviter les manipulations que redoute le Trésor des Etats-Unis, et, par-dessus tout, l'opinion américaine.

On pourrait aussi imaginer un scénario aux termes duquel une grande banque commerciale suisse, ayant acquis 1, 2 ou 3 milliards de dollars d'obligations nominatives du gouvernement américain, les placerait dans un fonds spécial et, en contrepartie, elle émettrait des certificats de participation au porteur. Légèrement, ces derniers s'adresseraient à voir avec le papier original que les certificats ne font que refléter sous l'appel titulaire d'un établissement au-dessus de tout soupçon. Les banques helvétiques préfèrent en effet les petits réseaux des épargnants français et italiens, qui, au bout du compte (numérotés), font des rivières plus sereines et plus sûres que des défilés d'origine criminelle.

Afin peut-être de faire comprendre à son administration quel est le meilleur moyen de drainer l'épargne européenne, le secrétaire d'Etat américain au Trésor aurait, selon des sources belgiques dignes de foi, récemment demandé à l'Union de banques suisses (UBF) de lui soumettre une offre d'émission de 2 milliards de dollars de bons à cinq ans du gouvernement américain. Par le plus grand des hasards, le *Wall Street Journal* a révélé cette semaine les conditions qu'aurait posées la banque suisse. Elle veut de quatre ordres : que l'opération se situe dans le cadre d'une transaction entièrement acquiescée d'avance par la banque suisse ; que le papier soit émis au porteur ; que sa place soit exclusivement limitée à l'Europe ; que le Trésor des Etats-Unis ne procède à aucune autre émission de ce type durant les soixante jours suivant l'exercice concerné.

L'UBF est un établissement suffisamment à l'aise avec les réalités américaines pour savoir que son offre avait peu de chances d'être retenue. Elle a cependant un motif essentiel qui est celui d'avoir déterminé les paramètres nécessaires, sinon suffisants, pour assurer le placement européen d'importants montants de papier du gouvernement américain.

CHRISTOPHER HUGHES.

● Rectificatif. - Dans notre précédente rubrique (le *Monde* du 19-20 août) intitulée « Soulagement », il convenait de lire, dans la troisième colonne : « L'ampleur du déficit fédéral aux Etats-Unis et, au Japon, le recours presque obligatoire à l'épargne qui, plus que l'impôt, a toujours été traditionnellement la manœuvre régulière de couvrir le budget du pays, expliquent la prépondérance de ces deux marchés des capitaux ».

Les devises et l'or

Les gourous sont en vacances

Le mouvement pendulaire suivi par le dollar depuis le début de l'été s'est presque arrêté cette semaine sur les marchés des changes internationaux. Après être assez sensiblement remonté, la devise américaine s'est repliée. Mais, cette fois, sa baisse n'a pas été suivie d'une reprise. A la veille du week-end, le dollar s'est maintenu à peu près partout aux niveaux atteints le jeudi 23 août, niveaux assez nettement supérieurs tout de même à celui du vendredi précédent, cela étant encore plus vrai à Paris (8,170 F contre 8,175 F le 17 août).

Seul le deutschemark s'est raffermi par rapport au billet vert, la Bundesbank étant discrètement intervenue.

Reprenons le fil des événements. Lundi 20, le dollar, qui avait assez sensiblement décroché à la fin de la semaine précédente, reprit de la vigueur. Pour expliquer le phénomène, les cambistes évoquaient le facteur technique, bien sûr, mais surtout le facteur psychologique. « L'annonce observée le 17 août n'a pas convaincu les opérateurs », disaient-ils et « par précaution, beaucoup ont procédé à des achats de couverture ». Autre explication donnée : la hausse des revenus personnels aux Etats-Unis (+ 0,8 % en juillet) plus forte que prévu.

Mardi 21 août, nouvelle progression du dollar. Cette fois, le « couple » était le PNB pour le deuxième trimestre. Après une dernière retouche, les statistiques de l'administration américaine l'avaient présenté dans sa forme définitive : + 7,6 % en rythme annuel. Ce taux était légèrement supérieur au chiffre provisoire (+ 7,5 %).

Le lendemain, le billet vert poursuivait son ascension et filait les 8,19 F à Paris, et les 2,90 DM à Francfort.

Dans l'après-midi des notifs, revenait le sempiternel refrain : l'économie américaine se porte bien et les capitaux affluent vers Wall Street, en excellente forme, et sur le marché obligataire, lui aussi en bonne condition. A cela, il fallait ajouter la légère tension observée sur les taux d'intérêt outre-Atlantique. Jeudi, toutefois, la tendance se renversait avec la détente enregistrée sur le front monétaire (baisse du taux de rendement des Bons du Trésor à deux ans). Autre raison : l'inflation (+ 0,3 % en juillet) se montrait modérée. Il y avait bien l'augmentation des commandes de biens durables le même mois (+ 2,20 %), mais elle ne résistait pas à l'analyse. En réalité, ce gonflement provenait des commandes passées par le défense (celles d'origine strictement civile avaient, au contraire, diminué de 3,3 %).

Dans la soirée, à New-York, le dollar allait tout de même manifester quelques velléités à la hausse. Mais, avec assez peu d'affaires et l'annonce d'une contraction de la masse monétaire (- 1,2 milliard de dollars), plus du double de celle attendue (500 millions), la devise américaine restait dans le rang.

A la veille du week-end, le calme régnait sur toutes les places et le dollar ne variait guère. Seule information de la journée : l'annonce d'une grave limitation des dockers britanniques. Le livre en a été un peu secoué, mais s'est ressaisi assez vite, le conflit se limitant à l'Ecosse. Les professionnels attendaient la publication des minutes de l'avant-dernière réunion tenue en juillet par la commission de l'« open market » de la Réserve fédérale, mais n'escomptaient pas de surprises désagréables. De toute façon, il s'agissait du passé et le sentiment dominant était que le FED, lors de la dernière réunion de ce type en début de semaine, n'avait pas renversé les conditions de crédit. « Les dernières statistiques monétaires, disait-on, en témoignent ».

Aussi, le dollar ? Assez curieusement, aucun gourou n'a pris la

parole cette semaine pour faire connaître son point de vue sur la question. Sans doute étaient-ils tous en vacances. Comme à l'habitude, les cambistes se gardaient bien de formuler des pronostics. Tous avouaient s'étonner de la modération de l'inflation malgré la vigueur persistante de l'activité économique. Assurément, le phénomène est nouveau. Nul ne sait combien de temps il durera. Le sort du dollar est en partie lié à la hausse des prix génératrice de taux élevés.

Les milieux financiers faisaient pourtant remarquer que, même si l'inflation était contenue, l'afflux de capitaux vers les Etats-Unis ne cessait pas, du moins aussi longtemps que les investissements apparaissent rentables. Mais quand ceux-ci le seront-ils moins ? Un pouce avait bien inspiré d'écarter la lanterne des cambistes. « Les marchés se cherchent », déclarait-on vendredi soir dans la filiale parisienne d'une grande banque étrangère. Les autorités suédoises ont démenti l'existence d'un plan de réévaluation de la couronne suédoise.

D'après le FMI, le dollar canadien, le deutschemark et le dollar ont été, en termes réels, les monnaies les plus stables en 1983. Le dollar canadien est numéro un. En tenant compte du taux de l'inflation au Canada et de la part de ce pays dans le commerce mondial, sa variation trimestrielle a été de 0,85 %. Sur les mêmes bases, la variation trimestrielle du deutschemark a été de 0,94 % et celle du dollar de 1,73 %.

Ensuite, les écarts se creusent : 1,97 % pour la lire italienne, 2,42 % pour le franc français, 3,34 % pour le yen, 4,95 % pour la livre sterling.

De 353 dollars l'once le 17 août, le prix de l'or est progressivement redescendu à 346 dollars pour remonter à 350 dollars à la veille du week-end.

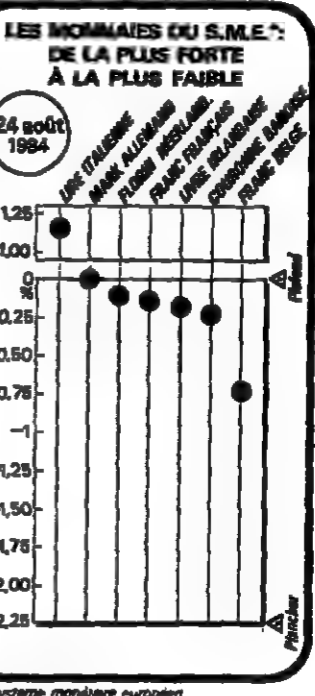
A. D.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AOÛT AU 24 AOÛT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libor	SEB	Prime	Prime	Prime	Prime	Prime	Prime
			simple	simple	simple	simple	simple	simple
London	1,3885	1,3885	11,3407	11,3407	34,1189	1,7214	30,9928	0,8502
New-York	1,3715	1,3715	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Paris	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Berlin	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Frankfurt	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Buenos Aires	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Amsterdam	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Milano	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505
Tokyo	1,3778	1,3778	11,3900	11,3900	34,9956	1,7322	31,8173	0,8505

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 août, 3,6600 F contre 3,6441 F le vendredi 17 août.



Les matières premières

Hausse du cuivre et du cacao

Les prix des matières premières ont fléchi au moyenne de près de 7 % par rapport à leur niveau le plus élevé de mai dernier, selon les statistiques établies par le FMI.

Une reprise s'est produite sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres.

Vive hausse des cours de cacao, qui retrouvent sur les différents marchés leurs niveaux les plus élevés depuis deux ans. Les négociations redoutent une aggravation de la pénurie de fèves de bonne qualité à court terme.

LES COURS DU 24 AOÛT 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1044 (1009) ; à trois mois, 1057 (1027) ; étain comptant, 9 255 (9 215) ; à trois mois, 9 210 (9 155) ; plomb, 357,50 (358) ; zinc, 631 (627,50) ; aluminium, 855,50 (858) ; nickel, 3 625 (3 580) ; argent (en once par once troy), 380 (396,5) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,90 (59,50) ; argent (en dollars par once), 7,62 (7,86) ; platine (en dollars par once), 344,80 (345,8) ; Pétrole (en dollars par baril) : Brent (en dollars par baril), inch (29,15).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, oct., 66,15 (65,65) ; déc., 66,90 (66,22) ; - Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (poignée à sec), oct., 488 (492) ; - Roubaix (en francs par kilo), laine, oct., inch (51,60).

CAOUTCHOUC. - Londres (en livre par tonne) : RSS, (comptant), 620 (630-650).

DÉRIVÉS. - New-York (en cents par lb) : maïs pour le cacao, oct., 2,394 (2 215) ; cacao, sept., 2 394 (2 215) ;

déc., 2 335 (2 076) ; sucre, sept., 4,16 (4,02) ; oct., 4,33 (4,29) ; café, sept., 148,20 (144,86) ; déc., 145,80 (142,25) ; - Londres (en livres par tonne, sauf le sucre en dollars) : sucre, oct., 120 (120,40) ; déc., 129,40 (130) ; café, sept., 2 376 (2 328) ; nov., 2 387 (2 340) ; cacao, sept., 1 963 (1 800) ; déc., 1 800 (1 865) ; - Paris (en francs par quintal) : cacao, déc., 2 225 (1 958) ; maïs, 2 045 (1 940) ; café, nov., 2 768 (2 670) ; janv., 2 730 (2 690) ; sucre (en francs par tonne), oct., 1 360 (1 335) ; déc., 1 376 (1 358) ; tonnage de soja. - Chicago (en dollars par tonne), sept., 154,40 (158,2) ; oct., 156,70 (160,5) ; - Londres (en livres par tonne), oct., 132,40 (136,50) ; déc., 139,40 (143).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé, sept., 347 1/2 (344 1/2) ; déc., 359 3/4 (361) ; maïs, sept., 303 1/2 (296) ; déc., 283 3/4 (283 1/4).

INDICES. - Moody's 1 011,80 (1 016,20) ; Restat. 1 862,80 (1 857,5).

Marché monétaire et obligataire

Pas d'inquiétude

Accaparé par les retombées à attendre de la vaste offensive lancée par les Américains sur les marchés internationaux des capitaux (à la fois pour tenter de résorber le coût de leur dette publique et pour dévier les sommes importantes qui transitent notamment par la City), l'intérêt des observateurs s'est éteint à l'égard des marchés domestiques, dominés cette semaine encore par un mouvement général - mais graduel - de baisse des taux d'intérêt.

Aux Etats-Unis, le ton était à la détente, ainsi que l'attestent les taux de rendement pratiqués à l'occasion des deux adjudications. La première, qui portait sur des Bons du Trésor à trois mois, a débouché sur un rendement de 10,40 % contre 10,49 % la semaine précédente, celui des taux à six mois s'établissant à 10,59 % contre 10,63 % précédemment, ce qui constitue le plus bas niveau depuis le 23 juillet ou le 9 juillet respectivement. Lors de la vente aux enchères d'effets à deux ans qui a suivi, le constat était identique : un taux de rendement moyen de 12,43 % contre 12,69 % à la précédente adjudication, soit en plus bas niveau depuis le 30 avril.

Les besoins de financement du Trésor restent cependant importants. On prévoit déjà pour la semaine prochaine une adjudication d'effets à trois et six mois portant sur un total de 13 milliards de dollars, une autre vente aux enchères de bons à cinq ans et deux mois étant programmée pour le 29 août

avec un montant de 6,5 milliards de dollars.

En dépit de ce programme chargé, les spécialistes ne paraissent pas particulièrement inquiets et, selon eux, la réunion du comité directeur de la Réserve fédérale (Fed), qui s'est tenue cette semaine (les résultats ne seront connus que bien plus tard), n'a pas dû déboucher sur une modification sensible de l'attitude de la Fed à l'égard des liquidités en circulation sur le sol américain. Les dernières statistiques hebdomadaires relatives à la masse monétaire sont plutôt rassurantes. Au cours de la semaine bancaire s'échouant le 13 août, la masse M-1 s'est réduite de 1,2 milliard de dollars pour s'établir à 546,1 milliards, ce qui maintient la croissance monétaire dans la « fourchette » de 4 % à 8 % fixée par la Réserve fédérale.

De ce côté-ci de l'Atlantique, par contre, on a relevé la progression de la masse monétaire ouest-allemande (plus de 3,5 milliards de marks au mois de juillet). Ce n'est pas le seul élément déterminant quant à l'attitude à adopter par les autorités monétaires locales ; mais, à l'évidence, leur religion n'est pas encore faite sur le point de savoir s'il convient ou non de suivre, dès à présent l'exemple de la Banque d'Angleterre et de la Banque de France, qui ont récemment pesé sur leurs taux de base bancaires.

A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour est tombé à 10 15/16 %,

son plus bas niveau depuis le 20 février 1981 ; mais, dès le lendemain, il remontait à 11 1/16 % sans que la Banque centrale ait manifesté entre-temps le désir de modifier son taux directeur. « Pourtant, la situation s'y prête », affirme un spécialiste de ce marché, soulignant le recul sensible - un point de baisse en un mois - du taux pratiqué sur les échéances à un, trois ou quatre ans (le « un an » se traite actuellement entre 11 15/16 % et 12 1/16 %).

De même, les rendements des obligations continuent à marcher à petits pas, mais à reculs : 12,49 % (contre 12,50 % le vendredi précédent) pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, selon Paribas ; 12,27 % (contre 12,29 %) pour ceux à moins de sept ans ; 13,68 % (contre 13,77 %) en taux brut et 12,15 % (contre 12,24 %) en taux net pour les émissions du secteur public ; enfin, 14,12 % en taux brut pour le secteur industriel (contre 14,30 %), avec un taux net de 12,66 % (contre 12,74 %).

De l'avis général, les liquidités restent abondantes et ne demandent qu'à être placées. Témoin le succès, sur le marché primaire, de l'emprunt de 2 milliards de francs lancé par la SAPAR (Société anonyme de gestion et de contrôle de participations), organisme financier d'EDF, parallèlement à une émission euro-obligataire. D'une durée de dix ans, cet emprunt est assorti d'un taux égal à 95 % du taux du

marché obligataire, avec un minimum de 7 % pendant la durée de l'emprunt, les titres étant émis à 98 %, soit 4 900 F, la moitié de l'émission (1 milliard de francs) étant réservée aux banques.

Au calendrier des émissions figurent également un prochain emprunt de 1,4 milliard de francs à TMO, de la RATP, trois emprunts de moindre montant (SDR, Cal-Chimie, BHE) et, à partir de la mi-septembre, de nouveaux des émissions de volume plus important avec l'arrivée de la CNT et du Crédit national. Emises « à de bonnes conditions » selon les familiers du marché (un taux nominal de 11,85 %, en baisse de 30 centimes sur la précédente émission de cette nature), les obligations renouvelables du Trésor (ORT) sont remboursables au pair.

Assorties d'une option d'échange après la troisième année, ces ORT peuvent alors être reconduites pour une durée de six ans. A mi-chemin entre les bons du Trésor et les obligations, la formule des obligations renouvelables du Trésor a été lancée pour la première fois, avec un résultat mitigé (1 milliard de francs seulement), en juin 1983. Depuis, deux autres émissions ont eu lieu : en février 1984 (7 milliards de francs) et en juillet dernier (8 milliards). Lancée avec un minimum de 1 milliard de francs, cette nouvelle émission devrait recueillir une somme supérieure à ces deux derniers montants.

SERGE MARTI

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. POLOGNE : les autorités multiplient les avertissements aux prisonniers politiques armés.
6. ÉTATS-UNIS : Tass dénonce les « élucubrations calomnieuses » de M. Reagan.

POLITIQUE

7. Les nouveaux venus.
8. Les musées aux hormones.

CULTURE

10. Don Giovanni à la Maison des cultures du monde.
— La saison théâtrale hors Paris.

ÉCONOMIE

13. En Grande-Bretagne, la deuxième grève des dockers renforce le front des mineurs.
14. La ruée des valeurs.
15. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TELEVISION (12)

Carnet (9) : Programmes des spectacles (11) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; Journal officiel (12).

M. MITTERRAND DEVANT LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SAVOIE ?

Quand un élu RPR invite aussi le président...

M. Michel Barnier, député RPR de Savoie et président du conseil général de ce département s'est adressé par lettre le 3 août au président de la République pour lui demander de bien vouloir assister, à l'occasion de sa visite du 6 septembre à Montélian (Savoie), à une séance extraordinaire du conseil général.

« Je souhaiterais que nous puissions à cette occasion esquiver un bilan de la décentralisation et parler des vrais problèmes des Savoies : l'emploi, l'agriculture de montagne... », nous a déclaré M. Barnier qui attache la plus grande importance à ce « geste symbolique ». Le président du conseil général, qui compte, quoi qu'il arrive, « être présent de toute façon » et dire « sans complaisance ni agressivité » au chef de l'Etat, développe sous la forme qu'il a proposée un « dialogue constructif ».

Pour M. Barnier, la réponse apportée à sa proposition décline le degré de vérité des ouvertures et des offres de dialogue formulées par le premier ministre lors de son entrée

LES DEMANDES D'EXTRADITION DE BASQUES ESPAGNOLS

Une manifestation de protestation est autorisée à Hasparren

Le comité de soutien aux réfugiés basques, des organisations autonomistes, la Ligne des droits de l'homme, la section du Parti communiste marxiste-léniniste et la Ligue communiste révolutionnaire appellent à manifester, samedi 25 août, à Hasparren (Pyrénées-Atlantiques) pour le

droit d'asile et contre les extraditions. Les organisateurs du rassemblement ont préféré ce petit village de l'intérieur du Pays basque aux grandes villes de la côte où l'hostilité à l'égard des réfugiés basques espagnols va grandissant. La manifestation n'a pas été interdite.

Le rôle du président de la cour d'appel de Pau

Bayonne. — On en a marre que les Basques viennent nous embêter avec leurs manifestations. Vivement la création d'un département basque avec une cour d'appel à Bayonne. Depuis trois semaines, les Palais vivent à l'heure des extraditions. Chaque procès, chaque publication d'office de la chambre d'accusation sont l'occasion d'un bouillonnement de la capitale béarnaise par les forces de l'ordre chargées de prévenir un éventuel débordement des manifestations. A cette occasion, sur la route Bayonne-Pau, des patrouilles de gendarmes interpellent systématiquement toute voiture immatriculée en Pays basque espagnol. Tout autour du palais de justice, des CRS veillent, armés à la bretelle. Au fur et à mesure que l'on s'approche de la salle d'audience, les contrôles sont plus stricts. Une vigi-

De notre correspondant

lance qui n'est pas exempte d'erreurs puisque, à l'occasion du second des trois procès d'extradition, la police a présenté à l'assistance deux réfugiés basques dont la comparution n'était prévue qu'une semaine plus tard.

Premiers à taper la semelle devant la porte close du prétoire, les parents des « extraditables ». Ils ont épousé, bien avant eux, le combat politique de leurs fils, mais ce sont plus des sentiments patriotiques que des passions fanatiques qui les animent. Une mère nous avouera vivre plus sereinement depuis que son fils a été arrêté début juillet : « En prison, je sais qu'il est à l'abri des balles du GAL. » Neuf morts en huit mois, vingt-cinq explosions vers l'Amérique latine, une trentaine de demandes d'extradition et, de l'autre côté des Pyrénées, une série d'attentats contre tout ce qui est français. Un printemps chaud, un été brûlant qui ont attiré sur la « question basque » les feux de l'actualité. A chaque audience de la chambre d'accusation, plusieurs dizaines de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle envahissent la salle. Avant l'ouverture de la séance et sous les projecteurs de télévision, les prévenus accordent des interviews, les magistrats se font photographier sur leur estrade.

Le président, M. Michel Svaha, se plaint de toute cette publicité : « L'Espagne et la France sont suspendues à notre décision : c'est vraiment nous faire trop d'honneur puisque, en fait, c'est le gouvernement qui décide. Et je regrette que l'Etat n'ait pas voulu à plus de discrétion par respect pour les parents des victimes. »

En quelques mois, M. Svaha, membre de l'Association professionnelle des magistrats, classés à droite, est devenu la « bête noire »

des Basques. C'est lui qui a ordonné la mise en liberté de quatre policiers espagnols arrêtés, en décembre 1983, à Hendaye alors qu'ils étaient en train d'enlever un réfugié basque ; c'est lui qui a annulé toute la procédure ayant conduit à l'extradition, en mois d'arrêt, des dix membres présumés du GAL ; c'est encore lui qui a critiqué la décision de juge d'instruction de Bayonne de laisser en liberté trois réfugiés basques interpellés en train de peindre des graffiti sur les murs d'une école d'Hendaye, et suggéré qu'ils soient ramené à la frontière espagnole.

Autant de « raccourcis juridiques » dénoncés par l'avocat de la défense, M. Christiane Fando, qui reproche notamment aux magistrats de sortir des limites que leur fixe la loi sur l'extradition : ils doivent, en effet, se prononcer sur l'identité de la personne réclamée par son pays, la qualité des faits qui lui sont reprochés et s'assurer de la régularité de la procédure. Or, que ce soit pour les magistrats avis favorables ou dans le cas de l'unique refus à l'extradition prononcée vendredi 24 août, la chambre d'accusation de Pau est, selon M. Fando, allée beaucoup plus loin.

Elle a estimé, alors que ce n'est pas de sa compétence, que les militants basques espagnols qui lui étaient présentés ne pouvaient bénéficier de la qualité de réfugié politique, puisque étant de ceux « qui tentent par force et violence de renverser les institutions légales de leur pays ». Or cette qualité a été accordée, récemment, par le Conseil d'Etat à des dirigeants présumés d'ETA.

C'est à la cour de cassation, devant laquelle la défense a introduit des pourvois, de se déterminer maintenant sur les avis rendus à Pau. En dernier ressort, ce sera au gouvernement français de trancher.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Satisfaction à Madrid après la décision de la justice française

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Bilbao, dans la soirée du vendredi 24 août, pour protester contre les quatre avis favorables donnés ce même jour par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau à l'extradition de quatre nouveaux militants séparatistes basques arrêtés en juillet dans la région de Bayonne. Il n'y a pas eu d'incidents.

Le gouvernement de Madrid a accueilli avec satisfaction cette décision judiciaire, survenue après celle, comparable du 9 août. Son porte-parole, M. Moliner, estimant que ce jugement « positif », a déclaré que la cour de Pau avait ainsi repris à son compte une thèse « maintenant systématiquement » par son pays, selon laquelle la qualité de « réfugié » ne peut être reconnue à ceux qui tentent de renverser par la violence les institutions légales.

On commence à envisager sérieusement, à Madrid, la possibilité d'une cessation des activités de l'ETA. La nouvelle coopération avec Paris a déjà entraîné, ces derniers mois, l'expulsion de 25 militants de l'organisation séparatiste vers quatre pays latino-américains. Parallèlement, le Groupe antiterroriste de libération (GAL), sans doute financé par les services spéciaux espagnols, a assassiné huit « Euzkadi » en France. L'ETA, qui vient de célébrer le 25^e anniversaire de sa création, se trouve ainsi en position très difficile — même s'il peut encore frapper durement. Mais le comité exécutif d'Euzkadi Ederri (gauche nationaliste bas-

Le numéro de « Monde » daté 25 août 1984 a été tiré à 428 251 exemplaires

CEPES
diplôme 1987, ouvrage mondial, plus de 1.000 documents
préparés par des spécialistes
sur place ou par correspondance
1^{er} et 2^e années - 600 pages
2 tomes : 400 pages + 100 pages
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Nanterre, 722.94.94 - 745.03.19

L'ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE PARIS

Le cortège glorieux

Il y avait comme un semblant de sourire sur le visage de bronze du maréchal Philippe-Marie Leclerc de Hautecloque et comme une lueur de fierté dans le regard de l'homme à la canne et au légendaire képi qui, voici quarante ans jour pour jour, approchant le premier anniversaire d'une double commémoration au fond du désert, allait pouvoir enfin donner à ses soldats dévorés d'impudence l'ordre d'investir la capitale où flottaient encore des drapeaux à croix gammées. Un jour d'angoisse et d'espérance où Paris aurait pu s'embraser comme une torche de la Chapelle à Montmartre et de Passy à Vincennes. Sa venue, vivement applaudie par la foule, avait tenu à s'associer, vendredi 24 août à 15 h 30, au premier des hommages solennels que Paris rendait à son libérateur.

Le cher Sherman Romilly, triqué comme un sou neuf, qui fut le premier, le 24 août 1944, à faire grincer ses chenilles sur le pavé de Paris, était au rendez-vous de la porte d'Orléans. Derrière venait l'halt-track Leclerc, qui fut lui aussi de la grande aventure, et puis des jeeps, remorque béchée et jerrycans en sautoir, un scout-car, une automitrailleuse de commandement, un GMC tracteur se balançant et même deux motos Harley Davidson de la Military Police à quoi ne manquaient ni l'écui à carabine ni un porte-bidon.

Ménée par des hommes tous vêtus de pied en caque à la mode des G.I., le « colonel historique », dont tous les véhicules appartiennent à une association privée, avait connu un itinéraire succédant à la reprise le chemin de jadis. C'était à qui trait de son commentaire, de ses souvenirs, de ses questions à tous les vieux bricard, décorations au revers de la veste et bonnet

de police en tête, qui prenaient une main émise sur le blindage des engins, comme des cavaliers flattaient leur monture après l'épreuve. Des photographes du dimanche étaient à la fête, comme les enfants quelques peu décontenancés par ces engins déjà vus de près et en dent-sèche.

Peu avant 16 heures, le cortège anachronique et glorieux se mit en marche. Par les boulevards Jourdan et Kleber, on gagna la porte d'Italie, puis le boulevard de l'Hôpital, et l'on franchit le Seine par le pont d'Austerlitz. Convoy du cortège à travers Paris tout étoilé, comme il l'était déjà il y a quarante ans. Un Paris où de petites plaques de marbre où se lisent les noms des immeubles et les grilles des squares, que chaque mois d'août voit fidèlement se refléter rappellent la fausse détermination des uns et les derniers sursauts meurtriers des autres.

Il était 18 h 30 lorsque le Romilly, dans une impressionnante péroraison, atteignit l'Hôtel de Ville sous les acclamations. Le colonel Dronne, alors capitaine, de la 2^e DB qui commandait ce détachement de reconnaissance, était à ses côtés de la maréchal Leclerc et de MM. Jacques Chirac et Jacques Chaban-Delmas. Aujourd'hui, ni discours ni sonnerie militaire. Rien que le souvenir silencieux et l'émotion pour ceux qui avaient vécu ces heures-là. Rien que le respect pour les autres, ceux qui n'auraient jamais entendu les boîtes de la Wehrmacht résonner dans leurs rues pendant quatre interminables années.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire notre dossier sur la libération de Paris dans Le Monde aujourd'hui, pages XI à XIV.)

Mgr Lustiger :

« Le combat n'est pas achevé »

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a célébré samedi 25 août à Notre-Dame de Paris à 10 heures, une messe pour le quarantième anniversaire de la Libération de Paris. Cet office, auquel assistaient notamment M. Laurent Fabius, premier ministre, représentant le président de la République et M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est ouvert par le Magnificat, comme en 1944, lorsque le général de Gaulle avait pénétré dans la cathédrale.

Au cours de son homélie, le cardinal Lustiger a cité un éditorial anonyme du Courrier français du témoignage chrétien où l'on pouvait lire, à quelques mois de la Libération : « Nous n'aurions pas véritablement vaincu si nous n'avions opéré qu'un retournement de forces, sans vaincre en nous-mêmes l'esprit de haine, l'esprit de vengeance et tout ce qui lui ressemble. »

« Avons-nous véritablement vaincu ? Avons-nous surmonté ces tentations ? » s'est interrogé Mgr Lustiger pour qui « le combat n'est pas achevé ». Il a poursuivi : « Je n'accuse donc pas la génération présente quarante ans après l'avertissement de je viens de lire. Je n'accuse pas notre pays et notre civilisation, quand à moi tout je vous invite, vous mes concitoyens et vous mes frères dans la foi, à vous demander où en est notre combat avec les tentations de ce siècle. Nous

n'avons pas cessé d'être affrontés aux mêmes démons : le racisme, la régression de l'homme à l'ère qu'un peu de chair humaine au gré des ambitions, des intérêts et des recherches (suscitent-elles scientifiques) à l'injustice et à la misère des autres peuples, la fascination de l'Etat totalitaire au mépris des libertés, le « Führerprinzip », le « principe du chef » qui allègue à la figure détestable du culte de la personnalité. »

« Une victoire peut être acquise et scellée, commémorée ou oubliée. La libération d'un peuple est une exigence qui doit être transmise de génération en génération : toutes ont à prendre la mesure des servitudes, dont elles ont sans cesse à être délivrées pour avoir part à leur libération. »

« Notre génération a donc fait un rude et pénible apprentissage de la vraie nature de la vie politique. Notre génération a été affrontée à un message généralisé qui cachait la vérité, insaisissable. Nous avons compris, au prix de la vie et de la mort, que la politique n'était pas un jeu, mais quelque chose de destiné à l'homme et qu'à ce titre, elle devait valoir des libertés et donc des consciences. Le prétexte réalisme politique, qui pense triompher des consciences et du jugement moral, est en fait lui-même plus immoral que politique. »

Polémique autour d'une émission d'Antenne 2

M. Alain Peyrefitte, député (RPR) de Seine-et-Marne, et M. Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine, protestent contre la « partialité » d'une émission de télévision, « Liberté, j'accuse », produite par l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et diffusée par Antenne 2 le 20 août.

Dans une question écrite au premier ministre, M. Peyrefitte affirme : « Le montage effectué tend à faire croire que les communistes avaient été les principaux, pour ne pas dire les seuls, libérateurs de la capitale. » Il ajoute : « Les vingt-cinq témoignages recueillis émanent pour la plupart de communistes ou de crypto-communistes. »

M. Baumel a saisi la Haute Autorité de la communication audiovisuelle au nom de l'association ATELE (Association pour une télévision de libre expression), qu'il préside. Il écrit notamment : « En escamotant la responsabilité essentielle des autorités supérieures de la Résistance, notamment du délégué du général de Gaulle et du responsable militaire, le général Jacques

Chaban-Delmas (...), en occultant l'action de certains et en valorisant d'une façon excessive le rôle des autres, en présentant d'une manière trop partielle le déroulement de ces combats, les organisateurs de cette émission ont pris de coupables libertés vis-à-vis de l'histoire. Il est donc demandé qu'une mise au point puisse être diffusée dans un prochain programme d'Antenne 2, et qu'un droit de réponse soit notamment accordé à M. Chaban-Delmas. »

[La Haute Autorité s'est fait connaître par une décision du 27 août. Le montage documentaire a été préparé par Jean A. Chassagne et Frédéric Grou-Robert, et réalisé par Gilles Nadeau et Théo Robichet. Les témoignages recueillis étaient ceux de Maurice Kriegel-Valrimont, Albert Oniz-Bas, Jacques Chaban-Delmas, Henri Rot-Tanguy, Roger Oswald, Pierre Boucher, Michel Dubois, Léon Trévis, M. Emmanuel Besson, André Carrel, Robert Barillet, Georges Froment, Edgar Pissani, Serge Lefranc, René de Chambray, Madeleine Riffaud, Leo Ramon, Robert Doisneau, Jean Prost, Daniel Mayer, Marcel Luzzani, Pierre Akiane, Jacques Desbordes et le docteur Roge.]

LE DÉTOURNEMENT D'UN BOEING INDIEN A DUBAI

Les pirates accepteraient de libérer les passagers

Dubai (AFP, Reuter). — Le Boeing-737 des lignes intérieures indiennes Indian Airlines, détourné vendredi 24 août sur Lahore, Karachi puis Dubai, par des militants Sikhs, était toujours immobilisé en fin de matinée sur l'aéroport de Dubai, sur la côte est de la péninsule arabique, avec soixante-dix-neuf passagers et six membres d'équipage à bord.

Le directeur de la compagnie internationale indienne Air India à Dubai a indiqué que l'avion n'avait pas fait le plein de carburant. En dernière minute, on apprenait de source diplomatique indienne que les pirates avaient proposé de libérer les passagers se trouvant encore à bord si l'appareil était approvisionné en kérosène et était autorisé à décoller.

Le pilote de l'appareil avait réussi à atterrir à 0 h 40 GMT à Dubai — où l'autorisation de se poser lui avait

d'abord été refusée — après avoir prévenu la tour de contrôle qu'il était à court de carburant.

Le détournement a été revendiqué, vendredi soir, par un correspondant anonyme, dans un appel téléphonique à l'agence indienne PTL. L'homme se réclamait des commandos khaliéristes, du nom de l'Etat indépendant, le Khalistan, dont les Sikhs demandent la création. Selon ce correspondant, les pirates exigent notamment la libération des militants sikhs arrêtés après l'intervention de l'armée indienne en juin dernier dans le sanctuaire sikhs du Pendjab (nord-ouest de l'Inde), le temple d'or d'Aamritsar. Des documents officiels publiés en juillet en Inde, indiquaient que quatre mille avaient été arrêtés après la prise du temple d'or.

Les membres du commando, qui étaient « nerveux » à l'escalade de Karachi, voudraient, selon un passager libéré, « faire le tour du monde » à bord du moyen-courrier indien pour dénoncer les « atrocités » commises selon eux par le gouvernement de M. Indira Gandhi contre les Sikhs emprisonnés en Inde.

Durant l'immobilisation de l'appareil, vendredi à Lahore, les pirates avaient consenti à libérer cinq passagers. Deux autres ont pu quitter l'avion à Karachi. Selon les témoignages de plusieurs des passagers libérés, un membre d'équipage aurait été blessé à coup de couteau par l'un des pirates — au nombre de six et non de douze comme annoncé précédemment — lesquels seraient également armés de deux pistolets et d'explosifs.

VOLEZ EN CONCORDE A PRIX CHARTER

Le 6 octobre prochain aura lieu un voyage en Concorde à destination de l'Irlande. Occasion exceptionnelle de vivre la grande aventure supersonique à moindre frais.
Retour possible sur lignes régulières le jour de votre choix.
Luxe frontal de la région proposé par AIRCOM (Bo. 1.75.001).
93, rue de Monceau, 75008 Paris
Tél. : 322.86.46

A B C D F G H

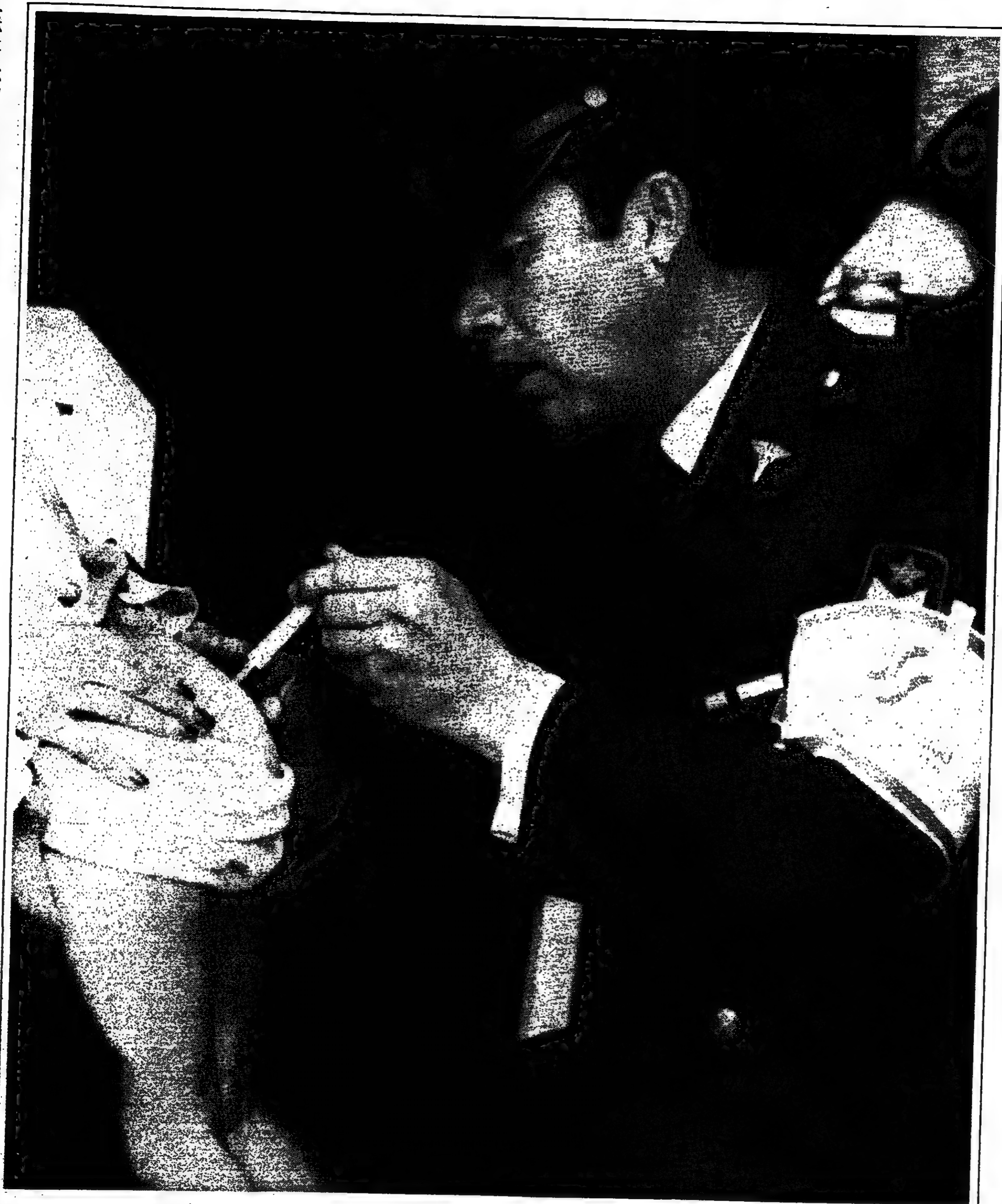
مكتبة الأمل

Le Monde

Aujourd'hui

cortège glorieux

Apr. Lustiger:
est n'est pas ache



TONY CARVALHO/UNICEF

La Colombie vaccine ses enfants, page II

Chercheurs du dimanche et patrimoine archéologique, page IV

En Aquitaine, l'université d'été de la communication, page VII

Témoignages sur la libération de la capitale, page XI

Supplément au numéro 12312. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 26 - Lundi 27 août 1984.

La Colombie

lance une campagne nationale de vaccination. Opération sans précédent dans le tiers-monde.

Tous les enfants immunisés en trois jours

Poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche.

Bilans...

Il y aura bientôt cent ans que Pasteur inoculait à un jeune Alsacien, Joseph Meister, mordu par un chien enragé, de la moelle épinière desséchée prélevée sur des lapins rabiques.

Avant lui et depuis 1796, la vaccination contre la variole s'était répandue, grâce à Jenner, dans le monde entier.

Le début du vingtième siècle vit une véritable efflorescence des vaccinations humaines et animales et la confirmation des travaux de Pasteur, qui avait affirmé, non sans polémique des milieux de l'époque, que l'on pouvait retirer à des bactéries, à des virus, ou à des toxines, leurs pouvoirs agresseurs tout en leur conservant la capacité de provoquer l'immunité dans les organismes auxquels on les injectait.

Les vaccins contre la typhoïde, la tuberculose, la peste, la choléra, la coqueluche, la rage, la fièvre jaune, le typhus exanthématique, la diphtérie, la poliomyélite, la grippe, la rougeole, la rubéole, puis, plus récemment, contre l'hépatite B, les oreillons, la varicelle, certaines méningites et certaines pneumonies virent ainsi le jour les uns après les autres, pour se répandre dans le monde entier.

Si l'on excepte de remarquables perfectionnements techniques durant un siècle, rien, ou presque, n'avait changé dans les concepts qui présidaient à la médecine préventive vaccinale.

Or voici qu'une série de travaux fondamentaux, menée en France au Centre national de la recherche scientifique et à l'Institut Pasteur et, en Israël, à l'Institut Weizmann, ouvrent une voie radicalement nouvelle à la discipline préventive et à l'immunologie, ou science des défenses naturelles, par la découverte de stimulants spécifiques de l'immunité et par la mise au point de vaccins révolutionnaires, préparés entièrement par synthèse et qui concernent tant les virus ou les bactéries que, ce qui paraissait inaccessible, les parasites ou les hormones.

Le prix international de l'Institut de la Vie vient de récompenser MM. Edgar Lederer, Louis Chedid et Michael Sela, pour un accomplissement qui trace vraisemblablement l'usage entièrement nouvelle que revêtira en l'an 2000 le monde des vaccins et celui de la prévention.

D'autre part, les stratégies vaccinales mises en œuvre dans le tiers-monde sont en pleine évolution. Il y a huit ans, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) demandait à l'ensemble des pays en voie de développement d'adopter des « programmes élargis de vaccination » qui devaient permettre à tous les enfants d'être immunisés contre les six maladies les plus meurtrières de la petite enfance (tuberculose, rougeole, coqueluche, poliomyélite, diphtérie, tétanos), et ce d'ici à 1990.

Nous sommes aujourd'hui loin du compte, puisque, selon les experts, à peine 10 % des enfants du tiers-monde sont aujourd'hui, à six ans, à l'échelle, protégés contre ces maladies. Aussi certains pays tels que la Colombie ou le Brésil ont-ils décidé de donner une impulsion décisive à ces programmes par des actions massives et spectaculaires.

De telles expériences sont-elles extrapolables ailleurs, dans des pays où les structures administratives et économiques sont, de loin, moins développées et les moyens cruellement insuffisants, par exemple en Afrique noire ? Ce n'est pas certain. Il est possible, qu'il faille, dans les pays les plus démunis, poursuivre avec patience et obstination des stratégies moins ambitieuses et plus patientes.

C'EST dans une atmosphère de liesse populaire, de fête, de musique andine, de danses endiablées, que la Colombie s'est engagée, depuis le mois de juin, dans une aventure sans précédent dans un pays du tiers-monde. « Vacciner, c'est aimer » : ce slogan, depuis trois mois, a été reproduit sans trêve par les plus grands journaux du pays, relayé par la radio et la télévision nationale, repris dans les sermons dominicaux, solennisés par les déclarations du président de la République et du cardinal-primat de Colombie... L'objectif, apparemment, est simple : il s'agit, en trois « Journées nationales de la vaccination », d'immuniser toute la classe d'âge de zéro à quatre ans, contre les cinq maladies les plus dévastatrices de la petite enfance : poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole et coqueluche (1). Un objectif simple mais une réalisation complexe : la Colombie est une mosaïque de plaines et de montagnes parfois inaccessibles, de populations hétérogènes — Indiens, Noirs, Blancs, métis, — de niveaux socioculturels très contrastés, où de paisibles villes d'allure coloniale voisinent avec des bidonvilles inhospitaliers, comme celui de Bogota, où la criminalité et la délinquance atteignent des sommets.

Vacciner tous les enfants, en trois jours (le 23 juin, le 28 juillet et ce samedi 25 août) pouvait sembler, dans de telles conditions, relever de la gageure. Et pourtant, d'après les résultats des deux premières journées nationales, qui ont toutes chances d'être parachevés ce samedi, le pari aura été tenu.

Il y aura fallu ce que les Colombiens appellent eux-mêmes une « mobilisation générale » : le terme n'est pas excessif si l'on en juge par l'activité effrénée qui régnait

dans le pays le 28 juillet lors de la deuxième « Journée nationale ». Le dimanche précédent, dans les deux mille deux cents paroisses du pays, chaque prêtre avait porté sur les nécessités et bienfaits de la vaccination. Quelques jours plus tard, la presse écrite, parlée et télévisée avait fait de même, diffusant le portrait d'un enfant-mascotte imaginaire dénommé « pitin », un petit garçon aux joues rebondies qui, l'air joyeux, réclamait impérieusement ses doses de vaccin.

Le jour venu, la fièvre était à son comble dans les rues de Bogota, dans les venelles du bidonville, dans les montagnes andines, comme dans les étouffantes plaines côtières où vivent les minorités noires et indiennes les plus défavorisées. A 8 heures du matin, le président Betancur lui-même vaccinait symboliquement le premier enfant de la journée au palais présidentiel ; deux heures plus tard, le cardinal-archevêque de Bogota, Mgr Munoz Duque, faisait de même sur la vaste place Bolivar, au cœur de la capitale. La présidente Rosa Helena Betancur, à la tête d'une délégation officielle forte notamment du ministre de la santé et du directeur général du Fonds de Nations unies pour l'enfance (UNICEF), M. Jim Grant, entreprenait, dans l'avion présidentiel, une tournée dans le nord du pays, pour inspecter quelques-uns des dix mille postes de vaccination ouverts pour la circonstance et vacciner elle-même, au son de fanfares assourdissantes, quelques joyeux élus.

Au total, plus de cent mille volontaires, au nombre desquels les bénévoles de la puissante Croix-Rouge colombienne, mais aussi de multiples policiers, militaires, prêtres et, bien entendu, l'ensemble des

personnels de santé du pays, ont vacciné sans trêve tout au long de la journée. La radio colombienne, toutes les deux heures, diffusait les résultats ville par ville, dans la fièvre que seules provoquent habituellement les journées électorales ou les compétitions sportives... Au soir du 28 juillet, près d'un million d'enfants avaient été vaccinés dans les vingt-quatre heures, soit la quasi-totalité de la population visée. Les autorités attendent un résultat au moins équivalent de la journée du 25 août.

Pourquoi les Colombiens se sont-ils lancés dans une aventure d'une telle ampleur ? Depuis quelques années, le pays, suivant en cela les recommandations de l'UNICEF et de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), avait entrepris de vacciner l'ensemble des jeunes enfants contre les principales maladies. Quadrillant la totalité du territoire, province par province, quartier par quartier, à l'aide d'un efficace programme dit de « canalisation », les autorités sanitaires étaient parvenues à améliorer notablement la couverture vaccinale, qui atteignait en 1983 plus de 40 % des enfants (contre moins de 20 % trois ans auparavant).

Mais ce résultat restait à leurs yeux insuffisant : ne pourrait-on pas, à l'aide du soutien massif des bénévoles, du clergé, de la Croix-Rouge, de l'armée, de l'OMS, de l'UNICEF et du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), doubler la mise et parvenir, en trois jours, à atteindre les 80 %, objectif jugé optimal par l'ensemble des experts ? Tel est le pari dans lequel s'est engagé le pays, pari qui, si les résultats de ce 25 août confirment ceux des deux journées précédentes, aura été tenu. Si l'on considère l'enthousiasme populaire qu'a provoqué cette initiative, il

semble d'ores et déjà acquis que cette dernière et troisième journée n'aura pas démenti le succès des deux premières. Les Colombiens auront fourni eux-mêmes l'essentiel de l'effort. Mais l'aide internationale n'a pas manqué à l'appel : l'UNICEF a fourni pour ces trois journées nationales 200 000 dollars, l'OMS 150 000 et le PNUD 150 000.

La Colombie aura ainsi fait œuvre de pionnier. Mais les autorités, le président Betancur en tête, ne dissimulent pas que nombre de problèmes continuent d'entraver les progrès sanitaires, au premier rang desquels l'inégalité socio-économique qui règne dans le pays, comme dans la quasi-totalité de l'Amérique latine. Les chiffres de la mortalité infantile sont éclairants à cet égard : alors que le taux est tombé à 60 pour mille dans l'ensemble du pays, il approche le 200 pour mille dans certaines zones, en particulier dans la région du Choco, sur la côte du Pacifique, où vit une population noire restée à l'écart, depuis des siècles, de tout progrès sanitaire et économique ; 200 pour mille, tel est précisément le taux que déplorent les plus défavorisés des pays du Sahel africain.

Au nombre des problèmes qu'affronte le gouvernement figure le rythme effréné de l'urbanisation dans un pays resté à dominante rurale jusqu'à la fin des années 50, mais où, à présent, la population, pour 70 %, est concentrée dans les villes. Bogota à elle seule compte aujourd'hui près de 6 millions d'habitants ; elle en dénombrait, en 1936, 330 000. De cette extraordinaire explosion urbaine, de l'inégalité, est née une criminalité qu'aggrave la culture et le commerce florissants de la cocaïne. Les tentatives de contrôle du trafic de la

drogue, trafic qui assure l'une des principales ressources du pays, ont coûté, tout récemment, la vie au ministre de la justice. Les dollars qui, grâce à la cocaïne, entrent dans le pays y subissent un rapide « recyclage », et, après leur transit par d'autres activités, deviennent ce que l'on appelle pudiquement à Bogota des « dollars délavés ». S'ajoutent à ces problèmes l'insécurité due à une guérilla qui, depuis vingt ans, n'a pas désarmé et à la crise financière qui touche la Colombie comme l'ensemble du continent.

Il n'en demeure pas moins que, grâce à des efforts patients, accompagnés d'actions spectaculaires telles que celle qui s'achève ce 25 août, la Colombie est parvenue à améliorer considérablement les principaux indicateurs sanitaires et sociaux. Ainsi l'espérance de vie a-t-elle augmenté de quelque dix ans, entre 1960 et 1980, pour dépasser les soixante ans aujourd'hui. Le taux d'alphabetisation des adultes dépasse à présent les 80 % (contre 60 % en 1960). Enfin le rythme d'accroissement de la population décline régulièrement depuis une dizaine d'années, grâce aux efforts conjoints de nombreux bénévoles, et même d'une partie du clergé.

Dans sa spectaculaire lutte contre les maladies infectieuses de l'enfance, le cas de la Colombie n'est pas entièrement isolé en Amérique latine : le Brésil l'engage sur la même voie, mais à une tout autre échelle. Nul doute que les stratégies vaccinales mises en œuvre dans le tiers-monde trouveront chez ces pionniers matière à vaincre le scepticisme.

CLAIRE BRISSET.

(1) La vaccination contre la tuberculose, entreprise dans le pays depuis de longues années, a atteint aujourd'hui un niveau satisfaisant.

Les révolutions du vaccin synthétique

Aux portes de la médecine préventive de l'an 2000.

La médecine préventive se trouve-t-elle à la veille d'une révolution ? Les vaccins entièrement synthétiques sont-ils pour demain, ou pour après-demain ? Tel est l'espoir — motivé — que nourrit en France un groupe unique en son genre, le « GIRPI » (1), composé des entreprises pharmaceutiques SANOFI et CHOAY et d'équipes universitaires du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut Pasteur.

Depuis 1970, époque à laquelle les travaux de deux équipes françaises et d'une équipe israélienne se sont conjugués, soixante-cinq millions de francs ont été dépensés par le GIRPI pour l'exploitation clinique des résultats remarquables obtenus par les professeurs Edgar Lederer (CNRS Orsay), Louis Chedid (Institut Pasteur) et Michael Sela (Institut Weizmann, Israël).

Tout a commencé il y a plus de quarante ans lorsque Freund réussit à extraire de façon très fruste un composé (ou adjuvant de Freund) présent dans les parois des mycobactéries, celles de la tuberculose par exemple, et qui avait pour propriété de stimuler les défenses naturelles.

Ce composé, disponible uniquement en solution huileuse, n'était malheureusement ni purifié ni utilisable chez l'homme. C'est alors que Lederer entreprit, à l'Institut

de chimie des substances naturelles du CNRS, à Gif-sur-Yvette, un travail de fouille pour obtenir enfin, au bout de plusieurs années, par dégradations successives et synthèses totales, une substance : le muramyl-di-peptide (MDP) qui révèle chaque jour de nouveaux aspects de ses propriétés.

Il s'agit certes du plus pur et du plus actif des stimulants de l'immunité mais aussi d'un puissant somnifère, propriété étrange tout récemment découverte et dont le mécanisme comme la finalité gardent pour l'instant leur mystère.

En collaboration avec l'Institut Choay, de très nombreux dérivés du MDP, plusieurs centaines, ont été préparés, qui ouvrent de grands espoirs en médecine humaine, tant pour la fabrication de vaccins plus actifs et plus spécifiques que comme stimulant des défenses contre les tumeurs malignes ou les infections.

Il appartenait au professeur Louis Chedid et à son groupe d'explorer à l'Institut Pasteur toutes les applications possibles de ces composés qui sont aussi nécessaires que les vitamines à l'équilibre de l'organisme.

Ils se servaient à cette fin des préparations du groupe israélien de Michael Sela, lequel avait dès 1958 réussi à fabriquer par synthèse, de façon purement artifi-

cielle, les éléments actifs, toxiques, des bactéries ou des virus, c'est-à-dire les « antigènes » qu'ils portent à la surface de leurs membranes.

La conjugaison des découvertes accomplies par les trois équipes devait conduire, en 1981, à la fabrication du premier vaccin entièrement synthétique contre la diphtérie.

Un petit peptide de synthèse — facile à préparer — représente la fraction « agressive » de la toxine diphtérique. Lié à un porteur, lui aussi synthétique, et à un adjuvant (le MDP) qui en renforce l'activité, il provoque une excellente immunité chez l'animal, et donne beaucoup moins de réactions secondaires — en raison de sa pureté — que le vaccin à base d'anatoxine mis au point par Ramon à l'Institut Pasteur en 1922 et que l'on utilise toujours.

La préparation d'un tel vaccin ne nécessitera plus ni culture bactérienne ni dégradation formolée de toxine, et il présente donc, outre son intérêt clinique, de grands avantages industriels.

La même conjugaison du MDP et d'un peptide synthétique contenant cette fois non la séquence toxique d'une bactérie mais le principe actif d'une hormone cérébrale support de l'activité fécondante chez l'homme et l'animal (le LH-RH) a permis de fabriquer, en 1982, le premier vaccin anti-

fertilité, utilisable pour la contraception hormonale des animaux en médecine vétérinaire, et en médecine humaine pour le traitement des cancers de la prostate.

Toujours selon les mêmes principes, une équipe américaine a réussi à préparer tout récemment un vaccin contre la malaria dont l'efficacité est démontrée sur les singes.

Des travaux se poursuivent dans divers laboratoires mondiaux pour la préparation de vaccins synthétiques contre les parasites (malaria dans ses divers aspects), les hormones, les bactéries (streptocoque et colibacille), et les virus (fièvre aphteuse, grippe, hépatite B, poliomyélite).

Il est vraisemblable qu'ils conduiront à la mise au point de vaccins synthétiques multiples, ou polyvalents par l'adjonction à un porteur de synthèse et à l'adjuvant de plusieurs antigènes peptidiques de synthèse, porteurs chacun de capacités immunisantes pour une maladie donnée.

D'autres recherches pharmacologiques concernent les effets extraordinairement divers de nombreux analogues des muramyl-peptides dont, sur les quelques mille dérivés qui ont été préparés, certains induisent une résistance spécifique aux tumeurs cancéreuses ou aux infections, ou encore stimulent la production d'interféron.

Ces travaux en sont aux premiers stades cliniques, actuellement menés de façon intensive avec, pour objectif, non seulement la préparation des vaccins de l'an 2000 mais la lutte contre les maladies à virus, contre lesquelles il n'existe à l'heure actuelle aucun traitement, la lutte contre les tumeurs cancéreuses et, selon des voies ouvertes tout récemment, le traitement des insomnies et de l'hypertension. En effet, un groupe japonais vient de préparer une nouvelle famille de muramyl-peptides qui inhibent l'une des hormones principales régulant la tension sanguine : l'angiotensine.

Toutes ces perspectives justifient à la fois, souligne M. René Sautier, président de la SANOFI, les efforts déployés depuis quatorze ans par deux groupes industriels, la fondation privée qu'est Pasteur, les deux équipes du CNRS de MM. Lederer et Chedid, et la somme considérable de 150 millions investie par l'ensemble de ces organismes dans une recherche dont les perspectives préfigurent une médecine préventive révolutionnaire : celle de l'an 2000.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

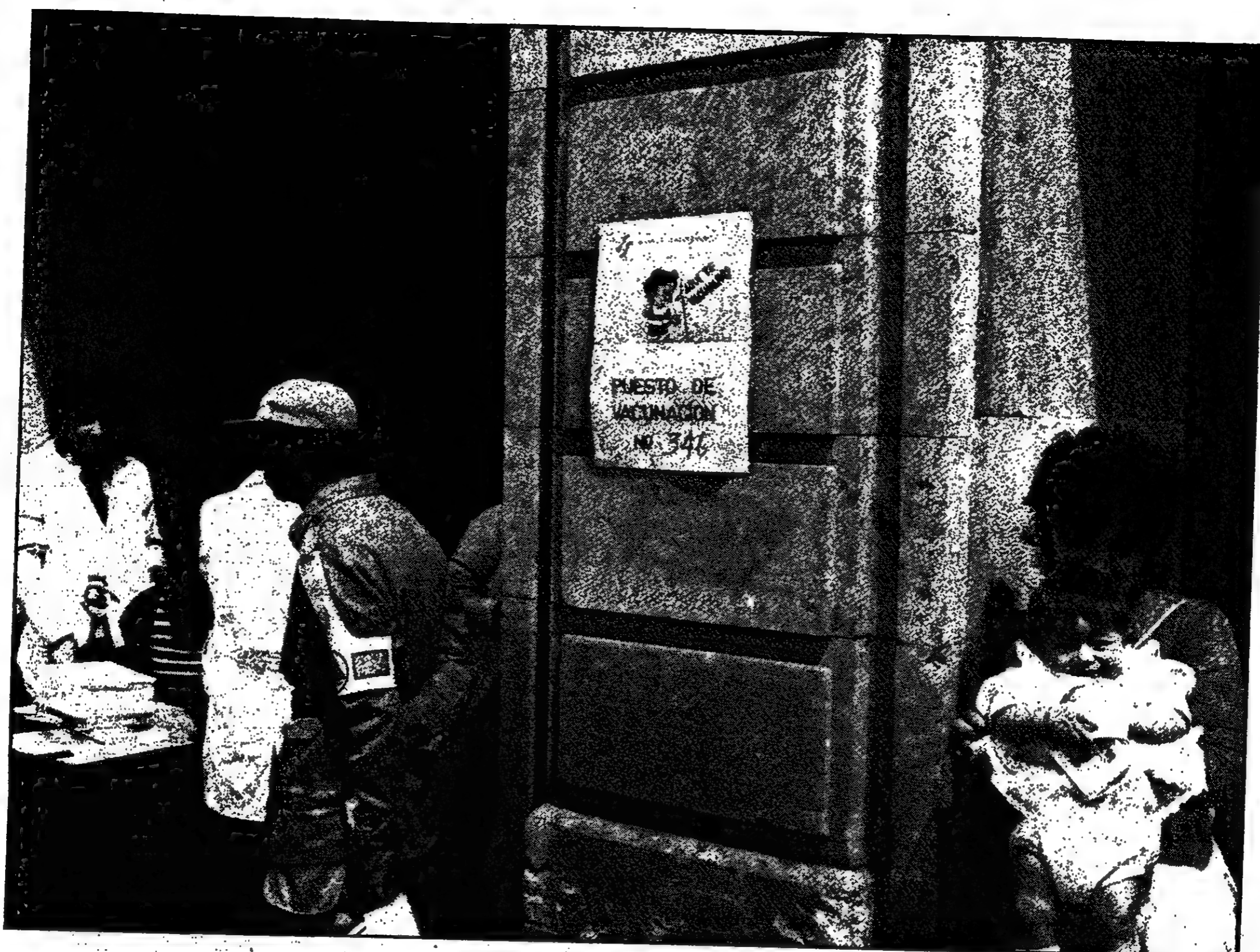
(1) Groupement industriel pour la recherche et la production d'immunostimulants.

صكنا من الأهل

MÉDECINE

LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 26 - LUNDI 27 AOÛT 1984 III

trois jours



« Mobilisation générale » en Colombie, où tous les moyens ont été déployés pour convaincre la population : 25 août, dernière journée.

PHOTOS TONY CARVALHO/UNICEF

nétiq



Un authentique danger pour le patrimoine archéologique.

Et il y a les « chasseurs de trésors ». Ceux-ci estiment être cinquante mille rien qu'en France. Mais nul ne sait com-



terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches des monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie.

YVONNE REBEYROL

(1) *Nouvelles de l'archéologie.* Publication trimestrielle de la Maison des sciences de l'homme, 54, bd Raspail, 75270 Paris, Cedex 06.

[illegible]

Comment reproduire sur Terre la chimie interstellaire.

La méthode la plus simple pour simuler le milieu interstellaire

D'autres techniques ont été utilisées. Ainsi, en croisant deux faisceaux d'ions ou de molécules, on produit des collisions et on mesure des taux de réaction. La difficulté vient de ce que toutes les molécules ont une vitesse bien définie — celle de leur faisceau — et qu'on ne peut plus définir une température. Dans un gaz à température donnée, en particulier dans un nuage interstellaire, on rencontre toutes les vitesses, suivant une répartition qui résulte des lois de la thermodynamique. Il est difficile

Il se trouve que le laboratoire d'aérodynamique du Centre national de la recherche scientifique, à Maudon, sbrute une soufflerie ayant les caractéristiques requises. Cette soufflerie appartient d'ailleurs au Centre national d'études spatiales, qui l'a fait construire et l'utilise pour étudier les conditions d'entrées dans l'atmosphère d'engins spatiaux animés de très grandes vitesses. Mais ces expériences ne saturant pas le souffleur, elles pouvaient donc être employées pour d'autres recherches. Une équipe du laboratoire a eu donc

La simple extrapolation à l'hélium des tuyères à air a donné des résultats catastrophiques. Le jet d'hélium sortant de la tuyère était animé de mouvements turbulents, où aucune étude de cinétique chimique n'était possible. Il a fallu qu'un des chercheurs de l'équipe reprenne entièrement le calcul des écoulements. Ainsi a pu être mise en service, en avril 1983, une première tuyère donnant un écoulement convenable : dans la partie centrale, sur 40 centimètres de

Depuis un an que les chercheurs peuvent utiliser des jets d'hélium, bien d'autres réactions ont été étudiées, et les recherches se poursuivent. Sans entrer dans le détail, on peut en donner la conclusion générale : le taux de réaction variant beaucoup entre 80 et 20 kelvins, et surtout n'a peut-être en général extrapolés à partir de mesures faites à plus hautes températures. Ainsi une réaction entre des ions d'azote et des molécules d'hydrogène qui se produit à tout coup au-dessus de 80 kelvins – il suffit que l'un et la molécule se rencontrent

MAURICE ARVONNY.

(11) Le kelvin, ou degré absolu, est identique au degré Celsius, mais l'origine des températures est décalée vers le bas. Elle est prise au zéro absolu (-273,15 °C), température dont on peut s'approcher sans jamais l'atteindre, et qui constitue une limite au refroidissement d'un objet, dont on ne peut plus alors extraire aucune chaleur.

MAURICE ARYONNY.

(1) Le kelvin, ou degré absolu, est identique au degré Celsius, mais l'origine des températures est décalée vers le bas. Elle est prise au zéro absolu ($-273,15^{\circ}\text{C}$), température dont on peut s'approcher sans jamais l'atteindre, et qui constitue une limite au refroidissement d'un objet, dont on ne peut plus alors extraire aucune chaleur.

هَكَذَا مِنْ الْأَهْلِ

Les aventures de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

NOUS continuons la publication des réponses à notre questionnaire sur l'usage de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

La critique des grands systèmes d'explication (scientifiques, philosophiques, politiques...), les crises internes traversées par de nombreuses disciplines, l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs du savoir, les références souvent explicites à la subjectivité ou à la métaphysique, les interrogations autour des notions de vérité, de progrès, de preuve, d'expérience, de méthodologie, d'argumentation, de quantification, ont conduit de nombreux chercheurs à remettre en question l'usage classique de la raison dans les recherches contemporaines.

● En quel sens les formes de la rationalité traditionnelle vous semblent-elles remises en cause par les découvertes de notre époque ?

● Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

● Comment situez-vous votre discipline et vos propres travaux dans ce débat ?

● Parmi les nouvelles approches de la rationalité contemporaine, quelles sont celles qui vous semblent particulièrement fécondes ?

Nous publierons la semaine prochaine d'autres réponses.

CHRISTIAN DESCAMPS
et FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Le Monde a déjà publié les réponses de Jean-François Lyotard, René Thom, Tristram de laetitia, Michel Tournier (*le Monde Aujourd'hui* daté 1-2 juillet) ; Alain Tournier, Fernand Braudel, Gérard Genette, Ilya Prigogine, Serge Labaut, Vincent Descombes (*le Monde Aujourd'hui* daté 8-9 juillet) ; François Châtelet, Lucien Sève (*le Monde Aujourd'hui* daté 15-16 juillet) ; Jean-Claude Pecker, Gilbert Desautel (*le Monde Aujourd'hui* daté 22-23 juillet) ; Henri Labort, Lucien Sève (*le Monde Aujourd'hui* daté 29-30 juillet) ; Jürgen Habermas (*le Monde Aujourd'hui* daté 5-6 août) ; Albert Jacquart, Abraham Moles (*le Monde Aujourd'hui* daté 12-13 août) ; Roger Garaudy, Marc Guillaume, Dan Sperber, André Green (*le Monde* daté 19-20 août).

Les titres sont de la rédaction.

Des questions troublantes

par Jacques Mehler



JE réponds aux questions posées par *le Monde*, car je pense que les chercheurs en sciences cognitives peuvent contribuer au débat sur la rationalité. Lorsqu'on étudie les capacités cognitives de l'être humain, on s'aperçoit que le fonctionnement du cerveau doit être étudié d'une façon identique à celle que l'on emploie pour observer n'importe quel dispositif. Peu de ses propriétés fonctionnelles sont accessibles au détecteur du cerveau en question. Certes, nous pouvons être conscients de certains processus psychologiques, mais des recherches récentes montrent qu'on n'est pas toujours en mesure de garantir la véracité des intuitions conscientes. Si la façon de composer une phrase, de comprendre un énoncé, de vérifier une déduction ou d'évaluer une inférence logique reste inconnue, on peut démontrer l'existence d'une logique sous-jacente à toutes ces procédures de traitement. Peu importe que l'on soit conscient ou non du fonctionnement du cerveau, l'important est que ce fonctionnement peut être l'objet d'études systématiques qui parviennent, généralement, à mettre en lumière la structure logique des mécanismes et des structures psychiques. Evitons donc une première simplification qui consiste à dire que les lois des processus opaques au système conscient n'ont ni structure ni logique. Disons plutôt que si nos activités peuvent être difficilement justifiées, elles ne peuvent être comprises que par des moyens rationnels, logiques et méthodiques.

Une deuxième simplification est à éviter. Les partisans des méthodes alternatives à la rationalité dans l'étude des sciences ne nient pas que la rationalité fonctionne à l'intérieur des sciences telles que nous les connaissons aujourd'hui. Mais généralement, ils soutiennent en même temps que seuls les systèmes d'explication alternatifs seront en mesure de nous éclairer sur ce que les sciences n'ont pas encore pu expliquer avec leur méthodes traditionnelles.

Mais les conquêtes de la science ne constituent qu'un tout petit pas vers la découverte du monde qui restera probablement toujours aussi large et aussi étranger qu'il l'est aujourd'hui... Dans une telle situation, une certaine modestie semblerait devoir s'imposer. Soyons agnostiques, puisque nous sommes sûrs de l'étendue gigantesque de tout ce qui reste à connaître. Nous savons que, jusqu'à présent, nous avons fait des découvertes en utilisant des méthodes qui sont propres à l'élaboration scientifique. Si les systèmes alternatifs ont un intérêt, c'est de s'être montrés incapables de rendre compte ou d'éclairer les lois de la nature. Mais l'optimisme étant un des grands fléaux de notre temps, ne préjugeons pas du futur. Si nous nous refusons à accepter ou à rejeter sans plus ces systèmes alternatifs, c'est par crainte de retrouver derrière ces propositions le panégyrique de l'irrationalité.

Etant donnée la démagogie ambiante, certains avancent de façon spéculative qu'il n'y a pas

de véritable quête de connaissance, si ce n'est en ayant recours à des méthodes non généralisables. Ces arguments visent à faire croire qu'on peut acquérir une expertise sans travail et sans effort. Mais sans le travail soutenu peut rendre expert, quoi que l'on puisse penser des cérémonies initiatiques tibétaines ou lacaniennes.

L'avenir nous apportera des données et des conceptions qui seront vraisemblablement difficiles à comprendre. Par exemple, le jour où des greffes de tissu nerveux deviendront possibles, la notion même d'individu devra être repensée. De même, dans quelques années, nous devrons nous demander si la notion d'intelligence est attachée à certains types de substances ou plutôt à certaines structures mettant en jeu ces substances indépendamment de leur nature. Par exemple, si l'univers n'était plus compatible avec des substances organiques, l'intelligence devrait être sous-tendue par des substances qui ne sont pas, dans nos conceptions d'aujourd'hui, compatibles avec cette aptitude. Ces questions ne sont

qu'un échantillon très faible de celles que nous allons devoir soulever dans un avenir proche. Elles peuvent sembler troublantes et difficiles. Mais si difficiles et troublantes soient-elles, nous ne trouverons pas de refuge dans des systèmes qui cachent dans leurs réponses précisément les questions que nous nous sommes posées en premier lieu.

C'est à l'intérieur de la psychologie et de la philosophie analytiques qu'un grand nombre des questions posées dans cette enquête du *Monde* pourront trouver une solution. Nous avons bien des raisons de penser que l'appareil cognitif a une structure qui lui est propre. Et que cet appareil ne pourra pas devenir plus puissant grâce uniquement aux influences de l'environnement comme l'avaient envisagé les empiristes. Nous savons que si nous allons au-delà des capacités cognitives de base que nous possédons aujourd'hui, cela sera la conséquence de changements biologiques liés à des mutations ou à des changements évolutifs de l'espace.

L'appareil cognitif est enfermé dans les limitations conceptuelles qui lui sont propres. Nous ne pourrions pas comprendre ce que notre appareil cognitif ne peut pas calculer. C'est peut-être pour aborder ce genre de pseudo-problème que les systèmes alternatifs pourront paraître satisfaisants à ceux pour qui la rigueur et le souci de la preuve sont secondaires. La raison est le « produit » de nos capacités de calcul, et les limitations de celles-ci sont celles de la raison humaine.

Lorsqu'on discute sur la portée de la rationalité dans les activités exploratoires de l'être, nous devons nous interroger d'abord sur le statut même de ce terme. Toutefois, sans définir d'une manière précise la rationalité, nous pouvons convenir que les conceptions de cette notion sont tout aussi relatives que notre compréhension de l'univers qui nous entoure. Ainsi, notre conception de la rationalité peut être très différente de celle que pouvait avoir l'homme à l'âge de bronze. Mais nous avons peut-être également une conception de la rationalité qui, tout en changeant au cours des temps, reste fidèle à une notion irréductible.

Ma discussion dépend en grande partie des notions de rationalité que l'être humain acceptera dans l'avenir. Churchland soutient que tous les termes de la psychologie quotidienne pourront être remplacés par des termes équivalents. Cela s'est déjà vu en physique, en chimie et en bien d'autres domaines, et si nous acceptons que la psychologie est une branche des sciences de la nature, nous ne devons pas lui accorder un statut spécial. Il est possible que des termes aujourd'hui évidents changeront demain. Nous en avons déjà un exemple avec la notion de conscience, dont la signification évolue grâce aux découvertes de la science cognitive.

● Psychologue, Directeur du Centre d'études des processus cognitifs du langage (CNRS).

Découvrir l'universel

par Jean-René Vernes

LA pensée occidentale connaît depuis deux siècles une crise de la rationalité, que symbolise la théorie kantienne des antinomies de la raison. On ne semble pas depuis cette époque être parvenu à formuler une théorie de la raison entièrement satisfaisante. Si bien que l'on a pu parler de l'irrationalisme contemporain.

Ces difficultés affectent assez profondément la philosophie dans ses rapports avec la physique et la conception générale de l'univers. Elles ont contribué à jeter sur la raison un certain discrédit, qui rejette malheureusement hors du domaine spécifique où il peut actuellement se justifier. Les sciences sociales — et d'une façon générale tout ce qui concerne la vie concrète des hommes — font un usage de la raison qui n'est nullement menacé par l'incertitude relative à sa valeur métaphysique. Ou plutôt le même mot recouvre ici deux concepts suffisamment différents

pour que ce qui perturbe l'un ne trouble pas l'autre.

Il est donc à la fois juste et faux d'opposer rationalité traditionnelle et rationalité contemporaine. Juste, si l'on parle de physique et de philosophie du cosmos. Car ici les difficultés de la conception classique ouvrent la voie à une révision fondamentale, dont la physique moderne nous donne une remarquable illustration. Faux, si l'on pense aux sciences de l'homme. Car la raison se traduit alors dans l'usage d'une méthode de travail dont les principes sont aujourd'hui bien maîtrisés, même si leur application à tel domaine particulier exige un génie créateur. Quand Ilya Prigogine écrit : « Cette évolution, que personne n'avait prévue ni voulue, nous impose de concevoir une nouvelle rationalité », et quand Vincent Descombes s'élève contre une conception selon laquelle « il y a des époques de la rationalité, comme il y a des époques du costume ou du meuble »,

ils ne se contredisent nullement. L'un se réfère à la physique et l'autre aux sciences humaines, leurs jugements concernant deux compartiments distincts de la science et, ce qui est beaucoup plus fondamental encore, deux aspects profondément différents de la raison.

Comment la philosophie peut-elle se situer par rapport à ces deux domaines ? On ne peut aller beaucoup plus loin sans prendre une position personnelle sur ce qui devrait être son cheminement futur. Mon opinion est que la philosophie de la physique est actuellement bloquée par une conception trop étroite de la généralité, dont le modèle est fourni par la déduction et notamment la déduction mathématique. Les notions fondamentales dans ce domaine, l'espace, le temps, la causalité, ont été remises en question par les progrès des mathématiques et plus encore de la physique, non par ceux d'une pure réflexion, qui constituerait pourtant pour la philosophie de

l'époque classique la méthode par excellence de la philosophie. La philosophie de la connaissance évolue aujourd'hui à la suite de la science, plus que parallèlement à la science, par des motivations qui lui seraient personnelles. Il semble toutefois légitime de penser qu'il existe dans la théorie contemporaine de la connaissance une lacune que la philosophie seule peut combler et qui concerne très précisément la définition de la rationalité : qu'est-ce qui doit être tenu exactement pour rationnel ou pour irrationnel ? La science ne peut par elle-même répondre à cette question. Seule peut y répondre une théorie générale de la raison, caractérisée simultanément par sa cohérence interne et par son accord avec l'expérience.

Lorsqu'on passe de la physique aux sciences de l'homme, le problème change du tout au tout. Il ne concerne plus la nature de la raison mais son usage. Et le problème porte alors beaucoup

moins sur l'usage que les spécialistes font de la raison, en appliquant telle ou telle méthode de travail dans l'élaboration de la science, que dans celui qu'en font les individus dans leur vie active, indépendamment de toute recherche scientifique. Car, si la physique élabore tout un système de connaissances directement utilisables par les techniciens, les sciences de l'homme ne peuvent qu'aider les hommes dans le choix de leurs décisions, mais non se substituer à eux.

Dès lors, le dialogue essentiel de la philosophie ne s'établit plus avec des savants mais avec des hommes, considérés comme des acteurs, directement responsables de leur propre destinée comme de celle des autres. C'est évidemment ici que l'usage de la raison laisse le plus à désirer. Tel est le problème de tous les moralistes.

Malheureusement, il ne suffit pas de préciser le problème pour le résoudre. De même que l'intelli-

gence du cosmos conduit à demander quelles sont les exigences légitimes de la raison théorique, la recherche de la sagesse oblige à rechercher l'usage qu'il convient de faire de la raison pratique. La réponse est loin d'être évidente. Chaque société, chaque groupe social, à la limite chaque individu, a une conception propre de ce qui est raisonnable ou non et pose à titre d'évidence ce qui n'est souvent que l'expression d'une affectivité personnelle ou d'une expérience contingente. C'est ainsi que l'humanité a pu enseigner au nom de la raison un nombre incalculable de sottises. Ici les sciences humaines et la réflexion du philosophe doivent travailler parallèlement. Il n'existe qu'une rationalité, rationalité éternelle, qui est de découvrir l'universel sous la diversité des passions et des préjugés.

● Philosophe, Auteur de *Critique de la raison aléatoire*.

Hommes d'avant les hommes

Les Urus, le peuple du lac des hauts plateaux andins.

NATHAN WACHTEL :

- Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. A publié la *Vision des vaincus* (Gallimard) et, en espagnol *Sociedad y Biología* (IEP Lina). Prépare un ouvrage sur l'Éthnologie et l'anthropologie historique.

L'Aqueduc et ses Un p

la population de la région
mais sans plus de po

LES membres du conseil d'administration de la Compagnie générale des Eaux de Paris ont élu pour président M. de la Roche, ancien directeur de la Compagnie des Eaux de Paris, et pour vice-président M. de la Roche, ancien directeur de la Compagnie des Eaux de Paris.

Le 12 mai 1962, le président Kennedy a déclaré que l'OTAN était le seul organisme capable de garantir la sécurité collective en Europe. Il a souligné que l'OTAN était le seul organisme capable de garantir la sécurité collective en Europe. Il a souligné que l'OTAN était le seul organisme capable de garantir la sécurité collective en Europe.

[illegible]

La préminence

- Four element	
Poly-Quat. 1000 Poly and recovery on	
	By method
Thick	57.5
Med	64.5
Thin	62.5

Aliments	55,3
Vêtements	19,5
Loisirs	19,6
Services	4,6

1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050
2051
2052
2053
2054
2055
2056
2057
2058
2059
2060
2061
2062
2063
2064
2065
2066
2067
2068
2069
2070
2071
2072
2073
2074
2075
2076
2077
2078
2079
2080
2081
2082
2083
2084
2085
2086
2087
2088
2089
2090
2091
2092
2093
2094
2095
2096
2097
2098
2099
2100
2101
2102
2103
2104
2105
2106
2107
2108
2109
2110
2111
2112
2113
2114
2115
2116
2117
2118
2119
2120
2121
2122
2123
2124
2125
2126
2127
2128
2129
2130
2131
2132
2133
2134
2135
2136
2137
2138
2139
2140
2141
2142
2143
2144
2145
2146
2147
2148
2149
2150
2151
2152
2153
2154
2155
2156
2157
2158
2159
2160
2161
2162
2163
2164
2165
2166
2167
2168
2169
2170
2171
2172
2173
2174
2175
2176
2177
2178
2179
2180
2181
2182
2183
2184
2185
2186
2187
2188
2189
2190
2191
2192
2193
2194
2195
2196
2197
2198
2199
2200
2201
2202
2203
2204
2205
2206
2207
2208
2209
2210
2211
2212
2213
2214
2215
2216
2217
2218
2219
2220
2221
2222
2223
2224
2225
2226
2227
2228
2229
2230
2231
2232
2233
2234
2235
2236
2237
2238
2239
2240
2241
2242
2243
2244
2245
2246
2247
2248
2249
2250
2251
2252
2253
2254
2255
2256
2257
2258
2259
2260
2261
2262
2263
2264
2265
2266
2267
2268
2269
2270
2271
2272
2273
2274
2275
2276
2277
2278
2279
2280
2281
2282
2283
2284
2285
2286
2287
2288
2289
2290
2291
2292
2293
2294
2295
2296
2297
2298
2299
2300
2301
2302
2303
2304
2305
2306
2307
2308
2309
2310
2311
2312
2313
2314
2315
2316
2317
2318
2319
2320
2321
2322
2323
2324
2325
2326
2327
2328
2329
2330
2331
2332
2333
2334
2335
2336
2337
2338
2339
2340
2341
2342
2343
2344
2345
2346
2347
2348
2349
2350
2351
2352
2353
2354
2355
2356
2357
2358
2359
2360
2361
2362
2363
2364
2365
2366
2367
2368
2369
2370
2371
2372
2373
2374
2375
2376
2377
2378
2379
2380
2381
2382
2383
2384
2385
2386
2387
2388
2389
2390
2391
2392
2393
2394
2395
2396
2397
2398
2399
2400
2401
2402
2403
2404
2405
2406
2407
2408
2409
2410
2411
2412
2413
2414
2415
2416
2417
2418
2419
2420
2421
2422
2423
2424
2425
2426
2427
2428
2429
2430
2431
2432
2433
2434
2435
2436
2437
2438
2439
2440
2441
2442
2443
2444
2445
2446
2447
2448
2449
2450
2451
2452
2453
2454
2455
2456
2457
2458
2459
2460
2461
2462
2463
2464
2465
2466
2467
2468
2469
2470
2471
2472
2473
2474
2475
2476
2477
2478
2479
2480
2481
2482
2483
2484
2485
2486
2487
2488
2489
2490
2491
2492
2493
2494
2495
2496
2497
2498
2499
2500
2501
2502
2503
2504
2505
2506
2507
2508
2509
2510
2511
2512
2513
2514
2515
2516
2517
2518
2519
2520
2521
2522
2523
2524
2525
2526
2527
2528
2529
2530
2531
2532
2533
2534
2535
2536
2537
2538
2539
2540
2541
2542
2543
2544
2545
2546
2547
2548
2549
2550
2551
2552
2553
2554
2555
2556
2557
2558
2559
2560
2561
2562
2563
2564
2565
2566
2567
2568
2569
2570
2571
2572
2573
2574
2575
2576
2577
2578
2579
2580
2581
2582
2583
2584
2585
2586
2587
2588
2589
2590
2591
2592
2593
2594
2595
2596
2597
2598
2599
2600
2601
2602
2603
2604
2605
2606
2607
2608
2609
2610
2611
2612
2613
2614
2615
2616
2617
2618
2619
2620
2621
2622
2623
2624
2625
2626
2627
2628
2629
2630
2631
2632
2633
26

[illegible]

L'Aquitaine et ses médias

Un public en attente

La population de la région commence à s'intéresser au pari des nouveaux médias, mais sans plus de passion que le reste des Français. Seuls les jeunes sont vraiment « branchés ».

LES opérations menées par la direction générale des télécommunications pour valoriser l'expérience-vitrine du réseau en fibres optiques de Biarritz, pas plus que l'achèvement des équipes de FR 3 et de Radio-France à faire la preuve des capacités régionales de production audiovisuelle, les avancées de Sud-Ouest dans la télématique ou les initiatives du conseil régional en vue d'encourager les nouvelles technologies de la communication, n'ont, pour le moment, bouleversé les opinions et les comportements des Aquitains.

Les résultats du sondage réalisé en juin dernier par l'IFOP dans les cinq départements de la région sont très proches de ceux fournis par l'enquête nationale de 1981-1982 sur les pratiques culturelles des Français (le Monde du 8 décembre 1982) et par le sondage de décembre 1983 du Centre d'études d'opinion (CEO) sur la notoriété de la télévision par câble et des nouveaux médias. Toutefois, il s'agit d'une première étude localisée dans une région ; seule la poursuite de ce travail pourra rendre perceptible l'évolution des comportements. Pour l'instant, comme dans le reste de la France, la télévision est, pour les Aquitains, le grand moyen d'information de masse sur la vie nationale et internationale ; 70 % des personnes interrogées déclarent la regarder tous les jours (68 % dans l'enquête nationale de 1981-1982). Elle est considérée comme le média qui informe le mieux, sauf dans un domaine, la vie locale. Le journal national et international de FR 3 à 19 heures réussit une remarquable percée (10,2 % d'écoute déclarée tous les jours) alors que le magazine d'actualités à caractère plus régional de 12-13 heures n'a qu'une audience régulière limitée (2,5 % tous les jours).

En revanche, l'intérêt pour les services « grand public », qui pourtant ne fonctionnent pas encore dans la région, est très marqué, la priorité étant donnée à ce qui facilite la vie quotidienne : la tenue d'un compte bancaire ou postal qui arrive en tête des souhaits avec 61 % (pourcentage identique au sondage national du CEO), la réservation de places de train, d'avion ou de spectacles, etc. La visioconférence, c'est-à-dire la possibilité de téléphoner en voyant la personne à laquelle on parle sur un écran, système bien connu dans la région en raison de l'expérience de Biarritz, est deux fois plus souhaitée que les jeux informatiques ; pourtant, la proportion des personnes intéressées (53,5 %) est légèrement inférieure à ce qu'elle était dans le sondage du CEO (56,4 %).

La notoriété des nouveaux moyens d'information et de commu-

nication est loin d'être en rapport avec leur taux de pénétration sur le marché : l'ordinateur personnel et le lecteur de vidéoscope, par exemple, paraissent beaucoup plus connus des Aquitains qu'ANTIOPE ou Télétel. Le micro-ordinateur à usage familial plait qu'à usage professionnel suscite un réel intérêt : 23,6 % déclarent connaître dans leur entourage une personne disposant d'un tel appareil, et 6 % affirment avoir l'intention d'en acheter un au cours des douze prochains mois. Fort intéressés des uns, mais réelle résistance d'autres, plus nombreux, à l'information : 43,2 % des personnes interrogées déclarent n'être « pas du tout intéressées » par une initiation à cette nouvelle technologie.

Ces divergences cachent en fait de profondes différences d'attitude entre les personnes interrogées selon le type d'habitat (la Dordogne rurale est beaucoup moins sensible que la Gironde ou les Pyrénées-Atlantiques aux nouveaux médias), selon la catégorie socioprofessionnelle (les ouvriers sont plus favorables que les cadres et les autres catégories qu'entre les ouvriers et les cadres, par exemple), et surtout selon l'âge. La véritable césure est entre les générations. Plus de la moitié des jeunes Aquitains (51,2 %) sont convaincus que dans les cinq ans qui viennent ils utiliseront le micro-ordinateur, la télévision par câble, le visioconférence ; ils ne sont que 16 % parmi les cinquante ans et plus à avoir la même opinion.

L'avenir dira si l'utilisation de ces nouveaux services et outils par les plus jeunes fera taire d'influence dans l'ensemble de la population, comme ce fut le cas dans le passé pour le transistor, la télévision et le téléphone, ou si, à l'inverse, ce qui tend à se produire dans les domaines industriel et social, on verra aussi, au niveau de la consommation culturelle, se créer une société à deux vitesses.

JEAN-MAIRE DUPONT.

Les données du sondage

Le sondage « Les médias traditionnels et les nouveaux médias en Aquitaine » a été commandité par le conseil régional d'Aquitaine, la direction régionale des télécommunications d'Aquitaine, le Monde, Sud-Ouest, FR 3, la télévision, Radio-France, la direction du développement culturel, la mission « TV-câble », l'Agence de l'information et le CREPAC d'Aquitaine. L'étude a été préparée par le Centre d'études sur les médias et les technologies avancées (CESTA), et le sondage lui-même a été réalisé par l'IFOP, du 22 juin au 2 juillet 1984, auprès d'un échantillon de mille sept personnes des deux sexes, âgées de quinze ans et plus, représentatif de la population de cinq départements de la région Aquitaine (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques). Après vérification et redressement informatique de l'échantillon, huit cent quatre-vingt-neuf réponses ont été prises en compte.

La prééminence de la télévision

1. - Pour chacun des domaines, voulez-vous dire tous les moyens que vous utilisez pour vous informer ?

	Vie nationale	Vie régionale	Vie locale	Vie internationale
Télévision	87,7	68,3	22,3	87,9
Journal	44,8	61,6	59,9	39,5
Radio	42,5	34,2	25,9	38,1
Magazines	34,1	5,8	5,2	13,2

Il s'agit de pourcentages de personnes interrogées ; plusieurs réponses étant simultanément possibles, ces chiffres ne s'additionnent pas.

2. - Parmi les sources d'informations suivantes : radio, télévision, journaux, magazines, laquelle vous a le mieux informé depuis deux ans ? Et ensuite ? Et ensuite ?

	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	Total
Télévision	55,3	26,5	9,3	91,1
Journaux	19,6	38,4	31,6	89,6
Radio	18,6	38,2	24,5	73,3
Magazines	4,6	6,7	18,4	21,7

Il s'agit de pourcentages des personnes interrogées ayant classé en 1^{re}, 2^e ou 3^e position chacun des médias selon la valeur qu'elles attribuent à son information.

L'université d'été, c'est...

- Cinq journées de débat, centrées sur un thème : lundi 27 août, radio ; mardi 28, cinéma ; mercredi 29, formation et culture ; jeudi 30, câble et télévision ; vendredi 31, micro-informatique et télématique.
- Cinq « cartes sur table » :
 - Lundi : Comment les Aquitains vivent les nouvelles technologies, conclusions du sondage réalisé pour l'université d'été, par Hélène Monnet (CESTA).
 - Mardi : Communication et développement régional, le plan aquitain présenté par Philippe Madrelle, président du conseil régional.
 - Mercredi : L'économie sociale, partenaire des nouvelles technologies et aspects culturels, avec Dominique Wallon, directeur du développement culturel, Thierry Jeanze, adjoint au délégué à l'économie sociale, Jean-Louis Rollet, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement.
 - Jeudi : Entreprises privées et service public : l'équilibre, avec Louis-Guy Gayan, directeur du développement du groupe Sud-Ouest, Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio France, Serge Most, directeur général de FR 3, Claude Neuschwander, directeur de TEN-associés, Jacques Poinon, PDG de l'INA, Alain Rousset, directeur de cabinet du président du conseil régional, Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, président de la mission « TV-câble », Marc Tessier, directeur général du groupe Havas.
 - Vendredi : Informatique, télématique, câble, hier de l'avenir du développement régional, avec Charles Garriques, président de l'ADI, Jacques Dondou, directeur général des télécommunications, Alain Roussat.
 - Quatre ateliers (du 26 août au 1^{er} septembre) : cinéma, micro-informatique, télématique, photographie.
 - Un dîner-débat : jeudi, à 20 heures, avec notamment Bernard Schreiner et Henri de Lappe (Caisse des dépôts et consignations), sur le thème « Communication régionale et financement ».
 - Des films seront projetés chaque jour (de 9 h 30 à 14 h 30 et de 21 h 30 à 23 heures), extraits de la nouvelle programmation de l'UFO-LEIS.
 - L'université d'été sera inaugurée officiellement lundi 27 août par Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication, et Philippe Madrelle, président du conseil régional d'Aquitaine. Une vidéotransmission doit avoir lieu vendredi 31 août, à 17 heures, avec Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT.
 - Village Les Bruyères, 33121 Bordeaux-Mérignac, Tél. : (56) 83-35-38.

M. Philippe Madrelle (président du conseil régional) : « Faire de la région une terre d'innovation »

« L'université d'été de Carcassonne-Mauboussin va vous donner l'occasion d'exposer votre plan régional pour la communication. Mais dès qu'un pouvoir politique s'intéresse à ce secteur, on le soupçonne souvent de vouloir exercer son contrôle sur les médias... »

« Si j'avais l'intention de contrôler quoi que ce soit, on pourrait m'objecter à juste titre que le conseil régional n'a, dans ce domaine, aucun pouvoir législatif ou réglementaire. Mon souci est tout autre : faire des techniques nouvelles un vecteur de développement économique de cette région. L'Aquitaine a raté les deux premières révolutions industrielles, elle ne doit pas laisser passer celle de l'image électronique et de l'informatique. La communication représente une chance de donner un nouveau visage à cette région. »

« Le conseil régional va donc consacrer des sommes importantes pour stimuler le développement des nouveaux médias. Il veillera également à ce que ces

nous allons demander que l'antenne régionale soit plus largement ouverte aux productions extérieures. C'est une condition indispensable pour créer un marché, pour développer des entreprises de communication. Mais ce n'est pas la seule : il faut encore que ces productions soient d'un bon niveau professionnel. L'Aquitaine doit faire un effort de formation tant technique qu'artistique pour répondre aux défis des nouveaux médias. C'est un domaine dans lequel le conseil régional va prendre des initiatives. »

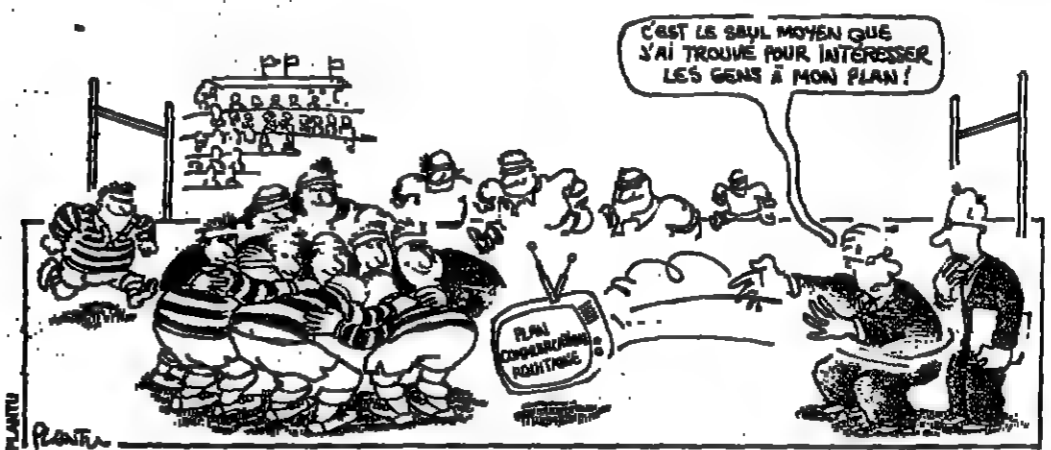
« Nous allons aussi créer une ZIRST (zone d'innovation et de recherche scientifique et technique) pour que des entreprises spécialisées dans l'image puissent venir s'installer en Aquitaine, en bénéficiant d'une infrastructure et de facilités administratives. »

« Le marché régional de l'image sera-t-il suffisant pour les faire vivre ? »

« N'oubliez pas les réseaux câblés qui vont multiplier la dif-

d'éditeur et d'imprimeur et jouisse ainsi d'un monopole de fait sur un nouveau média, alors qu'il a déjà le même monopole sur la presse quotidienne régionale. Nous avons pensé pendant un moment doter la région de son propre centre serveur pour garantir le pluralisme. Nos négociations avec Sud-Ouest nous ont amenés à renoncer à ce projet, qui n'est pas la vocation première du conseil régional. Nous souhaitons en revanche regrouper les éditeurs en télématique dans une structure qui assure la diffusion des services et garantisse un accès dans les meilleures conditions au serveur Télésud. On préservera ainsi une concurrence effective entre les serveurs, pour obtenir, par exemple, les aménagements techniques nécessaires à l'essor de ce nouveau média. »

Il importe aussi, et nous en avons discuté avec les PTT, que l'équipement en terminaux Minitel ne soit pas exclusivement réservé aux zones urbaines, pour permettre le développement d'expériences originales en mi-



seur se fasse dans un cadre plurimédia, auquel je suis personnellement très attaché.

« Vous intervenez directement dans le financement du service public décentralisé. »

« La Région dépense 1 million de francs par an pour le studio de télévision régionale et pour aider FR 3 à mieux couvrir l'actualité de la région. Les conseils généraux de la Gironde, des Landes et de la Dordogne ont largement contribué au financement des stations décentralisées de Radio-France. Ce n'est pas pour cela que je passe plus souvent sur les antennes, bien au contraire ! »

« Je pense que le service public reste le meilleur garant du pluralisme et de la qualité face à la multiplication d'initiatives plus commerciales et j'estime - comme le président de Radio France l'a écrit récemment dans vos colonnes (1) - que l'effort de décentralisation doit être poursuivi. »

« Un grand nombre d'entreprises de communication en Aquitaine estiment pourtant que FR 3 ne fait pas un effort suffisant pour dynamiser la production régionale. »

« Dans les conventions qui nous lient à FR 3-Aquitaine,

fusion de programmes et de services. En Aquitaine, Bordeaux, Bayonne, Mont-de-Marsan, Marmande et Pau ont déjà posé leur candidature auprès des PTT. Nous avons déjà le réseau de Biarritz, dont l'avance technologique doit attirer les entreprises et qui, dans le cadre d'URBA-2000, va s'étendre à Bayonne et à Anglet. Le conseil régional a financé l'étude de faisabilité en cours, de même qu'il a contribué à faire du casino Bellevue de Biarritz une tête de réseau équipée du matériel le plus moderne et qu'il va aider au démarrage d'un canal réservé aux productions régionales. »

« Voilà pour le marché régional. Mais si l'Aquitaine mise sur la communication, c'est aussi pour s'intéresser aux marchés des autres régions et, pourquoi pas, fournir des équipements et des programmes aux médias nationaux. »

« Votre région va connaître aussi, avec l'installation de l'annuaire électronique, le développement de la télématique. Lors de la dernière université d'été d'Aquitaine, vous vous inquiétiez de la position dominante du groupe Sud-Ouest dans ce domaine. »

« Il n'est pas bon qu'un seul groupe cumule les fonctions

lieu rural ou scolaire. L'aide de la Région est déjà allée à de nombreuses initiatives télématiques, notamment dans le domaine touristique. Elle servira aussi à créer à Bayonne, en liaison avec la chambre de commerce, un Institut du logiciel, pour que l'on puisse faire aussi des programmes informatiques en Aquitaine. »

« La communication n'est pas un thème électoral très rentable. Quelle est la réaction des élus et de l'opinion à votre politique ? »

« J'ai sûrement plus de succès quand je lance l'idée d'un nouveau stade de football à Bordeaux ! Mais investir dans la communication ne se mesure pas à court terme. Le conseil régional se doit de prendre ses responsabilités, d'anticiper sur le redéploiement industriel, comme il l'a fait avec l'Institut des matériaux composites ou le plan productique. Il faut que l'Aquitaine soit perçue - à la fois par les élus et par l'opinion - comme une terre d'innovation, et plus seulement comme le pays du bordelais et du foie gras. »

Propos recueillis par

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Le Monde du 14 août.

Communication
Vacances
Informatique
Télématique
Cinéma
Audio-visuel

CREPAC d'Aquitaine

Formations pour tous publics, au menu ou à la carte.

Catalogue et projets sur demande
BP 36 - 33036 BORDEAUX CEDEX. Tél. (56) 81-78-40

Vidéo
Economie sociale
Photo
Artisanat
Plein air et sports
Activités culturelles

Le troisième âge de « Sud-Ouest »

Quarante ans après sa fondation, le grand quotidien régional rajeunit. Beaucoup plus qu'un lifting.

29 août 1944 : *Sud-Ouest* remplace la *Petite Gironde*. 17 septembre 1984 : quarante ans plus tard, la nouvelle formule du quotidien frappe les trois coups d'une « année image » destinée à montrer au public que le quotidien de la région n'arrête pas d'épouser son temps (1). C'est le troisième âge de *Sud-Ouest* : après la mort de Jacques Lemoine, Henri Amoureux avait marqué de son empreinte, dans les années 70, une première cure de rajeunissement ; Jean-François Lemoine, le fils du fondateur (quarante et un ans), dirige aujourd'hui ce qui pourrait bien être dans la région une petite révolution journalistique.

« Les journaux régionaux ont connu de lentes dérivées par rapport à leurs lecteurs », constate le directeur général. Le contenu rédactionnel est devenu plus fade, les opinions se sont émoussées, on a tendance à devenir unanime. Un assourdissement — la vente stagne autour de 365 000 exemplaires — que la position hégémonique du groupe *Sud-Ouest* dans la région ne peut que renforcer. Puisque le réveil ne peut pas être le résultat d'une concurrence externe, c'est au journal à se réformer lui-même.

« Ça vient de loin », confirme André Abadie, rédacteur en chef adjoint et responsable du projet de nouveau rédactionnel avec Gérard Fleux. Depuis plusieurs années la ré-

daction s'interroge sur le journal qu'elle fabrique. Il fallait « nous remettre en cause sans remettre en cause notre lectorat ». Que pense-t-il ce lectorat ? Pour en savoir plus, on fait appel à un institut spécialisé, la COFREMCA, qui livre ses conclusions en 1983. Constat global : les lecteurs ont une idée étonnante de leur journal, auquel celui-ci ne répond qu'imparfaitement. Il est trop distant, il manque de chaleur. La COFREMCA recommande un journalisme plus clair, plus explicatif, mais aussi plus engagé : le lecteur aime à confronter son jugement avec celui des journalistes.

Étape suivante (printemps-été 1983) : quatre commissions de travail, réunissant quelques soixante journalistes, plangent sur les mêmes questions (pages générales, information locale et régionale, sports, culture-loisirs), sans connaître les indications fournies par la COFREMCA. « Les convergences étaient nettes, indique André Abadie, mais exprimées différemment ». Chaque commission fournit un rapport et la synthèse est faite par la rédaction en chef.

En septembre 1983, la direction du journal confie au groupe « Editorial » (Jean Bayle et Claude Maggiori) la réalisation graphique du projet rédactionnel. « Editorial » n'est pas inconnu des lecteurs du *Monde*, puisqu'il avait réalisé en

1979 la maquette du *Monde Dimanche*. Après *l'Humanité*, *Libération*, *Sud-Ouest* est le premier grand quotidien régional qui portera sa marque. Un numéro zéro sort en juin 1984, et traduit déjà techniquement le « cahier des charges » du nouveau. On procède actuellement aux derniers ajustements avant le jour « J ». Entre-temps, les responsables du projet font le tour des points. En juin d'abord, avec le numéro zéro (2) : « Les journalistes se sont trouvés éblouis à l'aise dans ce costume », commente André Abadie ; ces jours-ci, avec une véritable « charte rédactionnelle » de soixante pages mise au point par Gérard Fleux. La future bible du journaliste de *Sud-Ouest*.

La nouvelle formule introduit de nombreux changements. La plus visible, le « choc » pour le lecteur, sera une « une » différente avec un « logo » (le titre du journal) noir souligné de rouge, alors que l'ancien était rouge. Tentons d'aller à l'essentiel.

« Une autre mise en page, verticale, plus standardisée au long du journal, plus claire. La lisibilité a été recherchée systématiquement. La maquette fait davantage appel à la typographie (photos, dessins, graphiques). La grille comprend un sur-titre (rubrique) et un sous-titre de type magazine.

« Une hiérarchie plus poussée dans l'information. Chaque page a son article dominant, de longueur variable ; les autres sont obligatoirement beaucoup plus petits (filiés, brèves regroupées). Parmi les buts visés : présenter l'information de la même façon dans les pages de politique étrangère ou intérieure, et dans les pages d'information locale, sportive ou culturelle. « C'est la première fois que tout est codifié », remarque Paul Rigoux, secrétaire général du quotidien. Il y a une volonté d'obliger, par la présentation, les journalistes à adopter une unité de langage et à avoir « la religion du choix ».

« Favoriser le journalisme d'explication et de commentaire. La nouvelle maquette prévoit des emplacements pour des « dossiers », des enquêtes, et surtout des petits billets où l'on annonce clairement le contenu : « commentaire » ou « opinion ». On en trouvera aussi bien en politique étrangère qu'en page « faits divers » (ils seront regroupés en page 6) ou dans les pages locales et départementales.

« Donner une dimension culturelle plus forte. Un ensemble de pages (ici on dit « segment ») culture-loisirs-société est créé en fin de journal. Les rédacteurs spécialisés qui les réaliseront sont regroupés avec l'équipe de *Sud-Ouest dimanche*, le quotidien du septième

jour relancé en 1979 par Louis-Guy Gayan (directeur du développement du groupe) et Pierre Veilletet. (3)

À travers cette maquette, c'est beaucoup plus qu'un nouveau « look ». C'est un journalisme différent qui est proposé. Car en réorganisant la mise en page, en imposant un cadre, les responsables du projet espèrent que les journalistes vont se libérer de servitudes anciennes pour faire jouer leur créativité, aller davantage sur le terrain, écrire sur un autre ton. Et dans ce pays de verbe, la forme importe aussi. Pour Jean-François Lemoine, il doit y avoir « enrichissement de la tâche journalistique » et « travail plus intelligent ». L'objectif : faire un journal plus vivant, en pratiquant « un journalisme de compétence qui nous permettra d'ouvrir le débat ».

Cet agencement rédactionnel — rare dans les grands quotidiens régionaux — couronne en quelque sorte un renouvellement important des structures et des hommes. En quelques années, la vieille génération a fait place à des responsables plus jeunes, et ce dans tous les secteurs : rédaction en chef, imprimerie, vente. La moitié de l'équipe de direction a changé. *Sud-Ouest* a repris la maîtrise de sa publicité locale et régionale (autrefois partagée avec Havas), il intensifie ses actions de vente (portage à domicile) et de promotion, il a modernisé son information de photographes et fait

l'acquisition en 1984 d'une nouvelle rotative couleur (35 millions de francs).

Venant après la réorganisation des rédactions départementales et la relance de *Sud-Ouest dimanche*, c'étaient surtout de « probables », selon le directeur général du groupe, à un véritable projet rédactionnel, dont chacun reconnaît, avec Gérard Fleux, un mois avant de basculer, qu'il s'agit d'une « partie à jouer ». Apparemment, le journal a suffisamment d'atouts dans sa main pour le gagner.

YVES AGNÈS.

(1) Elle sera notamment marquée par un renouvellement du graphisme utilisé dans tous les secteurs du journal (promotion, publicité...), par une exposition biennale dans les villes de la région sur le thème « *Sud-Ouest* et le Sud-Ouest », et par la construction d'un nouveau bâtiment, qui, accolé à l'hôtel XVIII^e de la rue de Chervens, sera la nouvelle entrée du journal (coût : 2,5 millions de francs). L'ensemble de ces actions : la modernité et l'efficacité.

(2) La rédaction de *Sud-Ouest* compte 230 journalistes, dont 117 hors Bordeaux et Paris (8 journalistes) ; parmi eux, une vingtaine de photographes.

(3) *Sud-Ouest dimanche* connaît maintenant une bonne progression de ses ventes et a dépassé depuis deux ans son niveau antérieur au changement de format et de prix.

Le mirage ou la terre de cocagne

La communication peut-elle aider au développement d'une région ? L'Aquitaine a des atouts.

Le développement des techniques de communication sera-t-il vraiment l'occasion de relancer l'économie régionale ? Faut-il, oui ou non, miser sur le câble et la télématique ? Où investir ? Comment éviter de commettre des erreurs dans un domaine encore si flou, où il est si difficile de faire la part entre le possible et l'illusoire, le nécessaire et le superflu ?

Entre le foisonnement des projets nourris par le gouvernement, « *Lébas, à Paris* », — dont on ne comprend pas toujours les subtilités ni la cohérence — et les propositions d'investisseurs nationaux, les intérêts locaux y trouveront-ils leur compte ?

Alléchés par les promesses que portent en elles les nouvelles technologies de communication mais freinés par les difficultés d'y voir clair, les responsables politiques locaux n'ont pas la tâche facile. En Aquitaine pas moins qu'ailleurs, où le conseil régional a commandé une étude pour débroussailler le terrain. Une étude financée aussi par la DATAR et l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), qui a prévu le concours de deux de ses chercheurs.

Leurs conclusions ? L'Aquitaine a de quoi faire, mais... Mais si elle veut saisir les chances d'un nouvel essor, il lui faudra déployer le plus vite possible son effort dans certaines directions très précises.

Le « potentiel de communication » de la région est, en effet, loin d'être négligeable. Du côté des activités de « contenus », ce n'est pas une surprise, deux géants dominent : le groupe *Sud-Ouest*, avec un chiffre d'affaires d'environ 800 millions de francs, 1 500 salariés, 4 000 correspondants « sur le tas », et FR 3, qui emploie 170 personnes et dispose d'un budget de 43,5 millions de francs. Les auteurs de l'enquête relèvent aussi : c'est important — que la station régionale a décidé d'installer cinq « boîtes noires » pour faciliter la « remontée » par voie hertzienne de documents audiovisuels réalisés dans les départements de sa zone de couverture.

La production audiovisuelle locale « témoigne également d'une certaine vitalité », selon l'étude. De nombreuses petites structures alimentent des secteurs très divers, comme la formation permanente, le monde rural, les entreprises ou la vie culturelle. Au total, une cinquantaine d'entités privées ou associatives parviennent même à faire vivre, « difficilement », certes, quelques deux cents personnes.

Loin de boudier les nouvelles possibilités d'expression apparues récemment avec la télématique et les radios libres, l'Aquitaine s'est au contraire engouffrée dans la brèche : 73 stations ont été agréées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, une quinzaine de serveurs d'informations ou de services se sont constitués.

Si le marché publicitaire n'est pas florissant, il se chiffrait malgré tout à quelque 500 millions de

francs, dont 300 millions transitaient par la cinquantaine d'agences présentes sur place.

Les activités de « contenus » dans le domaine de la communication sont également bien présentes avec les établissements de Thomson-CSF, de la CSEB, de la SAT, ou de grandes entreprises étrangères, telles que Siemens, IBM, et Sony. Au bout du compte, les activités de communication — dans un sens large — occupent au bas mot 40 000 personnes dans la région.

L'Aquitaine serait donc plutôt bien lotie pour aborder le mirage de la communication, si l'on considère sa présence sur tous ces créneaux. Il demeure que pour 0,5 % la population active est tournée vers ces activités, au taux assez faible, notent Nathalie Coets et Lionel Leveseur, en regard de la moyenne nationale, estimée à 4 %.

Les deux chercheurs estiment, en outre, que le développement de la communication risque d'être freiné par une série de facteurs défavorables qui s'agencent au fil de leur rapport : une production audiovisuelle ayant « fonctionné en circuit fermé » avec des conséquences sur la qualité « qui dénotent un manque de maturité tout à la fois technique et artistique » ; un secteur de publicité « majoritairement formé de petites entreprises situées dans des secteurs traditionnels ou en déclin » ; celui de l'édition serait surtout occasionné de « petites entreprises qui ne se sont pas toujours adaptées aux mutations technologiques » ; un réseau de salles de cinéma, enfin, qui « dissimule des inégalités criantes » entre les zones

côtières, où les salles sont concentrées, et l'arrière-pays.

Si la création en cours d'une agence pour le développement régional du cinéma laisse espérer un réajustement dans ce domaine, l'Aquitaine reste pour l'heure pénalisée par d'autres handicaps. D'une façon générale, la région souffre d'un manque de compétence dans les « métiers plaques tournantes » de la communication, c'est-à-dire toutes ces activités que l'on peut situer entre celles qui requièrent de gros investissements et un savoir-faire éprouvé (presse quotidienne, télévision grand public) et celles qualifiées « à faibles barrières d'entrée » (radio locale, services télématiques, par exemple), telles que la production de longs métrages, la programmation de chaînes de télévision thématiques ou l'exploitation de spectacles vivants.

Deuxième problème majeur, celui du financement : « Le tissu de la communication régionale est avant tout constitué de petites entreprises et associations dont les moyens financiers ne permettent pas une adaptation rapide aux évolutions », est-il diagnostiqué. D'autre part, « l'action des deux piliers régionaux de la communication (*Sud-Ouest* et FR 3), si elle est offensive, ne contribue pas toujours à stimuler l'activité des acteurs ».

La décision du gouvernement de lancer le pays dans une vaste planche va-t-elle donner un nouvel élan décisif aux métiers de la communication et permettre de créer des emplois en région ? La configuration particulière de l'Aquitaine, où de vastes zones rurales prédominent (arrière-pays landais, Lot-et-

Garonne, Dordogne), ne prédispose pas à l'implantation de réseaux de communication. Si on retient le critère de rentabilité d'un réseau câblé énoncé par Télédiffusion de France (TDF) (ville de plus de cent vingt mille habitants), seuls trois pôles semblent être propices : la côte basque et les agglomérations bordelaises et palaises.

Tout en soulignant les effets positifs que pourra avoir le câble, les deux chercheurs estiment que « l'ouverture de ces nouveaux débouchés ne doit pourtant pas faire illusion ».

La croissance du secteur est évaluée à l'aide de deux scénarios chiffrés, prenant des hypothèses différentes en compte. Le premier table sur la présence de cinq sociétés d'exploitation de réseaux (SLEC), quarante mille prises et douze mille abonnés en 1989. Sur cette base, la production audiovisuelle locale passerait de 20 millions de francs en 1984 à 32 millions en 1989. Le nombre d'emplois nouveaux créés serait d'une soixantaine par an pendant la même période. Une variante, spéculant sur une implantation simultanée de télévisions hertziennes locales — solution, on le sait, rejetée en ce moment par le gouvernement, — qui permettrait de multiplier par deux le nombre de téléspéctateurs touchés, aboutit à un doublement du chiffre d'affaires audiovisuel et à la création de 80 emplois tous les ans.

Si l'apparition de nouveaux médias a toutes les chances de se révéler comme très positive pour la région, elle ne transformera pas, selon l'étude, l'Aquitaine en une « Californie française ».

La fragilité de ce développement impose, aux yeux des auteurs, la définition d'une politique affinée de soutien et d'incitations de la part des pouvoirs publics locaux. Une politique devant élargir les débouchés offerts à la production locale et lui permettre d'atteindre un niveau de maturité suffisant. Les deux chercheurs de l'INA insistent sur le caractère décisif que revêt l'obligation de multiplier les structures d'échanges (agences, pools, etc.), qui permettraient aux différents médias de disposer d'un maximum d'informations ou de productions et de les amortir. Enfin, ils n'hésitent pas à recommander aux acteurs locaux d'apprendre « à tourner », « à écrire » (des scénarios par exemple) et à « compter ».

Aux responsables politiques d'organiser ces nouvelles pratiques en « faisant faire » plutôt qu'en « faisant » eux-mêmes, afin de donner à la communication cette dimension qu'elle n'a pas encore, celle d'une activité économique mûre. C'est la condition sine qua non énoncée par le rapport pour que la communication devienne cette terre de cocagne tant souhaitée souvent dans les régions, au lieu de n'être qu'un mirage.

ERIC RICHÉ.

Les yeux d'Alice

Une banque de données expérimentale d'informations culturelles.

ELLE a des yeux verts et des boucles d'oreilles jaunes. C'est ALICE. Elle symbolise le programme expérimental de l'Agence Locale d'Information Culturelle, dont les participants de l'université d'été vont connaître un sous-produit : un programme spécial de trois cent cinquante pages-décors, mis au point pour les vacanciers de Carcass-Maubuisson, et diffusé dans la station sur quelque vingt-cinq Minitel (dont une douzaine dans des lieux publics) (1). Elle voit tout (ou presque) ce qui se passe en Gironde et le traduit dans ce nouveau langage auquel on s'habitue peu à peu : la télématique.

« Ici, la culture a quinze ans de retard chez les élus locaux et les décideurs divers. Un petit groupe s'approprie les activités culturelles, le grand public n'est pas suffisamment informé », Anne-Marie Simon, la présidente déléguée du Conseil départemental de la culture (CDC, émanation du conseil général de la Gironde, présidé par Philippe Madrelle), appelle un chat un chat, au risque de se voir reprocher son franc-parler. Faire un programme télématique culturel, accessible au grand public et centraliser en même temps l'information — « connecter le maillage des petites et moyennes diffuseuses de la culture avec les quelques gros » — voilà le projet. Une demi-douzaine de mordus (dont Gérard Lion, le directeur de l'animation de SIGMA-Aquitaine, Martine Xuerf et Eric Pethomme, un informaticien des Télécom) et une première tranche financière de 1,4 million de francs (2), et l'affaire prend tournure à vue d'œil.

Ce que l'on aperçoit d'abord, c'est la richesse du graphisme coloré d'ALICE, sa clarté aussi. Ensuite, en appuyant sur les touches du clavier, on découvre la facilité d'accès à l'information. « Nous nous sommes placés du côté du public. Il nous a fallu concevoir une informatique sophistiquée en amont pour simplifier en aval la tâche de l'utilisateur. » En planotant quelques quarts d'heure, on se rend compte aussi de l'objectif visé : l'accessibilité. L'agenda d'ALICE (les manifestations peuvent être entrées un an à l'avance et l'ordinateur fait des mises à jour automatiques) en porte témoignage. En préparation : un carnet d'adresses complet, avec une fiche détaillée sur chaque association, chaque organisme, chaque salle de spectacle. A usage professionnel.

Première difficulté : le recueil de l'information. Actuellement, cinquante points du département, équipés de Minitel (hélas, pas de couleur sur le matériel loué par les PTT...) envoient à ALICE les renseignements de toute nature, qui sont retransmis par l'équipe avant d'être injectés

dans le programme (le fait est une unité de son). Ce sont des établissements culturels des mairies, des associations, des syndicats d'initiative, des comités d'entraide, etc., qui reçoivent en retour le programme.

Deuxième difficulté : le quinquennat. ALICE fonctionne actuellement avec le serveur ALICE de la Direction régionale des télécommunications. Insuffisant. Mme Simon et son équipe recherchent donc un autre outil informatique, mais qui joue le rôle d'un imprimeur par rapport à un éditeur, sans poser de contraintes techniques et en laissant le dernier libre de son produit. « Il faut inventer la fonction d'éditeur en télématique », estime la directrice du CDC. Si y a standardisation des produits autour d'un seul serveur, il n'y aura pas de problème. Si au contraire on favorise de multiples initiatives, le marché se développera. « Visé à travers ce projet : Télédiff, le serveur du groupe *Sud-Ouest* allié au G. CAM (filiale de la Caisse des dépôts et consignations), qui entend jouer un rôle de service public dans ce domaine. Le conseil régional d'Aquitaine, qui avait un moment envisagé d'investir dans le « hard », y a renoncé. La question est surtout politique que technique, bien sûr. Du côté des socialistes — Anne-Marie Simon est militante —, on continue de soutenir « que *Sud-Ouest* n'ait pas toutes les cartes de la région en main » en matière de communication. Réponse tranquille de Jean-François Lemoine, directeur général du groupe : « La nouvelle logique que nous avons avec Télédiff n'est pas celle d'une possession exclusive ».

En attendant, ALICE s'arrête, évolue. L'équipe voudrait « se mesurer à la réservation », travailler avec le secteur du tourisme, et multiplier les « costumes sur mesures », tel le programme de Carcass-Maubuisson. Une banque de données est demandée par le Conseil d'archéologie, d'université et d'environnement (CAUE) pour les petites communes ne disposant pas de services techniques. « La télématique est chère, constate Anne-Marie Simon. Son succès dépendra de la capacité des « éditeurs » à mettre au point des programmes adaptés chaque fois à la demande des utilisateurs ».

Y.A.

(1) Il y a environ deux mille terminaux Minitel en Gironde.
(2) Un budget de fonctionnement de 1,1 million de francs en 1984 (650 000 F du conseil général, 250 000 F du ministère de la culture, 200 000 F de la DATAR). En équipement : 200 000 F de la DATAR et 100 000 F du ministère de l'Industrie. Sans compter des aides diverses à l'emploi.

Le CREPAC d'Aquitaine

Le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle est l'émanation régionale des cinq fédérations départementales des œuvres laïques, qui regroupent 2 296 associations en Aquitaine au sein de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Le CREPAC d'Aquitaine a assuré des fonctions de représentations, de propositions de gestion et de services s'adressant aux enseignants, aux responsables d'associations et des collectivités locales, aux individus et aux décideurs.

Son action, menée dans les secteurs éducatifs, culturels et d'éducation populaire, s'appuie sur divers services bien éparpillés regroupés dans de nouveaux locaux :

- Diffusion du film par sa cinémathèque (OROLEIS).
- Diffusion de cassettes vidéo institutionnelles.
- Conseils et vente de matériels audiovisuels et de

publications culturelles (EDULIS et CITEVOX).

- Service formation.

- Centre régional micro-informatique et télématique (CRMIT).

- Secteur culturel : diffusion culturelle, Fédération théâtre.

- Organisation de manifestations régionales : chant choral à Saint-Sever, festival audiovisuel à Sarlat, pratiques sportives à Agen, festival théâtre à Sainte-Foy-la-Grande.

- Secteur plein-air et sports (UPOLEP-USEP).

Des conventions permettant au CREPAC de travailler avec l'Agence pour le développement régional du cinéma, la Fondation X 2000, la Mission « TV-Cible », la DATAR ou le conseil régional d'Aquitaine pour diverses études.

● CREPAC Aquitaine, BP 36, 33036 Bordeaux Cedex, tél. : (56) 81-78-40.

LA VOIE AQUITAINE

Les industries de la communication

L'Aquitaine, une très grande région de France. Cinq départements
DORDOGNE - GIRONDE - LANDES - LOT-ET-GARONNE - PYRENEES-ATLANTIQUES.

Près de 2 700 000 habitants.

Diverse, différente, vivante et unie par son influence et
ses caractéristiques humaines, historiques, culturelles. Cinq destinées :
la mer, la rivière, la vigne, la forêt, la montagne.

La communication en Aquitaine, une vocation

Un passé prestigieux - Une vocation historique et profonde. L'esprit humain y est né il y a 300 000 ans. Les romains l'appelaient Novempopulante, la région des neuf peuples. L'une des premières universités de France y vit le jour en 1441, à Bordeaux. Aujourd'hui, l'Aquitaine a quatre universités, cinq grandes écoles nationales, des instituts de transfert de technologie... Lieu de synthèse des langues et des cultures de la France du Midi et de la France du Nord, l'Aquitaine a toujours été avec les autres, proches ou lointains, par une longue pratique des relations internationales.

Un présent actif - Forte de son expérience et de ses traditions solidement ancrées, mais avec un esprit moderne et innovateur, l'Aquitaine joue son rôle de grande région, consciente de ses atouts, face aux mutations économiques et sociales inéluctables. Avec Bordeaux, 6^e port de France, point de rencontre des deux axes ferroviaires Paris-Espagne, Atlantique-Méditerranée, à 3h50 de Paris demain par le TGV ; d'excellentes liaisons avec les grandes métropoles régionales ; un aéroport international, cinq aéroports régionaux et un système routier de haute qualité ; l'Aquitaine est ouverte sur la France, l'Europe et le monde. Très importante région industrielle. Premier producteur national d'énergie primaire, premier bassin d'emploi aéronautique et spatial européen, avec Bordeaux, 3^e pôle électronique français et de multiples références qui comptent dans la plupart des secteurs d'activités, l'Aquitaine est bien équipée. Pays d'espace et de vie, l'Aquitaine prépare l'avenir avec les entreprises de demain.

Des initiatives et des réalisations pour l'avenir

Forte d'expériences, riche d'enseignements, la région et ses départements se sont engagés dans la voie du réalisme solide doublé d'une volonté opiniâtre de construire l'avenir. Concentrer des activités d'enseignement, de recherche et de production ; associer ces potentiels ; favoriser le transfert continu des technologies et des savoir-faire au profit de la modernisation et de la transformation de l'économie de la région ; créer une ville témoin des nouvelles technologies - URBA 2000 - ; aménager une zone d'innovation pour les entreprises. C'est la voie Aquitaine.

Un objectif prioritaire - Les industries de la communication - Informatique, télématique, télévision, câble, image et son ; la région définit ses choix pour forger le fer de lance de son développement. Réunir les hommes, rassembler les connaissances, accueillir les idées, concevoir et produire équipements et programmes. Transmettre, diffuser et exporter. Faire de l'Aquitaine une région pilote. C'est la finalité du Plan Aquitain.

L'événement - 5^e UNIVERSITE D'ETE DE LA COMMUNICATION du 26 août au 1^{er} septembre 1984. En GIRONDE, à CARCANS-MAUBUISSON sur la base d'animation de BOMBANNES remarquablement équipée et organisée pour la REFLEXION, la CONCERTATION, la DECISION, l'ACTION. Le point de rencontre des professionnels et des techniques.

Pour communiquer avec l'Aquitaine

CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE, 24, rue Esprit des Lois - 33077 BORDEAUX CEDEX
Tél. (56) 44.49.44..

CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE - Esplanade Charles-De-Gaulle - 33074 BORDEAUX CEDEX
Tél. (56) 96.81.33.

Jeu vidéo à la française

Grâce à l'initiative publique, des fous d'informatique peuvent réaliser notre rêve commun : jouer en travaillant.

À première vue, l'astérisque sur l'écran n'a rien de la Silicon Valley et, même si elle rêve d'imiter ses sœurs californiennes, la jeune société de jeux vidéo Ludia reste bien française. Dans son bureau, on trouve le discours du ministre de la culture sur les industries culturelles, l'aide de l'agence publique Octet et, pour assumer le risque de l'entreprise, un étrange cocktail de capitaux où voisinent la Ligue de l'enseignement, le CREPAC d'Aquitaine et TEN, la société de conseil de Claude Neuschwander.

Dans les locaux provisoires prêtés par le CREPAC, les micro-ordinateurs s'entassent dans le désordre des canidates pleines et des bouteilles vides. À 9 heures du matin, Stéphane Grivet, le jeune gérant de Ludia et son seul salarié pour le moment, n'est pas très réveillé. La nuit, comme toutes celles du mois précédent, a été courte : il ne reste que quelques jours pour présenter à l'université d'été de Carcassonne le premier jeu de Ludia, un jeu d'aventure intitulé « Les aventures de Néo ». C'est drôle, bien ficelé, mais, surtout, le dialogue avec l'Apple II se fait en français avec une syntaxe particulièrement soignée. On devine derrière le prétexte ludique l'intention éducative, la reconquête culturelle.

La démonstration, convaincante, appelle pourtant une question : n'est-ce pas une goutte d'eau dans l'océan des programmes américains ou anglais, une initiative bien risquée au moment même où le marché des jeux vidéo semble s'effondrer aux

États-Unis ? Stéphane Grivet retrouve d'un coup tout son enthousiasme : « Nous arrivons à un tournant. Le public s'est lassé des jeux d'arcades, qui font appel aux seuls réflexes et qui perdent tout intérêt au bout de quelques semaines. Il attend aujourd'hui des produits ouverts qui développent la créativité individuelle. Dans la foule de ce jeu d'aventure, nous allons commercialiser son logiciel, un programme qui permettra à tout un chacun de fabriquer son propre jeu d'aventure. Le pari de Ludia, ce sont ces « intelligents » destinés à satisfaire toute la gamme du public, de l'enfant qui apprend quelques notions d'économie au détour d'un jeu jusqu'au passionné de programmation. »

Pour appuyer son plaidoyer, Stéphane Grivet allume d'autres écrans. Sur l'Apple II voisin s'élance un jeu d'exploration de la ville de Bordeaux. Sur le TO 770 de Thomson, choisi par l'éducation nationale pour équiper ses établissements, l'équipe de Ludia étudie un langage-séquence capable de générer des cours sur n'importe quelle matière scolaire. Les projets ne manquent pas. Depuis le mois d'avril dernier, Stéphane Grivet reçoit, écoute, accumule les idées. Dans les locaux de la rue Esprit-des-Lois défilent des informaticiens, des graphistes, mais aussi des étudiants en architecture ou en gestion, des professeurs. Presque toujours des jeunes entre dix-sept et trente ans.

« Il ne faut rien écarter a priori, explique Stéphane Grivet, savoir refus-

ser le cinquantenaire version de Pac-Man mais sauver, derrière, l'idée utilisable. Il faut constituer un réseau de créateurs prêts à investir leur temps et leur imagination en échange d'une formation. » L'équilibre d'une société de logiciel est délicat, surtout à ses débuts, et les rapports avec les futurs créateurs passent par la confiance avant tout contrat. Stéphane Grivet ne perd pas de vue la sanction commerciale sur un marché difficile. L'ancien élève de l'École supérieure de commerce de Bordeaux sait qu'il ne peut pas se tromper sur ses premiers produits, qu'il doit ordonner ce foisonnement un peu anarchique pour permettre à Ludia de sortir quatre jeux par mois à partir de 1985. Il passe le reste de son temps à démarcher les circuits de distribution, à dialoguer avec les gros éditeurs.

Curieux métier où les séances de brainstorming sur les scénarios et les tous rires collectifs à 3 heures du matin voisinent avec les angoisses devant la rigueur d'un marché où chaque semaine des sociétés déposent leur bilan. « Bien sûr, il y a des risques et il faut accepter de s'investir sans compter. Mais quel plaisir de travailler sur de la matière grise, de ne pas avoir de cloisons, de faire des jeux vidéo tout en imaginant des produits thématiques ou des utilisations publicitaires. Ma position et mon salaire seraient sans doute plus intéressants chez IBM ou Thomson, mais c'est bien plus excitant ici ! »

J.-F. L.

Les activistes du futur

À Bayonne, la petite équipe d'URBA 2000 ouvre les sentiers de la nouvelle communication.

UNE aguilante récente pourrait laisser croire que les Basques ne sont que poseurs de bombes, incendiaires de voitures ou de cafés. Ce serait oublier ceux qui posent des câbles, des micro-ordinateurs ou plus simplement ont des idées. Ces bombes-là n'ont pour ambition que d'annoncer un peu plus vite l'explosion du futur, une explosion pour laquelle le Pays basque s'est porté volontaire. Le district urbain Biarritz-Anglet-Bayonne (BAB) est en effet l'un des deux sites (avec la région de Lille) retenus par le plan URBA 2000, annoncé en septembre 1983 par le président de la République et destiné à concentrer en un même lieu l'ensemble des nouvelles technologies.

À l'inverse de bien des missions interministérielles, URBA 2000 n'a pas pour vocation directe la multiplication des équipements ou la croissance industrielle. Le petit commando de trois personnes, à pied d'œuvre depuis six mois, se préoccupe avant tout du développement des usages, de leur complémentarité, de leur réaction en chaîne. Que se passera-t-il, par exemple, si l'informatique se met à verser les données administratives, à modifier les trajets des autobus à la demande des usagers, à interconnecter les lycées et les bibliothèques, et à

gérer directement les permis de construire ?

Qu'advient-il de la vie culturelle locale si l'on ouvre un centre de production audiovisuelle au casino Bellevue de Biarritz, si l'on installe un serveur télématique pour diffuser des informations pratiques, si l'on place des vidéo-projecteurs dans une vingtaine de salles de cinéma ? Et si on ajoute à tout cela un institut universitaire de technologie spécialisé en informatique, un institut du logiciel pour la formation des entreprises, des centres d'animation mettant à la disposition des habitants du matériel audiovisuel et informati-

que ? A toutes ces questions, qui concernent notre futur collectif, le Pays basque est en train de donner une réponse concrète, vivante. « Nous ne cherchons pas à nous substituer aux collectivités locales, aux entreprises, aux associations », explique Gabriel Daré, l'un des « activistes » d'URBA 2000. « Nous aidons simplement ces différents acteurs à monter plus rapidement leurs projets. À vaincre les obstacles administratifs, techniques ou financiers. »

Car le chemin du futur est semé d'embûches, liées le plus souvent au cloisonnement des techniques ou des appareils institutionnels. Il faut vaincre les ré-

sistances du secteur pour réunir, dans un même groupe de travail sur la micro-informatique, instituteurs, professeurs du secondaire et universitaires ou pour déplacer à Bayonne un enseignement de l'université de Pau. Il faut convaincre le conseil régional d'Aquitaine de pousser la décentralisation un peu plus au sud de Bordeaux, de faire écarter vers le district des projets de zone d'innovation et de recherche scientifique et technique (ZIRST). Il faut convaincre les PTT d'implanter localement un pôle de télématique qui prévient dans le plan d'équipement régional de l'audiovisuel et de l'informatique.

Mais pour venir à bout de tous ces tracas, BAB a un atout de poids : un réseau de vidéocommunication désigné comme le plus moderne du monde. Une étude devrait permettre de mettre en œuvre, dès le début de l'année, son extension à tout le district. On passera alors de 1.500 prises-câbles de Biarritz à une masse critique d'environ 20.000 foyers, qui rendra viable la production de programmes et de services. Dès, avant la fin de cette année, la mission « TV câblée » devrait mettre en place deux canaux locaux qui viendront s'ajouter aux chaînes françaises et étrangères déjà distribuées.

J.-F. L.

Produire en région

Vidéo Graffiti tente de faire la preuve que les « petits » peuvent concurrencer les « gros ». Pas facile.

L'ADRESSE est celle de l'agence Havas à Bordeaux mais, au troisième étage de l'immeuble, Vidéo Graffiti reste une société bien indépendante. « Dans la région, les agences de publicité ne s'intéressent pas encore à la vidéo, remarque Dominique Fumanaï, le responsable de la vidéo. Il semble même parfois que notre présence gêne. » Pour cet ancien professeur de grec, l'image est une seconde vocation : la pratique assidue du cinéma d'amateur d'abord, l'animation d'une Alliance française en Afrique ensuite, le retour au pays, enfin, et la décision de créer avec sa femme une petite entreprise. « On a choisi la vidéo parce que c'était moins coûteux que le cinéma, plus proche des budgets des entreprises. »

Ces entreprises, il faut d'abord les convaincre de faire produire en région au lieu de recourir aux services des sociétés parisiennes. L'affaire n'est pas simple : les grosses entreprises ont souvent leurs propres services audiovisuels, les autres ne produisent pas. Surtout, comme le note amèrement Dominique Fumanaï, « quand on fait de la vidéo à Bordeaux, on n'est pas crédible ». L'off-ice du tourisme n'a-t-il pas préféré

à Vidéo Graffiti une station de télévision américaine pour faire un film de promotion sur la ville ?

Peu à peu, pourtant, Vidéo Graffiti trouve des clients. Des petites sociétés de vin, de bois, de chimie, des banques font appel aux services de la société à l'occasion d'un congrès, d'un conseil d'administration ou d'une action d'exportation. S'y ajoutent des reportages pour des clubs sportifs et, en été, les festivals de la région. Comme il s'agit de PME ou d'associations, les budgets sont modestes. « Le quart des tarifs pratiqués à Paris », assure Fumanaï. Mais ils sont suffisants pour faire vivre les quatre employés de Vidéo Graffiti et rentabiliser un matériel semi-professionnel astucieusement complété par un micro-ordinateur pour les effets graphiques.

Pourtant, Dominique Fumanaï rêve d'autre chose. L'an dernier, la naissance de la télévision régionale, l'apparition de la publicité sur ses antennes avaient provoqué bien des espoirs. Il a fallu déchanter. « Malgré toutes les promesses d'ouverture, la télévision régionale n'a pas d'argent pour produire, encore moins pour acheter des émissions.

Les programmes sont de médiocre qualité et l'audience faible n'intéresse pas les annonceurs. On attendait un essor du marché régional et on se retrouve dans la même marasme. »

Reste l'avenir, le réseau câblé de Biarritz, seule perspective à court terme d'ouverture du marché. Mais D. Fumanaï redoute que l'on fasse une fois de plus appel à des producteurs parisiens mieux équipés, au détriment des professionnels régionaux. Aussi croit-il davantage au développement de la communication institutionnelle, des messages d'entreprises, qui pourront peut-être un jour intéresser la télévision. Ou bien à ces petits réseaux affiliés que la vidéocassette permet de relier : c'est ainsi que Vidéo Graffiti est devenu l'éditeur quasi officiel du catalogue français. La petite société bordelaise filme chaque printemps du monde et réalise des portraits des principaux stars du body-building. Des cassettes qu'un tirage de deux cents exemplaires suffit à amortir et qui se vendent même au-delà des frontières.

J.-F. L.

Un outil multimédias

M-5 Communication propose une approche globale aux forces vives de la région.

« UN militant de l'information régionale », c'est ainsi que se présente lui-même Michel Cotto. Débutant dans le journalisme à Caen, il passe ensuite à l'action culturelle avec Jo Tréhard, à Caen, et Roger Piau-chon, à Villeurbanne, renouve la presse avec la création de *Génération*, l'annuaire de l'*Étudiant*, milite à l'Association presse information jeunesse (APIJ), enseigne au Centre de perfectionnement des journalistes (CPJ) et s'installe enfin en Aquitaine pour prendre, à la demande du groupe Sud-Ouest, la direction de *Bordeaux actualités* en mai 1982.

L'échec de cette dernière expérience déroute Michel Cotto. Plutôt que de rester au sein du groupe de presse, cet indépendant préfère prendre du recul, réfléchir aux mutations de l'information : « J'ai compris que à l'heure du câble et de la télématique, l'essentiel n'était plus de lancer un journal mais de construire pour la région un outil de communication globale. »

Mis en place à y a juste cinq ans, M-5 Communication sera donc résolument multimédias, s'at-

tachera à tous les secteurs de l'information mais avec la prudence d'une stratégie progressive. Une petite agence de presse propose déjà aux quotidiens nationaux des correspondances ou des suppléments, qui s'efforcent d'être plus fidèles aux nouvelles ambitions économiques de la région. Mais Michel Cotto n'est bien que l'interlocuteur pour l'information régionale se mesure, le plus souvent, aux résultats commerciaux. C'est pourquoi il propose à ces mêmes quotidiens un contrôle rigoureux de leurs points de vente, l'organisation d'opérations de promotion et les services d'un département « Études », capable d'analyser, à la demande, l'impact des différents médias.

« L'Aquitaine ne sera une zone test pour la communication que si l'on peut disposer de chiffres fiables, de données homogènes », explique Michel Cotto. La région doit se donner rapidement ses propres instruments de mesure. »

L'expérience ainsi acquise au service des autres va permettre à M-5 Communication de lancer ensuite ses propres activités d'édition, écrite mais aussi télématique et au-

diographique. Entre-temps, la société se fera aussi conseil en communication et s'occupera du gros problème de la formation. Michel Cotto — qui lance une dizaine d'étages à la rentrée — rêve d'un centre régional de formation à la communication. « Il y a encore un hiatus sensible entre le discours des responsables régionaux et la réalité du terrain. Lorsque Sud-Ouest change sa maquette, il faut appeler des graphistes parisiens ! Si l'on veut coller à la nouvelle image que l'Aquitaine essaie de se donner, il faut former des professionnels de l'image, mais aussi sensibiliser les responsables d'entreprises, d'associations locales et surtout les élus. Il y a aujourd'hui dans les collectivités un éparpillement absurde des efforts de communication, sans cohérence budgétaire, sans contrôle réel sur l'efficacité des campagnes. »

Le message semble avoir été entendu : le conseil régional a demandé à M-5 Communication la réalisation de deux lettres mensuelles d'information et la ville de Bordeaux songe à lui confier plusieurs études.

J.-F. L.

L'Aquitaine ou la vie du bon côté

Unité et diversité

Rassemblant cinq départements possédant chacun leurs spécificités : Gironde, Dordogne, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, la région Aquitaine a reçu en don d'une nature généreuse, cinq éléments d'équilibre : la mer, la forêt, la montagne, la campagne et la vigne. Il en résulte une multiplicité de paysages et d'atmosphères propices aux vacances, aux loisirs et aux plaisirs.

Les multiples ressources de l'été aquitain

La côte aquitaine, offre 250 km de plages de sable blond couronnées de dunes, bordées de forêts de pins, où s'enchaînent des lacs paisibles : un véritable paradis pour les fervents de la planche à voile, de surf, de natation et de baignade.

Le massif forestier des Landes (le plus vaste d'Europe) ouvre ses ombrages à la promenade de détente ou sportive, à pied, à vélo, à cheval. Ruisselées, rivières et torrents irriguent cet espace sauvegardé, voué à mille et une activités de plein air.

La montagne pyrénéenne propose ses vertes prairies en été, ses champs de neige infinis en hiver. Idéale pour la randonnée, le repos ou le ski sous toutes ses formes.

La conjonction de l'océan, de la forêt de résineux et de la montagne, entraîne un climat doux et salubre, caractérisé par un taux d'ensoleillement annuel proche de celui de la Côte d'Azur.

Ce riche potentiel naturel conserve tous ses attraits grâce à une politique de l'environnement soucieuse de le protéger.

Une région attirante en toutes saisons

En Aquitaine, chacun peut composer les vacances de son choix en fonction de ses moyens pour y exercer son corps mais aussi cultiver son esprit en découvrant un patrimoine architectural et archéologique varié et de renommée mondiale. Bastides de Guyenne et Gascogne, villages fortifiés, châteaux du Périgord, sites préhistoriques où notre civilisation fit ses premiers pas, musées régionaux qui témoignent d'une fidélité aux origines : tel est le tableau offert aux amateurs d'histoire et aux amateurs de la beauté.

Partout, traditions populaires, sens de la fête et des jeux font vibrer l'âme aquitaine au diapason d'un passé toujours vivant.

Dans les Landes, en Béarn, au Pays Basque, le folklore montre la vigueur des coutumes par lesquelles villes et villages conservent leur identité. À tout moment, le visiteur peut être sûr de recevoir un accueil chaleureux et toujours sincère.

Cette terre prodigue où la respiration retrouve son rythme naturel, s'enorgueillit des vins les plus réputés du monde, rouges et blancs, secs et moelleux, grands crus classés ou vins de terroirs, tous parés des vertus propres aux sols et aux cieux aquitains. Ici, la table va de pair avec les vins, et les gourmets et les gourmets sauront vite qu'ils sont au pays de la truffe, du foie gras, du confit, du gibier, des cépes, des

huîtres d'Arcachon, des poissons de rivière et du grand large, des prunelles d'Agen, des noix du Périgord... et de toutes les merveilles qu'un art culinaire et millénaire, à su amoureusement cuisiner. Grands restaurants et auberges de campagne proposent une gastronomie de saison dont les charmes redoublent ceux de la nature tout au long de ses métamorphoses annuelles.

Les automnes somptueux de l'Aquitaine

Accueillante et généreuse en toutes saisons l'Aquitaine bénéficie d'un été indien d'une douceur exceptionnelle en septembre et octobre.

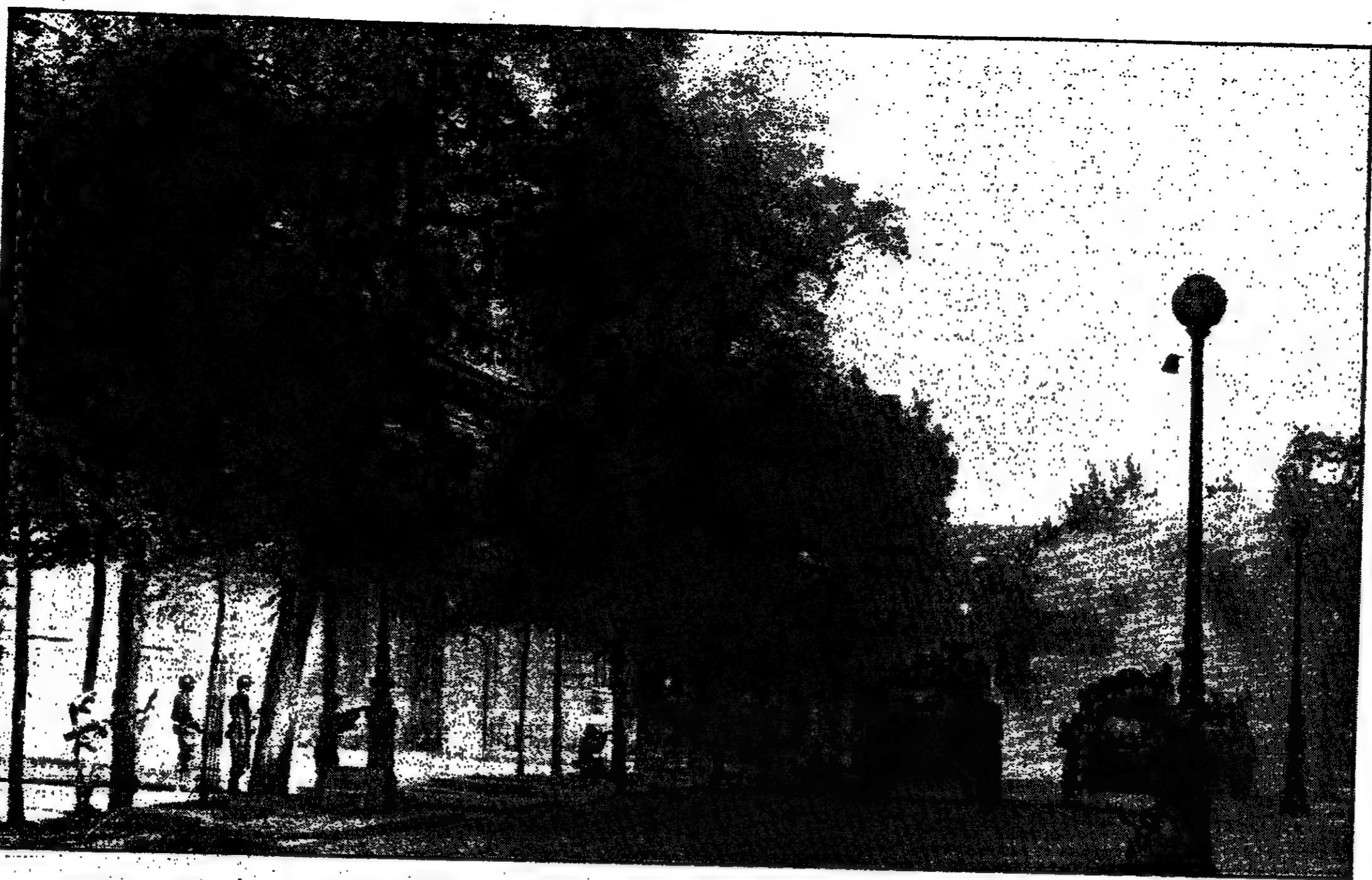
En Aquitaine, les vendanges et la liesse qui les accompagne, la chasse à la palombe, la cueillette des champignons et le ramassage des châtaignes, fournissent autant d'occasions d'apprécier les splendides coloris des feuillages, les nuances d'une lumière subtile, la chaleur et l'amiabilité des réunions et des festivités de règle en cette saison. C'est peut-être là que se dévoilent le mieux les qualités humaines de la culture aquitaine faite de convivialité, d'échanges et d'épicurisme. Pour des vacances inattendues, de courts congés de détente, ou des week-ends prolongés, l'Aquitaine est accessible en peu de temps depuis Paris et la plupart des métropoles régionales par le train, l'avion ou l'autoroute.

L'Aquitaine, entendant préserver son visage et son cœur mais sait aussi s'ouvrir et faire partager ses beautés à celui qui voudra les découvrir.

COMITE REGIONAL
DU TOURISME D'AQUITAINE
24 Allées de Tourny - 33000 BORDEAUX
Tél. : (56) 44.48.02 - Téléc. : 540 805 F AQTOUR



La libération de Paris, 25 août 1944.



Course contre la montre

La 2^e DB démarre et fonce. On a frôlé la catastrophe. Maintenant, il s'agit de faire vite.

Avec des éléments de la 2^e DB, M. Michel Robert Garouel entre dans Paris, le 25 août 1944. Quels ont été les acteurs et les grandes phases de cette « course contre la montre » pour la libération de la capitale ? Voici son récit.

LORSQUE, le 9 août 1944, le général allemand von Choltitz vient relever son homologue le général Kitzinger, gouverneur militaire de Paris, il a reçu de Hitler des ordres précis de tenir la ville, sinon de la détruire. Il a des références, von Choltitz : il a été, en 1940, l'un des responsables de la destruction de Rotterdam par l'aviation nazie.

Or, Paris, déjà, commence à bouillonner. Une véritable course contre la montre va s'engager pour sauver la capitale avant qu'il ne soit trop tard. Paris croit les Alliés à ses portes... Non seulement les Alliés n'y sont pas, mais encore leurs plans ne passent pas par Paris.

Cependant, dans la capitale en ébullition, les événements se précipitent. Le 10 août, les cheminots se mettent en grève. Le 13, la gendarmerie de l'Île-de-France et de l'Orléanais passe en bloc avec ses armes à la Résistance. Le 15, grève des services publics et de la police parisienne, forte de vingt-trois mille hommes environ. C'est à peu près l'équivalent des troupes allemandes présentes dans la capitale mais qui, elles, disposent de quatre-vingts chars, soixante canons et soixante avions.

Le général Leclerc écrit au général Patton que sa division blindée entend avoir l'honneur de marcher sur Paris. En effet, la 2^e DB de Leclerc dépend de

la III^e Armée américaine que commande Patton, laquelle III^e Armée dépend du groupe d'armées du général Bradley. Le lendemain 16 août, Leclerc se rend au quartier général de Patton, près du Mans, pour lui confirmer verbalement sa lettre. Il y rencontre Bradley et reçoit, énoncées avec une platitude bienveillante, de cordiales assurances. Mais c'est tout...

Ce même jour, Chaban-Delmas, délégué militaire national du gouvernement provisoire de la République française - dont le siège est à Alger - rentre de Londres d'où il a pu communiquer directement avec le général de Gaulle à Alger. A Londres, il a reçu, sur place, les instructions du général Koenig, commandant national des Forces françaises de l'intérieur. Le 17 août, les Allemands exécutent trente-cinq jeunes résistants à la cascade du bois de Boulogne. Le 18 août, les postiers se mettent en grève à leur tour. La presse et la radio collaborationnistes cessent leurs activités. Certaines mairies de banlieue sont libérées par la population. La grève s'étend à tous les secteurs. Le soir, des policiers s'enferment dans la préfecture de police. A l'aube du 19 août, ce sont plusieurs centaines de policiers parisiens qui s'emparent de la préfecture de police et l'occupent. Leur nouveau chef est là. Nommé par anticipation (dès juillet) préfet de police, Charles Luizard est entré clandestinement à Paris le 17 août, juste à temps pour assumer ses fonctions.

Ce même 19^e août, à 11 heures, au cours d'une réunion commune que préside Alexandre Parodi, délégué en France du gouvernement provisoire de la Libération -

nommé par le général de Gaulle, depuis le 14 août, ministre délégué dans les territoires non encore libérés, - le Conseil national de la Résistance et le Comité parisien de la Libération, que préside André Tillet, proclament l'insurrection et lancent un appel simultané à la population. Celui-ci est suivi, à 12 heures, d'un ordre de mobilisation de tous les hommes de dix-huit à cinquante ans en état de porter les armes. Toutes les forces de la Résistance pour les départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise sont placées sous les ordres du colonel (Rol-Tanguy qui sera fait compagnon de la Libération par le général de Gaulle).

Mais déjà, spontanément, la fusillade a commencé. L'insurrection parisienne est devenue une réalité, justifiant la formule du général de Gaulle : « Pas de libération nationale sans insurrection nationale ».

Les grèves sont maintenant effectives partout. Mairies et ministères sont occupés. Les fonctionnaires du ministère des anciens combattants en grève hissent le drapeau tricolore. Les Allemands tirent. Von Choltitz ordonne : « ...La révolte à main armée devra être réprimée par tous les moyens et, si besoin est, sans pitié... » et « ...des actions massives seront entreprises pour briser complètement toute résistance... ». C'est au soir de cette journée chaude du 19 août que le consul général de Suède, Nordling, intervient entre les parties pour négocier une trêve.

Le 20 août, dès l'aube, c'est au tour de l'Hôtel de Ville de passer aux mains des insurgés tandis que Rol-Tanguy installe son poste de commandement dans les catacombes, ces

locaux souterrains aménagés place Denfert-Rochereau, au-dessus des anciens bâtiments de la barrière d'Enfer. A 9 heures du matin, la trêve proposée par Nordling est signée.

Parti le 18 août d'Alger, le général de Gaulle, après deux étapes à Casablanca et à Gibraltar, atterrit à Maupertuis, près de Saint-Lô, le 20 août 1944, en vue d'intervenir directement auprès du commandant en chef des armées alliées, le général Eisenhower. François Coulet, commissaire de la République en Normandie, l'attend ainsi que Koenig qui lui fait un rapport complet sur Paris.

Ici se place l'événement. Un événement, en soi, tragique. Eisenhower expose à de Gaulle la situation et les objectifs militaires, tels qu'ils se présentent effectivement. L'armée Patton, à laquelle appartient la 2^e DB, va franchir la Seine à Mantes, au nord de Paris; à Meulan au sud et continuera sur ces axes. Il n'est pas question de prendre Paris, du moins pour le moment. Diverses raisons sont invoquées. Eisenhower est embarrassé. De Gaulle lui déclare que l'attente n'est pas acceptable, dès lors que les patriotes sont aux prises avec l'ennemi. Si le commandement allié, dit-il, tarde trop à prendre une décision qu'il estime d'une importance nationale, il lancera lui-même sur Paris la division Leclerc qui combat en Normandie. Cela est une gageure, car les engins blindés ne manœuvrent pas sans essence et la division est, bien entendu, tributaire du ravitaillement américain.

Dans le même temps, Rol-Tanguy envoie le commandant Gallois-Cocteau vers les Alliés, avec mission de leur demander

d'accélérer leur avance sur Paris insurgé, en grand danger de répression implacable et de destruction (1).

Le 21 août, les combats de rue continuent, malgré les ordres de trêve. Celle-ci est finalement rompue en fin de journée d'un commun accord par le Conseil national de la Résistance et le Comité parisien de la Libération. La « trêve » aura fait... cent six tués et trois cent cinquante-sept blessés chez les Français, cinq tués et quelques blessés chez les Allemands.

Aussitôt, la presse clandestine sort au grand jour et se vend dans la rue. Le colonel Lizo, adjoint de Rol-Tanguy, répercutant les instructions de l'état-major régional, donne l'ordre d'édifier des barricades. Une proclamation affichée par le comité parisien de la Libération prescrit : « ...toute la population doit, par tous les moyens, empêcher la circulation de l'ennemi. Abattez les arbres... Dressez des barricades. C'est un peuple vainqueur qui recevra les Alliés ».

Oui... mais les Alliés ne sont toujours pas là et - Français mis à part - ils n'ont pas l'intention de venir !

C'est ce que le 22 août, à 2 h 30 du matin, le général Patton lui-même confirme à Gallois-Cocteau qui a enfin réussi à parvenir jusqu'à lui : « ... Nos plans, lui fait remarquer Patton, sont bien précis et nous n'avons ni l'intention ni le désir de les modifier. Je puis vous dire que nos plans ne passent pas par Paris. Il n'y a aucune raison de les modifier pour des faits que nous estimons très secondaires... ».

Cependant, apprenant l'insurrection, le général Leclerc - de sa propre initiative et sans en référer aux

Américains - envoie au contact de Paris, en direction de Versailles, une avant-garde de vingt chars légers et automitrailleuses, avec cent cinquante hommes sur véhicules blindés.

D'autre part, il regroupe les éléments de sa division en vue d'un assaut général. Le général de corps d'armée américain Gerow, supérieur direct de Leclerc, informé, lui signifie de ne rien changer à son dispositif et lui ordonne de faire revenir immédiatement le détachement de Guillebon, lequel a déjà accroché l'ennemi en plusieurs points dont Voisins-le-Bretonneux et La Verrière. Leclerc n'en fait rien et rend compte à de Gaulle qui l'approuve. De Gaulle nomme - par anticipation - le général Koenig gouverneur militaire de Paris.

Ce 22 août est une journée cruciale. L'insurrection s'est généralisée, les barricades se sont multipliées, de même que les combats de rue animés par des groupes qui parfois se constituent spontanément. Les Allemands qui, trois jours auparavant, le 19, tenaient trente-six points d'appui n'en disposent plus que de dix. Mais ils ont des chars et des canons et le harcèlement continu dont ils sont l'objet risque de déclencher de leur part une répression aux dommages incalculables. Cependant, toujours le 22 août, la conjonction d'interventions de plus en plus pressantes va déclencher un processus inéluctable. Il est grand temps ! Koenig remet à Eisenhower une lettre catégorique du général de Gaulle qui, de Rennes, s'apprête à prendre la direction de Paris. Il la commente avec insistance.

(Lire la suite page XII.)

Un promeneur dans Paris insurgé.

La délivrance est à nos portes (VI)

par Jean-Paul Sartre

Voici les deux derniers reportages de Jean-Paul Sartre sur la libération de Paris publiés par Combat en août 1944. (Le Monde des 21, 22, 23, 24 et 25 août).

COMBAT, samedi 2 septembre 1944.

TOUT au long de l'après-midi, la lutte continue. Les tanks patrouillent dans les rues. A l'Ecole militaire, ce sont les Allemands qui dressent des barricades ; les badauds les regardent en riant d'aise : c'est donc qu'ils arrivent. Au métro Duroc, dans toute la rue Lecoq, au coin de la rue de Valenciennes et du boulevard Pasteur, les Allemands mitraillent les cafés et les magasins. Ils tirent sur les maisons et jusque dans les souterrains ; leur rage grandit d'heure en heure.

Au loin, le canon tonne, l'espoir monte dans tous les cœurs. Le soir tombé, les gens se répandent par groupes dans les rues, s'interrogent les uns les autres ; un cycliste qui traverse le carrefour Vavin est arrêté par la foule, on se presse autour de lui : « Où sont-ils ? » « Ils sont porte de Châtillon », dit l'un, un autre dit : « On se bat porte d'Orléans ». Et soudain, par les fenêtres ouvertes, la TSF cris la nouvelle : « Ils sont à l'Hôtel de Ville. »

Les cloches se mettent à sonner, les fenêtres s'illuminent, l'immense clameur jaillit des maisons et des rues. Au milieu du carrefour, un homme entonne la Marseillaise... Il ne

sait qu'un seul couplet, que la foule reprend, deux, trois fois ; pour varier, il chante la Marseillaise ; mais les chants ne suffisent pas à traduire notre joie : hommes et femmes se prennent par la main et forment une ronde. Quelqu'un a allumé un feu au coin du boulevard du Montparnasse, juste à cet endroit où se célébraient par un bal les 14 juillet d'autrefois. La foule se déroule en farandoles autour d'un feu de joie.

Brusquement, les mains se dénouent : « Des chars, voilà les chars ! » On éteint le feu à coups de pied et chacun cherche refuge sous le porche d'un immeuble voisin. Les fenêtres se sont éteintes ; il ne passe aucun tank, mais la nuit est redevenue vénérable ; il y a encore des Allemands dans Paris. Le Sénat est proche : ne le feront-ils pas sauter cette nuit ? La foule se dissipe.

Bientôt le carrefour est replongé dans l'obscurité et le silence. Le canon gronde au loin. Vers minuit, une voix clame dans les petites rues calmes, sur les grands boulevards vides : « Aux abris ! »

Et les gens qui dormaient avec tranquillité pendant les plus bruyants des bombardements alliés demeurent anxieux devant la porte des immeubles. On dit qu'une batterie tire de Longchamp sur Paris... On dit que le Sénat va sauter. Mais ce n'est pas de leurs canons, ni de leur dynamite que nous avons peur : ce

qui pèse sur la ville, ce qui serre nos cœurs, c'est leur haine. Masquée pendant ces quatre années, depuis une semaine elle a éclaté au grand jour, elle rôde sur les toits, elle veille au cœur des grands bâtiments noirs où flotte encore la croix gammée. Et cette présence est plus lourde que toute menace.

Le canon s'est tu ; Paris s'est endormi. Mais, dès le début de la nouvelle journée, les rues sont de nouveau pleines de monde ; on se dispute les journaux du matin, on erre d'un boulevard à l'autre, attendant de les voir apparaître soudain, miraculeux et réels. De temps à autre, un bruit de moteur ou de ferraille fait tourner les têtes. Est-ce une voiture allemande ? Un tank ? Mais non, il faut oser le croire, plus un seul Allemand dans les rues, ils sont retranchés derrière leurs fortins et leurs barbelés ; ils se terront, nous ne les verrons plus traverser Paris, la mitrailleuse au poing, les yeux farouches. Soudain, au fond du boulevard Raspail, devant le Lion de Belfort, on aperçoit dans le soleil un défilé de voitures. Ce sont « eux ». D'un seul élan, en peignoir, en pyjama, en pantoufles, les gens qui rôdaient au carrefour, les gens qui guettaient aux fenêtres, courent dans la rue à perdre haleine. J'arrive à l'Observatoire, je remonte la rue Denfert-Rochereau. Devant l'Infirmerie Marie-Thérèse, les infirmières sont groupées autour d'un drapeau, elles ont poussé

sur le trottoir les fauteuils où sont assis des enfants scrofuloux. Plus loin, ce sont les petites filles de l'Assistance, constellées de cocardes.

Un premier détachement est passé déjà, un autre va suivre, et tous les regards sont tournés vers le lion de bronze. De temps à autre, une pétarade : c'est une voiture des pompes funèbres où s'empilent des cercueils de bois. Mais, parfois aussi, c'est un coup de feu. Tout à l'heure, du haut des toits, on a tiré ; la foule le sait et, cependant, l'enthousiasme est plus fort que toute prudence, elle se presse tout le long de la chaussée, insouciant d'elle-même, tout entière auprès de ceux qui sont revenus.

Ils viennent. Dans les camions, dans les Jeeps, sur les tanks, sous les casques américains, bronzés, heureux, souriants... Ce sont les soldats français de Leclerc. La foule hurle de joie. Elle prend d'assaut les voitures, elle s'empare des mains tendues.

Pendant quatre ans, la guerre avait tourné vers nous une face inhumaine ; le visage tendu, les yeux vides, les soldats que nous croisions semblaient marqués par un impitoyable destin ; ils appartenaient à un monde étranger, un monde fantastique et désolé. Et voilà que, sous l'uniforme kaki, ces guerriers que nous saluons aujourd'hui, ces vainqueurs, ce sont des

hommes. Ils regardent, ils rient, ils sourient, ils nous saluent de leurs deux doigts écartés en forme de V et nous sentons que leur cœur bat au même rythme que le nôtre. Des femmes, des gamins ont envahi les camions et les autos, des voitures de FFI défilent derrière les tanks, civils et militaires sont d'une seule race : des Français libres.

Ils passent et la foule les acclame, inlassable, trépidante, battant des mains. Soudain, un coup de feu claque, un autre, un autre encore ; une femme est tombée, sa robe tricolore est percée d'un trou au milieu du corsage : les gens se réfugient sous les porches des immeubles, d'autres se collent au socle du Lion de Belfort, pendant que les infirmières apportent les civières. A la même heure, du haut d'une tourelle de la rue Saint-Jacques, on tire sur le parvis de Notre-Dame : un tank de la division Leclerc attaque la tourelle et abat les criminels.

Tout le jour, à travers Paris, des miliciens, des Allemands en civil, des femmes aussi, tirent sur les passants. Rue de Rennes, accoudée à un balcon pevoisé, une femme applaudit : couché sur le sol, caché par le drapeau tricolore, un homme tire entre ses jambes ; une autre tient un enfant dans ses bras et sourit ; l'enfant est une poupée sous laquelle se dissimule un revolver. La haine qui rongait ces cœurs étend son ombre sur la ville en fête. Des

regards pleins de crainte se tournent vers les toits et vers les lucarnes. Et la joie de la foule, cette joie du matin si pure, insouciant et généreuse, altérée par le soupçon, par la peur, se change parfois en cruauté.

C'est vers le bas du boulevard Saint-Michel que j'ai rencontré le triste cortège. La femme avait environ cinquante ans, on ne l'avait pas tout à fait tondue. Quelques mèches pendaient autour de son visage boursoufflé ; elle était sans souliers, une jambe recouverte d'un bas, et l'autre nue ; elle marchait lentement, elle secouait la tête de droite et de gauche, en répétant très bas : « Non, non, non ! » Autour d'elle, quelques femmes jeunes et jolies chantaient et riaient très fort ; mais il m'a semblé que les visages des hommes qui l'escortaient étaient sans gaieté : une espèce de fatigue honteuse pesait sur eux. La victime était-elle coupable ? L'était-elle plus que ceux qui l'avaient dénoncée, que ceux qui l'insultaient ? Eût-elle été criminelle, ce sadisme moyenâgeux n'en eût pas moins mérité le dégoût. Et, sans doute, la foule ne mesurait-elle pas tout à fait la cruauté de pareils actes (plusieurs tondues se sont suicidées, celle que j'ai vue paraissait folle) ; mais il est regrettable qu'elle ait choisi souvent d'exprimer sa joie et son zèle patriotique en assouvissant étourdiment de basses vengeances.

Un jour de victoire parmi les balles (VII)

COMBAT, lundi 4 septembre 1944.

Il y a huit jours, heure pour heure, l'insurrection éclatait ; je me trouvais alors dans cette même rue de Rivoli ; elle était déserte, et j'entendais des claquements, des éclatements insolites qui semblaient venir du Pont-Neuf. Aujourd'hui, ILS sont là, ILS vont défilé tout à l'heure. Je suis à un balcon de l'hôtel du Louvre. En face de moi, la grosse masse noire du ministère des finances. Au-dessous de moi, la foule qui brille au soleil. Je n'ai jamais vu tant d'hommes à la fois.

En me penchant, je puis parcourir du regard la rue de Rivoli jusqu'au Châtelet, jusqu'à la Concorde. Et, partout, ce sont des têtes qui scintillent comme des petits éclats de verre, qui sont animées de balancements complexes et lents, à perte de vue. Juste sous mon balcon, devant les pierres noires, sous les vitres poussiéreuses et sombres du ministère, il me semble que les vêtements sont plus gris, moins sombres qu'à l'ordinaire : les robes claires, les cocardes, les banderoles, les drapeaux rappellent les foules espagnoles.

Au premier rang, les femmes et les enfants sont assis sur le trottoir. De temps à autre, une auto militaire passe et une grande rumeur vague court sur ces têtes oscillantes, comme un vent de bourrasque dans des épis. Et puis, tout d'un coup, la rumeur s'enfle, se change en une énorme clameur : « Les voilà ! »

Je n'ai jamais vu défilé plus étrange et plus beau. Il n'avait pas l'ordonnance et la pompe des grandes revues militaires. Au premier abord, ces voitures bariolées, couvertes d'insignes bizarres, de traits de peinture

blanche, évoquaient un carnaval un peu misérable, un carnaval de guerre. Sur des camionnettes, des hommes et des femmes défilaient lentement, sous des banderoles, comme sur des chars du Mardi gras. Seulement, leurs mains tenaient des fusils, des grenades, des revolvers ; leur visage était dur, brun par le soleil, creusé par la fatigue. Des autos noires les suivaient, d'où sortait parfois un bras, un seul bras qui montrait à la foule un gros revolver.

On pensait à ces sinistres voitures des gangsters de Chicago, qui conduisent des tueurs dévaliser une banque, ou qui emmènent une victime « faire une promenade ». Mais la foule applaudissait et criait, sur l'air des lampions : « FFI ! FFI ! », et les tueurs en bras de chemise, qui riaient de toutes leurs dents, étaient salués par l'ovation populaire. Les grenades, les mitraillettes, tous les engins de mort devenaient les emblèmes inoffensifs et rituels d'une grande fête presque religieuse.

Et puis, tout à coup, derrière ce convoi d'hommes mal armés, mal vêtus, et de belles femmes qui tenaient d'une main un fusil et de l'autre un drapeau, apparaissaient puissantes et silencieuses, des autos chargées, de militaires, de gardes mobiles noirs, avec des gants blancs : l'ordre, le pouvoir. On les acclamait aussi.

Jamais, de mémoire d'homme, l'insurrection n'a ainsi voisiné, fraternisé avec l'armée ; jamais on n'a vu défilé, sous les mêmes acclamations, des combattants civils, armés pour la guérilla et l'embuscade, pour la révolte, et pour la lutte inégale des barricades, et des soldats impeccable-

bles avec leurs chefs. La foule applaudissait les uns et les autres ; elle comprenait obscurément le double caractère de ce défilé patriotique et révolutionnaire ; elle sentait toutes les promesses contenues dans cette cérémonie extraordinaire — et qu'il ne s'agissait pas seulement de chasser les Allemands de France, mais de commencer un combat plus dur et plus patient pour conquérir un ordre neuf.

Tout à coup, une hâte mystérieuse se manifesta dans le défilé ; l'ordre de la cérémonie semblait troublé. Une longue voiture passa très vite, emportant le général de Gaulle sous les hurrahs ; puis d'autres voitures filèrent, rasant la foule, et leurs occupants criaient en passant des avertissements incompréhensibles. Nous apprimes, beaucoup plus tard, la raison de ce brusque désordre : on venait de tirer sur le cortège, aux Champs-Élysées, à la Concorde. Mais, sur-le-champ, nous n'y vîmes qu'une étrange supplémentation, une manifestation inexplicable et d'autant plus belle de cette vie énorme et puissante qui animait le défilé. Derrière les dernières autos, la foule avait envahi la chaussée. La rue de Rivoli disparaissait, il ne restait qu'un fleuve grondant d'hommes et de femmes.

A ce moment, les premiers coups de feu claquèrent, et puis d'autres. Dans cette atmosphère tendue, presque tragique, après la montée de toutes ces armes, après ces six journées de sang et de gloire, ils ne semblaient aucunement déplacés. Oserais-je dire qu'ils m'apparaurent d'abord comme une conséquence naturelle de la fête. La foule ne cria pas : une foule crie lorsqu'elle voit un gymnaste tomber d'un tra-

pèze ou une auto écraser un enfant ; mais, si on tire sur elle, elle garde le silence. On dirait qu'un vent silencieux couche tout à coup les épis d'un champ. Comment rendre le reflux immense ? Ce n'était pas une débâcle ; il n'y avait pas le moindre espace libre par où la foule pût se débâcler. C'était plutôt une vaste marée, une ondulation énorme. Et le silence. Tout juste les petits claquements, ces petits jappements de fusil, si disproportionnés par rapport à l'extraordinaire mouvement qu'ils provoquaient.

Je dois dire que je n'en vis pas davantage. La foule a des raisonnements primitifs : l'hôtel du Louvre a été longtemps occupé par des services allemands ; la foule en conclut aussitôt qu'il y restait des Allemands cachés dans les mansardes. Les FFI ouvrirent brutalement le feu sur nous. Nous rentrâmes rapidement dans l'appartement dans des positions fort nobles, à plat ventre, à genoux derrière les lits, jusqu'à ce qu'une accalmie nous permit de gagner les couloirs de l'hôtel. Dans les couloirs, c'était un tohu-bohu indescriptible. Des militaires s'efforçaient d'empêcher les gens de sortir : on tirait sur la place du Palais-Royal. Une femme se présenta, soudain, hagarde, suivie de quelques FFI qui demandèrent à voir le directeur de l'hôtel. La femme cria : « Je l'ai vu tirer du troisième étage. Je le reconnais entre mille. » Je n'ai pas besoin de vous dire que les résistants qui ont eu la chance de voir tirer d'une fenêtre déclarent n'avoir jamais aperçu qu'un bref éclair. La femme, cependant, folle d'importance et d'égarement, passait en re-

vue le personnel de l'hôtel. Tout à coup, elle désigna un valet et déclara avec assurance : « C'est lui ! » Le pauvre homme, blême et mou, fut appréhendé aussitôt et conduit sans ménagements au commissariat. Pour en finir avec son histoire, j'ai su, depuis, qu'on voulait le fusiller sur l'heure. Le directeur de l'hôtel parvint, à force de supplications, à faire surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il pût produire un témoin digne de foi qui se portât garant de son innocence.

J'ai vu ce directeur, un peu plus tard ; il était tourmenté et scrupuleux. Il me dit : « C'est un garçon très doux, très consciencieux, très patriote ; je ne vois pas ce qu'on peut relever contre lui ! » Il se toucha la moustache et ajouta, soudain inquiet : « Evidemment, il était homosexuel... » Je le rassurai : « Ce n'est pas une raison pour qu'il tire sur la foule. » « N'est-ce pas ? », me dit-il avec soulagement. Souhaitons que le pauvre garçon n'allonge pas la liste des fusillés par erreur.

J'avais gagné cependant le poste de secours du Théâtre-Français. La foule avait envahi le péristyle, et les FFI avaient la plus grande peine à l'empêcher d'écraser les blessés. On parvint à la parquer dans les escaliers et au premier étage, non sans essayer quelques insultes. Un gros monsieur, qu'un comédien du Théâtre-Français priait de circuler, l'appela : « Sale maquerelle ! Sale cabotin ! » Ce comédien s'était battu trois jours rue de Rivoli et il avait brancardé plus de vingt blessés. Il va de soi que ces nervosités étaient excusables. Mais, parmi les réfugiés, tout le monde n'avait pas perdu la tête : lorsque le calme fut revenu et la Comédie-Française

évacuée, on constata que la cantine avait été pillée et qu'on avait volé plusieurs bicyclettes.

Dans le péristyle, un homme était étendu sur une civière tachée de sang, les mains jointes, un mouchoir sale sur la figure : un mort. Il était venu acclamer le général de Gaulle, il avait mis une cocarde tricolore à sa boutonnière, il avait crié sa joie avec les autres : à présent, une balle lui avait fait éclater la figure : la mort s'était refermée sur toute sa joie. Quelques blessés graves : beaucoup de crises de nerfs. En tout, quinze victimes. Un enfant de trois ans a été piétiné un quart d'heure par la foule. A la porte, des hommes et des femmes attendent, derrière une barrière de fortune : ils ont été séparés de leurs enfants, de leur mère, de leur frère, ils viennent demander si, par hasard, ils ne sont pas parmi les blessés. « Avez-vous un jeune homme de quinze ans ? » On va voir. « Non, il n'y en a pas. » Ils restent un moment indécis, désorientés : « Et quel est le poste de secours le plus proche du vôtre ? » On le leur indique et ils s'y rendent, à pas cassés. On tire toujours, mais moins fort. Des comédiennes courent dans la rue de Rivoli en portant des brancards. L'une d'elles perd ses sandales et continue sa marche, pieds nus. Mais les gens se garantissent sous les arcades, à présent qu'il n'y a plus de blessés. Encore quelques coups de feu et c'est fini. Finie aussi la grande fête : finie la semaine de gloire. Le lendemain sera un dimanche très morne, désert. Et le lundi, les magasins, les bureaux rouvriront : Paris se remettra au travail.

FIN

© GALLIMARD.

Les événements au jour le jour.

[illegible]

Sensual

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt dans le *Monde Aujourd'hui* daté 12-13 août les déclarations de Michel Tournier sur la « sensualité » dans sa littérature. J'avoue que sa nouvelle *Gilles et Jeanne* m'a énormément charmé cet hiver.

Je suis enseignant à l'origine ; pendant trois ans, j'ai dirigé dans un pays d'Amérique centrale l'enseignement de la littérature comparée : nous étudions des courants de pensée, de structure dans les romans réalistes français du dix-neuvième siècle, et les romans du début du vingtième siècle, en Amérique latine. En bien ! tous les étudiants réagissaient par l'absence d'« émotions physiques », de « sensualité ». Par contre, sur le texte de Zola dans le *Ventre de Paris*, lorsqu'il nous décrit la « légèreté », la « poissonnière », ces ames de viande, de poissons, nous avons passé des heures et des heures...

Mais, ce n'est pas tant l'absence de littérature sensuelle en Europe qui manque, c'est surtout son enseignement, son approche, qui sont absentes de l'esprit des enseignants. Ils ne veulent pas prendre des risques « physiques » avec les élèves ! Enfin, nous savons bien que, dans nos lycées, on aborde le minimum de la sexualité, mais jamais ni le

plaisir ni l'érotisme ne sont traités ! que l'idée du corps reste encore une idée... vague ! Par contre, la joie, le bonheur du corps, sont encore bannis de notre éducation.

Ce petit livre de Camus, *Noces* et l'été, on ferait bien de le ressortir dans nos classes de français. C'est un livre d'entière liberté, et d'abandon dans la beauté du monde !

Michel Tournier est sans doute l'un de ces auteurs qui « osent » de leur propre naturel nous faire apprécier, à travers les mots, les substances de la chair. Mais il faut aussi penser à beaucoup d'autres auteurs qui, pour l'instant, ont du mal à percer. Notre littérature occidentale ne comporte-elle pas encore des règles de valeur vaines comme la morale judéo-chrétienne ?

Souvenons-nous des réactions subtiles, il y a vingt-cinq ans, par Françoise Sagan, pour une histoire d'avortement ? Et ce petit livre de Hardellet, *Lourdes* et l'été, plein de lyrisme physique, de chair, de plaisir, n'a-t-il pas été rejeté et interprété vulgairement ? Pour que la création littéraire soit encouragée, il faut donc que nos têtes de lecteurs se libèrent...

M. D. BLANCO JIMENEZ
(Aude).

Paradis

Ce soir-là, Dieu rentre fort tard. Il fouille dans ses poches pour y trouver le clé du ciel, mais elles étaient bourrées de rhododendrons, de montagnes, de lacs et de moutons minuscules. Comme lui-même était bourré de whiskey, il ne trouve rien. D'un geste las, il vide le tout au-dessus d'un pâté de terre qu'il pensa pouvoir servir de pouillotte tant à l'été petit et désert au milieu des mers. Là-dessus, n'ayant toujours pas trouvé sa clé, il s'assit sur un nuage, le crâne et pleura de rage. Et cela fit pousser les petits

moutons, rhododendrons et montagnes. Alors Dieu se prit à sourire devant tant de beauté et d'harmonie. Il décida d'appeler ce pâté de terre l'Ire-land - pays de la colère - et vint s'y installer en attendant le sursaut.

C'est depuis ce temps que les touristes considèrent l'Irlande comme un paradis, et que Dieu, lorsqu'il est triste ou furieux, continue de venir y verser ses pleurs.

MARTINE DEVILLERS.

Poésie

Armen Lubin

Ce monde

Ce monde est ingénieur
Plus qu'il n'est nécessaire
A cause de dunes grasses
Qui portent dans la trace
D'une démarche incertaine
D'un homme ivre d'espace.
Face au vent et à ses moutons
Les vagues montent épanouies,
L'éventail ouvert sur le crâne
Puis fermé dans le refus.
Mais la lame est enroulée
Dans ce monde imaginaire.
Sa brûlure est la pluie ouverte
Ouverte comme l'espérance
Plus qu'il n'est nécessaire.

Armen Lubin, dont le nom arménien est Chahan Chahenour Kerestadjian, est né, près d'Istanbul, en 1903. Il est mort à Saint-Raphaël en 1974. Il avait fait les persécutions, empruntant à dix-neuf ans un cargo de fortune. En France, il fréquente le groupe Sagesse, y rencontre André Salmon, Max Jacob, Jean Follain ; en luttant contre la maladie, il construit une œuvre abondante, dont on trouve trace dans un numéro spécial des *Cahiers bleus*. Il a notamment publié le *Passager clandestin*, *Sainte Patience*, *Transfert nocturne*, *Haute Terrasse* (Gallimard), *Feux contre feux* (Grasset), *Logis provinciaux* (Rouge), *Parages d'été* (Le temps qu'il fait). Sous une douceur de surface, cette poésie recèle une violence brûlante. Ces échos fidèles disent un pari sur une vie de tous les instants.

CHRISTIAN DESCAMPS.

* Sans mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Rectificatifs

Même en habits de théâtre, rétro ne s'est jamais orthographié « traitesaux » comme voulait abusivement le laisser croire le titre donné à la chronique de Bernard Dort, publié dans le *Monde Aujourd'hui* daté

dimanche 19 - lundi 20 août. D'autre part, nous avons illustré par erreur, dans ce même numéro, l'article de Dan Sperber, intitulé « Solitude exagérée », avec une photographie représentant son père, Manes Sperber.

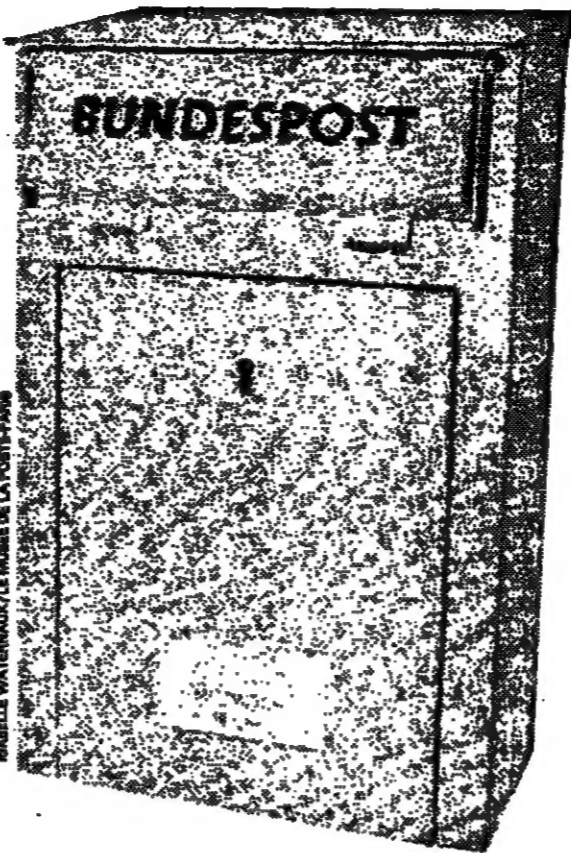
Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - 06500 MENTON
Hôtel CÉLINE-ROSE - 06 83 17, avenue de l'Europe
Tél. 06 83 25 25. Chambres et suites, piscine, tennis, golf, etc. Tarif 1984 : 100 F à 150 F l'été.

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUIL 51200 Eperv. T. (20) 58.48.37
Vin vieilli en foudre. Tarif s/dem.



Boîte aux lettres d'Allemagne fédérale (1970).

Les lois du genre

Président la Commission pour la féminisation des noms de métiers et de fonctions au ministère des droits de la femme, et répondant aux « quarante massueurs-dames » de l'Académie, le Monde du 17 juillet, M^{me} Benoîte Groult dit que l'appui des linguistes lui est acquis, et en tout cas je lui donne le mien, pour le fond comme pour la forme.

Afin d'apporter un peu plus d'air à son moulin, que l'on me permette d'entrer dans le détail des « lois du genre », comme l'Académie nous y invite.

Je serai, une fois n'est pas coutume, assez d'accord avec ces massueurs-dames pour avancer que, de plus en plus, comme en anglais par exemple, nous allons dans bien des cas vers un genre « non marqué », non par antiféminisme mais par effacement déjà séculaire, à l'oral, des anciennes oppositions portant sur la finale des noms et des adjectifs.

Si l'on excepte certaines régions, qui observent encore l'ancienne alternance de longueur entre un *ami*, une *amie*, un *député*, une *députée*, un *diu*, une *diue*, l'opposition de genre par « e » après voyelle n'est plus, en français, qu'une marque graphique.

Après consonne, en revanche, l'opposition est bien vivante, mais nuancée : dans *marchand*, *avocat*, *épicière* (consonne mutuelle finale) c'est le masculin qui est « marqué », non le féminin. Contrairement, en effet, à ce qu'on enseigne encore, le « e » final de *marchande*, *avocate*, *épicière* n'est en rien différent de celui des noms, *verbes*, *adverbes*, etc. en « e » (ministre, juge, pilote, maître, journaliste, tout comme le *chante*, le *sième*, *encore*, *lorsque*...) : il est simplement là pour marquer la prononciation de la consonne précédente (on dit qu'il est « diacritique »). Un mot sur lequel, en français, présente cet « e », et toutes catégories mêlées.

Ainsi, il est faux de soutenir, comme le fait l'Académie, que c'est forcément le genre dit couramment *une amie*, un *député*, une *députée*, etc. en « e » (ministre, juge, pilote, maître, journaliste, tout comme le *chante*, le *sième*, *encore*, *lorsque*...) : il est simplement là pour marquer la prononciation de la consonne précédente (on dit qu'il est « diacritique »). Un mot sur lequel, en français, présente cet « e », et toutes catégories mêlées.

Ce qui nous amène aux noms de métiers et de fonctions, qui, de toute évidence, devraient le mieux possible (il y aura toujours en relatif) entrer dans ces fameuses lois du genre.

Je considère comme acquis que les mots terminés par « e » caduc ne sont, en soi, pas plus masculins que féminins (ils penchent même, convenons-en, selon les préjugés qui considèrent toujours l'« e » comme « féminin », légèrement de notre côté) : lune ou la ministre, juge, pilote, comme (une ou la) concierge, secrétaire, manœuvre, etc. Ici, c'est bien sûr la syntaxe (articles, pronoms, accords) qui nous révèle s'il s'agit d'un homme ou d'une femme, et je trouve particulièrement amusant et mal venu l'obstination de certains à ne pas faire les accords écrits, et plus encore, oraux. Il faudrait dire, sans problème : « M^{me} la ministre (comme :

la secrétaire, d'Etat ou pas) s'est déclarée désolée... »

Pour le reste, finales muettes au masculin (*lieutenant*), voyelles nasales (*patronne*, *corvaine*, *informaticienne*), suffixes en « -ier, -ière (*coassumière*, *policière*, *hussière*, *comme romancière*), et enfin finales vocaliques nues (*députée*, *apprentie*, *diue*), les séries sont bien vivantes et les féminins s'introduisent vite.

Un seul problème, mais de taille, les finales en « -eur » : on pourrait, c'est vrai, être tenté d'aligner (la) *docteure*, *professeure*, *ingénieure*, *ambassadeuse*, sur (la) *meilleure*, *brûleuse*, *supérieure* (d'un couvent), et aussi sur (la) *marchande*, *général*, *capitaine*, etc. C'est la solution canadienne, et elle n'est pas mauvaise. Mais, outre qu'elle serait sans doute assez mal reçue (l'opposition créative actuelle étant non pas « -eur/-euse », mais « -eur/-trice »), elle nous entraîne loin, tant à l'oral qu'à l'écrit : Littré, par exemple, recense plus de 2500 noms en « -eur », dont près de mille en « -teur » (40 %). Des milliers d'autres, possibles ou probables, peuvent être tirés des verbes en « -re ». Il s'agit donc de la série sans doute la plus prometteuse à l'avenir. Alors-nous augmentons ainsi, massivement, nos marques écrites de genre, réservées jusqu'ici surtout aux voyelles ? A vrai dire, c'est une conception à part, et peut-être faudrait-il faire une exception pour elle. Tout d'abord, parmi les consonnes finales prononcées, écrites sans « e » graphique, r couvre plus de 50 % des cas (*mar*, *peur*, *chœur*). Ensuite, sur se trouve également dans deux séries de substantifs féminins, tirés du latin (*laurier*, *laurier*) ou d'adjectifs (*largeur*, *plaisir*).

Alors pourquoi ne pas jouer le jeu, et opter pour (la) *docteure*, (la) *professeure*, etc. ? Avec la masse de noms et adjectifs en « e » final, et aussi la tendance juvénile aux troncations (*la prof*, *l'insé*, etc.), on ira vite, contrairement à ce que soutenait R. Le Bidois, vers un « Madame la » généralisé.

Car le vrai problème, à mon avis, est là : il s'agit bien de changer, étant données les tendances actuelles du français, d'une question de syntaxe que d'une question de finales. Ici le genre est le plus souvent, disons, non pas « masculinisé » mais « neutralisé ». Là il est bien vivant, elle est bien vivante, et n'est-ce pas l'essentiel ?

NINA CATACH
directrice de recherche
au CNRS

(1) Voir les travaux d'H. Séguin, en particulier, pour l'adjectif. « Le genre des adjectifs en français », *Langue française* n° 20, 1973, pp. 52-74. L'auteur sans reproche que 33 % seulement des adjectifs varient à l'oral, 17 % sont de type *ami*, *ami*, 43 % de type *magnifique*, et seulement 7 % de type *cruel*.

Parpalaix

Avant suivi avec intérêt les développements de l'affaire Parpalaix et son heureux dénouement, je ne peux manquer de m'étonner des difficultés auxquelles cette jeune femme s'est heurtée tout au long de sa requête, et m'inquiéter de celles qu'elle devra encore affronter au cours des mois à venir.

Il y a, dans le discours de ceux qui s'opposent à ce qu'on appelle l'insémination post mortem, trop d'incohérences pour qu'on laisse passer l'occasion de les relever. Que penser en effet d'une société où l'on accorde que des femmes, du fait de la stérilité de leur mari, soient inséminées avec le sperme d'un autre homme, alors que l'on dénie à d'autres femmes le droit d'avoir un enfant de leur mari défunt ?

Il me semble que certains aspects de la conception d'un enfant grâce à l'insémination artificielle par le sperme d'un donneur (IAD) n'ont pas été bien mis en évidence, sans doute parce qu'il régit à ce sujet, il faut bien le dire, une certaine confusion. Cette confusion est la conséquence directe d'une méconnaissance déplorable des bases biologiques de ces techniques. Dans l'esprit du public, mais aussi, je le crois, dans celui de nombreux juristes, les différentes techniques utilisées pour permettre à un couple victime de stérilité de concevoir un enfant sont en réalité mal connues et confondues les unes avec les autres. Les articles parus dans le *Monde* du vendredi 3 août sont, à ce titre, assez révélateurs. Au sujet de l'IAD, les articles parlent souvent du « père » de l'enfant, sans préciser s'il s'agit du père biologique, c'est-à-dire du donneur de sperme, ou du père social, c'est-à-dire du mari de la femme inséminée. Ces ambiguïtés montrent que l'on n'a pas clairement mis en évidence cet aspect fondamental de l'IAD : contrairement à la fécondation in vitro, qui permet de pallier réellement la stérilité de la femme et de mettre au monde un enfant qui est, du point de vue génétique, l'enfant du couple, l'IAD ne pallie pas la stérilité de l'homme, et l'enfant qui naît n'est pas génétiquement l'enfant du mari, mais celui du donneur de sperme. Il s'agit donc, en fait, d'un enfant qu'on pourrait, en termes juridiques, qualifier d'illégitime.

Que les règles morales de notre société semblent s'en accommoder, on ne peut que s'en réjouir ; mais il est probable, malheureusement, que cette apparente tolérance soit due à une mauvaise compréhension de la biologie de la reproduction. Quoi qu'il en soit, si la société a su accepter l'insémination artificielle avec donneur, malgré les problèmes juridiques et moraux qu'une telle pratique peut poser, pourquoi ne pourrait-elle pas, de la même façon, accepter l'insémination post mortem ?

Les opposants à l'insémination post mortem (et, de façon plus générale, à l'insémination des femmes seules) avancent des arguments juridiques et moraux. Les arguments juridiques sont, bien sûr, à prendre en considération, surtout quand on connaît l'importance maladroite que les Français accordent aux problèmes d'héritage. On ne peut qu'espérer que les générations futures seront, dans leurs relations familiales, plus attentives aux liens affectifs qu'aux liens péculinaires.

Pour ce qui est des arguments moraux, ils paraissent beaucoup moins sérieux. On a pu dire que l'insémination des femmes seules devrait être interdite pour ne pas multiplier les cellules familiales monoparentales, et déjà trop nombreuses. Il s'agit là d'une opinion que partagent sans doute beaucoup de gens fidèles à une image traditionnelle de la famille, mais son bien-fondé resta à démontrer. Ayant, au cours de mes études universitaires, été amenée à connaître de nombreux enfants par le biais du

« baby-sitting », j'ai pu voir des enfants élevés par leur mère seule témoigner d'un équilibre, d'une vivacité d'esprit, d'une joie de vivre enfin, qui montraient bien qu'ils ne souffraient d'aucun trouble grave lié à la structure de leur famille. J'ai par ailleurs connu des enfants agressifs, instables, voire souffrant d'un certain retard affectif et mental, alors qu'ils grandissaient entre un père et une mère. Et que dire enfin de ces couples désemparés qui décident d'avoir un enfant dans l'espoir que leurs problèmes s'en trouveront résolus ?

On ne peut a priori prétendre qu'il soit mauvais pour un enfant de grandir sans père. Si le père est elle-même heureuse et équilibrée, pourquoi ses enfants ne le seraient-ils pas ? Enfin, et surtout, puisqu'il n'y a aucune loi interdisant à une femme seule, célibataire ou veuve, d'avoir un enfant, pourquoi y en aurait-il une pour l'empêcher d'en avoir un par le biais de l'insémination artificielle ? Puisqu'il est des domaines que l'on estime relever de la vie privée, de choix personnels, pourquoi cela changerait-il parce que de nouvelles façons de procréer sont apparues ?

Enfin, le fait que le père de l'enfant soit mort au moment de la conception pose-t-il vraiment un problème moral ? Qui peut dire s'il sera plus difficile pour un enfant de se savoir né d'un père mort que d'un père inconnu ? Est-il immoral de désirer un enfant d'un homme avec lequel on a vécu, qu'on aimait, et que la mort nous a arraché ? Est-il plus moral de mettre au monde un enfant qui sera, génétiquement, l'enfant d'un inconnu ?

Les enfants qui naissent aujourd'hui vivent déjà dans un monde où la réalité dépasse la fiction ; il est plus que probable que, dans un proche avenir, le fait d'avoir été conçu d'une manière non naturelle n'étonne ni ne choque plus personne. La société a trop longtemps érigé en dogmes et en lois une certaine vue des rapports humains et familiaux. Que ces gens qui nous gouvernent, hommes politiques, juristes, médecins, cessent donc de se prendre pour les gardiens d'une morale sociale que les progrès de la science et l'évolution des mentalités achèveront de rendre désuètes ! Ici peu, et qu'ils laissent aux intéressés le soin de leur aux-mêmes des conséquences de leurs actes. Ceux qui agitent le spectre de l'eugénisme pour effrayer les esprits et justifier les interdictions qu'ils souhaitent voir dresser oublient qu'une des caractéristiques de l'eugénisme est justement d'intéresser à certaines personnes de procréer, au nom d'une « certaine idée » de l'espèce humaine. En désirant interdire aux femmes seules de procréer, ils prétendent à leur tour une sorte d'eugénisme social, au nom d'une « certaine idée » qu'ils se font des structures familiales et sociales. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la liberté des individus qui en pâtit. Que le vingt et unième siècle soit donc enfin celui du respect de la liberté individuelle ! La seule vraie morale n'est-elle pas de laisser chacun libre de sa conduite, dans la mesure où personne n'en souffre ?

SOPHIE DURÉ,
agrégée de sciences naturelles
(Fontaine-la-Guyon,
Courville-sur-Eure).

Un été roman

LES participants à notre concours « Un été roman » doivent nous adresser leurs réponses au plus tard le vendredi 31 août 1984.

Ils devront inscrire ces réponses sur les bulletins prévus à cet effet et publiés en même temps que nos six propositions d'itinéraires dans le *Monde Aujourd'hui*, entre les 15-16 juillet et les 19-20 août.

Concours Le Monde-Zodiaque
Webster diffusion.
Boîte postale n° 512
75626 Paris Cedex 13

Les pianos de la rentrée au prix de l'été

-10 %
jusqu'au
15/09/84

+ livraison gratuite
le-de-france et
1^{er} accord gratuit

et nocturnes
les jeudis
jusqu'à 22 h.

Crédit personnel
(après acceptation du dossier CREG ou CETELM)

17, av. Raymond-Poincaré
PARIS 16^e - M^o TROCADÉRO - 553.20.60

pianos
MAGNE

